

Le Dossier

Qu'est-ce que "Être de Gauche"?

Mohamed MZOUGH

Aymen HACEN

Adil HADJAMI

Mohamed MOUSSAOUI

Abdelaali BENCHEKROUN

Lotfi CHAOUKI

Said MOSBAH

Younès EZ-ZOUAINE

Khadija BERADY

Mustapha ELOUIZI

3 questions à

Said SAADI / Nabila MOUNIB / Abdellah LHARIF

Kamal LAHBIB / Driss KHROUZ

Témoignage

Les élites politiques du mouvement national et les opportunités manquées

/ Mohamed BENSaid

Portrait

Sion ASSIDON : *Est-ce possible d'être vraiment de gauche sans être antisioniste?*

Document

"Hissons haut l'étendard léniniste sur la question nationale" / Organisation (23 Mars)

Lectures et comptes rendus

"Les territoires de Dieu", un roman de Abdelhak NAJIB / Mounir SERHANI

"Deux journées", roman de Latifa HALIM / Rachida AFILAL

Créations

Najib BENDAOU / **Ahmed HABCHI** / **Aymen HACEN**

Samia LAMINE / **Monsef SEDKI ALAOU**

Mounir SERHANI



**Centre d'Etudes et de Recherches
M. Bensaid Ait Idder (Maroc)**

9, Residence du Maréchal Ameziane. Rue Baghdad. Casablanca.

Site Web

www.cerm.ma

E-mail

centre.bensaid@gmail.com

E-mail (revue)

ar.rabiaealakhara@gmail.com



Impression

Omega Graphique
67, rue 35. Lot 2. Hay Sadri. Casablanca
Tél: 0522724211 / Fax : 0522724207

Dossier de presse

2013/ص34

Dépot légal

2015 PE 006

ISSN

2422-0000

Directeur de la publication

Ahmed SLIMANI

Directeur de la rédaction

Abdeltif ELYOUSFI

Secrétaire de rédaction

Abderrahman ZAKARI

Comité de rédaction

Ahmed BOUZFOUR

Najate NERCI

Abderrahim TAFNOUT

Mohamed ELAOUNI

Jamila AYEGOU

Mohamed HAFID

Administration financière

Najib SABER

Mohamed HAMZA

Diffusion & Conservation

Ahmed HABCHI

Majallat
A*r-rabii* | 2016
| N° 1

La revue **Arrabii**, éditée par le centre

Mohamed Bensaid Ait Idder,

apparaît dans ce numéro en version française après la publication de deux numéros en langue arabe. Il en sera ainsi un trimestre sur deux. Le centre veut s'ouvrir sur le lectorat francophone, constituant indéniable du marché symbolique et linguistique marocain et qui ne peut que représenter un enrichissement culturel certain. S'adossant aux grandes problématiques et méthodologies des sciences humaines et sociales, cette revue trimestrielle conçoit la production culturelle comme mise en espace du savoir à travers la lecture des enjeux politiques, sociaux, économiques et culturels du monde. Elle s'attelle à traiter ses sujets en rapport avec le temps présent, et leur apporte réflexion et prospection, sans se cantonner pour autant dans une perspective académique et scientifique spécialisée.

1

*La revue **Arrabii** est convaincue qu'apporter les éclairages nécessaires à notre passé, améliorer notre présent et inventer notre futur sont notamment une affaire de culture qui doit être mise à la portée du lectorat, toutes catégories confondues. Subséquemment, la culture est conçue comme lien social, comme vecteur de démocratisation à même d'interroger les certitudes, de poser les jalons pour un questionnement constructif, et d'indiquer les réponses idoines. Pour cela, **Arrabii** compte bien être un carrefour de rencontres, un espace de production, de partage et d'échange entre les générations et les différentes sensibilités dans la culture, l'art, la littérature, l'économie, la sociologie, et la politique. Un carrefour qui réconcilierait le politique et le social au culturel. Fidèle aux principes directeurs de son centre d'attache, le centre Mohamed Bensaid Ait Idder des études et des recherches, la revue **Arrabii**, tout en étant consciente de la dimension symbolique de la culture, de sa capacité à faire rêver, perçoit pertinemment l'impérieuse nécessité d'allier science et préoccupation citoyenne ;*

*de bénéficier du progrès des savoirs pour mieux appréhender les questions complexes auxquelles nous sommes confrontés. En effet, la culture et le savoir ont du pain sur la planche à cause de la montée en puissance extraordinaire des nouveaux médias, qui favorisent l'émotionnel ou le spectaculaire aux dépens de la réflexion. Ainsi, les intellectuels sont appelés à être des intermédiaires entre le domaine de la connaissance savante, vaste et spécialisée, et une société acculée au règne de l'immédiateté et de l'action. Une convergence du politique, de la science et du social telle est la gageure de la revue **Arrabii** qui est consciente que tout projet qui aspire à transformer une société doit, avant tout, mener le combat sur le terrain de la culture et des idées.*

Le dossier choisi pour ce numéro et qui s'intitule « Etre de gauche aujourd'hui, discours et pratique » arrive à point nommé pour contribuer au débat sur la place de la gauche aujourd'hui, il s'inscrit dans la vision de la revue qui cherche à interroger les pratiques à la lumière d'un savoir pluridisciplinaire pour mieux comprendre la réalité des choses. En effet, la gauche à travers le monde est, actuellement, le lieu de tous les questionnements, cette composante qui a façonné l'histoire de l'humanité et irrigué son champ conceptuel n'a eu de cesse d'animer les débats les plus enthousiastes autour de son discours et ses pratiques. Le cheminement universel de la gauche, toutes spécificités confondues, et ce depuis la chute de Berlin et l'avènement de la mondialisation, prouve que cela ne peut se faire que si elle se rénove, et que si elle se réconcilie avec la réalité contre le mur de laquelle viennent se briser toutes les idées et tous les discours qui ne veulent pas s'y accommoder.

Au Maroc, les temps sont aussi graves, les poussées visibles du conservatisme et le redoutable ancrage de l'autoritarisme ne peuvent qu'inquiéter les partisans de la démocratie, de l'égalité, de l'équité entre les citoyens, de la reddition des comptes. La gauche se doit de relever d'innombrables défis, de survivre à l'hégémonie mondialiste, aux décisions économiques prises ailleurs, à la montée et du conservatisme et de l'individualisme. En effet, il faut se rendre à l'évidence, la gauche est en bute à une offensive idéologique conservatrice qui grignote irrémédiablement du terrain, aidée en cela par une impopularité remarquable qu'endure la gauche depuis les déboires de l'alternance démocratique ; et à un assaut néolibéral

inexorable amorcé au début des années 80, réduisant la marge de l'initiative économique au point qu'elle n'est plus une opposition structurante du clivage gauche/droite. Le discours idéologique traditionnel de la gauche centré sur l'interventionnisme de l'Etat a devant lui de sérieux défis.

Il est indéniable que la gauche marocaine, toutes tendances confondues, a lutté depuis sa naissance pour une société plus libre et égalitaire et payé lourdement le prix pour la modernisation et la démocratisation de l'Etat et de la société. Toutes les idées résolument modernistes qui ont alimenté le discours politique, le débat public et les institutions ont été introduites et soutenues par la gauche. Démocratie, gouvernance, transparence, parité, droits humains, citoyenneté, ont trouvé leur assise dans le paysage culturel et politique grâce à l'action de la gauche. Mais aujourd'hui, les conséquences de la transition politique qui s'est révélée une aventure labyrinthique jusqu'à provoquer une usure des légitimités acquises durant des décennies d'opposition ont sérieusement altéré son image auprès de la population.

Depuis de nombreuses années, la gauche marocaine porte les séquelles de son Histoire. Elle pâtit d'émiettement, de dispersion et de déchirements intestins. Quand il ne s'agit pas de divergences politiques profondes ou de différences idéologiques majeures, il y a des querelles trouvant leurs origines dans l'histoire récente du Maroc et ayant pour conséquence un certain nombre de rendez-vous manqués. Sur le plan interne de fonctionnement, il est à noter une hégémonie des directions sur les instances de base, une persistance à privilégier les arrangements informels au détriment des pratiques démocratiques, et une incapacité à canaliser les divergences, à rassembler les énergies et à unir toutes les parties.

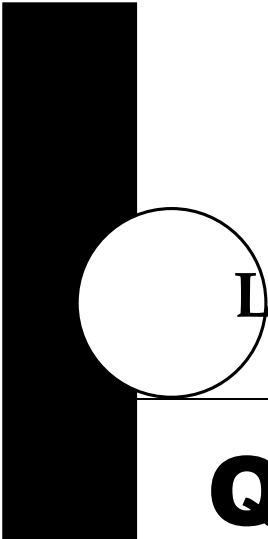
Aujourd'hui, la gauche est appelée à rénover son discours sur la société et l'Etat, à innover et à inventer d'autres concepts afin d'être au diapason de l'évolution de la société et des réalités. Pour renaître et se renouveler, elle doit reconquérir la bataille des idées, proposer un discours nouveau et se démettre d'une culture purement contestataire.

Arrabii qui a fait le pari de l'interdisciplinarité pour traiter ce dossier, entend ouvrir un débat constructif sur l'être de gauche qui semble être sujet à crispations, tout en réservant une part au rêve

*esquissant un chemin plus ambitieux que le seul pragmatisme
revendiqué par une certaine gauche qui se préoccupe du seul enjeu
électoral. Il s'agit bien d'interroger les possibilités d'un projet de
refondation sur de nouvelles bases tout en le reliant, si tant est que
ce soit possible, aux grandes heures de la gauche ; pour que ne
manque pas
un récit à son action politique.*

Arrabii





Le Dossier

*Coordonné par
Najate NERCI*

Qu'est-ce que" Être de Gauche?"

Mohamed MZOUGH

Aymen HACEN

Adil HADJAMI

Mohamed MOUSSAOUI

Abdelaali BENCHEKROUN

Said MOSBAH

Lotfi CHAOUKI

Younès EZ-ZOUAINE

Khadija BERADY

Mustapha ELOUIZI



Revue Arrabii

Centre d'Etudes et de Recherches Mohamed Bensaid Ait Idder

(CERM)

Casablanca / Maroc

Argumentaire du dossier "Etre de gauche aujourd'hui: Discours et pratiques"

6

Il va de soi qu'être de gauche a, de tout temps, été déterminé par l'antagonisme gauche/droite. La naissance même de l'appellation : « Gauche » en atteste. Elle est née de la position spatiale des députés qui, lors des Etats généraux de 1789 en France, votèrent contre l'élargissement des prérogatives du roi et se tinrent à gauche du président de l'assemblée constituante, à l'opposé des députés de l'aristocratie et du clergé, partisans du veto royal, qui se regroupèrent à droite. Depuis, cette bipolarité s'est adossé à des différences donnant un sens à cette logique binaire. D'ordres sociologique, politique, économique et culturel, ces divergences ont fondé l'identité des deux pôles. Toutefois, la pensée et le projet de gauche ne peuvent être réduits à une posture purement oppositionnelle. La formulation « être de gauche » a toujours renvoyé à l'idée d'un choix politique qui induit une certaine interprétation et une certaine hiérarchisation des valeurs s'inscrivant dans une vision du monde. La gauche a vu le jour pour exprimer les préoccupations, les revendications et les résistances des dominés contre les dominants et de présenter un projet alternatif aux populations éprouvées par le libéralisme, un projet cohérent, possible et réalisable. Elle fut notamment liée aux forces émancipatrices luttant contre la colonisation et conduisant les mouvements de libération, elle fut porteuse d'espoir, de

résistance et d'espérance en un monde meilleur. Mais les aléas de l'Histoire ne l'épargnèrent guère.

La gauche est aujourd'hui confrontée à une crise dont il y a deux éléments de diagnostic récurrents : D'une part, les grandes mutations survenues à la fin du siècle dernier l'ont beaucoup éprouvée et rendu son expression moins aisée. S'y adjoint les transformations majeures qui ont affecté le mode de production capitaliste sous l'effet de la mondialisation et des changements technologiques qui l'accompagnent. D'autre part, L'exercice du pouvoir l'a mis dans l'obligation de composer avec l'économie du marché, il en résulta une indifférenciation des programmes engendrant une forte dépolitisation dû au sentiment que l'action publique n'a pas de prise sur les destins individuels et que la mondialisation rend caduque toute initiative réformatrice nationale. En effet, même dans les démocraties occidentales jouissant d'une longue histoire institutionnelle, force est de constater que la gauche comme action, mode de gestion ne se situe pas à une distance assez considérable du libéralisme. Cette réalité a produit une multitude de révisions, de prises de position et de dissidences.

7

Ces scissions successives font qu'aujourd'hui « être de gauche » réfère à une multitude de significations. Cette fragmentation résulte de la complexification des questions qui se posent à la gauche. Face à la mondialisation, les « *gauches* » des peuples occidentaux constatent l'inefficacité totale des procédés de contestation qu'ils avaient opposés au capitalisme depuis deux siècles (grèves, manifestations, révolutions...). Les micros résistances et les micros insoumissions organisées dans les pays surendettés et les difficultés qu'elles ont à s'affranchir de la mainmise du capital mondialisé en est une illustration éloquent. Elles expriment toutefois l'extrême nécessité de refondation de la gauche et surtout une redéfinition de la formulation « être de gauche »

Au Maroc, la gauche est née du mouvement de libération nationale et en tire sa légitimité. Néanmoins, les vicissitudes de l'Histoire ne l'épargnèrent guère et elle connut des segmentations successives dues à l'apparition de divergences idéologiques et politiques. Une fraction continua à récuser toute perspective de gestion des affaires publiques sous la monarchie quand une autre portant la dénomination de « gauche institutionnelle » exerça longtemps « une opposition au régime » sans dénier pour autant la possibilité de l'exercice de pouvoir gouvernemental. Mais la fin du siècle dernier, vit un tournant quand des partis de gauche acceptèrent d'exercer le pouvoir aux côtés de la monarchie au détriment d'une revendication historique portée durant quatre décennies à savoir la réforme constitutionnelle. Le passage au gouvernement a eu de lourdes conséquences sur la crédibilité de l'identité politique de toute la gauche. « Etre de gauche » ne s'est guère reflété dans les chantiers conduits lors de son investiture ; jetant ainsi le discrédit sur son capital symbolique. S'attacher à des valeurs et des principes qui ont fondé la crédibilité de la gauche quand elle était dans l'opposition n'est plus d'une grande efficience. Elle fut accusée d'avoir abandonné son objet même, sa nature, c'est-à-dire le progrès social et l'éthique publique. N'ayant pu inaugurer une nouvelle ère dans le fonctionnement des institutions, ni dans la gestion des affaires économiques, elle fut à l'origine d'une perte de différenciation par rapport à la politique en vigueur depuis l'indépendance non seulement dans les discours, mais aussi dans les pratiques. Elle se trouva dès lors confrontée à deux problématiques touchant son « être » à savoir la représentation et la mobilisation dont les défaites électorales successives ne furent que la partie visible de l'iceberg.

Le dossier que propose d'ouvrir la revue « Arrabii » se veut être l'occasion de réfléchir sur la formulation « Etre de gauche : Discours et pratiques », deux axes, susceptibles d'être articulés, se dessinent pour cette réflexion :

Le premier axe, plus conceptuel, concerne la question de la détermination théorique de cette formulation. La question est d'autant plus pertinente qu'au sein de la gauche, se trouve des

divisions relatives aux positions ayant trait à l'authenticité des engagements, la gauche qui représentait le parti du mouvement, du changement (par la réforme ou la révolution), de l'action ne peut se vanter de lignes de démarcation bien nettes par rapport à la droite. Il s'agit de savoir si « être de gauche » traduit le même contenu que celui qu'elle avait avant l'avènement de la mondialisation des capitaux, si les multiples scissions ne sont pas porteuses de projets foncièrement différents, si l'émiettement des forces de gauche n'est pas la résultante d'une crise d'identité. Quelle identité aurait-elle si elle est acculée, comme elle l'a fait dans l'ordre politique, à changer de doctrine dans l'ordre économique et à accepter de se réconcilier avec une vision plus libérale de l'économie ? Si « être de gauche » est une double question : de perception et de devenir à l'échelle mondiale (Deleuze), comment concevoir « une internationalisation » (Badiou) et de l'identité et de la lutte alors même que les dominés des pays riches et ceux des pays pauvres ont des intérêts aujourd'hui radicalement divergents, l'amélioration de la condition des seconds se faisant aux dépens de celle des premiers (délocalisations) ? Par quels moyens pourrait-on procéder à une refondation de l'identité de gauche ? Serait-elle confinée aux frontières nationales ou devrait-elle les dépasser vers l'international ? Pourrait-elle se défaire d'un certain fatalisme : centralisatrice, étatique, très décisionnelle à partir du haut et de l'homme providentiel (Badiou) ? Cet « être de gauche » retrouvera-t-il sa vocation dans les micro-révolutions contre tout ce qui est global (Proudhon, Deleuze) ? Quel discours pourrait accompagner une refondation de l'idée de gauche ?

Le deuxième axe se veut plus "contextuel" et porte sur un diagnostic d'expériences de gauche tout en privilégiant l'expérience marocaine. Pourraient-être interrogés les alternatives auxquelles la gauche pourrait avoir recours pour redéfinir son identité. Est-ce que la gauche pourrait s'appuyer uniquement sur la société civile pour contrecarrer les forces du marché ? Est-ce qu'une syndicalisation à l'échelle mondiale ferait le contrepoids à la mondialisation ? Quelles sont les voies et moyens de donner une nouvelle traduction opérationnelle aux valeurs traditionnelles de gauche ? Comment rendre à « l'être de

gauche » ses lettres de noblesse quand il est en mal de doctrine, de discours cohérent, de vision historique et de pensée stratégique, quand il est traversé par l'impérialisme et quand il a tendance à se contenter de la consolation de la nouvelle religion qu'est les droits de l'homme(Debray) ? Y aurait-t-il un « être » commun aux différentes formations se réclamant de la gauche (Le travaillisme, le socialisme, le communisme post- stalinien, le « mouvement social », le républicanisme) ?

10 **Q**uel discours tient la gauche marocaine sur elle-même ? De quel recours dispose-t- elle pour relever le défi du ré-enchantement de l'avenir et de la reconquête du pouvoir ? Comment pourrait-elle tenter une re-légitimation ? Quelle doctrine opposer à la pensée de « l'urgence » qu'impose l'échiquier politique ? La gauche marocaine doit elle se contenter de mener une guerre des valeurs ? Qu'aurait-elle à gagner en s'inspirant du modèle social-démocrate qui a prouvé ses affinités plus avec le libéralisme en Europe qu'avec les principes de la gauche ? Pourrait-elle « être » sans force de mobilisation et de représentation ? De quelle troisième voie pourrait-on parler dans une rivalité avec des composantes d'un paysage politique bénéficiant de grandes capacités de mobilisation ? Quelle conception de l'action des pouvoirs publics pourrait lui redonner sa pleine identité dans un contexte national et international peu propice ?

La revue Arrabii, une revue à comité scientifique, consacre le dossier à la thématique : « Etre de gauche : Discours et pratiques » afin de contribuer à éclairer les zones d'ombre et à défricher les champs qui demeurent inexplorés. Les articles traitant du Maroc sont vivement souhaitables vu que peu de cas a été fait de la réflexion et de la production sur cette problématique. Nous espérons la replacer dans le débat politique.

Najate NERCI
Du comité de rédaction de la revue Arrabii





LA GAUCHE ABSENTE

LE “J’ACCUSE”

DE DOMENICO LOSURDO

■ Mohamed MZOUGHJI (*)

Domenico Losurdo, un des plus grands philosophes de

11

notre temps, a réuni en sa personne des qualités exceptionnelles : une intelligence philosophique puissante qui affronte les questions les plus ardues avec une compétence et une habileté hors du commun ; une connaissance profonde, variée, immense, des textes philosophiques et des courants de pensées les plus significatifs ; une rare lucidité intellectuelle, conjointe à une capacité d'analyse vraiment surprenante. Mais ce qui le rend, à mes yeux, le plus grand philosophe vivant, c'est qu'il a mis son savoir à la disposition d'une noble cause, je veux dire, la cause des peuples opprimés, et des déshérités de la terre, victimes d'un régime néocapitaliste farouche. Il est communiste, et il l'a toujours été ; il s'est levé contre l'hypocrisie néolibérale, contre la dérivation révisionniste d'une certaine gauche qui s'est embarquée dans la négation de soi-même, dans la damnation de sa mémoire, une gauche qui a dépassé la droite dans son zèle pour soutenir les interventions dites humanitaires de l'Occident, et les guerres déclenchées aux quatre coins du monde.

Après son livre monumental, *Hegel et l'Allemagne. Philosophie et question nationale entre révolution et réaction*¹, où il a effectué une lecture *toto caelo* de l'héritage hégélien dans tous ses aspects philosophiques et politiques, suivi par autre ouvrage opulent sur Nietzsche (1160 pages) : *Nietzsche. Le rebelle aristocratique. Biographie intellectuelle et bilan critique*², avec une bibliographie immense qui fait pâlir tout chercheur dans le domaine de la philosophie nietzschéenne. Ce livre formidable a été traduit en allemand en deux volumes sous le titre «*Nietzsche. Der aristokratische Rebell. Intellektuelle Biographie und kritische Bilanz* (Argument Verlag, Hamburg 2009)» Après quoi il s'est confronté au libéralisme, et il a produit un livre qui a pour titre : *Contre-histoire du libéralisme*³, où il enquête sur les contradictions mortelles du système libéral, qui d'une part célébrait la liberté, (exclusivement au peuples des seigneurs), et en même temps théorisait le despotisme ou l'esclavage même, au détriment des peuples coloniaux.

Les années suivantes ont vu la publication de deux ouvrages significatifs, parmi d'autres déjà publiés auparavant ; le premier traite d'un argument qui a tourmenté la gauche durant plus d'un demi-siècle, le stalinisme, ou plutôt la personne et l'œuvre de Staline, Losurdo affronte cette question avec courage dans son livre : *Staline. Histoire et critique d'une légende sombre*⁴. Le paradoxe historique formulé par le philosophe italien est le suivant : il y a eu un temps où des hommes d'État illustres (Churchill, De Gasperi etc.) et des intellectuels de premier ordre (Croce, Arendt, Mann, Kojève, Laski) considéraient avec respect, sympathie et même avec admiration Staline et l'état qu'il dirigeait. Mais avec le déclenchement de la guerre froide, et surtout avec le rapport Khrouchtchev, tout a changé et Staline de champion de la liberté est devenu un monstre, comparable seulement à Hitler. La réalité historique est toute différente et Losurdo la démontre avec

¹ D. Losurdo, *Hegel e la Germania. Filosofia e questione nazionale tra rivoluzione e reazione*, Guerini e associati, Milano 1997.

² ID, *Nietzsche. Il ribelle aristocratico. Biografia intellettuale e bilancio critico*, Bollati Boringhieri, Torino 2002.

³ ID, *Contro storia del liberalismo*, Laterza, Roma-Bari 2005.

⁴ ID, *Lenin. Storia e critica di una leggenda nera*, Carocci, Roma 2008.

une argumentation serrée et une quantité prodigieuse de documentations de première main.

Le deuxième ouvrage a comme titre : *La non-violence. Une histoire hors du mythe*⁵, où l'auteur analyse avec une grande finesse et expertise l'histoire paradoxale de la non-violence, depuis les organisations chrétiennes du 18^e siècle (érigés contre le fléau de la guerre et de l'esclavage en Amérique) jusqu'aux protagonistes des mouvements modernes, qui, soit par passion soit par calcul de *Realpolitik* ont agité le drapeau de la non-violence.

Après cela, Losurdo publie un livre sur la lutte des classes : *Lutte de classe. Une histoire politique et philosophique*⁶. Le but est de reprendre un thème qui a déjà subi une érosion auprès d'une certaine gauche qui a honte de l'héritage marxiste, et qui évite plus que jamais d'aborder ou évoquer des thèmes considérés comme désuets. Losurdo part du *Manifeste du parti communiste* où Marx et Engels parlent de « luttes de classe » au pluriel, en ce sens que cette lutte est un genre qui peut contenir différentes espèces : conflit interne aux classes exploiteuses ; luttes d'émancipation des peuples coloniaux ; luttes des classes ouvrières dans les métropoles capitalistes et des femmes contre l'esclavage domestique. Or, ce qui caractérise une conscience révolutionnaire c'est la compréhension de tous les rapports de coercition inhérents au système impérialiste, et l'appel à l'unification est adressé aux prolétaires de tous les pays et aux peuples opprimés du monde.

Enfin, apparaît en 2014 le livre tant attendu - et qu'on traite ici sommairement sans la présomption d'épuiser tout son contenu si riche et si compliqué. Il s'agit de *La gauche absente. Crise, société du spectacle, guerre*⁷. Le philosophe italien entame son livre par la phrase suivante : « *Le futur historien ne pourrait pas se passer d'exprimer sa surprise devant un phénomène qui caractérise notre société et notre temps* »⁸. Or donc, la perplexité du futur historien, se concentre sur ces trois points : en ce qui concerne la crise économique, il n'est pas difficile de lire dans des livres, revues, et journaux, des analyses réalistes et cruelles de la condition actuelle

⁵ ID, *La non-violenza. Una storia fuori dal mito*, Laterza, Roma-Bari 2010.

⁶ ID, *Lotta di classe. Una storia politica e filosofica*, Laterza, Roma-Bari 2013.

⁷ ID, *La sinistra assente*, Carocci Editore, Roma 2014.

⁸ Ibid, p. 11.

de l'Occident, des problèmes dramatiques de notre présent. La crise économique rejoint celle la crise politique, et traîne avec elle des guerres qui dévastent le monde entier. La question est : y a-t-il en Occident une gauche capable de mener une analyse critique réaliste et lucide des problèmes et des drames de notre présent, et sur cette base, articuler un projet de lutte et de transformation politique de l'existant ?

Offensive néolibérale et silence de la gauche

14

De nos jours, ce qui caractérise la situation des plus importants pays capitalistes, ce sont le chômage massif, la précarité généralisée, la dé-légitimation des droits sociaux et économiques et le démantèlement de l'état social. C'est ce que Losurdo appelle, l'offensive du néolibéralisme sur le plan économique⁹. Or, il ne faut pourtant pas, perdre de de vue, avertit Losurdo, le fait que le néolibéralisme, ne se limite pas seulement au plan purement économique, mais envahit aussi la politique. En effet, si nous prenons les deux patriarches de ce courant, Hayek et Von Mises, nous voyons qu'ils réunissent étroitement, le refus de l'état social, la condamnation des partis de masses et des corporations syndicales. La célébration du marché, pour le premier, va de pair avec la remise en question de tout ce qui a rendu possible l'état social : « *La grande masse ne possède pas la capacité de penser logiquement* », elle est privée des moyens pour « *comprendre les problèmes plutôt compliqués de la vie sociale* », déclare Von Mises. Celui-ci préconise même « *un suffrage limitée, par exemple, seulement aux propriétaires terriens* », ou bien un système politique dans lequel, la figure qui doit gérer le pouvoir est la figure du *gentleman* privé de profession, comme dans le parlement anglais entre les deux guerres. Hayek va plus loin et déclare que la participation populaire aux décisions politiques, la liberté collective, en somme, n'est pour rien essentielle, et le fait d'insister sur elle, comme ont fait les partis de masses et les

⁹ *Ibid*, p. 42.

syndicats, est déjà expression de la ruineuse décadence de la doctrine libérale¹⁰.

Le paradoxe pourtant est que cette remise en question du suffrage universel serait très dangereuse à mettre actuellement en application, alors il vaut mieux la laisser en place formellement, mais de vider la démocratie de sa signification et la transformer en ploutocratie, et ainsi le retour du pouvoir de l'élite restreint verra le jour. En effet, de nos jours le poids exercé par la richesse est si fort que le système politique – électoral condamne de fait les classes subordonnées au silence et laisse, au contraire, libre cours uniquement à la compétition parmi une élite politique restreinte.

Nous sommes tenté de penser que ces analyses précises, serrées, impitoyables, faites par le philosophe italien sont confinées au monde Occidental, et ne touche en rien la réalité du monde arabe. Erreur grave, parce que le néolibéralisme est lié étroitement au colonialisme vieux et nouveau, et le monde arabe est touché directement par ce fléau : si les patriarches regardent avec suspect la « liberté collective » revendiquée par les classes subalternes en Occident même, comment ils ne tenteraient pas de remettre en question la liberté collective revendiquée par les peuples colonisés ? L'universalisme de la déclaration universelle des droits de l'homme est critiqué par Hayek, et il rend hommage seulement à l'homme Occidental.

15

L'idée d'une démocratie pour le peuple des seigneurs, subsiste même après les mutations profondes intervenues suite à la révolution anticoloniale mondiale. Selon Losurdo, on ne peut pas parler d'une rupture totale avec le passé raciste, quand les libéraux réinterprètent comme simple *western supremacy* la *white supremacy* longtemps invoquée par l'Occident, en continuant à ignorer le principe de l'égalité entre les nations et le problème de la réalisation de la démocratie et de la suprématie de la loi au niveau international.

Malheureusement, dit Losurdo, la gauche occidentale réfléchit de manière analogue, et a hérité sur ce point de toutes les limites de la tradition libérale. Pour Norberto Bobbio, il n'y a aucun doute : ce sont les USA et leurs alliés qui représentent la cause de la liberté et de la démocratie. Les coups d'état initiés en Amérique

¹⁰ *Ibidem*.

latine, les guerres déchaînées partout sans l'approbation du conseil de sécurité de l'ONU, en un mot, la démocratie dans les rapports internationaux ne joue plus aucun rôle.

Or, on peut penser que pour la gauche radicale les choses sont différentes. Il n'en est rien. Alors que Slavoj Žižek parle de la Chine comme d'un capitalisme autoritaire, il procède par opposition au capitalisme en quelque sorte démocratique, et argumente de la même manière que Bobbio et Popper. La chose, dit Losurdo, est si stupéfiante pour le fait que, à l'encontre du philosophe italien, le philosophe slovène, attire l'attention sur un aspect essentiel de la politique des USA. Il rapporte la directive de Henry Kissinger commandée à la CIA pour déstabiliser le Chili de Salvador Allende (*Faites en sorte que l'économie hurle de douleur*) et il souligne que cette politique a continué à être mise en acte contre la Venezuela de Chavez. Et pourtant, bien que reconnue et mise en évidence, la prétention d'exercer une dictature planétaire ayant recours à tous les moyens, ne joue aucun rôle pour distinguer pays autoritaires et pays démocratiques.

16

La question qui est régulièrement éludée par la gauche occidentale et qui est le centre de ce livre : est-ce que le « monde libre » incarne réellement la cause de la liberté ? La réponse de Losurdo est négative : les modifications intervenues suite au triomphe occidental dans la guerre froide ont mis en évidence le caractère plus que jamais problématique sinon mensonger de cette autoreprésentation. D'autre part, ce triomphe a rendu décidément plus précaire l'opposition au système et a mis un bon nombre d'intellectuels de gauche en état de confusion.

Pour la gauche occidentale, Michel Foucault représente une sorte d'icône, mais beaucoup ignorent les thématiques néolibérales radicales « *qui dénoncent dans les politiques sociales d'après-guerre une inspiration parente de celle du nazisme, conduisant droit au totalitarisme, tout particulièrement au socialisme* ¹¹ ». Pour Losurdo, la critique de l'état social chez Foucault n'est pas moins nette que celle de Hayek, auquel entre autre il fait référence explicitement. Le point le plus important, pour Losurdo, n'est pas l'affirmation de Foucault selon laquelle les garanties sociales renvoient

¹¹ I. Garo, *Foucault, Deleuze, Althusser et Marx. La philosophie dans la politique*, Paris, Demopolis, 2011, p. 139.

à «une rationalité née autour de la première guerre mondiale¹²» et qui serait en contradiction avec la «rationalité politique, économique et sociale des sociétés modernes», même si pour Losurdo cette idée de Foucault est fausse, parce que nous avons un cas où le contraire a pu être vérifié, à savoir que la revendication des droits sociaux et économiques qui traverse au fond le cycle révolutionnaire français, a obtenu les premiers succès dans l'Allemagne de Bismarck, contraint, pour empêcher la révolution socialiste redoutée par le bas, à faire des réformes d'en haut.

La question centrale, selon le philosophe italien, est toute autre : en se référant à Hayek, Foucault confond dans le jugement de condamnation nazisme, communisme, république de Weimar et socialisme, qui seraient tous unis par le culte ruineux de la sécurité sociale. Mais, ici, on est confronté à un sophisme, plutôt à une cécité historique, sinon à une espèce de révisionnisme, comme affirme Losurdo. Le néolibéralisme, en effet, se confond avec le révisionnisme historique : le nazisme uni même avec le socialisme réformé, a vu ainsi disparaître son horreur¹³.

Maintenant que la sécurité sociale et le socialisme sont définitivement discrédités, à travers cet amalgame infâme, on peut procéder tranquillement au démantèlement de l'état social, de la liberté du besoin et des garanties sociales et économiques.

Mais l'amalgame fait par Foucault, bien qu'il soit efficace sur le plan démagogique, reste pourtant ingénu sur le plan logique et philosophique : personne au monde ne songe à discréditer une fois pour toute l'idéal de la démocratie pour le fait qu'aux États Unies du 18^e et du 19^e siècle, le parti qui a plus tenacement défendu l'institution de l'esclavage et puis le régime terroriste de la suprématie blanche se définissait comme démocratique. Les affinités ou plutôt, les assonances linguistiques, ne sont pas un indice d'affinité politico-idéologique, comme d'aucuns peuvent le prétendre superficiellement. Le socialisme de sang pur, l'état social, chères au troisième Reich renvoient clairement à la tradition coloniale : il s'agit de transformer les prolétaires allemands, de race aryenne en colons auxquels on garantit la propriété foncière (enlevée aux indigènes de l'Europe de l'Est) et

¹² M. Foucault, « *Un système fini face à une demande infinie* » in *Dits et écrits II*, Paris, Gallimard, 2001, p. 1187.

¹³ D. Losurdo, *La sinistra assente*, p. 268.

une main d'œuvre plus ou moins servile formée par les indigènes survécus aux procès d'expropriation et de déportation¹⁴.

Ces données historiques sont absentes chez Foucault, ignorées par les intellectuels de gauche qui se sont embarqués dans la répétition mécanique des thématiques néolibérales. L'état social du nazisme loin de s'inspirer du socialisme marxiste, s'inspire d'une tradition occidentale colonialiste et libérale. Il ne résiste pas à une analyse sérieuse du bilan historique tracé par Hayek et, malheureusement, signé par Foucault. L'un et l'autre, rapprochant avec désinvolture, socialisme de bon sang et sécurité sociale à celle que Hitler se proposait d'édifier au détriment des peuples dits inférieurs, démontre une cécité devant le phénomène colonial et l'oppression raciale. En réalité, précise Losurdo, s'il y a quelque chose de nos jours qui peut faire penser au statut social cher au nazisme, ce sont les constantes aides financières mises à disposition de ceux qui, pour échapper à la misère, se joignent à l'armée américaine et peuvent ainsi espérer l'amélioration de leur condition de vie seulement dans la mesure où ils s'engagent dans les guerres néocoloniaux et impériales décidées par Washington.

18

Losurdo n'en finit pas avec Foucault, il cherche à démêler tous les sophismes latents dans sa pensée politique. Foucault est devenu célèbre et a gagné aussi l'admiration de la gauche par son analyse fine et sympathique de la condition des exclus et marginalisés, enfermés dans des prisons qui souvent finissent par se configurer comme des institutions totalitaires. Mais ses admirateurs de gauche, objecte Losurdo, ne savent pas que la dé-légitimation de l'état social auquel Foucault procède ouvre les portes à la configuration de la question sociale comme problème d'ordre public et par conséquent à la dilatation extrême de l'univers pénitencier : preuve en est que les USA où l'état social n'a jamais été instauré et où le nombre des détenus, presque toujours d'origine populaire et très souvent afro-américaine, ne cesse d'augmenter¹⁵.

¹⁴ *Ibid*, p. 269.

¹⁵ *Ibid*, p. 270.

Terrorisme de l'indignation

En ce qui concerne la politique internationale, Losurdo cite un fait que tout le monde arabe connaît très bien, c'est le recours aux armes chimiques contre les civils, dont l'Occident a accusé le gouvernement syrien. Or, un célèbre journaliste américain, Seymour Hersh, a fait des révélations importantes à ce propos : non, les responsables de telle infamie n'étaient pas le gouvernement syrien, mais plutôt les « rebelles » soutenus par les monarchies réactionnaires du Golfe, alliés de l'Occident et de la Turquie, un pays membre de l'OTAN et le principal protagoniste de la provocation et de la mise en scène du massacre. Ils espéraient par cet acte de soulever, contre les dirigeants syriens, une onde d'indignation au niveau mondial et ainsi justifier l'action dévastatrice des bombardiers avec les moteurs déjà prêts à entrer en action¹⁶. L'industrie du mensonge travaillait en plein régime, dans tous les moyens d'information, elle a atteint son apogée lors des premiers jours du massacre, et pourtant, la gauche a brillé par son absence. On attendait de la gauche un minimum de courage pour exprimer des doutes au moment où la manipulation faisait rage, de prendre conscience de la nécessité de démasquer l'industrie belliqueuse du mensonge qui continue à conditionner l'opinion publique. Rien de tout cela.

19

La gauche, disait Losurdo, disparaît proprement « *au moment où elle est appelée à réagir* », non seulement contre le système capitaliste, mais aussi, et particulièrement contre le « *procès en acte de polarisation sociale et de redistribution massive du revenu en faveur de la grande richesse et d'une grande richesse souvent parasitaire* », contre la réapparition « *des guerres coloniales et néocoloniales à grande échelle* », contre « *la restriction et la distorsion de la sphère publique provoquée par la ploutocratie et par une industrie de la mensonge plus prospère, plus puissante et plus perverse que jamais* »¹⁷.

Les fluctuations de la gauche envers la guerre a induit Losurdo à parler de *damnatio memoriae* (condamnation de la mémoire), et

¹⁶ Ibid, p. 11-12.

¹⁷ Ibid, p. 12.

c'est à partir de cette catégorie qu'on peut comprendre la capitulation d'une grande partie de la gauche occidentale où les classes intellectuelles plus inclinées à prendre terriblement au sérieux les illusions morales que la bourgeoisie nourrit sur soi-même, selon une expression de Marx, exercent une grande influence.

Plus grave encore, le fait que la gauche occidentale est le cible directe de ce que Losurdo appelle « *le terrorisme de l'indignation* ¹⁸ » : gauche et ex-communistes ont intériorisé le motif de fond de l'idéologie dominante, c'est-à-dire le *dénigrement de l'héritage* du communisme en tant que mouvement sourd aux raisons de la morale, prêts même à la sacrifier sur l'autel de la philosophie de l'histoire. Une fois ces motifs sont intériorisés négativement, et à l'occasion de chaque conflit représenté par la *Psywar* (psychose de la guerre) et la société du spectacle comme conflit entre le Bien et le Mal, des gauchistes se laissent prendre par la panique et se précipitent pour se présenter comme les champions d'une morale plus intransigente.

Sans analyser profondément les notices, ni prendre les précautions devant les divers et contradictoires intérêts mis en jeu, les organes de presse de la gauche subissent le terrorisme de la perception immédiate produisant ainsi les effets programmés. Un exemple typique est celui de la guerre de Libye : en Libye la révolte de groupes armés et organisés par les services secrets britanniques et américains était en cours, et se profilait à l'horizon l'intervention armée de l'Occident. Devant une telle situation critique, l'attitude la plus prudente qu'on pouvait adopter est de bien s'informer sur les événements en cours. Rien de tout cela : le secrétaire du CGIL, le plus grand syndicat de l'Italie recourt à un langage exalté. Ce qui se déroule en Libye est « un génocide », vingt ans auparavant, le journal de gauche fondé par Gramsci, *l'Unità*, intitulait en plein page « à Pékin un génocide », alors qu'il s'est avéré par la suite qu'il n'y eut pas de génocide à Pékin, et ainsi, sans le savoir, les militants de gauche contribuaient à renforcer l'interventionnisme militariste et la légitimation des bombardements sauvages.

¹⁸ *Ibid*, p. 237.

Ce n'est un mystère pour personne, que les actions militaires contre la Libye ont eu pour but l'amorce d'une nouvelle Sykes-Picot, c'est-à-dire un nouvel accord pour partager le Moyen-Orient. Eh bien, tandis que les interventions journalistiques et certains analystes reconnaissaient le caractère colonial de la guerre, et tandis que l'Italie se montrait perplexe et méfiante devant l'excès de protagonisme de la France, Susanna Camusso, secrétaire générale du plus important syndicat des travailleurs italiens, prononça un discours de feu pour condamner les hésitations du gouvernement et le pousser à l'intervention armée ! Absence de la gauche ? Non seulement absence, mais selon Losurdo, c'est tomber dans un état psychologique confusionnel, confirmé par la prise de position déconcertante d'une personne qui a passé toute sa vie à militer au sein du parti communiste italien, Rossana Rossanda, une sorte de mythe pour la gauche européenne. Ainsi, ce mythe intervient sur un journal de gauche « *Il Manifesto* », pour exiger l'abandon de toute « prudence » envers les événements en cours, et pour solliciter un soutien décisif aux rebelles libyens, (qui sont en réalité des terroristes islamistes, les plus cruels au monde), sans se laisser effrayer par cette guerre inhumaine qui se profilait à l'horizon.

21

Deux femmes, qui plus est communistes, incitent à la guerre, la première a bafoué la tradition anticoloniale du mouvement ouvrier et syndical, ainsi que le traditionnel antimilitarisme. Au lieu d'exiger la réduction du bilan militaire, devenu plus que jamais nécessaire à cause de la diminution des dépenses sociales imposées au nom de l'austérité, la dirigeante syndicale contribue à son ultérieure dilatation. Le cas de Rossana Rossanda, démontre selon Losurdo, la dévastation culturelle et politique qui a investi la gauche au point d'oublier les vicissitudes de la guerre coloniale déchaînée par l'Italie il y a cent ans, et qui ne se fit pas sans pratique génocidaire¹⁹.

Le terrorisme de l'indignation, continue à piéger la gauche, à fonctionner d'une manière admirablement funeste, disait Losurdo, en diffusant soit des mensonges purs et simples soit des demi-vérités, et dans la majeure partie des cas, il a provoqué plus de victimes que celles qu'il prétendait vouloir protéger : « *La*

¹⁹ *Ibid*, p. 46-47.

représentation mensongère du conflit en Libye comme génocide perpétré sur une masse de civils inertes a permis à un gigantesque appareil militaire de massacrer des dizaines de milliers de personnes, sans rencontrer d'opposition dans l'opinion publique, au contraire gagnant même son consentement ²⁰».

Pour sortir de l'Occident

Peu de philosophes européens ont insisté sur le chapitre du colonialisme, ou dénoncé fermement les horreurs du passé colonial des pays qui se dressent aujourd'hui comme le rempart de la liberté et des droits de l'homme. Mais Domenico Losurdo a fait de ce thème, si brûlant, son cheval de bataille, pour rafraîchir la mémoire de l'Occident et le mettre en face de sa responsabilité présente et passée.

22

Le paradoxe est que beaucoup de penseurs occidentaux ne sont pas d'accord sur la définition même de l'Occident, sur qui appartient de droit à cette île des beats et qui en est exclu. Ce discours, confus et simpliste, s'est accentué dernièrement avec l'avènement des nationalismes agressifs, et de la redécouverte, aussi bien chez la droite que chez une certaine gauche réformatrice, des vertus exceptionnelles de l'Occident. Or Losurdo dénonce sa base raciste en mettant ses représentants en flagrante contradiction.

Karl Marx a été expulsé depuis longtemps de l'occident authentique, et après lui Lénine, considéré par Louis Dumont comme le produit de la réaction russe contre l'Occident²¹. Hegel, aussi, a subi le même sort, il a été mis doublement sous les feux de l'accusation, en tant que co-responsable soit des développements politiques qui ont eu lieu en Allemagne soit de celles qui ont eu lieu en Russie suite à la révolution d'octobre. Parfois, à être soupçonné d'avoir une appartenance douteuse à l'Occident, c'est la tradition philosophique allemande dans son ensemble. Hella Mandt, une auteure allemande dans son livre : *Théorie de la tyrannie et droit de résistance*, va jusqu'au point d'écrire que non seulement la pensée politique de Kant, ainsi que celle de Hegel,

²⁰ Ibid, p. 239.

²¹ L. Dumont, *Homo aequalis II. L'idéologie allemande*, Paris, Gallimard, 1991, p. 27.

mais aussi la théorie bourgeoise en Allemagne, dans son ensemble est en flagrante contradiction avec la conception occidentale²². Mais le sociologue Schumpeter prétend pouvoir sauver Kant seulement grâce aux influences anglaises qu'il croit relever chez lui. Et de nos jours, Dahrendorf affirme que Kant a découvert et développé la tradition britannique pour l'Allemagne, mieux, pour la Prusse.

Ainsi, conclut Losurdo, pour pouvoir être considéré citoyen de l'Occident, et donc pour être réhabilité, Kant doit être préliminairement annexé à la tradition anglo-saxonne : il devient victime d'une sorte de *Anschluss* posthume, un philosophe qui, surtout dans la période où il écrit *Pour la paix perpétuelle*, s'engage dans une polémique ardente avec le pays qui dirige la coalition anti-française et contre-révolutionnaire, dans une polémique qui n'hésite pas à définir Pitt, le chef du gouvernement anglais, comme un « *ennemi du genre humain* ». Donc, sans être consulté, Kant devient un citoyen honoraire de celle que Dahrendorf, définit comme « *l'île beat, même si elle n'est pas du tout parfaite* », à savoir la grande Bretagne qui pour le philosophe de Königsberg constituait « *la nation la plus dépravée* », celle qui considérait « *les autres peuples et les autres hommes* » comme de simples « *appendices* » ou « *instruments* » de sa volonté de domination.

23

Or cette singulière procédure judiciaire, pour laquelle un auteur allemand est absout ou condamné dans la mesure où il réussit à se procurer un certificat idéal de citoyenneté occidentale est très répandue dans le milieu intellectuel européen, nous la retrouvons même chez un auteur tel qu'Habermas, lequel qui identifiait la limite de fond de Hegel dans son « *aliénation de l'esprit Occidental* ».

On peut repérer les thèmes dénoncés par Losurdo chez Habermas dans les récentes déclarations de ce dernier à propos de l'Occident chrétien et la modernité. Dans une interview intitulée « *Israël ou Athènes* », Habermas soutient l'idée classique que la modernité ne peut découler que du cœur de l'Occident, en raison de facteurs religieux, culturels et sociaux : la modernité n'a pas pu émaner, par exemple, du monde où le bouddhisme a dominé. Seulement dans le monde occidental ont été réunies les conditions

²² H. Mandt, *Tyrannislehre und Widerstandrecht*, Darmstadt 1974, p. 283.

cognitives pour construire une conscience moderne, et le christianisme a joué un rôle capital dans la naissance de la modernisation : « *D'un point de vue sociologique, les formes modernes de droit abstrait, de la science expérimentale, et de l'art n'auraient jamais été en mesure de se développer indépendamment des formes organisatrices du christianisme hellénisé et de l'église romaine* »²³.

C'est totalement faux, et totalement faux aussi de dire que « *L'idée même de Dieu - l'idée d'un créateur et rédempteur unique et invisible - avait représenté l'émergence d'une perspective entièrement nouvelle par rapport aux récits mythiques. L'esprit fini conquerrait une prospective transcendante par rapport à toute chose intramondaine* ». C'est comme si Habermas n'avait jamais lu l'*Essence du christianisme* de Feuerbach où il traite amplement ce problème et démontre que le Dieu créateur est le principe le plus pratique du monde, le monothéisme c'est l'égoïsme sous forme de religion ; certes, cet égoïsme peut offrir au croyant un solide et ferme principe de vie ; mais « *il le rend théoriquement borné parce qu'indifférent à tout ce qui n'est pas en relation immédiate avec le bien du soi* »²⁴. Contrairement à ce que dit Habermas, la science ne peut pas naître de cette vision circonscrite du monde. La science, écrit Feuerbach « ne naît, comme l'art, que du *polythéisme*, car le polythéisme est le **sens qui s'ouvre** sans jalousie à toute beauté et bien sans distinction, le sens du monde, de l'univers »²⁵.

Or, continue Habermas, à la différence des régions dominées par le bouddhisme, qui n'ont jamais pu générer les conditions d'une modernité, « *en Occident, le christianisme non seulement a satisfait les présupposés cognitifs d'une structure moderne de conscience, mais a aussi favorisé des motivations qui ont été largement étudiées par Max Weber dans ses recherches sur l'éthique économique. Pour l'auto-compréhension normative de la modernité, le christianisme occidental ne représente pas seulement un précédent ou un catalyseur* ». Qu'est-ce qu'il représente alors ? Représente et englobe en lui toutes les conquêtes significatives de la modernité,

²³ J. Habermas, *Israel oder Athen: wem gehört die anamnestiche Vernunft?*, Suhrkamp Verlag Frankfurt am Main 1997 (trad., it. Gerusalemme, Atene e Roma, in *Tempo di passaggio*, Feltrinelli, Roma 2004), pp. 128-29.

²⁴ L. Feuerbach, *L'essence du christianisme*, Paris, Maspero, 1982, p. 246.

²⁵ *Ibidem*.

précise Habermas. En effet, avec le christianisme on a « *l'universalisme égalitaire, duquel dérivent les idées de liberté et connivence solidaire, conduite autonome de la vie et émancipation, conscience morale individuelle, droits de l'homme et démocratie – c'est un héritage direct de l'éthique hébraïque de la justice et de l'éthique chrétienne de l'amour* ».

Propos gravissimes, si l'on se rend compte de leur charge antihistorique. C'est une idée qui se trouve chez beaucoup de penseurs européens du siècle précédent, on la trouve, par exemple, chez Benedetto Croce, comme chez Max Weber, mais on ne l'attendait pas de la part de Habermas. La modernité qu'on veut reconnaître au christianisme, en tant qu'affirmation de tolérance et de respect de la valeur de la vie humaine, de sa dignité, de l'autonomie et de la liberté de la personne, ne provient pas du christianisme à partir d'une évolution intrinsèque, mais ce sont des acquis contre les intentions du christianisme et de toute religion²⁶.

25

L'église, qui a brûlée Giordano Bruno, disait le philosophe italien Franco Lombardi, ne peut surgir comme le rempart de la pensée moderne. Et même là où elle a évolué et s'est faite libre, c'est l'esprit moderne qui l'a guidée, et non pas le contraire. Le principe du monde moderne est un principe laïc; laïque aussi l'idée selon laquelle Dieu se révèle dans chaque individu et donc chaque individu est sacré, c'est une idée qui dérive de la Renaissance et se rattache au courant averroïste. Le monde moderne s'appuie sur le principe de tolérance, du respect de chaque opinion et de chaque foi; ce principe ne représente pas l'actualisation d'un principe religieux, sinon par la transvaluation des termes, mais plutôt d'un principe humain²⁷. Il ne faut pas oublier que le point de friction entre la religion et le monde moderne réside dans la tendance conservatrice de toute vérité de type théologique qui contraste avec le principe de liberté individuelle.

Mais l'appartenance à une civilisation millénaire, quel que soit son degré d'évolution et ses conquêtes scientifiques, ne justifie en aucune manière l'attitude de supériorité, ou l'arrogance ou l'oppression des autres peuples. C'est la critique que fait Losurdo

²⁶ F. Lombardi, *Nascita del mondo moderno*, Sansoni, Firenze 1967, p. 293.

²⁷ Cfr. A. Capizzi, *Dall'ateismo all'umanesimo*, Edizione dell'Ateneo 1967, p. 261.

à l'Occident, une critique qui renoue avec la leçon du dirigeant bolchévique, Lénine, un lecteur passionné de Hegel et Marx, féru de culture Occidentale et ennemi implacable de l'autocratie tzariste et du despotisme asiatique. Personne ne nie le degré du progrès européen dans divers domaines : en Europe, il y a une presse plus ou moins libre, une représentation populaire, une rivalité électorale, des partis politiques, tandis qu'en Asie, il n'y a rien de tout cela, seulement l'oppression et l'ignorance des masses populaires. Et pourtant, dans le procès nécessaire d'apprentissage des plus hautes conquêtes de la tradition culturelle et politique occidentale par les pays engagés dans la lutte pour la modernisation, l'émancipation est contrainte à entrer en conflit avec les puissances coloniales²⁸.

Pour Lénine, fausse et pernicieuse est l'idée générale d'une Europe avancée et une Asie arriérée, paradoxalement, dans les temps présents le contraire est vrai : « *En Asie se développe, s'étend et se renforce partout un puissant mouvement démocratique ... des centaines de millions d'hommes se réveillent à la vie, à la lumière, à la liberté ... et l'Europe avancée ? Elle saccage la Chine et en Chine aide les ennemis de la démocratie, les ennemis de la liberté* ²⁹ ». Et si par hasard les forces progressistes devaient entraver les plans de pillage coloniaux de la bourgeoisie européenne ? Que se passe-t-il ? « *Alors l'Europe "avancée" élèvera des haut cris invoquant la civilisation, l'ordre, la culture et la patrie ! Alors elle fera parler les canons et écrasera la république asiatique "arriérée". Toute l'Europe qui commande, toute la bourgeoisie européenne est alliée avec toutes les forces de la réaction et du Moyen âge en Chine* ³⁰ ».

Transposer ce discours à la situation actuelle, appliquez-le sur la Somalie, la Libye, la Syrie, l'Irak, et vous verrez que rien n'a changé depuis les guerres coloniales du 19^e siècle. C'est l'Occident qui a créé les frères musulmans depuis le siècle dernier, c'est lui qui a financé et armé actuellement les terroristes islamistes, anthropophages, coupeurs des têtes, profanateurs des tombes,

²⁸ Losurdo, *Universalismo e etnocentrismo nella storia dell'Occidente*, Quattroventi, Urbino 2000, p. 67.

²⁹ W. I. Lenin, "*L'Europa arretrata e l'Asia avanzata*" (1913), in ID, *Opere*, vol. XIX, Editori Riuniti, Roma 1965, p. 81-2, cit. D. Losurdo, *Universalismo e etnocentrismo*, p. 68.

³⁰ W. I. Lenin, "*L'Europa arretrata e l'Asia avanzata*" (1913), *ibidem*.

c'est lui qui a favorisé l'application de la *charia* dans les pays dits libérés, en somme c'est lui qui nous a plongé dans les ténèbres.

La conservation des rapports féodaux ou semi-féodaux est une partie structurelle de la politique coloniale et néocoloniale de l'Occident. Et c'est pour ça que Lénine a montré une grande fermeté dans la lutte contre les forces religieuses réactionnaires qui ont toujours empêché l'éveil de leurs peuples. Il a mis en garde les révolutionnaires de l'époque du danger de faire preuve de complaisance avec les mouvements religieux, un danger dans lequel sont tombés, après tant d'années, certains communistes du monde arabe : « *Il faut lutter, dit Lénine, contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux qui sont influents dans ces régions. Il faut lutter contre le **panislamisme** et tous les mouvements analogues qui s'efforcent d'amalgamer le mouvement de libération dirigé contre l'impérialisme anglais ou américain avec le renforcement du pouvoir des khans, des grands féodaux, des mullahs etc.* ³¹ ».

L'idéologie coloniale fait appel aussi à la nécessité d'exporter la civilisation au monde, mais Lénine démasque cette prétention, en prenant comme exemple la guerre italienne en Libye, cette « *typique guerre coloniale conte un État civil du XX siècle* ». Nous voyons « une nation civile et constitutionnelle » procéder dans son œuvre de civilisation par le moyen « des baïonnettes, des balles, des cordes, du feu, des viols », en somme par le « carnage ». En réalité cette guerre coloniale (qui n'est pas différente de celle engagée de nos jours par Berlusconi, Sarkozy, Cameron et Obama) ressemble en tout à « un massacre d'hommes civils, perfectionné, un massacre des arabes avec des armes très modernes ³² ». Dans le carnage « civilisateur » des présumés barbares, les puissances européennes sont d'une connivence notable à l'occasion de l'expédition punitive anti-chinoise de 1900 réunissant en une croisade solidaire l'Occident entier, comme émergera, avec une particulière clarté, la même croisade lors de la guerre qui s'est déroulée sous nos yeux en Irak, en Libye et maintenant en Syrie.

Et voici ce que le Bernard Henry Levy du 19^e siècle, Alexis de Tocqueville, avait écrit sur l'expédition anglaise contre la Chine :

³¹ W. I. Lénine, *La révolution bolcheviste. Écrits et discours*, Paris, Payot 1931, p. 221.

³² W. I. Lenin, *La fine della guerra d'Italia contro la Turchia* (1912), in *Opere*, vol. XVIII, p. 322-3.

« je ne puis que me réjouir beaucoup à la pensée d'une invasion du Céleste Empire par une armée européenne. Voilà donc aussi la mobilité de l'Europe aux prises avec l'immobilité chinoise ! C'est un grand évènement, surtout si l'on songe qu'il n'est que la suite, le dernier terme d'une multitude d'évènement de même nature qui tous poussent graduellement la race européenne hors de chez elle, et soumettent successivement à son empire ou à son influence, toutes les autres races. Il se fait de nos jours, sans qu'on s'aperçoive quelque chose de plus vaste, de plus extraordinaire que l'établissement de l'empire romain, c'est l'asservissement des quatre parties du monde par la cinquième. Ne médisons donc pas trop de notre siècle et de nous-mêmes. Les hommes sont petits, mais les événements sont grands »³³.

Au terme de chaque massacre, les puissances occidentales célèbrent conjointement l'heureuse issue de leur entreprise, et le succès de « la mission civilisatrice ». Nous nous souvenons tous de l'euphorie de l'Occident après la guerre récente déchaînée en Libye et la fierté avec laquelle il s'est vanté d'avoir fait une guerre propre, sans perdre même pas un soldat. Cette attitude cynique, cependant, ne date pas d'hier, elle a des racines historiques qui ont marqué le cycle colonial. Et encore une fois c'était Lénine qui, avec son regard pénétrant, a dénoncé la perfidie et l'immoralité de l'Occident. Domenico Losurdo, engagé lui aussi, sur les pas de Lénine, dans la démystification des mensonges occidentales, rapporte les propos de Lénine, mais il faut toujours avoir le regard fixé vers les récents événements dramatiques qui se sont vérifiés dans le monde arabe pour avoir une représentation complète de la situation. « Même pas le massacre et le génocide, écrit Losurdo, ne réveillent la bonne conscience de l'Occident libéral et chrétien, aux peuples vaincus et anéantis, il dénie même l'honneur des armes. Les gardiens occidentaux de la civilisation refusent de considérer des guerres, les expéditions coloniales³⁴ ». Ils le refusent, écrit Lénine *« parce que trop souvent elles ressemblent plutôt à un massacre sauvage, à l'extermination de populations*

³³ A. de Tocqueville, « **Lettre à Reeve 12 avril 1840** », in *Correspondance d'Alexis de Tocqueville*, Paris, 1867, p. 96-97.

³⁴ D. Losurdo, *Universalismo etc*, p. 70.

*inermes*³⁵». C'est un thème, ajoute Losurdo, sur lequel le dirigeant bolchevique ne cesse d'insister : « *le colonialisme présuppose toute une série de guerres qui ne sont pas considérées comme des guerres parce qu'elles sont souvent de simples massacres d'habitants innocents et sans défense, des peuples colonisés, effectués par les armées impérialistes européennes et américaines, équipées par les armes les plus perfectionnées*³⁶ ». Dans le meilleur des cas, continue Lénine, les grandes puissances coloniales parlent de « *petites guerres [...]* Ces guerres sont petites parce qu'elles engendrent peu de morts européens, tandis que des centaines de milliers d'hommes appartenant aux peuples que les européens oppriment ont perdu la vie [...] Peut-on parler de guerre ? Non, à la rigueur, on ne peut pas parler de guerre, et on peut donc oublier tout cela³⁷».

Or, précise bien Losurdo, l'acte d'accusation que le dirigeant révolutionnaire prononce contre l'impérialisme ne mène pas à une liquidation nihiliste de l'histoire de l'Occident *in toto*, ni à l'évocation d'un Orient mythique et pur ; jamais elle ne conduirait à la fuite de l'histoire. Est-ce que cette autocritique, se demande Lénine, « *signifie peut être que l'Occident matérialiste est pourri ? Non. Vraiment c'est le contraire. Cela signifie que l'Orient s'est acheminé définitivement sur le chemin de l'Occident, que d'autres centaines et centaines de millions d'hommes participeront désormais à la lutte pour les idéaux pour lesquels l'Occident a cessé de se battre* »³⁸. Alors, pourri, ce n'est pas l'Occident en soi, mais, précise Lénine « *pourrie est la bourgeoisie occidentale*³⁹».

Il s'agit donc, pour Losurdo, de s'approprier « *les éléments les plus proéminents de l'Histoire de l'Occident, et ne pas perdre de vue le fait que l'acte d'accusation même contre l'Occident est construit à partir de catégories et matériaux élaborés par ses courants de pensées et ses mouvements politiques les plus avancées, par ceux qui ont su réfléchir d'une manière critique et autocritique sur les*

³⁵ W. I. Lenin, *La guerra e la rivoluzione*, in *Opere*, vol. XXIV, p. 412. Cit. Losurdo, *Universalismo*, p. 70.

³⁶ W. I. Lenin, *Rapporto sulla situazione internazionale e sui compiti fondamentali dell'Internazionale Comunista* (1920), in *Opere*, cit., vol. XXXI, p. 206. Cit in D. Losurdo, *Universalismo* ..., p. 70.

³⁷ W. I. Lenin, *La guerra e la rivoluzione*, cit., vol. XXXI, p. 206.

³⁸ W. I. Lenin, *Democrazia e populismo in Cina* (1912), in *Opere*, vol. XVIII, p. 154.

³⁹ *Ibid.*

horreurs d'une conquête et d'une domination planétaire que la barbare idéologie dominante continue à transfigurer comme une Croisade contre la "barbarie"⁴⁰ ».

Guerres néocoloniales/ Guerres humanitaires : un bilan catastrophique

30

A partir de l'année qui a été célébrée comme l'année de la grâce, à partir de 1989, le monde s'est vu investir de la guerre du Panama, d'Iraq, de la Yougoslavie, de la Libye, de la Syrie. L'épicentre des nouveaux conflits est le Moyen Orient, où l'Occident assure de vouloir porter la civilisation, la démocratie, la paix. Après des centaines de milliers de morts, de millions de blessés et de millions de réfugiés, la réalité est sous les yeux de tous. Il ne s'agit pas seulement de terribles dévastations matérielles, mais aussi psychologiques et ethniques. À l'occasion de la première et la seconde guerre du Golfe, les chiites irakiens furent appelés à la révolte contre les sunnites au pouvoir ; successivement, avec le regard vers l'Iran chiite, ce sont les sunnites qui vont être sollicités pour prendre les armes contre les chiites en Irak et surtout en Syrie. De nos jours, les guerriers impitoyables du Califat sont combattus en Irak et surtout au Kurdistan sécessionniste. Dans tout le Moyen Orient, dans la lutte contre les régimes découlant de la révolution anticoloniale et contre les mouvements de libération nationales laïques, l'Occident a fait appel à la religion et au fondamentalisme islamique, comme dans le cas de l'Irak, la Libye, la Palestine, où Israël a soutenu Hamas contre l'OLP d'Arafat.

Avec un sentiment d'amertume, que nous ne rencontrons pas chez beaucoup d'intellectuels arabes portés à glorifier le soi-disant printemps arabe, Losurdo, s'exprime ainsi : *« Impressionnante est la suite de destruction et de mort: les pays comme l'Iraq, la Libye, la Syrie risquent de disparaître (di cessare di esistere) comme états nationaux unitaires et indépendants, tandis que privé désormais de toute crédibilité la fondation d'un État national pour le peuple*

⁴⁰ *Universalismo e etnocentrismo*, p. 72-73.

martyre palestinien (il popolo martire palestinese) dont le territoire devient toujours plus exiguë et toujours plus fragmenté ⁴¹».

Les conséquences désastreuses de la nouvelle attaque néocolonialiste, tombent malheureusement sur les femmes. Les révolutions anticoloniales au Moyen-Orient ont porté un indéniable progrès dans l'émancipation de la femme, malgré les grandes résistances des coutumes patriarcales et le machisme sanctifiés par une tradition séculaire religieuse. L'Occident a mis à profit cette tradition religieuse et a joué sur cet environnement dominé par les hommes, pour réaliser son programme de pillage impérialiste. Les résultats, dit Losurdo, sont dévastants : en Libye la section constitutionnelle de la cours suprême de Tripoli réintroduit la polygamie au nom de la charia, la Loi islamique. Mais, précise Losurdo, il ne s'agit pas d'une tournure inattendue, puisque dans le « discours de la victoire » prononcé le 28 octobre 2011, le « *leader imposé par les avions de l'OTAN, soutenu par les miliciens [islamistes] et par l'argent des monarchies du Golfe, n'a pas tardé à annoncer que dans la nouvelle Libye chaque homme aura le droit d'épouser jusqu'à quatre femmes dans le plein respect du Coran* », donc, conclut Losurdo, la contre révolution néocoloniale que subit le monde arabe est en même temps « *la contre révolution antiféministe* » ⁴².

31

Non seulement dans la nouvelle Libye, mais aussi en Syrie, où parmi la masse énorme de réfugiés, ce sont les femmes qui souffrent d'une manière toute particulière, souvent destinées à être vendues comme esclaves aux riches saoudiens et aux pays du Golfe. Ainsi, les membres de l'aristocratie corrompue et parasitaire au pouvoir dans les pays du Golfe, choyés et protégés par l'Occident, peuvent tirer un double avantage de la politique de déstabilisation menée par eux en Syrie : affaiblir un régime laïque et même blasphématoire pour avoir promu l'émancipation des femmes ; et se procurer, à bon marché, de belles filles, voire des fillettes.

Pour Losurdo, il n'a y aucun doute, ce sont les pays engagés dans la déstabilisation de la Syrie, et surtout l'Occident, co-responsable de cette infamie, incitée par les prédicateurs saoudiens et par

⁴¹ Losurdo, *La sinistra assente*, Ibid, p. 32.

⁴² Ibid, p. 36.

l'autorité saoudienne, financée par le Qatar, rendue possible par la complicité de la Turquie et de la nouvelle Libye. Il s'agit de pays qui jouissent du soutien politique, ou du moins de la tolérance bénévole de Washington et de Bruxelles. La Turquie, qui fait même partie de l'OTAN, dès le début de la crise a ouvert ses frontières avec la Syrie aux combattants islamiques qui proviennent de tous les coins du monde et de l'Occident même. Et tandis que les armes, l'argent en espèces, et d'autres fournitures affluent sur le champ de bataille, affluent aussi des filles et des fillettes destinées à la prostitution sacrée.

Maintenant plus que jamais, crie Losurdo, nous sommes portés à penser aux « *comfort women* » ; maintenant plus que jamais la réalité de l'esclavage sexuel est sous nos yeux dans toute sa répugnance ! Et de nouveau émerge le rôle de l'Occident indifférent au sort des femmes et réticent à toute mesure servant à bloquer l'afflux en Syrie des violeurs provenant de pays libérés par l'OTAN.

Comparer l'analyse consciencieuse et fine de Losurdo de la situation syrienne, avec l'attitude de Salameh Kaileh (سلامة كيلة)⁴³, un intellectuel palestinien vivant depuis longtemps en Syrie, et qui, devant la tragédie biblique du pays qui l'a accueilli, continue à parler de révolution, et à montrer une haine féroce contre le gouvernement syrien et l'armée arabe syrienne. Nous sommes devant un exemple clair d'une gauche sourde et muette devant la catastrophe des femmes, et pourquoi non, complices des crimes perpétrés par les violeurs et les anthropophages islamistes.

Et la gauche Occidentale ? Prenons la guerre de la Yougoslavie. Après le triomphe des États-Unis et de leur alliés et subalternes, un article sur l'International Herald Tribune, célébrait ce triomphe en ces termes : « *S'il y a une leçon à tirer du Kosovo c'est ce dont le monde devrait maintenant prendre acte : l'OTAN peut et veut faire tout ce qui est nécessaire pour défendre ses intérêts* ». C'est un indice indéniable du triomphe du cynisme, commente Losurdo : la volonté de puissance est déclarée cruellement et ne sent plus le besoin de se légitimer par aucune référence aux valeurs ou à des normes universelles.

⁴³ Je me réfère surtout, outre à ses interviews dans *al-Jazeera*, *BBC* etc., à son livre : S. Kaileh, **La lutte des classes en Syrie. La révolution dans son processus** (texte arabe), Almutawassit Books, Milano 2015, pp. 91-149.

Examinons, maintenant, le discours développé par les deux philosophes peut-être les plus illustres de notre temps, Jürgen Habermas et Norberto Bobbio. Même eux ils soutiennent la guerre et avec opiniâtreté. Toutefois les intérêts matériels et le contentieux géopolitique des guerres déchaînées par l'OTAN sont complètement omis : on y respirait, disait Losurdo, un air purifié où il n'y avait place que pour les droits humains, les raisons de la morale et le caractère exclusivement humanitaire de la guerre contre la Yougoslavie. C'est un discours des belles âmes, mais au fond, les deux discours, celui empreint de cynisme et celui des âmes belles ne s'opposent guère, il y a seulement une sorte de division de travail : ceux qui étaient appelés à stimuler des opérations belliqueuses énergiques s'expriment en des termes plus rudes que ceux qui, comme Habermas et Bobbio, étaient engagés à légitimer et agrémenter. Et il en va de soi que c'est le premier discours, sous la bannière de la *Realpolitik*, qui est doté d'une grande clarté.

Tandis que Bobbio s'est engagé durant des semaines dans la « réfutation » de ceux qui exprimaient des doutes sur le caractère moralement juste de la guerre contre la Yougoslavie, Habermas pour sa part est allé outre. Dans un article publié sur le journal allemand *Die Zeit* (avril 1999), qui portait comme titre « Bestialité et Humanité », il repoussait dédaigneusement « le soupçon en tant que critique de l'idéologie » avancé à l'égard des justifications universalistes de la guerre fournies par les leaders de l'Occident. Non, il n'y avait aucun intérêt matériel et géopolitique dans une intervention, décrite par Habermas, comme « intervention difficile, risquée et dangereuse » ; « ce que l'herméneutique du suspect peut charger sur l'attaque contre la Yougoslavie est plutôt maigre ». Or, objecte Losurdo, on n'a pas besoin d'être un grand stratège, il suffit d'un minimum de familiarité avec l'Histoire, pour savoir le rôle géopolitique important que les Balkans ont joués durant les deux guerres mondiales, et qui continuent à jouer après que les USA ont érigés dans le Kosovo, réduite à une semi-colonie, la gigantesque base militaire de Camp Bondsteel. Le philosophe allemand, continue Losurdo, aurait pu lire ce qu'avait écrit, à la veille de la guerre, le stratège de la guerre froide Brzezinski : « historiquement, les Balkans proprement dites, ont représentées un prix géopolitique potentiel dans la lutte pour la suprématie européenne ».

Ce sont des glissements dangereux, et qui ne sont pas exclusifs de la gauche ainsi dite modérée, mais nous la trouvons chez des auteurs qui sont devenus une référence pour la gauche radicale. Hardt et Negri, auteurs d'*Empire*, écrivaient à propos de la guerre de Yougoslavie : « Nous devons reconnaître que celle-ci n'est pas une action de l'impérialisme américain. Elle est en effet une opération internationale (ou, en vérité, supranationale). Ses objectifs ne sont pas guidés par les intérêts nationaux limités des États-Unis : elle a effectivement finalité de protéger les droits de l'Homme (ou, plutôt, la vie humaine) ». Pour Losurdo, ces arguments dénoncent une claire apologie des États-Unis, étrange déviation d'une gauche qui inspire les mouvements contestataires de la jeunesse occidentale.

Non seulement Losurdo mais aussi l'activiste belge Nadine Rosa-Rosso, en une recension magistrale à *Empire*, a dénoncé la fausseté, l'apologie rampante de l'impérialisme chez ces deux auteurs (Toni Negri et Michael Hardt) présentés au monde comme les théoriciens de la nouvelle gauche radicale.

Je ne pourrais que m'allier avec Nadine Rosa-Rosso, contre le néo-révisionnisme vraiment stupéfiant de ces deux auteurs. *Empire*, faussement exalté par une campagne journalistique, comme l'Évangile de l'extrême gauche, est en réalité une œuvre classifiable dans le genre d'*imposture intellectuelle*. Et l'imposture, écrit Nadine Nadine Rosa-Rosso, consiste dans la production d'une construction spéculative abstraite, exprimée en termes inaccessibles aux communs des mortels, sans en tirer des conclusions pratiques⁴⁴.

Un exemple précis à propos de la guerre du Golfe : « La police mondiale américaine n'agit pas par un intérêt impérialiste mais par intérêt impérial ». Cette affirmation est une prémisse pour expliquer la thèse centrale, qu'il n'y a plus de guerres impérialistes. Remplacez le mot « *armée* » par « *police* » et voici qu'elle n'est plus une guerre mais une « *opération de police* », substituez le mot « *impérialiste* » par « *impériale* » et voici qu'il n'y a plus de guerres impérialistes. Alors dans ce cas, les enfants irakiens, réplique Nadine, qui sont morts à cause d'un embargo

⁴⁴ N. Rosa-Nadine Rosa-Rosso, « *Impero e imperialismo. Un commento al libro di Toni Negri e Michael Hardt* », in *Nuova Unità* 2/2002, p. 14.

cruel et des centaines de milliers de soldats et de civils irakiens tués par les américains en 1991 peuvent faire écrire sur leurs tombes : « *Victimes d'une opération de police impériale* ».

Et pourtant, cela ne change en rien la substance des faits. La guerre du Golfe a été une vraie guerre impérialiste, destinée à exploiter les ressources des pays arabes et à prévenir les nations opprimées contre toute tentative d'indépendance ou de rébellion. Non seulement c'est une imposture linguistique, mais ce livre contient une tentative de révision du marxisme, en faveur d'un néocapitalisme malin, satanique, tellement satanique qu'il a réussi à domestiquer deux auteurs « marxistes » pour répandre son évangile partout. La réalisation du marché mondial, écrivent nos auteurs, comporte nécessairement la fin de l'impérialisme. Et ils se réfèrent à Lénine pour corroborer cette thèse, c'est une autre imposture, parce que Lénine raisonne exactement à l'inverse : l'avènement du marché mondial marque le début de l'impérialisme qui portera toutes les contradictions du système à un niveau sans précédent dans l'histoire. Le fait que le marché est désormais un marché mondial et que tout le monde est divisé entre les puissances coloniales, signifie que la concurrence prend la forme d'une nouvelle division territoriale qui est généralement réalisée par la guerre.

35

Mais voici le danger immédiat de la pensée de Negri-Hardt, que nous voyons se réaliser sous nos yeux aujourd'hui avec l'exemple de l'Irak et la Syrie : c'est la délégitimation de l'état national, la remise en cause de son unité territoriale et de sa diversité ethnique. Le néocolonialisme cherche à vider ses pays de leurs habitants en les envoyant comme réfugiés en Europe ou aux Amériques, mettant à leur place des afghans, des pakistanais, des libyens et des tunisiens dont des familles entières se sont établis dans divers villes de la Syrie et de l'Irak. C'est un programme bien étudié par les puissances néocoloniales, visant à bouleverser la constitution ethnique des pays arabes et à désagréger leur unité. Or voici que Hard et Negri, analysant les luttes de libération nationale du vingtième siècle, ils affirment, avec une totale désinvolture, que la libération nationale est *un don empoisonné* et que nous devons nous débarrasser le plus tôt possible de ce poison : « *ce serait une grave erreur d'éprouver de la nostalgie pour les pouvoirs de l'État national ... Il porte en lui une série de*

structures et d'idéologies répressives et pour cette raison, toute stratégie qui s'y repose doit être abandonnée ».

Pour ses auteurs, écrit Nadine Rosa-Rosso, il n'y a plus aucune distinction entre nations impérialistes et nation sujettes à l'impérialisme, comme il n'y avait plus d'*impérialisme* mais seulement un *empire*. L'autre face de cette conception dangereuse (l'auteure parle de *théorie abstraite*, mais en réalité c'est une théorie concrète appliquée actuellement en Syrie), est qu'il n'y a même plus de nations indépendantes pour les soutenir. Avec le titre éloquent : « *Le don empoisonné de la libération nationale*⁴⁵ » Hardt et Negri affirment, sans vergogne, dit Nadine, que « *de l'Inde à l'Algérie, de Cuba au Vietnam, l'état est le don empoisonné de la libération nationale*⁴⁶ ». Ou encore : « *la fonction progressiste de la souveraineté nationale a été toujours accompagnée par des puissantes structures de domination interne*⁴⁷ » ; « *l'équation entre nationalisme et modernisation économique et politique proclamée par de nombreux leaders anticoloniaux et anti-impérialistes, de Gandhi à Ho Chi Minh jusqu'à Nelson Mandela, s'est avérée un truc pervers* », enfin « *au même moment où le nationalisme se bat pour libérer la foule de la domination étrangère, il instituait des structures de domination internes également dures* ». En somme, l'état vietnamien, algérien ou tunisien, opprimait ses citoyens autant que les opprimait l'état colonialiste français ou américain. Voici, concluait Nadine, comment un bavardage politico-philosophique peut conduire à des années-lumière de la réalité.

Malheureusement ce bavardage politico-philosophique trouve aujourd'hui parmi les jeunes un large auditoire et un terrain fécond pour se propager. On ne rencontre ce type d'attaque contre la légitimité de l'état national que chez une bande de pseudo-intellectuels arabes, à la solde des Américains et du Mossad, vassales des émirats du Golfe, dont le plus célèbre actuellement est **Azmi Béchara** qui gère un centre d'études politiques au Qatar.

Le philosophe italien D. Losurdo ne cesse de dénoncer les intellectuels promoteurs des guerres impérialistes et

⁴⁵ A. Negri – M. Hardt, *Impero, traduction italienne par Alessandro Pandolfi*, Rizzoli, Roma 2003, p. 132.

⁴⁶ *Ibid*, p. 133.

⁴⁷ *Ibid*, p. 132.

néocoloniales, transformées en guerres humanitaires. Seulement à travers cette ils ont légitimé la mort et la destruction. La chose la plus atroce est que de simples journalistes qui n'ont presque aucune familiarité avec la philosophie de l'histoire font des analyses fines et révèlent les trames de fond de l'interventionnisme militaire occidental.

Durant la première guerre du Golfe, Norberto Bobbio, a exalté l'intervention occidentale en Iraq, en disant que c'est une intervention contre la violation du droit international, et pour mettre en pratique une décision de l'ONU, qui, jusqu'à preuve du contraire a été institué, à savoir l'ONU, pour éviter la guerre⁴⁸. Losurdo lui rappelle les mêmes propos énoncés par un socialiste réformé, Gaetano Salvemini, qui s'est aligné lui aussi avec l'intervention de l'Italie contre l'Allemagne durant la première guerre mondiale : « *une grande ligue de nations, à laquelle participent l'Angleterre, la France, la Russie, l'Italie ... sera une grande expérience pratique de la fédération des peuples : au principe des alliances offensives ou défensives, se substituera la pratique quotidienne de la société juridique entre les nations* ». Le gouvernement mondial et la paix qui en découlent semblent à portée de main : « *il faut que cette guerre tue la guerre* ». Aujourd'hui, commente Losurdo, nous savons, que loin d'apporter la paix internationale, le premier conflit mondial a jeté les prémises de la barbarie totale⁴⁹.

37

***Damnatio memoriae* ou autocritique ?**

Haine de soi (*Selbsthass* ou *Self-hate*), auto-flagellation, autophobie, voici les attitudes prises par la gauche, ces derniers temps devant son Histoire, plus que la critique rationnelle et méthodique. C'est vraiment une condition malheureuse, que des personnages qui continuent à se déclarer communistes, soient « *obsédés par le souci de réaffirmer leur totale étrangeté à un passé qui est tout simplement, pour eux-mêmes comme pour leurs adversaires politiques, synonyme d'abjection. Au narcissisme hautain des*

⁴⁸ D. Losurdo, *Marx e il bilancio storico del Novecento*, La scuola di Pitagora, Napoli 2012, p. 94.

⁴⁹ *Ibid*, p. 93.

*vainqueurs, qui transfigurent leur propre histoire, correspond l'auto-flagellation des vaincus*⁵⁰».

Or l'antidote à cette maladie, selon Losurdo, est unique : Tracer un bilan radicalement critique et sans préjugés du grand et fascinant moment historique entamé avec la révolution d'Octobre. Entre une automutilation ruineuse et un bilan historique, il y a une différence radicale. En effet, dans sa rigueur l'autocritique, écrit Losurdo « *exprime la conscience de la nécessité de faire ses comptes jusqu'au bout avec sa propre Histoire. L'autophobie est une fuite lâche devant cette Histoire et devant la réalité de la lutte idéologique et culturelle toujours brûlante. Si l'autocritique est le présupposé de la reconstruction de l'identité communiste, l'autophobie est synonyme de capitulation et de renonciation à une identité autonome* »⁵¹.

En somme, la gauche si elle veut ressusciter l'espérance de millions de personnes, elle doit se réapproprier son Histoire et contrecarrer l'hégémonie idéologique de la bourgeoisie. Cette hégémonie, écrit Losurdo, s'exprime aujourd'hui sur deux niveaux : elle discrédite et ridiculise, comme synonyme de rêverie, toute perspective d'une société post-capitaliste, d'une société non fondée sur l'exploitation ; elle trace un bilan désastreux de tous les moments historiques où la domination de cette bourgeoisie a été renversée, et le cycle révolutionnaire devient synonyme de barbarie ou de crimes. « *Ainsi, la classe dominante renforce sa domination en privant les classes subalternes non seulement d'une perspective future, mais aussi de leur passé. Les classes subalternes sont appelées à accepter ou subir leur condition pour la simple raison qu'à chaque fois qu'ils ont tenté de la modifier, ils auraient ainsi seulement produit un monceau d'horreurs et de ruines* »⁵².

Devant cette attaque violente, notre devoir futur serait, en premier lieu, d'attirer l'attention sur les réalisations positives et prometteuses de la révolution communiste, et en second lieu de s'engager à défendre sa mémoire historique, en s'opposant sans hésitation à l'opinion et à l'idéologie dominante. Une leçon accomplie par Karl Marx à l'égard de la Commune de Paris, et récupérée magistralement par Domenico Losurdo de nos jours.



(°) Professeur de Philosophie islamique à l'Institut Pontifical des Études Arabes et Islamiques (PISAI). Rome .

⁵⁰ D. Losurdo, *Fuir l'Histoire ? Essai sur l'autophobie des communistes*, Le Temps des Cerises, 2000, p. 9.

⁵¹ Ibid, p. 10.

⁵² Ibid, p. 132-33.

ALAIN BADIOU : LE SENS D'UNE LECTURE DE L'HISTOIRE

■ Aymen HACEN (*)

39

Alain Badiou a été l'un des premiers philosophes français

et européens à étudier ce qu'on a convenu d'appeler « le Printemps arabe ». Déjà le 19 janvier 2011, soit cinq jours après le départ de Zinelabidine Ben Ali, l'auteur de *L'Être et l'Événement* (Seuil, 1992) a consacré son séminaire à l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm à ce sujet brûlant, avec une interrogation latente sur l'identité de ce qui venait d'avoir lieu et qui, comme tout l'indiquait, relevait du miracle : « À propos des émeutes en Tunisie ».

Le 18 février 2011, une semaine après la démission de Hosni Moubarak, le philosophe publie dans le journal *Le Monde* un article intitulé : « Tunisie, Égypte : quand un vent d'est balaie l'arrogance de l'Occident », dans lequel il « tente de prendre la mesure de ce que contenaient d'universel les soulèvements en Tunisie et en Égypte¹ ».

Ces deux textes, si différents soient-ils, témoignent d'un grand intérêt pour quelques-uns des derniers bouleversements affectant le monde en général et la Méditerranée en particulier, aux côtés des « révoltes européennes » en Espagne et en Grande-Bretagne,

¹ Alain Badiou, *Le Réveil de l'Histoire, Circonstances 6*, Nouvelles éditions Lignes, 2011, p. 149.

ainsi que de la crise financière généralisée. Cela dit, la lecture de ces deux textes, « À propos des émeutes en Tunisie » d'un côté et « Tunisie, Égypte : quand un vent d'est balaie l'arrogance de l'Occident » de l'autre, où le philosophique et le journalistique dialoguent, se télescopent et pour ainsi dire se disputent la vedette, n'est pas sans nous contraindre à une série d'interrogations. De fait, Alain Badiou semble à travers ces deux textes préparer une réflexion à la fois conceptuelle et systématique qui sera mieux formulée dans un ouvrage paru en octobre 2011, sous le titre de *Le Réveil de l'Histoire, Circonstances 6*. Réflexion donc qui n'est pas sans nous rappeler celles de Marx et Engels pensant La Commune de Paris, Antonio Gramsci réfléchissant sur la Révolution d'Octobre, Léon Trotski analysant l'aventure du Front populaire, etc. Il s'agit certes d'une filiation à laquelle appartient Alain Badiou, mais nous sommes en droit de vouloir nous attarder sur les outils mis en œuvre par le philosophe dans sa démarche d'analyse.

C'est de cela qu'il s'agira dans cette communication : d'abord, les différences qui existent entre les textes d'Alain Badiou sur les « révolutions arabes » ; ensuite, les concepts et outils utilisés pour la compréhension de ces événements relevant encore de l'actualité et pas encore de l'Histoire ; enfin, la résurgence du communisme vingt ans après la chute de l'Union soviétique et de l'échec prétendument déclaré de celui-ci.

40

**Alain Badiou
et les « révolutions arabes »**

Dans son séminaire à l'ENS, Alain Badiou emploie sciemment le mot « émeutes » pour parler des événements survenus en Tunisie entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011. Rappelons cependant que le sujet arrêté dudit séminaire est le suivant : « Que signifie "changer le monde" ? » Question marxienne par excellence, dans la mesure où, dans les *Thèses sur Feuerbach*, Marx écrit : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières ; ce qui importe, c'est de le *transformer* ». (Thèse XI) Marxienne, disions-nous, certes, mais poétique parce que rimbaldienne : « Jamais homme n'eût pareil vœu. Je

reconnaissais, — sans craindre pour lui, — qu'il pouvait être un sérieux danger dans la société. — Il a peut-être des secrets pour *changer la vie* ? Non, il ne fait qu'en chercher, me répliquais-je.² »

Cette précision nous semble fondamentale, notamment dans le cas du philosophe Badiou qui est un grand lecteur de poètes (de Rimbaud à Philippe Beck en passant par Mallarmé et Beckett). C'est que les deux formules, celle de Marx et de Rimbaud, ainsi conjuguées dans le titre du séminaire en question en disent long sur « les spectres de Marx », pour reprendre la belle formule de Jacques Derrida, spectres qui, d'une façon ou d'une autre, sous la plume du jeune Communard, Rimbaud, interrogent l'Histoire telle qu'elle est lue, déchiffrée et écrite par Alain Badiou.

Or, du mot « émeute », pensé et conceptualisé de la sorte dans les locaux de l'ENS de la rue d'Ulm, en ce mercredi 19 janvier 2011 : « Si on entend par "*émeutes*" l'action dans la rue de gens qui veulent obtenir le renversement du gouvernement au moyen d'une violence de degré variable, il faut insister d'emblée sur ce qui fait la rareté de ces émeutes tunisiennes : elles ont été victorieuses. Il y avait là un régime qui, depuis 23 ans, paraissait bien en place et le voici renversé par une action populaire qui, de ce fait même, établit rétroactivement sa nature de *maillon* le plus faible », nous passons à celui de « soulèvements », lorsque l'Égypte, quant à elle, décide de s'y mettre à son tour : « Dans la situation de misère politique qui est la nôtre depuis trois décennies, n'est-il pas évident que c'est nous qui avons tout à apprendre des soulèvements populaires du moment ? Ne devons-nous pas de toute urgence étudier de très près tout ce qui, là-bas, a rendu possible le renversement par l'action collective de gouvernements oligarchiques, corrompus, et en outre — et peut-être surtout — en situation de vassalité humiliante par rapport aux États occidentaux ? » (in *Le Monde* du 18 février 2011).

Le mot fatidique de « révolution », lui, ne fera son apparition que dans *Le Réveil de l'Histoire*, soit huit mois après, en septembre de

² Arthur Rimbaud, in « Délires I. Vierge folle », *Une Saison en enfer*, *Œuvres*, édition établie par André Guyaux avec la collaboration d'Aurélia Cervoni, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 2009, p. 261.

la même année, peu, très peu avant les désastreuses élections en Tunisie du 23 octobre 2011, et également avant l'assassinat de Mouammar Kaddafi le 20 octobre 2011, sous les regards ébahis des soldats de la coalition internationale venue soi-disant libérer, au nom des « printemps arabes », la Libye et veiller sur la « glorieuse marche de l'Histoire », celle des peuples. Mais Alain Badiou n'est pas allé très loin, par la suite, dans le commentaire de ce qui est aujourd'hui devenu « l'hiver arabe », cette éclosion islamiste, bourgeonnée en Tunisie ensuite en Égypte *dans et par* les urnes, dit-on, puis amenée par la force des armes par les propres ennemis du philosophe — citons Sarkozy à titre d'exemple — en Lybie, enfin soufflée de la plus violente des façons en Syrie.

En aucun cas notre propos n'est subjectif. Polémique, il l'est certes, et ce à bien des égards, parce que c'est de notre vie qu'il s'agit, nous autres qui y croyons et qui nous sentons et concernés et menacés, mais la vraie question qui se pose est la suivante, celle dangereusement posée par l'ami d'Alain Badiou, le slovène Slavoj Žižek : « Quand Chou Enlai, le Premier ministre chinois, se rendit à Genève, en 1953, pour les négociations de paix destinées à mettre un terme à la guerre de Corée, un journaliste français lui demanda ce qu'il pensait de la Révolution française. Chou répondit : "Il est encore trop tôt pour le dire." »³

42

Quelle méthode pour lire, relire et écrire l'Histoire ?

Venant d'apprendre un concept, nous nous permettons d'en faire usage. Il s'agit de « pifomètre ». Hélas, c'est, semble-t-il, au « pif », même si, pour certains, *PIF*, a été le magazine des jeunes communistes par excellence, que la lecture de l'Histoire et elle-même ont lieu d'être. Ce qui est drôle, c'est que l'ironie d'Alain Badiou est fade, voire fadasse : « Il n'est pas facile aujourd'hui de déclarer "J'adore Ben Ali, je suis vraiment navré qu'il ait dû quitter le pouvoir". Quand on le dit, on se trouve placé dans une bien

³ Slavoj Žižek, *Robespierre : entre vertu et terreur*, Paris, Stock, coll. « L'autre pensée », 2007, p. 9.

mauvaise position. Raison pour laquelle il faut rendre hommage à la ministre Alliot-Marie qui a regretté publiquement d'avoir tardé à mettre le "savoir-faire" des forces de police françaises au service de Ben Ali, en quoi elle exprimait tout haut ce que ses collègues politiques pensaient tout bas. A côté d'elle, Sarkozy est un hypocrite et un poltron. De même que tous ceux, à droite comme à gauche, qui, il y a quelques semaines seulement, se félicitaient d'avoir en Ben Ali un rempart solide contre l'islamisme et un excellent élève de l'Occident, et qui aujourd'hui sont obligés, à cause d'un consensus d'opinion, de feindre de se réjouir de son départ la queue entre les jambes. » (Séminaire d'Alain Badiou à l'ENS, le 19 janvier 2011.)

Qui alors a tort ? Qui a raison ? Alain Badiou, dans son approche, a sûrement raison d'invoquer le poids et la mesure de la « peur », donc de la *doxa*, parce que ne parlait ainsi, d'emblée en janvier 2011 que les propres lâches et, au mieux, les vindicatifs, lorsque « le spectre de la Révolution » avait un sens. Néanmoins, hélas, cela n'avait pas de sens pour les vrais révolutionnaires de l'intérieur, qui ne voyions en cela que le vrai visage des périls, menaces et autres calamités passées, en cours et sûrement à venir.

43

Mais revenons à notre propos. Sans doute expliquerons-nous mieux tout grâce à la prétendue objectivité d'Alain Badiou lui-même, parce que, pour nous qui y croyons, lire et réfléchir depuis longtemps et y travailler avait un sens, parce que cela est autant poétique que philosophique : « La philosophie est possible. La philosophie est nécessaire. Et cependant pour qu'elle soit, il faut la désirer. Philippe Lacoue-Labarthe dit que l'Histoire — il pense à la barbarie nazie — nous interdit désormais le désir de philosophie. Je ne peux le lui accorder [...] Une autre issue est possible : désirer la philosophie contre l'histoire, rompre avec l'historicisme. Alors la philosophie re-apparaît pour ce qu'elle est : une éclaircie d'éternité, sans Dieu ni âme, du seul fait que son effort nous accorde à ceci, qu'il y a des vérités.⁴ »

⁴ Alain Badiou, « *Le (re)tour de la philosophie elle-même* », in Conditions, Paris, Seuil, 1992. p. 95.

Là, alors, la méthode, publiée en 1992 et élaborée dans les années qui précèdent (qui précèdent la Chute) avaient un sens, mais dans l'ère la nôtre, quelle est la méthode à même de donner tout azimut et à la Philosophie, de l'Histoire et à la Philosophie de l'Histoire un sens ? — Clio, elle, serait-elle au rendez-vous ? Pas la voiture, rien que la muse de l'Histoire !

La question, là encore, nullement polémique emboîte le pas aux assertions dogmatiques de ceux qui, hélas, trois fois hélas, en voulant être au rendez-vous de l'Histoire, manquent l'Histoire : « Dans le cas qui nous occupe, on dira qu'une Idée est la possibilité, pour un individu, de comprendre que sa participation à un processus politique singulier (son entrée dans un corps-de-vérité) est aussi, en un certain sens, une décision historique. Avec l'Idée, l'individu, en tant qu'élément du nouveau Sujet, réalise son appartenance au mouvement de l'Histoire. Le mot « communisme » a été durant environ deux siècles (depuis la « Communauté des Égaux » de Babeuf jusqu'aux années quatre-vingts du dernier siècle) le nom le plus important d'une Idée située dans le champ des politiques d'émancipation, ou politiques révolutionnaires. Être un communiste, c'était sans doute être un militant d'un Parti communiste dans un pays déterminé. Mais être un militant d'un Parti communiste, c'était être un des millions d'agents d'une orientation historique de l'Humanité tout entière. La subjectivation liait, dans l'élément de l'Idée du communisme, l'appartenance locale à une procédure politique et l'immense domaine symbolique de la marche de l'Humanité vers son émancipation collective. Donner un tract sur un marché était aussi monter sur la scène de l'Histoire⁵ »

Là encore, les paradoxes sont des plus évidents, l'Histoire sonnant un glas qui, nous semble-t-il, est impossible à ouïr, encore moins à suivre, du fait même d'une incompétence à vivre et, par là même, à s'imprégner du vécu qu'est l'Histoire, le son des cloches aurait alors un bruit étrange et pénétrant afin que quelque lumière éclaire nos lanternes.

⁵ Alain Badiou, dir. avec Slavoj Žižek, *L'idée du communisme*, 2009, Nouvelles éditions Lignes, 2009, p. 11.

Peut-être l'Amour est-il possible, rare même, par les temps qui courent : « Fiction de savoir, la philosophie imite le mathème. Fiction d'art, elle imite le poème. Intensité d'un acte, elle est comme un amour sans objet. Adressée à tous pour que tous soient dans le saisissement de l'existence des vérités, elle est comme une stratégie politique sans enjeu de pouvoir.⁶ »

Admettons-le, à lire ceci *ça* jargonne encore à coup de « mathème » et que-sais-je-encore. Nulle solution alors, entre ceux de là-bas qui rêvent et ceux d'ici qui cherchent à vivre. À vérifier, en ces termes.

Communisme et néo-communisme à l'œuvre

45

Il est vrai que, ni Alain Badiou ni quiconque en France, ou ailleurs, même le très bon Terry Eagleton, ne viendront nous rendre visite ici. Nous sommes pauvres. L'Égypte intéresse plus que la Tunisie, elle lui a même volé la vedette, comme toujours. Peut-être existe-t-il des raisons objectives à cet « abandon », car aucun intellectuel ou penseur occidental n'a pris le temps de « penser la situation ». En témoignent les généralités soutenues par Tzvetan Todorov lors de son passage à Tunis, en octobre 2012.

Il est toutefois drôle de constater qu'Alain Badiou, en citant Jean-Marie Gleize, se trompe doublement, d'une part en cherchant à donner un *sens* à ce qui, *in fine*, n'a qu'un *cours*, et d'autre part, en se fiant à la parole faussement poétique, parce que littéraliste d'une exaltation bâtarde, les événements ayant eu lieu en Tunisie entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011 étant à écrire, parce que rien n'a été réellement déchiffré pour le moment : « Une étincelle peut mettre le feu à la plaine. Tout commence par le suicide par le feu d'un homme réduit au chômage, à qui on veut interdire le misérable commerce qui lui permet de survivre, et qu'une femme-flic gifle pour lui faire comprendre ce qui dans ce bas monde est réel. Ce geste s'élargit en quelques jours, quelques semaines, jusqu'à des millions de gens qui crient leur joie sur une place lointaine et au départ en catastrophe de puissants potentats.

⁶ Alain Badiou, « La définition de la philosophie » in *Conditions*, *op. cit.*, p. 79.

D'où vient cette expansion fabuleuse ? La propagation d'une épidémie de liberté ? Non. Comme le dit poétiquement Jean-Marie Gleize, "un mouvement révolutionnaire ne se répand pas par contamination. Mais par résonance. Quelque chose qui se constitue ici résonne avec l'onde de choc émise par quelque chose qui s'est constitué là-bas". Cette résonance, nommons-là "événement". L'événement est la brusque création, non d'une nouvelle réalité, mais d'une myriade de nouvelles possibilités. » (in *Le Monde* du 18 février 2011)

L'événement, si cela ne tient qu'à un mot, nous intime l'ordre de mettre à nu tout le reste. C'est que Badiou attribue à Gleize des mots parus dans le volume collectif signé par le Comité invisible sous le titre de *L'insurrection qui vient*, paru en 2007 aux éditions La Fabrique : « Un mouvement révolutionnaire ne se répand pas par contamination, mais par résonance. Quelque chose qui se constitue ici résonne avec l'onde de choc émise par quelque chose qui s'est constitué là-bas. Le corps qui résonne le fait selon son mode propre. Une insurrection n'est pas comme l'extension d'une peste ou d'un feu de forêt — un processus linéaire, qui s'étendrait de proche en proche, à partir d'une étincelle initiale. C'est plutôt quelque chose qui prend corps comme une musique, et dont les foyers, même dispersés dans le temps et dans l'espace, parviennent à imposer le rythme de leur vibration propre. À prendre toujours plus d'épaisseur. Au point que tout retour à la normale ne puisse être désirable, ou même envisageable. » (p.131)

Si nous nous y attardons, c'est pour montrer que la question de la méthode, notamment dans ce type d'articles journalistiques, nous paraît indigne de la pensée d'Alain Badiou, qui est de loin plus rigoureuse. Mais, comme nous l'avons dit, il ne s'agit alors que d'un texte de circonstance, même si le philosophe en fait trop avec la série « circonstances » qui compte à ce jour sept volumes. Exagération d'autant plus manifeste qu'Alain Badiou reprend texto, *Le Réveil de l'Histoire*, l'article paru dans *Le Monde*, « Tunisie, Égypte : quand un vent d'est balaie l'arrogance de l'Occident » sous ce titre : « Tunisie, Égypte : la portée universelle des soulèvements populaires ».

Sans doute le philosophe nous semble-t-il, encore une fois, se tromper à l'instar de Michel Foucault qui, le 13 février 1979, fait l'éloge de la révolution iranienne en laquelle il reconnaît avant tout, comme Badiou pour les « printemps arabes », « l'événement d'une révolte populaire », même si ce dernier avoue que « nous ne savons naturellement pas à quoi vont conduire les émeutes historiques en Tunisie, en Égypte, en Syrie, et dans d'autres pays arabes : nous sommes dans la première phase post-émeutière, et tout est incertain. Mais il est clair que, à la différence de l'émeute historique polonaise ou de la révolution iranienne, qui fermaient une séquence dans un assombrissement violent et paradoxal de leur contexte idéologique, les révoltes dans les pays arabes ouvrent une séquence, en laissant indécis leur propre contexte. Elles remuent et modifient les possibles historiques, si bien que le sens que prendront après coup leurs quelques victoires initiales fixera pour une large part le sens de notre avenir.⁷ »

47

Sur cette note sceptique, nous souhaiterions placer la pensée communiste, voire néo-communiste d'Alain Badiou, laquelle nous semble, textes de circonstance mis à part, aussi profonde que novatrice d'un point de vue philosophique et intellectuel. À ce titre, *Les Années rouges* (éditions Les Prairies ordinaires, 2012), dans lequel Alain Badiou réunit trois ouvrages parus entre 1974 et 1976 : *Théorie de la contradiction*, *De l'idéologie* et *Le Noyau rationnel de la dialectique hégélienne* doit être lu attentivement : « J'ai été confronté, par toute la séquence ultérieure, dans la conviction qu'il fallait tenir bon, ne rien céder sur nos principes, en trouver de nouveaux, rectifier ce qui devait l'être, et quoi qu'il arrive ne jamais nous résigner à honorer l'ordre établi capitalo-parlementaire mondialisé — son économie, son État, sa vision du monde, son racisme "occidental", ses expéditions militaires impériales, déguisées en humanitarisme, sa "communauté internationale" de puissants bandits —, de la moindre nuance d'acceptation. » (p. 6-7) Et plus loin, magistralement, à la fin de la préface afin que la pensée marxienne brise les carcans des idées reçues et par là même contribue à la lecture et à l'écriture de l'Histoire : « Non

⁷ Alain Badiou, *Le Réveil de l'Histoire, Circonstances 6*, op. cit., p. 60-61.

seulement je n'ai jamais rien dissimulé de ce que j'ai fait et écrit, contrairement à ce que tentent de faire croire certaines canailles, mais je pense que tout ce qui est public a vocation à le demeurer. Merleau-Ponty, mal inspiré comme souvent, a écrit que "l'Histoire n'avoue jamais". Je suis convaincu du contraire, et qu'il est heureux pour le devenir de l'humanité qu'à la fin tout soit sur la table. Il importe en particulier que soit transmises aux jeunes générations, que des décennies de propagande réactive tentent de vouer à une existence obscure et soumise, toutes les tentatives, même les plus discutables ou les plus singulières, dont depuis des siècles l'inextinguible désir collectif de justice égalitaire est le support. »



(*) Poète et essayiste tunisien

il est l'auteur de Stellaire. Découverte de l'homme gauche, Fata Morgana, 2006 ; Alphabet de l'heure bleue, Jean-Pierre Huguet éditeur, 2007, préface d'Yves Leclair et postface de Pierre Garrigues ; Le Gai désespoir de Cioran (Miskiliani, Tunisie, 2007), essai sur le tragique en littérature ; Erhebung (avec des photographies de Yan Tomaszewski), Jean-Pierre Huguet éditeur, 2008 ; le silence la cécité (découvertes), paru en mars 2009, avec une préface de Bernard Noël.

À PROPOS DE LA GAUCHE ET D'AUTRES QUESTIONS

■ Adil HADJAMI

« Croire non pas à un autre monde mais au lien de l'homme et du monde, à l'amour ou à la vie, y croire comme à l'impossible, à l'impensable, qui pourtant ne peut être que pensé : « du possible, sinon j'étouffe »

Gilles Deleuze.

« Il n'y a évidemment pas de réponse à la question que Lessing posait aux philosophes utilitaristes de son temps « et à quoi sert l'utilité »

Hanna Arendt.

49

La philosophie antique définissait l'homme comme étant

«un animal politique» ζῷον πολιτικόν (*zoon politikon*). Nous pouvons comprendre cette définition en deux sens différents et complémentaires à la fois. D'une part, au sens initial, l'homme est un être social, car «celui qui est hors cité, naturellement bien sûr et non par le hasard des circonstances, est soit un être dégradé soit un être surhumain» (Aristote)¹. D'autre part, l'homme est toujours inventeur de cette société, dans la mesure où la société n'est pas un simple rassemblement numérique, dirigée par des lois «naturelles» qui trouvent leurs origines dans l'instinct et les gènes (abeilles, loups en meute, fourmis). Lois, par ailleurs, très complexes, statiques et invariables, comme le montrent les études éthologiques contemporaines, car le propre de la société humaine est sa plasticité qui la rend apte à renouveler perpétuellement les

¹ Aristote, *Les Politiques*, trad. Pierre Pellegrin, Editions. GF-Flammarion, 1993, 1252b, p. 90-91.

règles, les normes et les objectifs de la vie en communauté. La politique, dès lors, se présente comme l'art de «la gestion» ou l'économie (au sens étymologique du mot) de la relation avec autrui dans la cité ou l'Etat (police); Etat qui est lui-même renouvelable et ouvert. C'est cette conception de la chose politique qui fait de l'homme un être historique. Dès lors, toute politique devient l'application, dans un espace-temps déterminé, d'une éthique et d'une ontologie profonde qui la fonde et la rend possible, car toute politique est porteuse en son sein d'une vision *a priori*, d'une conception de ce qu'est un homme, un monde et un vivre-ensemble.

Quel est, dès lors, la vision éthique, le soubassement ontologique et les prémisses philosophiques que nous pouvons trouver à la racine d'un choix politique qui se veut de «gauche», ou relevant d'un engagement politique dit à gauche ?

La gauche : Une définition génétique du concept

50

Dans les dictionnaires, politiques inclus, nous pouvons trouver plusieurs définitions du mot «gauche»: historiques, descriptives etc. Mais nous ne trouvons que très rarement une définition génétique, définition qui précise l'élément substantiel du concept; car définir les *a-priori* d'un concept n'est pas une question de langue ni de pratique, cela constitue la tâche de la philosophie.

Dans un passage, qui est resté célèbre, de l'entretien qu'a accordé le philosophe Gilles Deleuze à Claire Parnet, le philosophe, arrivant au mot gauche (à la lettre G comme «Gauche»), répondait en ces termes :

«"Comment définir être de gauche"? Ou "comment définir la gauche"? Je le dirais de deux manières. Il y a deux façons. C'est, d'abord, une affaire de perception. Ne pas être de gauche, c'est quoi ? Ne pas être de gauche, c'est un peu comme une adresse postale : partir de soi... la rue où on est, la ville, le pays, les autres pays, de plus en plus loin... On commence par soi et, dans la mesure où l'on est privilégié et qu'on vit dans un pays riche, on se demande : "comment faire pour que la situation dure ?". On sent bien qu'il y a des dangers, que ça va pas durer, tout ça, que c'est trop dément... mais comment

faire pour que ça dure ? On se dit : les Chinois, ils sont loin mais comment faire pour que l'Europe dure encore ?, etc. Être de gauche, c'est l'inverse. C'est percevoir... On dit que les Japonais ne perçoivent pas comme nous. Ils perçoivent d'abord le pourtour. Alors, ils diraient : le monde, l'Europe, la France, la rue de Bizerte, moi. C'est un phénomène de perception. On perçoit d'abord l'horizon. On perçoit à l'horizon (...) En effet, être de gauche, c'est savoir que les problèmes du Tiers monde sont plus proches de nous que les problèmes de notre quartier. C'est vraiment une question de perception. Ce n'est pas une question de belle âme ! C'est ça, d'abord, être de gauche, pour moi »².

Dans le cadre qui nous intéresse ici, cette «définition» nous paraît d'une importance capitale, car elle arrive à préciser l'élément de fond qui caractérise le concept de gauche philosophiquement, et le distingue des autres visions du monde et de la politique. Aussi nous libère-t-elle de la vision «morale» que nous présentons souvent pour qualifier cette appartenance : *«le souci de l'égalité, la justice sociale et économique, la liberté ... »*. L'avantage de cette définition est qu'elle nous donne la possibilité de nous élever à un niveau éthique (au sens spinoziste), niveau *«par-delà bien et mal»*, à savoir par-delà le jugement moralisateur ³.

51

Etre de gauche, pour Deleuze, c'est une question de perception, et non pas *«d'humanisme»* ou de bons sentiments. Etre de gauche est un positionnement, une conception du monde, notre rapport à lui et à l'Autre (au sens large du terme). Etre de gauche, c'est une attitude philosophique qui consiste à penser que le Tout explique et conditionne le particulier, et non l'inverse. Pour un homme de gauche, le moi ne peut être compris qu'à partir de l'Autre, la société à partir de la totalité du globe et la Terre à partir du monde et l'univers dans sa globalité. Mais là encore, il faut faire attention à ne pas tomber, une autre fois encore, dans le moralisme, parce qu'il ne s'agit, en aucun cas, d'un altruisme qui voudrait que la gauche soit plus soucieuse de l'Autre que la droite, ou de la nature plus que de l'homme. Il s'agit d'un élément pratique pur : le particulier ne peut se comprendre et ne peut exister qu'en pensant son

² - **L'abécédaire de Gilles Deleuze**, réalisé par **Pierre André Boutang** et diffusé sur la chaîne franco-allemande **ARTE** en 1995.

³- G. Deleuze, **Spinoza philosophie pratique**, les éditions de Minuit, paris, 1981, CHAPITRE II.

appartenance à une totalité plus vaste. Être de gauche, c'est être spinoziste, c'est comprendre que c'est l'Un-tout qui explique les parties, dans un monde où le moi est toujours en rapport, car le moi en lui-même est une relation, l'essence est toujours une relation, un «et» plutôt qu'un «est», et ce, dans la mesure où il n'y a d'être que dans la relation et le lien avec le tout⁴.

Deux points capitaux nous restent de cette analyse. Le premier point est que la droite est aussi une question de perception, une vision du monde qui pense, à l'inverse, la centralité du moi et de la patrie. Pour la droite, ce sont les parties qui priment sur la totalité, être de droite en ce sens n'est pas être égoïste ou xénophobe alors, c'est juste avoir une perspective ascendante, du moi au monde et non l'inverse.

Le second point est que la gauche n'est pas une question de «parti» politique, être de gauche devient le propre de toute pensée décentralisée; l'écologie à partir de cette définition devient par son sens même (l'appartenance de l'homme à la nature et non l'inverse) de gauche, les nomades, les voyageurs, les astrophysiciens aussi deviennent forcément de gauche, car tous voient l'horizon d'abord, le tout avant le particulier, être de gauche c'est penser que «cueillir une fleur dérange une étoile» comme disait Théodore Monod.

52

La gauche et l'état du monde

Tout le monde parle aujourd'hui de la crise de la gauche. Cette crise prend plusieurs aspects, entre autres l'accusation d'échec, qui vient des partis dits de droite surtout, et l'incapacité de la gauche à comprendre et à accompagner les changements radicaux qu'a causés la mondialisation et la généralisation du modèle de la société de marché et de la consommation. Ajoutées à cela, les déceptions profondes laissées par les régimes communistes qui ont régné au nom d'une politique dite de gauche pendant le XXe siècle, ainsi que l'effondrement de ce qui reste de l'idéologie marxisante,

⁴ - G. Deleuze, *empirisme et subjectivité*, Edition puf, Paris, 1953. pp 9-13.

de la victoire du modèle capitaliste qui devient mondialisé aujourd'hui, qui fait que toute appartenance à gauche se présente comme un conservatisme et un archaïsme, et ce, de par son incapacité à poursuivre le mouvement du monde. La gauche, aux yeux de ses adversaires, se focalise sur la défense des avantages acquis et freine, de ce fait, le cours «normal» de l'histoire. Dans cette perspective, ce que de tels penseurs remarquent aussi, c'est que c'est la droite qui devient internationaliste et «progressiste» (ce qui est un paradoxe, vu que la gauche s'est toujours présentée comme progressiste). Une telle analyse pousse plusieurs théoriciens libéraux à demander le dépassement même du binôme gauche-droite, ainsi que toute vision idéologique de la chose publique, au nom d'un pragmatisme politique qui se veut moderne, progressiste et créateur.

Un tel jugement paraît fort et la réalité de la pratique politique aujourd'hui, avec la conversion du plus grand nombre de partis historiques de gauche à la doctrine socio-démocrate depuis la fin du siècle précédent, ne peut que l'étayer. Or quand nous essayons d'examiner de près la situation, nous pouvons dire qu'un tel jugement ne peut valoir que formellement et abstraitement, et qu'il échoue, de par son caractère polémique, à comprendre le fond de l'état du monde aujourd'hui.

53

Posons-nous la question, au-delà de toute polémique ou rhétorique partisane, de l'essence et du fondement de la conception du progrès ou du réalisme politique que nous trouvons à la base du modèle capitaliste aujourd'hui. Est-t-il même de l'ordre du possible, philosophiquement, de penser une politique dépourvue de tout présupposé idéologique comme le prétendent les défenseurs de ce modèle ?

Du progrès

Le concept de progrès a toujours été problématique, mais ce que nous pouvons remarquer dans la définition capitaliste, est, tout d'abord, sa dimension purement économique. Le progrès, selon cette acception, serait la simple mise en place de la politique sous l'ordre du système économique et plus précisément du marché. Il ne s'agit pas seulement de la défense de l'économie de marché,

mais de la société et la politique de marché ; ce qui est un renversement total du rapport entre ce qui était jusqu'ici considéré comme outil (l'économie) et les fins de la politique (la société - la justice sociale et le vivre ensemble), car le progrès, en ce sens, serait simplement la mise à disposition de la chose publique au profit du marché et de la logique du gain privé. Plus concrètement, il s'agit de rabattre les conditions de vie et du travail, de toutes les sociétés développées socialement et politiquement, sur le modèle des pays où le coût du travail est le plus bas, comme la Chine ou le Brésil. Il est clair, dès lors, que parler de progrès et de réforme pour remettre en cause tous les acquis de l'homme dans le domaine social et politique, acquis qui étaient le fruit de plusieurs siècles de sacrifices, ne peut être pris que dans un sens très approximatif. Car de tels appels ne sont, en vérité, que des injonctions à revenir en arrière, à la désertion de la politique même, appel à détricoter les acquis qui étaient le fruit de plusieurs siècles de sacrifices.

Idéologie cachée du discours « anti- idéologique »

54

La propagande de cette tendance «économistique» prétend être réaliste et pragmatique, car c'est au nom de la pratique et de l'efficacité qu'elle parle, seuls comptent les résultats, seuls comptent la réalité et ses exigences.

Paradoxalement, cette vision qui se veut réaliste, tombe, selon nous, dans une idéologie encore plus profonde, et dans une vision très vulgaire, et ce, à deux niveaux au moins. Le premier, c'est qu'elle oublie qu'il n'y a pas de «réel» brut, il n'y a que des interprétations du réel⁵ ; si bien que cette vision est bel et bien habitée par une idéologie, une conception, fut-elle inconsciente, du réel, sa base étant qu'elle présente la société comme «un marché», et les citoyens comme des marchands. Par conséquent le seul «lien» politique qui peut lier les êtres humains dans le monde est-il le souci du gain matériel. Le citoyen devient un consommateur et un

⁵ F. Nietzsche, *Fragments posthumes* (automne 1885-automne 1887), Paris, Gallimard, 1976.

client, et non plus un sujet pourvu de droits, de devoirs et de volontés morales. Au-delà de la logique du profit, nous pouvons bien épouser une telle vision et même la défendre en principe (mis à part son cynisme vulgaire), mais nous ne pouvons, en aucun cas parler d'elle comme étant une vision «dépourvue» de tout apriori idéologique. Le second élément touche la nature de cet apriori idéologique. Les défenseurs de cet économisme parlent au nom de la science et de la technique, de là vient l'insistance sur les «statistiques» et les chiffres dans leurs approches, qui touchent même l'élément purement humain. En ce sens, l'économie devient une science «dure» et la société a besoin de «spécialistes», de gérants et d'hommes d'affaires pour maximaliser les profils, minimiser les pertes et mieux gérer les «ressources humaines», aussi bien que les «ressources naturelles» dans le marché de la demande et de l'offre, qui présente, quant à lui, des marchandises mais aussi des travailleurs que nous pouvons évaluer quantitativement, quant à leurs valeurs «économiques», selon un coût du travail. La première chose, est que cette vision n'est pas valide, non parce qu'elle est «scientifique», mais parce qu'elle n'a pu prétendre à cette dite scientificité, que parce qu'elle a déjà un apriori quantitatif. Autrement dit, c'est parce que cette conception définit les choses comme étant quantifiables, qu'elle arrive à se prétendre quantitative et scientifique, et non l'inverse⁶. En vérité, cette vision est moins scientifique que théologique. Il y a bien une croyance et une foi qui soutiennent toute cette approche, une foi dans le marché, dans l'efficacité de ses lois et dans sa capacité à s'autoréguler. Il n'y a aucune preuve rationnelle que le marché peut s'autogérer lui-même, l'expérience nous a montré, depuis un siècle, le contraire ; croire au marché n'a de preuve en fin de compte que cette foi, et cette foi trouve ces origines dans la foi en une bienveillance d'ordre métaphysique.

Aussi, cet élément théologique, le trouve-t-on à la base même de cette idéologie économiste : nous le trouvons chez Adam Smith

⁶ M. Heidegger, « l'époque des conceptions du monde », in *chemins qui ne mènent nulle part*, traduction française, Gallimard ; pp. 99-111 ; Voir aussi *Habermas, Jürgen ; la technique et la science comme « idéologie »*, traduction française, Gallimard, pp. 3-74.

avec sa phrase si célèbre «*laissez faire, laissez passer*» et sa métaphore de «la main invisible»; car laissez faire (le marché) laissez passer les marchands, n'aura de valeur que si nous supposons une garantie qui sera Dieu; c'est la main de Dieu, cette main invisible, qui vient, au-delà de la raison humaine, pour garantir et bénir le marché.

Il n'y a donc point d'action politique sans un fond idéologique fut-il inconscient, comme nous venons de le voir, concernant la droite et le libéralisme d'affaire d'aujourd'hui.

Qu'est-ce que cela a comme résultat touchant la question de l'état de la gauche aujourd'hui? (Quelles conséquences cela a-t-il sur l'état ou la définition de la gauche aujourd'hui?) Tout d'abord, assumer les choix idéologiques et philosophiques qui ont toujours été à la base de toute politique de gauche, à savoir la vision globale et dialectique du rapport entre les hommes et la société, d'une part, et entre les hommes et la nature, de l'autre; la croyance dans le pouvoir de la raison humaine et le rejet de toute aliénation de cette raison au nom d'un pouvoir supposé du marché au-delà des lois rationnelles. La tâche est double, d'abord revenir aux fondamentaux philosophiques, (sans aucun complexe, vu qu'il n'est pas possible à la base de faire de politique sans un apriori philosophique), et ce, accompagné d'une critique de fond de la théologie «financière» qui se cache sous une rhétorique pseudo-scientifique.

56

Pas si facile? Peu importe, car le but de la gauche a toujours été de résister: la gauche - la pensée de gauche du moins -, est moins un parti qu'une attitude éthique et philosophique, une résistance perpétuelle. Aussi a-t-elle un autre défi, c'est de se libérer de la vision qui ne voit dans la pensée et la critique qu'une attitude passive qui ne trouvant du sens que dans un passage à une attitude active qui serait la pratique politique partisane; la gauche a comme défi le dépassement du marxisme officiel et de comprendre qu'il y a bien une politique qui habite déjà la pensée; la pensée est en elle-même une politique, et cela aussi est l'une des leçons de Deleuze.





LA CRISE DE LA GAUCHE ASPECTS ET PROPOSITIONS

■ **Mohamed MOUSSAOUI**

57

Les mouvements citoyens de contestation qui ont

investi l'espace public dans les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient en 2011 ont attiré l'attention des observateurs sur la question de la crise de la gauche. Or, les courants politiques qui lui sont affiliés se sont montrés d'emblée incapables de se mettre au diapason de cette actualité avec tout ce que cela demande en termes d'organisation et de prise de conscience politique.

En effet, lors du déclenchement de ces soulèvements, la gauche semblait être dans l'incapacité de rassembler les masses autour d'elle tandis qu'elle était censée en être le porte-parole. Par ailleurs, à côté de son apathie, les mouvements de l'islam politique paraissaient plus préparés, ne serait-ce que sur le plan organisationnel, ce qui leur avait permis de récolter les fruits de leur réalisme politique lors des élections de 2011.

Néanmoins, bien que la gauche se fût montrée bel et bien dépassée d'un point de vue organisationnel, les slogans

politiques utilisés par leurs adversaires ainsi que le discours prédominant ont été puisés dans son héritage. C'est que des slogans tels que « *le peuple revendique...* », « *Liberté, dignité et justice sociale* » sont beaucoup plus liés à l'essence du discours gauchiste. Paradoxalement, même si ces courants politiques de droite n'étaient pas arrivés à imposer leur vision et leur discours, les compétences organisationnelles dont ils ont fait preuve, les avaient conduits à dominer les scrutins qui avaient couronné les soulèvements en question. Ce paradoxe résume bien à lui seul le problème de la crise de la gauche. En partant de ce constat, nous nous interrogeons, dans cet article, sur sa situation actuelle. En effet, pourquoi est-ce que sa présence a été pâle sur le plan de son contact direct avec les masses alors que la gauche possède un héritage militant des plus imposants ?

Il est à noter enfin que nous entendons par '*gauche*' tous les courants inscrits dans le projet socialiste comme horizon stratégique et nous ne référons pas ici à ceux qui ont une vision politique différente quoiqu'ils puissent être intégrés, de par leurs revendications, dans la case plus ample du gauchisme.

La crise de la gauche

A vrai dire, la question de la crise de la gauche ne date pas d'hier, mais elle remonte au moins au milieu du siècle dernier. Tout au long de cette période passée, les théoriciens de la gauche ont soulevé maintes fois le problème de sa crise en partant dans chaque nouvelle étape de perspectives et de contenus différents.

Quand cette question a été soulevée pour la première fois au milieu du XXe siècle, un courant gauchiste réformateur s'est présenté comme une alternative susceptible d'apporter une

réponse. Nous référons ici à la nouvelle gauche qui a vu le jour au cours des années 60 du XXe siècle et qui a voulu résoudre les problèmes épineux de la gauche européenne. Dans ce contexte, nous croyons que la question de la crise est née de l'abandon du projet révolutionnaire par la classe ouvrière et ses représentants politiques. Il va sans dire qu'à ce moment de l'histoire du communisme européen, le prolétariat semblait avoir perdu ses repères en abandonnant la révolution qui faisait partie de ses tâches politiques les plus urgentes.

L'échec du projet révolutionnaire dans plusieurs pays européens comme l'Allemagne et l'Angleterre au début du XXe siècle et plus tard l'Espagne et la Grèce ainsi que la naissance de nouveaux spectres politiques ont poussé maints partis communistes à se soumettre aux contraintes du conflit orienté par les bureaucraties soviétique et américaine. En outre, les services publics que les Etats capitalistes ont procurés aux ouvriers et aux employés les ont conduits à exprimer leur contentement complet à l'égard de leurs stratégies politiques. Par conséquent, l'idée du report de la révolution était devenue de but en blanc non seulement envisageable mais aussi communément partagée. Enfin de compte, le projet révolutionnaire a été éludé des agendas des partis communistes européens, lesquels avaient une prise directe sur une grande partie de la classe ouvrière et sur ses organismes syndicaux.

Ce scepticisme exprimé vis-à-vis du caractère révolutionnaire des partis communistes européens a poussé nombre de penseurs et d'intellectuels gauchistes à avancer des propositions qui ont eu pour vocation de sauver le projet révolutionnaire abandonné par les dirigeants communistes. Par conséquent, les courants qui ont constitué la nouvelle gauche étaient issus de ces nouvelles propositions. Parmi

ces dernières, nous citons celle de Herbert Marcus¹ à propos de l'avant-garde tactique et du caractère révolutionnaire des '*colliers blancs*', celle de Franz Fanon² concernant la centralité du rôle des paysans dans la réalisation de la révolution dans les pays colonisés et enfin celle de Régis Debray dans son livre intitulé '*Révolution dans la révolution*'³ et qui a été adopté par le révolutionnaire argentin Che Guevara.

Plusieurs courants politiques s'étaient formés en partant du constat de l'incapacité des partis communistes traditionnels à honorer leurs promesses révolutionnaires. Subséquemment, différents organismes ont vu le jour en portant leur intérêt sur l'une ou l'autre de ces propositions. En outre, le contexte international ayant coïncidé avec ces projets de révision était caractérisé par la montée des mouvements de libération nationale un peu partout dans le monde (le Vietnam, l'Algérie, la Palestine, etc.). Ce qui a donné à ces nouvelles organisations un souffle nouveau et leur a permis de gagner une importante popularité qui avait atteint son apogée avec les événements de mai 68 en France et les soulèvements estudiantins en Grèce et dans d'autres pays.

Cependant, cet enthousiasme récemment acquis par la nouvelle gauche allait s'éteindre juste après et la question de la crise devenir plus poignante et plus douloureuse. Avec la chute du mur de Berlin, la dislocation de l'URSS au début des années 90 et la monopolisation de la politique internationale par les Etats-Unis, cette gauche s'est trouvée en train de vivre l'expérience de l'errance et de l'orphelinat : l'errance parce qu'elle a perdu sa boussole et l'orphelinat parce qu'elle a perdu le 'frère aîné', à savoir l'Union soviétique.

¹ Herbert Marcus, *L'Homme unidimensionnel : essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Minuit, 1968.

² Fanon Franz, *Les Damnés de la terre*, Préface de Jean-Paul Sartre, Paris, Maspero, 1961.

³ Régis Debray, *Révolution dans la révolution ? et autres essais*, Paris, Maspero, 1969.

A partir de cette période, la question de la crise de la gauche va être soulevée avec beaucoup plus de sérieux. Néanmoins, la plupart des débats politiques engagés ont été couronnés par des prises de position négatives de la part des penseurs et des militants gauchistes. Ces derniers ont fini par adopter les idées et les projets libéraux tout en les considérant comme étant les seuls capables de conduire l'humanité vers le salut. La seule exception que la gauche a produite est celle tributaire de la quatrième Internationale qui a connu un regain de valeur après la chute du mur de Berlin. Elle considérait en effet que la direction politique de l'Union européenne a tué à l'œuf la révolution et n'a jamais déployé d'effort pour réaliser le programme révolutionnaire annoncé par la révolution bolchevik au début du XXe siècle. La prédominance d'un discours libéral sur la situation des droits de l'Homme et l'avènement du nouvel ordre mondial promu et prévu par l'impérialisme occidental ont pour conséquence immédiate l'élimination du projet révolutionnaire de l'ordre du jour des partis gauchistes. Cependant, plusieurs facteurs ont participé à la résurrection de ce projet en le rattachant aux contextes politiques et économiques actuels. L'enchaînement des crises économiques, depuis celle qu'on a appelée « la bulle internet » au début de ce millénaire jusqu'à la crise des hypothèques en 2008, en passant par la présence de plus en plus forte des masses dans les paysages politiques des pays de l'Amérique latine sont autant de facteurs qui ont provoqué ce changement de cap.

Les pays du Maghreb et du Moyen-Orient n'ont pas été étrangers aux contextes qu'a connus le monde au début du troisième millénaire. Aussi le changement catégorique qui a touché la question de la crise de la gauche va-t-il être débattu avec gravité lors des soulèvements populaires qui ont été provoqués par la mort de Bouazizi en Tunisie. Or, ces

mouvements ont pris la gauche au dépourvu. Elle s'est trouvée soudainement à la veille d'une révolution alors qu'elle n'était pas prête, d'un point de vue organisationnel, pour appréhender le moment. De ce fait, elle n'a pas su se présenter comme une alternative et adapter son discours et son projet aux jeunes qui sont apparus dans ces soulèvements afin de les intégrer.

La gauche, notamment marocaine, s'est trouvée en train de nourrir les revendications et les ambitions mais sa présence sur le plan organisationnel était très limitée. Aussi la faiblesse de la gauche s'est-elle fait sentir lorsque '*Al adl wal Ihsane*' s'est retiré du mouvement 20 février. Ajoutons à cela les résultats maigres obtenus par la Fédération de la gauche à l'occasion des élections communales et régionales. Ces dernières ne reflètent aucunement l'enracinement populaire du mouvement auquel la Fédération fait partie.

Pour comprendre les raisons profondes de la crise de la gauche, nous passerons en revue les entrées suivantes qui pourraient permettre aux militants de la gauche de dépasser la réalité de leur faiblesse et de leur dispersion dans une période qui nécessite d'alerter toutes les énergies et toutes les volontés.

L'identité

La question essentielle et urgente à laquelle la gauche doit apporter une réponse est celle de son identité. Qu'est-ce que la gauche ? En quoi consiste son projet politique ? Quelles sont les classes sociales auxquelles elle adresse son discours ? En effet, sans apporter des éléments de réponse à ces questions, elle ne saurait être qu'un fourre-tout qui contient tout et rien. Aussi si on questionnait la réalité politique au Maroc, pourrions-nous nous interroger sur la nature de la gauche marocaine : où commence-t-elle et où finit-elle ? Que reste-t-il du gauchisme d'un parti comme

L'union socialiste pour les forces populaires? Force est de rappeler que durant sa direction du gouvernement de l'alternance, l'USFP a privatisé plusieurs sociétés nationales et maints services publics non sans savoir que ces décisions se répercuteront négativement sur le pouvoir d'achat des citoyens. Dans ce sens, est-ce que le concept de gauche s'applique toujours à un parti qui a permis à l'Etat d'abandonner les services publics en se soumettant aux directives des centres financiers internationaux ? Peut-on appeler 'parti gauchiste' celui qui prétend se vouer à la défense des droits de l'Homme et de la liberté individuelle sans que ses enjeux ne prennent en considération la situation sociale, la distribution juste de la fortune et la réalisation de l'équité sociale ?

Définir l'identité de la gauche conduira ses militants à déterminer leurs priorités politiques et à éviter la confusion quant à l'échelle des urgences qu'ils prêtent aux affaires qui attirent leur attention. Or, l'ambiguïté qui altère l'identité de la gauche laisse la porte béante à un certain nombre de positions qui sont considérées comme siennes alors qu'elles ne lui appartiennent en rien.

Le contact direct avec les masses

Historiquement parlant, la gauche a toujours cherché à être dans

une attitude d'écoute des masses. Elle a conçu un outil capable de formuler ses positions et ambitions via sa communication directe avec le peuple. Néanmoins, nous constatons que ce choix stratégique n'est actuellement plus en vigueur, la gauche s'étant retirée approximativement des projets d'encadrement des masses. Par ailleurs, les associations qui lui sont affiliées ont tendance de plus en plus à se recroqueviller sur elles-mêmes et à ne plus être à

l'écoute des jeunes et des classes sociales défavorisées. Ceci dit, les courants de l'islam politique ont adopté la politique inverse en s'enracinant de plus belle dans le champ associatif et en y devenant de plus en plus présents.

Nous croyons que cette présence pâle de la gauche dans le cadre de la sensibilisation des masses a pour cause l'intérêt démesuré que portent les dirigeants gauchistes au travail associatif envisagé, hélas, comme étant séparé du reste du projet politique. Ce genre d'actions est devenu un objectif en soi au lieu d'être un moyen pour éduquer les citoyens et les rapprocher de la vision politique de la gauche. Il est à rappeler dans ce sens que jusqu'au milieu des années 80, la gauche a quasiment dominé les champs où évoluent les masses comme les associations culturelles, le mouvement étudiant, les syndicats ouvriers et les associations des droits de l'Homme. A l'exception de ces dernières qui constituent le rempart ultime où milite la gauche encore, sa présence dans les autres secteurs est actuellement très timide.

64

Le fait que la gauche ait abandonné le contact direct avec les masses peut être expliqué par des raisons objectives et subjectives. Le rapport qu'entretiennent les gauchistes avec le travail associatif explique plusieurs aspects de sa dégradation. Le vrai élan de cette activité n'a eu lieu qu'à partir du début des années 90 où des essaims d'associations ont vu le jour et où chaque militant en a créées plusieurs à lui seul. Aussi lorsque le travail associatif est passé d'une activité à caractère non lucratif à un domaine où les indemnités et les aides sont octroyées par l'Etat, le statut et le rayonnement de ces associations s'en sont-ils ressentis. C'est que durant la période qui a précédé la naissance de 'la société civile', une seule association pouvait encadrer des dizaines de citoyens en formant leur sensibilité et leur conscience politique et sociale. Or, malgré la profusion des

associations actuellement, leur butin est faible et elles ne réussissent toujours pas à encadrer des compétences militantes pouvant apporter une valeur ajoutée au projet de la gauche. Le fait que les associations de la société civile puissent obtenir des subventions venant d'organismes étrangers a ouvert la porte à l'opportunisme et, partant, l'enjeu lucratif l'a emporté sur le contenu de leurs activités. Au lieu de mettre l'encadrement des citoyens au premier plan, c'est la hantise de l'investissement personnel qui prend le relais. Dès lors, la majorité des militants gauchistes sont devenus esclaves du travail associatif à finalité lucrative sans que leurs efforts ne fournissent des résultats. En effet, ils sont passés du travail politique direct vers le travail associatif au point qu'ils préservent aux activités associatives la part du lion de leur agenda alors qu'ils ne laissent au militantisme politique que des miettes.

C'est pour toutes ces raisons que la réforme du projet gauchiste devrait commencer par le questionnement de son rôle au sein de la société civile. Pour contourner l'opportunisme qui s'épanouit entre les rangs des agents de ce secteur, il faudrait aussi faire le partage entre l'activité volontariste et les activités rémunérées.

Reprendre contact avec les masses est une urgence pour la gauche. C'est la seule solution pour revigorer les mécanismes de recrutement qui ont longtemps nourri la gauche en y attirant des compétences prometteuses capables de porter la flamme du militantisme pour des jours meilleurs.

La perte de la boussole

Le choc résultant de la chute de l'Union soviétique n'a pas eu pour conséquences uniquement la dispersion de la gauche et sa dégradation, mais aussi sa perte du sens de l'action

militante. C'est qu'elle a entrepris au fur et à mesure d'abandonner les grands enjeux qui ont caractérisé son parcours politique depuis toujours. La montée en puissance de l'islam politique, ses frottements directs avec les courants gauchistes, notamment au sein de ses sites historiques (le mouvement estudiantin par exemple) ont conduit la gauche à focalisé ses efforts sur sa critique de l'islam politique. Durant cette période, elle a de moins en moins critiqué les politiques des régimes installés comme si elle considérait la tyrannie religieuse plus pernicieuse que la tyrannie politique.

En Egypte par exemple, il semble évident que les gauchistes soutiennent le coup d'Etat en le considérant comme une rectification du parcours de la révolution alors que le jeu politique n'est pas clair et la dictature de Sissi n'est pas moins totalitaire que l'accapuration du pouvoir par Morsi. Cependant, personne ne doutera du fait qu'il y a une différence de nature (et non de degré) entre ceux qui sont arrivés au pouvoir par la voie des scrutins et ceux qui sont passés par l'armée. Dans ce sens, nous croyons que l'actuelle gauche est appelée à revoir sa vision vis-à-vis des priorités politiques pour ne pas perdre son autonomie et finir par dépendre des régimes en place. On ne saurait trop insister sur le fait qu'elle est dans l'obligation de produire une position politique claire et nette lui permettant de s'installer correctement en dehors des rapports de force à l'égard des totalitarismes politiques et religieux. Ceci dit, il n'est nullement besoin de répéter que la gauche n'est pas réduite à choisir entre la dictature et l'islam politique, mais à se proposer comme une alternative à ces derniers et de les disqualifier par la voie de la démocratie. En adoptant cette dernière, ses enjeux ne devraient pas abandonner la défense des libertés individuelles, de la liberté de croyance et du respect des droits de l'Homme. En effet, la démocratie est le

seul mécanisme capable de trancher les conflits politiques en se conformant aux contraintes institutionnelles et constitutionnelles, ce qui les empêche de dériver vers la violence et le musellement des adversaires.

La dépendance économique

Il est à noter aussi que la vague de contestation qui a agité la région n'a pas eu pour causes la recherche de la liberté, le respect des droits de l'Homme et la réalisation de la démocratie. A vrai dire, le souci principal était d'ordre économique et social. L'icône même de ces soulèvements, à savoir Mohammed Bouazizi, était le modèle du jeune maghrébin devant qui toutes les portes s'étaient fermées. Paradoxalement, ce ne sont ni la tyrannie politique ni l'absence de liberté d'expression qui ont poussé la situation jusqu'à l'explosion, mais la misère sociale, le taux élevé du chômage et l'augmentation du coût de la vie. Derrière ces causes se profilent les politiques de dépendance économique qui ont noyé les Etats dans l'endettement, la démolition des services publics et la réduction des postes budgétaires.

Dans le cadre de cette crise sociale, le rapport au pouvoir d'achat et les possibilités d'accès aux services publics sont les problèmes les plus urgents. C'est que l'indigence sociale à laquelle nous ont conduits les politiques sociales adoptées par l'Etat ne supporte pas davantage d'attente. Comme nous pouvons le remarquer, même si quelques nations de la région ont pu réussir leurs révolutions, le spectre du chômage et de l'augmentation du coût de la vie hantent leur quotidien et les poussent à ne pas être optimistes vis-à-vis de l'avenir. Ces crises économiques et sociales provoquent des états d'insatisfaction ininterrompus pouvant être traduits par des actions de contestation et d'indignation.

Malgré les soulèvements de 2011, les objectifs pour lesquels ils ont été organisés sont encore à réaliser. Aussi l'islam politique et les libéraux qui ont accédé au pouvoir n'ont-ils pas pu apporter des réponses exhaustives aux problèmes concrets des citoyens.

Or, les expériences de Syriza et de Podemos, respectivement en Grèce et en Espagne, ont montré que la gauche peut proposer des projets capables de sauver les pays et les peuples de la misère sociale et du chaos. Quoiqu'ils n'arrivent toujours pas à réaliser la totalité de leurs programmes politiques, les enjeux qu'ils se sont fixés ont en fait des organismes politiques plébiscités.

Podemos et Syriza ont tablé sur l'action politique qui procure une vie digne au peuple et ce, en passant par la révision des politiques de gestion des dettes publiques adoptées par les centres financiers internationaux (Fonds monétaire international, La banque mondiale, la Banque centrale européenne...). Ces derniers poussent les Etats à la faillite en les obligeant à mettre en place des politiques non populaires en rééchelonnant leurs dettes, ce qui impacte directement la qualité des services publics et la création des postes budgétaires.

Par conséquent, aborder le problème de la dépendance économique et de la soumission totale aux exigences dictées par les centres financiers internationaux doit être en tête du programme de la réforme de la gauche. C'est ce qui arrive par exemple en Tunisie cinq ans après la chute du régime de Benali où le citoyen se trouve entre le marteau du chômage et l'enclume de la dégradation du pouvoir d'achat. Car les nouveaux responsables qui sont arrivés au pouvoir ne se sont pas souciés de la situation sociale après s'être occupés du changement démocratique. Par conséquent, la gauche ne réaliserait rien si elle prenait le pouvoir alors qu'elle n'a pas de réponses aux problèmes de la dépendance économique et

des solutions à même de débarrasser l'Etat des directives impartiales venant des centres financiers internationaux.

**Le repli sur soi :
un cercle vicieux**

Parmi les pathologies chroniques qui rongent le corps de la gauche, citons les conflits intestins qui opposent ses différents courants. La plupart du temps, nous nous trouvons devant un panel de partis qui prétendent appartenir à la gauche alors que chacun d'eux se suffit à lui-même et examine les autres avec une suspicion pouvant aller jusqu'à les accuser de trahison.

Si l'histoire de la gauche est celle de ses schismes et scissions, il est temps de jeter les ponts de communication et de collaboration entre ses différents partis. C'est qu'une gauche fragmentée et morcelée ne pourrait survivre dans le paysage politique actuel. Les expériences gauchistes qui ont réussi dans le monde sont celles qui ont pris conscience de cet enjeu et qui ont dépassé le seuil des conflits intérieurs pour aller vers la conception d'un programme où toutes les composantes politiques pourraient se reconnaître. Pour un tel idéal, référons-nous au front de gauche constitué par Syriza en Grèce et par les différents partis dans les pays de l'Amérique latine.

69

**En guise
de conclusion**

Ces aspects sont essentiels si nous voulons donner une idée de la crise de la gauche et tenter de trouver des solutions capables de rapprocher le projet gauchiste des masses. Si on prend le temps de les examiner, nous croyons que nous pourrions redonner à la gauche son éclat et lui permettre d'apparaître comme une entité politique indépendante

présentant un projet social alternatif. Elle ne devrait donc pas se réduire à un « *gadget* » politique qui meuble le paysage politique comme tant d'autres et ce, en mettant en cause la tyrannie politique qui le caractérise et les mouvements de l'islam politique qui le mettent en échec.



■ Traduit par : **Younès EZ-ZOUAINE**



**QUESTIONNEMENT SUR LA NATURE DE LA GAUCHE
ET SUR SES MISSIONS HISTORIQUES**

« ÊTRE DE GAUCHE »

**OU EMPRUNTER LE CHEMIN
DE L'HISTOIRE**

■ Abdelaâli BENCHEKROUN (*)

71

Être de gauche ». Une thématique actuelle et essentielle

pour le contexte général et marocain en particulier. Le paysage politique de notre pays se complique et le couple **droite/ gauche** mérite analyse et éclairage.

Jadis « Être de gauche » référait au « socialisme », à Marx, au marxisme et aux positions radicales- « révolutionnaires » etc. Aujourd'hui ces référentiels sont à ré- examiner, le (s) contexte (s) a (ont) changé, la société également et la Révolution technologique a bouleversé la situation et bousculé encore davantage la réalité sociale. L'expérience des révolutions populaires, « paysannes » ou « prolétariennes », ont remis bien de perceptions en cause, du moins ont transformé la façon dont les générations « révolutionnaires », « de gauche », les percevaient.

Du passé faisons « table rase »

Le point de départ de « la Gauche » (socialiste- communiste) était de faire « table rase » de l'ordre social bourgeois- capitaliste etc. pour établir un nouvel ordre social, un ordre social inédit, égalitaire, socialiste sur la voie du communisme.

Et dans les pays où l'«aboutissement» du processus révolutionnaire (les partis de gauche, prolétariens ou paysans) a eu lieu, ces « Révolutions » subirent un glissement dans la bureaucratie, puis la dictature, la répression, ce qui a barré le chemin devant la volonté des masses laborieuses. Staline, la « Révolution Culturelle » en Chine et Pol Pot en sont quelques- uns des titres les plus éloquentes.

Cette situation qui a engendré l'absence de liberté n'a pas empêché un certain développement économique via une forte intervention étatique, mais sans épanouissement de la société et des individus.

72

Ces modèles « d'accumulation socialiste », érigés par des révolutions, puis bureaucratisés, finirent après la Pérestroïka et l'abolition du Mur de Berlin, par laisser le champ libre à un monde unipolaire avec la super- domination du modèle néolibéral qui va lui-même connaître ses crises cycliques..

Le contexte : un néo- libéralisme en crise mais qui demeure dominant

Dans les sociétés de nos jours, le contexte est alors celui de l'ère capitaliste où le néolibéralisme à outrance est dominant. La société de consommation a fait son chemin et ce modèle a été largement exporté et rapidement généralisé. Or la crise actuelle de ce système devient structurelle et génère des incidences sur les sociétés. Le système est dominé par la finance internationale, et se base d'abord sur le modèle du consumérisme quasi- généralisé. La sphère financière se déploie dans le virtuel de façon déconnectée

de l'économie réelle. Sur les plans politique et stratégique, ce modèle alimente directement ou indirectement la guerre (qui devient ainsi éternelle)

En effet, ce système a exporté le modèle de vie et de consommation et produit la marginalisation d'une partie de la population et sa paupérisation rampante, d'une part. D'autre part, ce modèle en crise de surproduction et d'écoulement s'est largement orienté vers l'industrie guerrière et des armements. Les nouvelles technologies sont pour une grande part orientées vers les équipements de guerre. Une composante importante de la stratégie paraît être d'attiser et perpétuer la guerre. Ce qui se passe en Orient et en Afrique, avec les enjeux économiques et des ressources naturelles est éloquent...

Les potentialités de ce modèle à se réguler font que ce modèle est souvent capable de faire endosser les conséquences et l'impact de la crise aux pays et aux Etats, mais aussi à ses propres populations : marginalisation, paupérisation etc.

73

Comment se placer et se déployer au sein des équilibres internationaux : L'attitude de la «gauche»

Dans ce contexte, se pose la problématique de préserver l'indépendance et la souveraineté du pays, dans un rapport de forces matérielles et par rapport aux alliances nécessaires pour assurer la défense du pays. Devant partir dans son analyse politique et géo- stratégique des objectifs historiques du moment, la «gauche» se doit de définir les urgences et les risques susceptibles de guetter la nation. Celle-ci est une affaire de la gauche par excellence.

En effet, le « monde mondialisé » contemporain traverse une longue période de tempêtes et certaines forces gigantesques souvent occultes peuvent réserver des surprises à des pays même à « Histoire séculaire ». C'est ce que nous voyons sous nos yeux, impuissants, depuis l'Irak, le « printemps arabe », puis ce qui se passe en Syrie, en Libye ou au Yémen etc. Réellement aucun pays

n'est à coup sûr épargné des risques de dislocation ou de guerre civile.

Les potentialités du modèle néo- libéral (dominant) en crise à se réguler, font qu'il est souvent capable de faire endosser les conséquences et l'impact de la crise aux pays et aux Etats, mais aussi à ses propres populations : marginalisation, paupérisation. La base du système étant constituée des noyaux durs que sont les empires de la finance, des complexes militaro- industriels et des nouvelles technologies, ces puissances s'appuient pour développer leurs empires sur la pérennisation des tensions et des guerres. C'est ce qui explique la situation en Orient et en Afrique par exemple où les enjeux économiques sont stratégiquement importants (gaz, pétrole et autres ressources naturelles).

Comme la justification de la guerre et la perpétuation de cet état de choses est difficile à faire admettre à l'Humanité, il y a recours à des contre- vérités à l'instar des « armes de destruction massive » dont on avait accusé l'Irak. Ce qui nécessite pour ces empires économiques et financiers de disposer de puissants outils médiatiques pour convaincre par des « vérités » créées de toutes pièces. Et c'est ce qui explique que la domination économique de ces empires est doublée par la mainmise sur les médias pour s'assurer également la suprématie en matière de guerre médiatique.

C'est ce contexte d'ensemble qui constitue l'environnement international du modèle dominant et que nos pays, toutes tendances politiques s'y déployant, doivent prendre en ligne de compte. La « gauche » est sensée d'abord concrétiser l'avant- garde intellectuelle et opérationnelle du peuple et tendre à être organiquement liée à celui- ci. Sensée alors détenir la capacité théorique- intellectuelle lui permettant de percevoir les contradictions principales et secondaires de la société et saisir les complexités de celle- ci. Sensée détenir la capacité de pouvoir prioriser les tâches stratégiques et politiques selon les degrés d'urgence et ce, par rapport à la sauvegarde des intérêts du pays- nation d'abord (dangers éventuels, menace hydrique...), ensuite par rapport aux intérêts des populations travailleuses, du point de vue du souci de l'amélioration continue des potentialités de

production des richesses et de la grille de redistribution des ces richesses produites.

C'est cela fondamentalement le contexte de notre monde actuel. Et c'est dans ce contexte que les courants de la gauche (et la gauche marocaine) doivent travailler pour faire évoluer leurs sociétés, induire les changements qu'il faut promouvoir.

Monarchie parlementaire et lancement d'un développement souverain : quel rôle de la gauche ?

75

Au Maroc, la situation se caractérise par une dynamique contradictoire où une certaine ouverture relative découlant d'un cheminement douloureux, est entachée par des problématiques d'ordre politique, économique et culturel. En effet d'abord, la mise en œuvre réelle des dispositions constitutionnelles susceptibles de développer la vie publique et politique est encore très en retard. La valorisation de la personnalité de la primature et celle du pouvoir législatif, le principe de la responsabilité réelle devant le parlement, la séparation des pouvoirs et la levée de l'impunité. Nous sommes encore loin de la **monarchie parlementaire**, de l'Etat de Droit et d'une institutionnalisation des instances de l'État et des mécanismes démocratiques.

De même, la sphère économique est « gérée » de façon empirique et sans stratégie ni vision rationnelle innovante capable de promouvoir une certaine immunité sociale. Une vision qui abolit les situations de rente et qui puisse sauvegarder la dimension humaine des populations. Une vision pour déployer un modèle de développement équilibré, productif qui sauvegarde la sécurité stratégique de la Nation. Un développement en matière d'Industrialisation, d'Equilibre entre les secteurs, d'optimisation de l'exploitation de nos ressources stratégiques (hydriques...), d'efficacité et de Qualité de l'Enseignement et de la sécurité alimentaire.

Le social se dégrade d'abord avec la décadence de l'enseignement et de l'école publique mais aussi des autres secteurs sociaux comme la santé et le logement. Quand à l'emploi, les chiffres du chômage montrent que l'économie n'offre que peu d'opportunités aux jeunes diplômés de travailler et de produire. La situation du système d'enseignement et de formation n'aidant pas à proposer les profils souhaités dans un environnement trop matérialiste en mal de gouvernance.

Cette situation d'ensemble se reflète sur le plan culturel par l'appauvrissement du paysage intellectuel et culturel, et de là la dégradation du système des valeurs, la dévalorisation et le dédain du travail, de l'innovation de l'entrepreneuriat et de l'effritement de la solidarité sociale.

La contextualisation historique des missions de la gauche

76

«Emprunter le chemin» de l'Histoire, œuvrer avec innovation dans ces secteurs pour contribuer à induire les changements constitutionnels, politiques, économiques et culturels, c'est ce que devrait être la démarche première de la gauche aujourd'hui. On ne peut caractériser ce qu'être «la gauche» en dehors du contexte historique. C'est le contexte concret qui détermine à un moment donné les missions de la gauche. Il n'y a pas de «gauche» dans l'abstrait. La «gauche» est «la gauche» parce qu'elle est apte à concevoir les missions historiques et programmatiques du moment et leur actualisation.

Nous percevons la première raison d'être de la gauche comme étant d'œuvrer en faveur de la diminution des inégalités sociales à travers un processus continu et évolutif de redistribution des richesses et des moyens de vie. Pour cela il faut d'abord un environnement susceptible de développer la richesse de la «nation», promouvoir des mécanismes de fonctionnement viables et «régulables», et de là évoluer vers moins d'inégalités sociales. En parallèle, contribuer à promouvoir la solidarité,

l'humanisme et une société à valeurs renouvelées à travers l'intelligence et la vigilance sociales.

**Pour la construction du
«programme démocratique alternatif»
de la « gauche »**

Quoique fondamentalement et historiquement des tâches de cette transition auraient théoriquement relevé de forces sociales bourgeoises, cependant celles-ci s'avèrent souvent impuissantes vu leur faible esprit entrepreneurial voire parfois leur nature rentière. D'où la place et la mission historique de la gauche de contribuer à accomplir ces changements, avec la démarcation nécessaire par rapport au modèle de vie néolibéral et à la société de consommation.

77

Nous pensons ainsi que la formulation de **«programme démocratique alternatif»** résume la mission à laquelle « la Gauche » devrait s'atteler. La gauche s'y positionne par rapport au néolibéralisme avec une attitude « socio-philosophique » **alternative** eu égard à la société de consommation et annonce alors le modèle de société à la construction duquel la gauche doit contribuer.

Dans ce contexte la gauche aura à élaborer le **programme démocratique alternatif** qui conçoit le modèle de développement avec une place centrale de l'Homme? Répondre à des questionnements multiples à travers la promotion d'un large débat. Donc, concevoir le modèle de développement qui conviendrait pour nous ?

Quel modèle d'industrialisation ou d'agriculture il nous faut ? La place des services et des Nouvelles Technologies dans cette conception d'ensemble ? Quelle idée nous défendons pour ce qui est des problématiques de la Nature, de la biosphère et des changements climatiques, les énergies à promouvoir ? Quelle stratégie pour développer les ressources hydriques du pays où la sécheresse devient un très grave problème structurel, bientôt un problème de vie ou de mort. Quelle stratégie de défense nationale

et quelles stratégies d'alliances, vu les risques et les menaces qui guettent les pays ?

De ces angles de vue, il serait nécessaire de revoir et réajuster les plans sectoriels en vigueur et redéfinir les priorités sectorielles alternatives, en privilégiant les (taux d') intégrations de filières, réviser les fonctions de sous-traitance internationale (Emergence). Si les unités marocaines d'équipementiers en automobile, aéronautique ou électronique sont considérés comme des « acquis » surtout en matière d'emploi, les projets à venir devront davantage privilégier un vrai transfert de technologie. .

Dans le même ordre d'idées, proposer une vision touristique selon une nouvelle optique, surtout avec les aléas et les risques traduisant la vulnérabilité du secteur. Réserver une place importante voire prépondérante pour le tourisme intérieur, pour une relance de l'activité du secteur et de l'économie de l'artisanat, et en même temps promouvoir et entretenir le bien- être des marocains tout en rajustant l'ouverture et la convivialité à l'international. Revoir la l'option des golfs vu la crise hydrique qui s'installe et s'aggrave dangereusement.

78

Pour ce qui est du secteur agricole, les orientations en vigueur, ont- elles tracé la voie pour la sécurité alimentaire, pour développer le monde rural, promouvoir l'aménagement du territoire de la campagne, améliorer le niveau de vie des ruraux et éviter l'exode ?

Conception de modernité et d'humanité pour la gauche

Le **programme socio- économique** de la Gauche doit comporter des **orientations** et des encouragements de développement économique et d'investissements qui tendent à promouvoir l'épargne, l'innovation, assurer les sécurités alimentaires et sanitaires, réduire tendanciuellement les comportements consuméristes, répondre à la rareté effroyable des ressources hydriques, préserver l'environnement, développer les tendances **solidaires** entre groupements et ressusciter dans ce sens toutes

coutumes sociales surtout rurales mais aussi citadines. (Cf: Débat, A.Serfaty / A.Benchekroun, in AB: Éléments de débat...avril 1989).

Reconsidérer la place du profit dans l'espace de l'économie et œuvrer en faveur de l'extension de l'impact de l'économie sociale et du message et la pratique de la solidarité, vu que les solidarités traditionnelles commencent à se désintégrer.

Dans nos pays, nous croyons bénéficier d'un développement moderne et universel, mais en réalité nous sommes perdants en matière de **relations humaines**, et en matière de système de valeurs. L'économie du tout- profit « imposée » par la force des choses, tend à tout matérialiser- rationaliser, rentabiliser, calculer et minuter. Le résultat étant la **déshumanisation** rampante de la société. Même l'ambiance du travail managérisé et ses contraintes se caractérise de plus en plus par le dégoût, la souffrance et le malaise psychologique.

Dans le même contexte et pour le même souci, notons l'importance de rajuster l'attitude de la « gauche », des syndicats, des démocrates et de la société civile vis à vis des **entreprises de l'économie classique** pour contribuer à y faire promouvoir l'éthique d'entreprise. Encourager et aider l'entreprise à se diriger vers un comportement d'**entreprise citoyenne**.

Il s'agit en fait dans le monde mondialisé d'un ensemble de dangers, menaces et crises subies qui convergent vers la **dérive de l'Humanité**. La crise de la modernité consumériste qui a induit le malaise social et le mal- être au lieu de permettre une vie heureuse. La **problématique de la biosphère, le réchauffement de la planète et la rareté de l'eau**. Le danger de **désintégration** des sociétés y compris « en voie de développement » sous l'impact de la mondialisation.

Dans ce cadre, la **re- humanisation** nécessaire de la société et des relations sociales, est une mission qui s'impose et qui incombe en grande part à la « **gauche** ». Devant la mondialisation, les notions de territorialité, les activités de proximité, une autre vision de consommation, le respect de la Nature, la sauvegarde de la biosphère, l'économie verte, la RSE et l'ESS, toutes ces notions et concepts doivent recouvrer leurs lettres de noblesse.

Lorsque le gauche aura réalisé son programme alternatif de monarchie parlementaire, d'assainissement et d'État de droit, elle aura presque accompli sa mission historique. Il lui restera juste à promouvoir le débat dans la nouvelle société pour concevoir ensemble les formules innovantes et renouvelées de redistribution des richesses dans une optique tendanciellement égalitaire.

Rôle important pour ressusciter le « système de valeurs » et promouvoir l'ESS

La « gauche » jouera un rôle important pour ressusciter et consolider **un système de valeurs humaniste et cohérent**. Valeur- travail au premier rang pour accompagner le processus de développement humain. La fierté d'appartenance au pays, protéger son unité. Dialogue dans la « Nation », contre les dérives. **Solidarité**, et **tolérance**. Combat contre le **tout- consumérisme**. Pour une **école publique de qualité**. Pour la bonne gouvernance et l'assainissement de **l'Administration**. Ces valeurs seront sauvegardées d'abord par la gauche plutôt que par une « droite rentière ».

80

Dans le même sens, l'ESS en tant que composante d'un modèle de développement alternatif, permettra de promouvoir des processus susceptibles de mener les populations sur des voies **d'autogestion**. On peut admirer des actions associatives ou d'initiateurs de projets solidaires qui commencent par de simples actions de proximité telles l'aménagement- embellissement des quartiers, ou l'intégration solidaire et humaine des bidonvilles dans un espace socio- résidentiel convivial, et mener à des actions d'aménagement collectif innovant, des projets contre la déperdition scolaire, d'entrepreneuriat de proximité ou de mutualisations de services. Initiatives qui peuvent faire tâche d'huile, les populations s'y impliquent volontiers et les effets induits donnent le ton au changement alternatif.

« 20 février » et la « gauche » réhabilitation de la rue

L'ambiance de ce qui a été appelé « Printemps arabe » a allumé au Maroc une flamme qui a pour nom « 20 février ». En tant que tel, ce mouvement comportait un germe positif parce qu'il a colporté avec force des messages actuels susceptibles de faire avancer la lutte politique pour imposer des changements. Tels furent les slogans et devises de la gouvernance, de l'assainissement, des Droits Humains, du Droit à l'Enseignement, à la Santé, le Droit du Monde Rural à un développement équilibré et Humain, la nécessaire Solidarité dans la société marocaine et démettre les auteurs mal gouvernants des postes de responsabilité.

Pour cela, la gauche encouragera la jeunesse à entretenir ce levain hautement bénéfique et productif pour le pays. Elle fructifiera les échanges avec cette pépinière de jeunes, se ressourcera par leur sincérité, ce mouvement étant objectivement une composante de « la gauche ». C'est en fait l'outil de « la Rue » que ce « Mouvement du 20 février » a valorisé davantage et qui montre combien ce facteur de la lutte peut constituer un moteur irremplaçable pour faire avancer et approfondir la dynamique sociale, activer le processus politique de la « Gauche » en faveur du développement équilibré et solidaire d'une société moins déshumanisée.



(*)Economiste, Consultant

Bibliographie :

- *La gauche latino-américaine face au nouveau millénaire*, in www.regards.fr
- *La gauche latino-américaine face au néolibéralisme*, Stolorowicz Beatriz, Nouvelles Fondations 3/2006 (n° 3-4)
- *Débat A.Serfaty- A.Benckekroun*, in « *Réflexions sur les problématiques du Développement et de l'Industrialisation* » A.Benckekroun, Dar Al Khattabi, Avril 1989)
- Vidéo Edgar Morin : « *Il n'y a pas de solution, mais il y a une voie* »
<http://www.terraeco.net/Edgar-Morin-Il-n-y-a-pas-de-56141.html>
- Vidéo David McWilliams: *Punk Économie*
<https://www.youtube.com/watch?v=UJrLwHZhmxo#t=317.364707>



LA GAUCHE TUNISIENNE

ENTRE

IMPASSES

ET

PERSPECTIVES

■ Saïd MOSBAH (*)

Poser la problématique de la gauche entre théorie et

82

pratique nous emmène d'abord à déterminer l'identité de ce qu'on inscrit sous cette dénomination. La pluralité des individus, des groupuscules et des pseudo-alliances mouvantes, en plus de la discordance des positions, des références théoriques et de la pratique politique dans ce cadre nébuleux, tout cela impose d'examiner ces identités à travers les manifestations ci-citées afin qu'une réponse à cette problématique soit possible.

Une telle réponse nécessite également le choix d'un contexte historique révélateur quant à sa condensation des axes des conflits sociaux et quant à son importance dans le processus historique du pays. Dans ce sens, la révolution du 17 décembre 2010- 14 janvier 2011 et ce qui s'en suit, constitue un cadre adéquat et suffisant historiquement pour évaluer la réalité de la gauche tunisienne. Ce processus révolutionnaire a révélé les faits suivants :

- Pendant les mouvements contestataires au cours et après cette période, les forces de la gauche syndicale et politique ont participé

activement à cette mouvance mais sans pouvoir la cadrer dans un processus révolutionnaire clair quant à son cheminement et à ses finalités. En témoigne le fait que le changement au sommet de l'Etat s'est fait avec les mêmes symboles de l'ancien régime (gouvernements de Mohamed Ghannouchi, puis de Caïd Essebsi avec Mbazaa comme président). Pendant les cinq années qui ont suivi le 14 janvier 2011, la gauche était incapable de redresser la barre et de faire face à la récupération du mouvement révolutionnaire par les forces réactionnaires, à son détournement de ses objectifs et au réarrangement de ses aboutissements en faveur du renforcement de la domination et de l'ingérence extérieure internationale (par les américains et leurs alliés occidentaux) et régionale (l'influence du Qatar, des pays du Golf et de la Turquie) et en faveur de la reconstitution des forces contre-révolutionnaires se succédant au pouvoir ;

- malgré son adoption des revendications populaires (lutte contre le chômage, la prévarication et la corruption ; la justice sociale et l'équité entre les régions), la gauche tunisienne n'a pas réussi à s'ancrer dans les masses populaires comme en témoignent les faibles résultats obtenus lors des deux élections de 2011 et de 2014 ;

- Les forces de la gauche n'ont pas pu tirer profit du seul acquis de la révolution tunisienne (la liberté d'expression) pour reconstruire ses entités sur une base démocratique et créative qui rompt avec l'esprit de sectes, avec l'amateurisme, avec le culte du leader, avec l'absence de la critique et de l'autocritique, etc.

Tout au long de ces cinq dernières années, la gauche tunisienne s'est impliquée dans trois tentatives successives de polarisation politique et sociale dont aucune n'est arrivée à son terme vu la complexité des enjeux politiques, l'immaturité de la gauche et le déséquilibre des rapports de forces en faveur des forces contre-révolutionnaires.

Juste après le 14 janvier 2011, l'élan révolutionnaire était encore en ferveur et le mot d'ordre presque général était d'exclure et d'isoler les sbires du régime déchu sur la scène politique et les poursuivre en justice ; tentative que les gouvernements successifs après la révolution ont œuvré pour sa dilution et son avortement (impunité, laxisme du pouvoir législatif quant au traitement des

dossiers de corruption, réhabilitation dans les postes clés de l'Etat).

Après l'ascension des islamistes au pouvoir en 2011, la situation s'est dégradée davantage (persistance du chômage, hausse des prix, assassinats politiques, montée du terrorisme). Associant incompétence et népotisme, les deux gouvernements successifs des islamistes et leurs alliés ont tenté de mettre la main sur l'appareil de l'Etat, d'imposer des mesures en vue d'islamiser la société et ont laissé la main libre aux extrémistes religieux pendant deux ans. Tout cela a nourri les méfiances vis-à-vis d'Ennahdha surtout après les assassinats, le 6 février 2013, du martyr Chokri Belaïd, un leader emblématique de la gauche tunisienne (secrétaire général du Parti Unifié de Patriotes Démocrates et l'un des fondateurs du Front Populaire) et du martyr Mohamed Brahmi (député nationaliste arabe de la Constituante et leader du Courant Populaire Nassérien) le 25 juillet de la même année, avec la même arme. Le gouvernement de la troïka était tenu responsable de l'insécurité dans le pays et la légitimité des institutions intérimaires était remise en cause. La gauche et la société civile ont fait front avec le parti Nidaa (entité formée en 2013 essentiellement par les anciens du régime et quelques détournés de la gauche) pour soutenir le projet moderniste menacé par la montée du salafisme et de l'intégrisme en général. La mobilisation de ces forces a atteint son summum avec le sit-in du Bardo qui s'est essoufflé au bout de quelques semaines et ce n'est qu'après les pressions exercées par les bailleurs de fonds extérieurs que la crise s'est dénouée suite au dialogue national dirigé par le Quartet ayant obtenu le prix Nobel 2015 (Le quartet est composé de l'Union Générale Tunisienne du Travail, de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, du Conseil de l'Ordre National des Avocats de Tunisie et la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme).

Cette bipolarisation entre le camp « moderniste » et le camp « intégriste » a été de nouveau brouillée par l'alliance entre les islamistes et le Nidaa, les deux gagnants du scrutin de 2014. La gauche qui a contribué à blanchir et à réhabiliter les hommes de l'ancien pouvoir en s'alliant avec eux, a beaucoup perdu de sa crédibilité et de son influence. Aujourd'hui, les mouvements

actuels de contestation dans la plupart des régions seraient les prémisses d'un redressement de l'axe de lutte pour le ramener à sa base sociale étant donné, qu'à part la liberté d'expression, les revendications sociales (l'emploi des chômeurs, l'équité territoriale, lutte contre la corruption) n'ont pas été exhaussées.

Tout au long de ces turbulences politiques, les positions, les pratiques et les alliances entre les forces de la gauche se débattaient entre divergence, convergence et croisement contingent. La polarisation au sein de ces entités disparates a toujours un caractère instantané, partiel, personnel et contingent sans se hausser à un état de conscience politique qui dépasse l'étiquette globalisante et le cadre rassemblant aux contours imprécis, pour une redéfinition et une reclassification de la dite gauche, en fonction de la nature des prises de position vis-à-vis de la question nationale et de la question sociale, sans quoi, aucune avancée significative dans le processus d'accumulation politique ne serait possible.

Une telle tâche s'impose du fait que les positions et le positionnement de certains courants dits de gauche sur l'échiquier politique concourent assez souvent au détournement des axes de lutte ou constituent un appui et une réserve pour les forces contre-révolutionnaires.

85

L'observateur de ces mouvances qui se donnent le label de gauche peut, théoriquement (tant que la polarisation n'est pas effective) distinguer trois courants essentiels qui s'inscrivent dans ce cadre général :

- la fausse gauche libérale qui est une « gauche » sans identité, sans référence théorique, sans programme politique. Elle est représentée par une élite élitiste et des rassemblements changeant au rythme de la variation de leurs enseignes, déconnectés de la réalité et des soucis du peuple. Leur dénominateur commun est la peur des islamistes et le rejet de « l'extrémisme marxiste ». Presque coupés des centres d'intérêt du mouvement social, leurs combats se centrent sur des questions marginales : de la défense de l'athéisme et de sujets similaires qui a servi les islamistes qui ont gagné la sympathie d'un nombre considérable de tunisiens pendant les élections de 2011, à la défense des homosexuels actuellement. Sur le plan politique et au nom du réalisme

politique, ils n'hésitent pas à appuyer, soutenir, apporter une caution de « gauche » et s'allier aux formations politiques reconstruites et recyclées des factions du régime déchu.

- la gauche confessionnelle, orthodoxe et dogmatique, qui s'autoproclame comme une avant-garde et qui se renferme dans le texte et l'interprétation du texte marxiste pour en faire une religion, en omettant le fait que tout l'intérêt du marxisme est de fournir une démarche, un outil d'analyse des phénomènes historiques et sociaux et non des recettes et des programmes prédéfinis. Cette gauche s'enferme dans les désaccords du passé, les thématiques du passé, les slogans du passé dans une vision figée qui explique sa marginalisation et l'absence de son impact sur le cours des événements.

- la gauche qui rallie la question nationale (lutte contre la domination impérialiste, contre le colonialisme et le néocolonialisme) et la question sociale (lutte contre les inégalités sociales, contre la corruption, contre la dictature, etc.). Il s'agit essentiellement de composants hétéroclites (marxistes et nationalistes) constituant le Front Populaire. Ces forces se rassemblent autour du principe général du lien entre les deux questions ci-citées. Elles ne rompent pas clairement avec leurs références théoriques et politiques qu'elles espèrent renouveler, sans mettre en œuvre les modalités organisationnelles et pratiques pour le faire. Au nom d'un pragmatisme prétendu, la gauche sociale et patriotique piétine au gré des circonstances et des événements et glisse parfois à des positions politiques qui vont à l'encontre de ses références prétendues.

Le piétinement de cette dernière frange de la gauche est dû à des raisons organisationnelles, politiques et communicationnelles :

- sur le plan organisationnel, à part le Parti des Ouvriers, le reste des composants du Front Populaire n'a pas connu une expérience organisationnelle sérieuse avant le 14 janvier. Il s'agissait d'entités sectaires qui n'avaient pas pu dépasser leurs prétendues divergences théoriques du temps des bancs de l'université. Sous l'emprise de la dictature, ces groupuscules s'étaient dilués dans le champ syndical auquel ils ont ramené leurs maladies infantiles (sectarisme, culte du leader, paresse intellectuelle, etc.) et duquel ils se sont imprégnés de l'esprit de manigance et de magouille.

Après le 14 janvier 2011, ces groupuscules se sont constitués en partis politiques sur la base du même héritage, avec les mêmes figures et dans le même esprit (l'exclusion, l'incrimination de l'opinion adverse, l'absence de la critique et de l'autocritique, le loyalisme inconditionné au chef, l'absence de la formation et de la recherche créatrice, le sectarisme, l'amateurisme, etc.) ;

- sur le plan politique, son parcours était sinuant sous le poids du défilement rapide événements et en l'absence d'un programme politique reposant sur une lecture globale des enjeux du moment historique, des rapports de force, de la nature des forces influentes sur le terrain et des mécanismes internes et externes déterminant le processus de l'après 14 janvier. Pour cela, le Front Populaire n'a pas pu tirer profit de la sympathie sans précédent des masses populaires après l'assassinat des deux martyrs Belaïd et Brahmi comme il n'a pas pu garder son autonomie et l'indépendance de son action lorsqu'il s'est allié avec le parti des sbires recyclés (le Nidaa) –sans prendre en considération sa nature de classe- contre les islamistes au pouvoir ; lequel parti, aussitôt après les élections de 2014, s'est retourné contre eux et a fait une alliance avec Ennadha pour gouverner contre l'intérêt du peuple et en renonçant à ses promesses pré-électorales ;

- enfin, sur le plan communicationnel, du point de vue du contenu, le discours du Front populaire est resté tributaire de la non clarté de sa ligne politique (dominance des slogans et de la langue de bois) et de la discordance entre ses composants, ce qui a multiplié les débordements, les clarifications, les justifications, les rectifications, les commentaires sur les commentaires. Quant aux moyens de communication, ils sont restés toujours les mêmes : communiqués, apparitions occasionnelles des mêmes figures sur les plateaux télévisés, en l'absence quasi-totale du travail de proximité.

Tous ces facteurs réunis ont disjoncté la gauche d'un grand nombre de ses militants, l'ont décrédibilisé aux yeux des masses populaires alors que les leaders du Front continuent à affirmer qu'ils sont prêts à gouverner et que le Front constitue une alternative sérieuse au pouvoir en place.

Un proverbe arabe dit que l'ombre ne peut pas être droite alors que la branche est courbée. La gauche tunisienne ne peut plus

continuer la politique de l'autruche en continuant à ignorer sa faiblesse essentielle de laquelle viennent tous les maux à savoir sa structure organisationnelle. Ses composants doivent revoir leur ordre de priorité en vue d'accorder plus d'attention au développement de leurs structures internes et de rompre avec le côté sombre de l'héritage du passé. L'une des tâches primordiales dans ce sens, c'est d'instaurer un climat démocratique en leur sein –avant de prétendre de le défendre dans le pays- et de s'ouvrir sur les compétences multiples afin d'entamer une dynamique de formation et de production intellectuelle pour résoudre les nombreux dilemmes entre la théorie et la pratique, liés à des questions essentielles à savoir entre autres :

- le discours défendant l'appareil de l'Etat et appelant à la neutralité de ses services sécuritaires qui devraient être républicaines et donc il n'est plus « une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre »¹ qui « sert à justifier les privilèges sociaux, à justifier l'exploitation, à justifier l'existence du capitalisme » et qui dispose « d'un appareil de coercition, d'un appareil de violence » (*Ibid.*) ;
- la défense de la démocratie en général « sans préciser la question de la classe » et sans voir que « la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes »² et que « la démocratie pure est un leurre » (*Id.*, p 2) ;
- la défense du projet de « la république démocratique et sociale », slogan actuellement scandé sans en préciser le contenu, et de la voie pacifique du changement sans dire que faire de « la révolution patriotique démocratique » ou de « la révolution socialiste »³ qui animaient toute l'histoire de la gauche tunisienne ;

¹ Vladimir Lénine, « *De l'Etat* », Œuvres complètes, volume 29, 11 juillet 1919, (version numérisée, pdf, p 3 ; <https://www.marxists.org/francais/lenin/works.htm>)

² Vladimir Lénine, « *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne* », Œuvres complètes, volume 29, 4 mars 1919, (version numérisée, pdf, p 1 ; <https://www.marxists.org/francais/lenin/works.htm>)

³ « La révolution patriotique démocratique » et « la révolution socialiste » étaient les projets respectivement, du « mouvement patriotique démocratique » et du

- enfin le flou qui règne sur la question religieuse et sur la question d'identité.

La réponse à toutes ces questions ne peut pas être apportée par les slogans et les bribes de pensées et les bouts de mots qui ne convainquent même pas ceux qui les profèrent. Seul un renouveau de la pensée pourrait donner de la perspective à une gauche trébuchante à la fois sur le plan de ses références que sur le plan de ses pratiques. Ce renouveau nécessite une relecture des variables et des changements historiques non à partir de la littéralité des textes mais à partir de la démarche et des principes d'analyse comme il nécessite une relecture de la réalité actuelle de notre pays à la lumière des contextes théoriques généraux et des parcours historiques spécifiques.

Une autre gauche reste possible si la gauche actuelle apprend effectivement comme s'organisent les révolutionnaires : abnégation, autocritique, critique, division des tâches, instruction et développement des compétences, respect de la différence, camaraderie de fond et non de forme, etc.

Bref, la gauche tunisienne est devant un vrai dilemme : d'une part, il ne faut pas se contenter du seul acquis qui est la liberté politique (pour ne pas tomber dans le réformisme ou même le simple libéralisme) tout en s'ancrant et en se positionnant dans le paysage politique actuel, et de l'autre, il faut poursuivre le processus révolutionnaire, mais d'une façon nouvelle pour ne pas tomber dans l'amateurisme révolutionnaire. Pour cela, il faut avoir l'esprit et les mains libres. Or, l'esprit de la gauche est encore étourdi et ses mains sont embourbées dans la pâte du quotidien.



(*) Institut Supérieur des Langues de Tunis
Tunisie

LA GAUCHE MAROCAINE

UN CUMUL D'IMPASSES

■ Lotfi CHAOUKI(*)

La gauche marocaine n'arrive pas à sortir des défaites et

des reculs qu'elle a connus et à élaborer une démarche stratégique pour surmonter son extériorité par rapport aux couches populaires. Le M20F a dévoilé, comme un test grandeur nature, son incapacité à peser dans la construction d'un rapport de force et d'ouvrir un espace qui en fasse un acteur crédible. Elle réagit plus qu'elle n'agit. Historiquement, la gauche recouvre des options politiques différentes, recoupant souvent la distinction réforme/révolution avec, y compris au sein de chaque catégorie, des identités spécifiques. Cette distinction n'est plus de mise sous l'effet d'une crise généralisée du mouvement ouvrier et anti-impérialiste et des mutations profondes de ce dernier. Les courants dits réformistes se sont englués dans l'adaptation complète à l'agenda libéral et autoritaire, devenant de simples appendices institutionnels de l'appareil d'Etat, ou se cantonnent dans un « réformisme sans réformes ». D'autres, bien qu'inscrits dans une démarche radicale, non institutionnelle, n'arrivent pas à construire une perspective majoritaire. La crise a donc des facettes multiples.

La gauche du pouvoir

L'USFP et le PPS ont connu un processus d'intégration que certains qualifient de « makhzenisation ». La stratégie de la lutte démocratique axée sur la construction d'un rapport de force à l'intérieur des institutions et d'un compromis historique avec le pouvoir central, a été un point d'appui à la cristallisation d'une couche sociale d'élus et permanents, dont les intérêts matériels étaient liés au degré d'intégration dans l'appareil d'Etat. Ce processus a pesé dans leur transformation en simples partis électoraux à vocation gouvernementale et gestionnaire. Cet objectif impliquait l'abandon des objectifs de réformes au détriment des intérêts sociaux et démocratiques des bases sociales, que ces partis ont incarné pendant toute une période historique. Et l'intériorisation des « contraintes du pouvoir » : maintien des politiques de subordination à la mondialisation capitaliste et des formes locales d'accumulation prédatrice, maintien des structures de l'Etat profond et des rapports de domination consacrant la prédominance exécutive de la monarchie, acceptation des formes de légitimation prémoderne. Ce processus, de la « réforme à la gestion subordonnée », est achevé. Il ne permet plus de considérer ces partis comme organiquement liés à la gauche. Le lien historiquement ambivalent avec les catégories populaires, le mouvement syndical, les mobilisations sociales et démocratiques s'est rompu.

La gauche démocratique traditionnelle

La normalisation de l'opposition ne s'est pas faite sans crises, affaiblissement organisationnel et perte de crédibilité. La stratégie de la KOUTLA s'est avérée être une construction politique d'un consensus subordonné que le point de départ à une transformation du régime politique. Le vide créé a facilité des recompositions au sein de la gauche traditionnelle et la formation progressive d'une coalition de différents courants attachés au réformisme historique. La Fédération de la Gauche

Démocratique (FGD) en est l'expression actuelle. Pour autant, ce « regroupement » n'apparaît pas comme un nouveau pôle alternatif crédible. Ironie de l'histoire, ses propositions politiques et programmatiques sont en-deçà même des résolutions politiques de « l'option démocratique » défendue par l'USFP en 1975. La stratégie de la FGD ouvre une série de questions à plusieurs niveaux :

-Le pouvoir a restructuré le champ politique, renouvelé ses appuis politiques et sociaux, ce qui ne se réajuste plus en fonction de la dialectique palais/mouvement national comme par le passé. Le « processus démocratique », dans les formes structurées par le pouvoir, s'est construit, d'une manière très sophistiquée, sur la dissociation organisée entre le champ social et le champ politique. Les intérêts sociaux multiples et contradictoires qui traversent la société sont refoulés par le « processus démocratique ». Ce dernier est imperméable aux possibilités d'émergence d'une représentation politique propre aux classes populaires dotée d'une légitimité indépendante et spécifique. L'espace institutionnel n'est pas un espace de conflits, doté d'une autonomie relative par rapport aux structures de l'Etat profond, ouvert aux dialectiques sociales. Il est un espace du consensus, un lieu de renouvellement des mécanismes de cooptation des élites et de neutralisation des dissidences potentielles ou réelles. Peut-on démocratiser l'Etat par une refonte constitutionnelle sans renverser l'importante bureaucratie d'Etat, les appareils structurant la violence de l'Etat, les institutions qui maintiennent une domination incontrôlée sur la société ? Sans remise en cause du « processus démocratique » qui fonctionne comme une forteresse anesthésiante et une cuirasse machiavélique, face aux demandes sociales et démocratiques qui émergent de la société ? En quoi, une réforme constitutionnelle peut ouvrir la perspective, non pas d'un changement des formes légales d'exercice du pouvoir, mais des rapports réels de l'Etat à la société ? Et incarner, d'une manière crédible un moyen politique pour la résolution de la question sociale et

démocratique ? La participation aux élections permet-elle de contester « par principe » et concrètement, l'hégémonie des dominants et leur système ? Existe-t-il dans les institutions élues, les moyen budgétaires, politiques et matériels pour ouvrir des brèches dans le dispositif hégémonique, contrer les politiques d'austérité globale et leur versant répressif ?

-A son tour, la perspective générale d'une monarchie parlementaire pose question. Quelles sont les conditions réelles, autres que constitutionnelles, pour que la monarchie « règne mais ne gouverne pas » ? A partir d'un processus d'auto-réforme du régime appuyée par une gauche conseillère des intérêts stratégiques bien compris du pouvoir ? Eventuellement aidée, en dernier ressort, par la montée d'un mouvement démocratique et social ? Une perspective qui exclut, par définition, toute crise ouverte du régime politique et risque de rupture ? Et ne conçoit l'existence d'un mouvement de masse qu'en lien avec un objectif de compromis ? Sans épreuves de force ?

93

Sur les questions sociales et économiques, l'axe est une « politique de relance » plus redistributive et permettant une croissance créatrice d'emplois. Ce « keynésianisme » critique « l'économie de rente », l'accumulation de patrimoines privés par des circuits propres au « makhzen économique » engendrant des processus de corruption et de clientélisme. Elle handicaperait la remise à niveau de l'économie, n'ayant d'autre finalité que le maintien des privilèges indus et une reproduction patrimoniale des positions de pouvoir économique et politique. La faiblesse de cette analyse est qu'elle ne perçoit pas les liens entre l'économie de rente, l'insertion dans la mondialisation capitaliste et la généralisation des politiques libérales. L'économie de rente n'est pas dissociable d'un processus de concentration des propriétés et des ressources dont le ressort reste la logique du profit. Elle se combine aux politiques d'austérité généralisées et de prédation et se nourrit des vagues de contre-réformes

libérales et des privatisations. Le combat social ne peut se confondre avec de simples politiques favorables à une croissance matinée de « mesures sociales » mais avec la satisfaction des besoins sociaux, la généralisation des droits et l'égalité effective des droits, sur la base d'une réappropriation démocratique du pouvoir, des biens communs et de la richesse. Et donc une rupture avec la grande propriété privée et du despotisme du marché qui nourrissent l'économie de rente sans s'y réduire. La révolte populaire contre Amendis par exemple, soulève une question politique : que peut être un service public demarchandisé qui répond à l'intérêt général ? Comment formuler cet objectif en lien avec l'aspiration de voir Amendis dégager ? Comment refuser, à la fois, la gestion privée et la gestion par un Etat patron ? Que répondre à l'argument gouvernemental selon lequel la rupture du contrat coûterait des milliards ? Comment partir des luttes sociales pour avancer les éléments d'une réponse globale à la fois démocratique et de justice sociale ? Est-il possible d'avoir un service public de qualité sans rompre avec le mode de répartition des richesses ? Et la structure de propriété qui la fonde ? Bien au-delà donc d'une séparation du politique et des affaires, d'une meilleure transparence sur l'utilisation des deniers publics et d'un plus grand interventionnisme public. Au fond, la question de la rupture avec l'économie de prédation et rentière capitaliste, du despotisme du marché, des modalités de contrôle populaire sur le champ social et économique ne sont pas intégrées dans la démarche politique concrète. La lutte démocratique ne déborde pas du terrain institutionnel alors que la vraie question démocratique est : Qui décide ? Qui contrôle ? À l'échelle de toute la société.

- La GD n'a pas de réponses alternatives concrètes aux politiques mises en œuvre. Or, une alternative ne se construit jamais sur la simple dénonciation des politiques existantes, sans que soit ébauchées des réponses/revendications qui deviennent de nouveaux objectifs de lutte, portant potentiellement, la nécessité d'une remise en cause de la

logique globale du système. Il n'y a pas lieu de s'étonner, en raison de la faible place politique donnée aux questions sociales et d'une répartition égalitaire des richesses, de l'absence d'un appui populaire à la gauche. Et là, se trouve une des raisons principales qui expliquent le décalage entre les résistances sociales et la construction d'une représentation politique. Un des mécanismes essentiels de la reproduction du dispositif hégémonique du pouvoir repose sur la dissociation organisée entre les luttes sociales, au sens large, et leur possibilité d'expression dans le champ politique et institutionnel. La gauche tend dans sa pratique à reproduire une conception de la lutte démocratique qui s'adapte à cette séparation. Elle ne pense pas les mobilisations d'en bas, comme des terrains potentiels de lutte et de confrontation politiques, permettant de donner un contenu social à la lutte démocratique et sa base réelle. La lutte démocratique n'a jamais comme colonne vertébrale et perspective la question sociale mais vit d'une manière autonome dans les sphères de la représentation façonnées par le système lui-même. Là est sans doute le cœur du problème.

- La gauche, toutes composantes confondues, avait une compréhension commune de la nécessité de construire un rapport de force à partir des mobilisations de masses. Ce socle-là s'est effrité. Les mobilisations actuelles, sont l'expression sur différents terrains, de la contradiction entre la logique d'ensemble de la reproduction du capital et la satisfaction des droits et besoins élémentaires des classes populaires. Cette contradiction prend la forme concrète de l'opposition entre secteurs sociaux et les politiques d'austérité et de répression. Les mobilisations sociales et syndicales malgré leurs caractères spécifiques, catégoriels ou sectoriels s'affrontent à une logique globale. La satisfaction de leurs revendications nécessite de puissants mouvements populaires mais aussi une capacité d'articulation avec les exigences d'une lutte globale, un processus de convergence des luttes et des secteurs sociaux autour d'exigences communes contre la répression et

l'austérité. Cette dynamique nécessite une rupture avec les stratégies de « dialogue social » et les formes d'action qui n'ont pas d'impact concret sur la puissance des dominants. Les processus révolutionnaires dans la région ont montré l'importance d'une combinaison entre les occupations massives et prolongées des places/espaces publics, matérialisation d'une légitimité collective et donnant une figure concrète et publique à la notion de peuple, et les grèves actives, généralisées ou étendues bloquant le flux de production et de circulation des richesses. C'est par ce biais, que la volonté et conscience collective de ceux d'en bas, prennent corps et convergent face à l'ordre établi. Loin de la routine des journées d'action syndicale sans lendemains, des émois électoraux, des verbiages parlementaires quand le pouvoir réel est ailleurs, des cirques médiatiques où les luttes restent invisibles et sans sujet. Loin des rassemblements, sans portée populaire et quadrillées par les marges sécuritaires de la façade démocratique. La question de l'unité d'action populaire, sous des formes qui permettent le développement autonome d'un mouvement de masse, s'érigeant comme force sociale et politique, et disputant au pouvoir, sa légitimité à diriger, est centrale dans la construction d'un rapport de force. Or, ce point reste l'angle mort des stratégies politiques existantes.

La GD reste confinée à des représentations issues d'un cycle historique passé. Celles, d'un Etat de droit aux contours parlementaires alors que cette construction politique est remise en cause partout, y compris dans les pays du centre, où avance l'Etat pénal et sécuritaire, tant les développements actuels du capitalisme et de sa crise, considèrent les acquis sociaux et démocratiques comme une entrave au libre déploiement du capital. Celles d'un projet national-développementaliste incapable de répondre à la violence mondialisée et à la crise globale, écologique et civilisationnelle du capitalisme, réduisant à néant, les bases matérielles des compromis sociaux antérieurs, comme vient en témoigner l'expérience récente de la Grèce. Au-delà, dans l'incapacité à

faire une démonstration concrète de son utilité pour remporter des batailles partielles, défendre ou gagner des acquis et sans relance d'un projet ouvert sur des utopies concrètes, elle reproduit sa propre crise. Celle d'un « réformisme sans réformes » qui se nourrit dans l'espace concédé des marges démocratiques.

La gauche radicale

Les courants radicaux sont également confrontés à des difficultés majeures. Une analyse précise de chaque courant serait nécessaire. Pour en rester au principal courant organisé, la « Voie Démocratique », l'orientation politique reste marquée par une conception qui n'intègre pas la possibilité de radicalisations politiques de masse, « par en bas », différentes de ce qui existe sur le champ politique. Le débouché politique est perçu comme le fruit d'une accumulation des forces combinée à des tactiques diverses d'alliance, et non d'une nouvelle représentation politique, liée organiquement à de nouveaux cycles de mobilisations/expériences de luttes de masses et d'une pensée stratégique renouvelée. Nouvelle représentation qui ne sera pas liée nécessairement aux traditions historiques et idéologiques passées, mais le produit de nouvelles expériences fondatrices, à laquelle peuvent et doivent contribuer les courants militants. Y compris, sur le terrain des formes de combat politique et d'organisation, tant les formes verticalistes même déguisées par des mécanismes de démocratie délégataire et formelle, sont l'objet d'une méfiance et d'un rejet au sein des nouvelles générations. Les courants radicaux pensent qu'il y a déjà une offre politique toute faite qu'il suffirait de renforcer par une « guerre de position » nourrissant un conservatisme d'organisation et de pratiques ou l'horizon stratégique est noyé dans une somme de tactiques. Leur lecture de la crise de l'alternative se réduit à une crise des directions politiques auxquelles il suffit de substituer une direction ferme, alternative. Le travail de masse devient le lieu de la construction d'un rapport de force

organisationnel permettant de maintenir ou de renforcer une visibilité politique mais sans voir l'enjeu, compte tenu de la crise généralisée du mouvement démocratique et ouvrier, de la nécessité d'une reconstruction et refondation globale. Sans s'interroger en somme sur les raisons profondes pour lesquelles la génération du M20F, mais aussi les mobilisations populaires, ne trouvent pas dans la gauche, quelles que soient ses composantes, un référent « naturel », se traduisant par leur renforcement significatif. Paradoxalement, au-delà des différences de propositions politiques avec la GD, elle raisonne à partir du même schéma politique général et souffre des mêmes carences. Elle reproduit la déconnection entre lutte démocratique et lutte sociale, comme si la revendication d'une constitution démocratique suffisait à polariser le mécontentement social, ou que c'est sous cette forme revendicative, que peut s'exprimer la prise de conscience et de volonté des classes populaires à conquérir le pouvoir, de changer leur situation. Comme si les luttes sociales, structurées par une stratégie d'unité d'action populaire, ne pouvaient devenir le terrain principal de l'antagonisme politique et le creuset d'une alternative démocratique. La question de l'unification des luttes est tributaire d'un front reposant sur un cartel d'organisations plutôt que dans l'intervention dans les mobilisations elles-mêmes et le mouvement réel de résistance, en vue de créer en son sein, les points d'appui à une convergence ample dans l'action. La question de la grève générale est abordée d'une manière acritique, comme soutien et pression (illusoire) sur les directions des confédérations, comme s'il suffisait d'appels à la grève générale pour qu'elle ait effectivement lieu, à partir d'une dynamique capable de tracer un rapport de force sur le terrain. Il est significatif que même là où la gauche radicale est influente, il n'y ait pas des appels à des assemblées générales sur les lieux de travail où sont discutées les revendications, les modalités d'action, les liens interprofessionnels à construire, les initiatives nécessaires pour construire un mouvement d'ensemble, qui ne s'arrêtent pas à une journée d'action ou au bon vouloir des directions

établies. Sans parler de l'articulation à d'autres formes de luttes de masses capable de coaguler l'immense majorité des sans droits et sans travail. Dans l'incapacité de penser la réorganisation nécessaire du mouvement populaire, et dans ce processus, la place stratégique de l'auto-organisation comme cadre d'organisation démocratique et massive de la lutte et de la construction du rapport de force, la tendance générale est à la recherche de « raccourcis politique » en termes d'alliances circonscrites dans le champ politique. Comme si ce dernier est par définition figé dans une quadrature du cercle où rien de nouveau ne peut ou doit émerger. Raccourci qui se cherche dans une éventuelle coalition politique allant jusqu'à Adl Wal Ihsan où la question sociale, fondatrice de la gauche, ne fait plus une ligne de partage des eaux et l'appel à un état civil suffisant à qualifier de démocrate « l'ennemi de mon ennemi ». Vertige de la dialectique où la « contradiction principale » surdétermine « la contradiction fondamentale ». Malgré un front social bouillonnant, la lecture dogmatique des étages et niveaux de la lutte, laisserait penser que le terrain de la lutte politique sérieuse est ailleurs : dans la superstructure des forces organisées et non pas dans l'infrastructure des petites et grandes résistances quotidiennes qui elles, peuvent susciter un soutien et une solidarité, mais n'ont aucun potentiel politique pour la reconstruction d'un nouveau sujet social et politique de transformation globale. Cette lecture ne correspond pas aux nouvelles formes de radicalité sociales et politiques qui émergent, au-delà des spécificités propres à chaque situation concrète, dans le monde actuel.

Des pistes pour sortir de l'impasse sont possibles. Elles nécessitent un réexamen radical de la conception de la lutte démocratique, une réouverture des débats stratégiques sur la question du pouvoir, l'élaboration d'un nouveau projet d'émancipation capable d'incarner des utopies mobilisatrices en phase avec notre époque, une rupture assumée avec les conceptions dirigistes de l'organisation politique vis-à-vis du mouvement social au profit d'un parti mouvement en tension

créative avec les résistances. Une gauche nouvelle issue des meilleures traditions, soucieuse des expériences du passé mais capable d'inventer de nouvelles perspectives et pratiques et pour qui, la lutte n'est pas réduite à une somme de tactiques, mais un chemin pour que le peuple devienne acteur de sa propre libération. Ce sera avant tout l'affaire d'une nouvelle génération.



(*)Lotfi CHAOUKI

Membre du comité de publication

de la revue électronique Taharouriates : www.taharour.org.

*L'article ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'équipe
d'animation.*

LITTÉRATURE ET GAUCHE AU MAROC

LE CAS DE LA REVUE « SOUFFLES » ET SES COLLABORATEURS

■ Younès EZ-ZOUAINE (*)

Si l'on a pu considérer les collaborateurs de la revue *Souffles*

comme étant des « *avant-coureurs du printemps arabe*¹ », c'est que ce mouvement d'indignation citoyenne est probablement le fruit ultime de la fermentation intellectuelle qui a été enclenchée par les intellectuels et les écrivains de la gauche marocaine au lendemain de l'indépendance. L'importance que l'Histoire entreprend² de reconnaître à cette aventure ne pourrait être jugée qu'à l'aune des changements profonds qu'elle aurait occasionnés non seulement sur le plan de notre rapport à « *la chose publique* » et à l'engagement citoyen, mais aussi sur celui que Abdellatif Laâbi appelle « *la décolonisation des esprits et la colonisation de la culture*³ ». A cet égard, toute archéologie possible des mouvements de contestation qui investissent l'espace public

101

¹Charles Dobzynski, « *Le Maroc : Mohammed Khair-Eddine (1941-1995), Abdellatif Laâbi (1942), Tahar Ben Jelloun (1944) : les avant-coureurs du printemps arabe* » in *Un four à brûler le réel : Poètes du monde, tome II*, Paris, Ed. Horizons, 2014, pp. 42.

²La création de la Fondation Abdellatif Laâbi (inaugurée le 12 février 2016), le regain d'intérêt de la revue *Souffles* auprès des académiciens marocains (voir Kenza Sefroui) et étrangers (voir Safoi Babana-Hampton) et le projet de réédition de tous ses numéros sont les signes évidents de l'actualité et de la vitalité de cette aventure intellectuelle.

³Abdellatif Laâbi, Interview, 2M. Cité par Nadia Miskowicz in *Se réécrire : l'appartenance du langage du colonisateur, une lecture du Chemin des ordalies d'Abdellatif Laâbi*, Mémoire de Master, soutenu à L'université de Poitiers, décembre, p. 6.

au Maroc doit prendre en considération cet héritage intellectuel et idéologique qui a été le fait de revues de gauche nées dans la foulée de la libération, et parmi lesquelles figure en bonne place celle fondée par Laâbi en 1966.

Pour contribuer à une mise en perspective de l'apport de cet organe culturel dans la mise en place de la culture de l'indignation et du questionnement, nous essaierons, dans un premier temps, de revisiter la part d'une certaine pensée de la gauche dans la conceptualisation et l'évolution du projet de la revue *Souffles*. Nous tenterons, dans un deuxième temps, de montrer comment cette aventure a pu reconfigurer les champs culturel et littéraire en les ouvrant aux problématiques de l'engagement et de la modernisation des formes, et ce, sans asservissement aucun aux exigences de l'action politique. Les œuvres de Laâbi et de Khair-Eddine seront considérées ici à la lumière de ces deux enjeux en vue de prouver leur actualité vis-à-vis d'un éventuel retour du refoulé de l'Histoire⁴.

La revue *Souffles* : « Un lieu névralgique de débats »

102 La revue *Souffles* constitue un moment clé dans l'évolution de la sensibilité politique et du statut de la culture pendant la période de l'après-indépendance du Maroc. Au dire de Laâbi, les écrits de la génération précédente (ceux de Sefrioui et de Chraïbi, entre autres) ont été « *étroitement lié[s] au phénomène colonial dans ses implications linguistiques, culturelles et sociologiques*⁵. » Dans ce sens, nous saisissons mieux l'ambition de ce périodique qui a voulu être « *un lieu névralgique de débats autour des problèmes de [la] culture* » marocaine et ce, en cherchant à penser autrement tout aussi bien les questions sociales et politiques que ceux tributaires de la culture et de la littérature. En redéfinissant les rapports complexes de la politique et de la littérature, les collaborateurs de *Souffles* ont permis de créer un espace culturel à

⁴ L'intervention de Laâbi dans le débat public à la suite des soulèvements du 'printemps arabe' est un rappel de la démarche instaurée par le groupe de la revue *Souffles*. Son essai intitulé : *Un Autre Maroc* (éd. La Différence, 2013) témoigne de la continuité de la posture militante initiée par ses soins.

⁵ Abdellatif Laâbi, « **Prologue** » in *Souffles*, n° 1, 1966, p. 4.

l'intérieur duquel pouvaient circuler les idées et s'envisager les politiques.

La pensée de la gauche :

La jonction du politique et du poétique

Si le besoin de reconfigurer les champs culturel et littéraire s'est fait sentir depuis les premières années de l'indépendance, ce n'est qu'avec la mise à contribution d'une certaine pensée de la gauche que le projet de la revue *Souffles/Anfas* (en français et en arabe) et ceux qui l'ont précédé ou suivi (*Lamalif*, *L'éphémère*, entre autres) y sont arrivés. Une lecture cursive des premiers numéros de cet organe culturel et littéraire met en évidence les balises théoriques et idéologiques qu'auraient adoptées les jeunes écrivains des années 1960.

En effet, le surréalisme et le sartrisme sont les deux lectures gauchistes à avoir tenté de repenser les rapports complexes existant entre la littérature et la politique sans pour autant reléguer au second plan la spécificité de chacune d'elles. Ces deux pensées qui ont redéfini les rôles respectifs incombés à la littérature et à la culture d'un côté et à l'action politique de l'autre, ont été les affluents incontournables de l'expérience fondatrice de la revue *Souffles*. En s'y reconnaissant, ces jeunes collaborateurs se sont efforcés à replacer la littérature marocaine à sa juste place non seulement au sein du champ culturel, mais aussi dans l'arène des conflits politiques.

En s'inspirant de Marx et de Freud, André Breton confère à la littérature, dans *Position politique du surréalisme*, la tâche novatrice qui consiste à « réinterpréter le monde » en vue de « le changer⁶ ». De son côté, Jean-Paul Sartre a resitué l'acte d'écrire dans une problématique plus générale, à savoir celle du rapport de l'écriture à l'ordre social et historique. Selon l'auteur de *Qu'est-ce que la littérature ?*, si la première ne participe pas à la diminution des malheurs humains, elle ne devrait pas être prise au sérieux. Par conséquent, l'engagement de l'écrivain n'est qu'un corollaire de son statut d'intellectuel. Chacun des deux écrivains a

⁶ André Breton, *Position politique du surréalisme*, Œuvres complètes II, Paris, Gallimard, coll. « Pléiade », 1987, p. 425.

donc essayé d'apporter des réponses à la question de la finalité de l'écriture, laquelle répond inévitablement à celle de son essence et de sa raison d'être. A vrai dire, les jeunes auteurs de la revue *Souffles* auraient trouvé dans ces deux cadres théoriques un éventuel appui pour permettre à la littérature marocaine de passer à « *l'âge d'homme* ». Même si Laâbi, Khair-Eddine, Nissaboury et Khatibi, entre autres, n'ont pas tendance à citer à tout bout de chemin les théoriciens du surréalisme et de l'existentialisme, leurs argumentaires n'en semblent pas moins puisés dans leurs socles théoriques.

Dans cette perspective, la littérature marocaine commence à être conçue comme un outil dont la finalité n'est rien moins que de « *décoloniser les esprits et [de]coloniser la culture* ». Ceci a pour vertu de donner à l'acte d'écrire toute sa valeur politique et de lui permettre, selon Khatibi, d'être « *une praxis [et] une action qui a à jouer pleinement son rôle*⁷. » Du reste, le discours critique qui naît et s'épanouit au sein du groupe de la revue *Souffles* se présente comme un projet tout à la fois de relecture et d'assainissement des champs littéraire et culturel en vue de les immuniser contre les aprioris idéologiques de la gent écrivante ralliée au régime. Le ton que Laâbi donne au prologue du premier numéro est on ne peut plus péremptoire :

« *Sans parler de ses multiples prostitutions, la littérature est devenue une forme d'aristocratie, une rosette affichée, un pouvoir de l'intelligence et de la débrouillardise*⁸. »

Redonner à la littérature sa force et sa vigueur primitives revient à la réinsérer dans les contextes politique et historique qui sont les siens. Au lieu de la considérer comme un luxe culturel, l'auteur d'*Un autre Maroc* y voit la possibilité de « *provoquer [chez le lecteur] un arrachement de son conditionnement social ou politique*⁹ ». Et c'est en partant d'une telle conception de l'acte d'écrire que les jeunes gauchistes de l'école de *Souffles* donnent un sens à leur inspiration littéraire et à leur engagement politique.

⁷ Abdélkebir Khatibi, « *Roman maghrébin et culture nationale* » in *Souffles*, 1966, n°3, p. 11.

⁸ Abdellatif Laâbi, *Ibid.*, p. 3.

⁹ *Op.cit.*, p. 3.

Néanmoins, cette politisation de la littérature qui n'a cessé de mettre en perspective l'idée d'un changement net et définitif, ne fait pas fi de la nature esthétique du discours littéraire. C'est dans ce sens que Laâbi et Khair-Eddine se sont efforcés depuis leurs premiers textes à opérer une jonction vitale entre la nécessité d'interpréter le monde et le désir de le transformer. Si le premier affirme n'avoir « *jamais séparé [s]on travail de création littéraire du combat quotidien et multiforme qui [lui] a été donné de déployer sur plusieurs fronts* ¹⁰ », le deuxième place à l'orée de tout projet d'écriture moderne un modèle de subversion et de rejet des codes sociaux hérités.

C'est dire que ces deux balises théoriques, inspirées par une certaine pensée de la gauche ayant approfondi pour ses besoins propres le problème des rapports de la forme et de l'action, ont conduit les fondateurs de *Souffles* à reconfigurer le champ littéraire au Maroc en le mettant en jonction avec le champ, plus général, des conflits sociaux et politiques. On ne saurait trop insister sur le fait que ce moment théorique est fondateur non seulement d'une sensibilité de gauche, mais surtout d'une généalogie littéraire et culturelle inédite au Maroc, laquelle aurait libéré le champ public du poids d'un certain asservissement volontaire.

105

Toujours est-il que pour saisir la portée programmatique de ce projet, il faudrait rappeler que les œuvres des fondateurs de la littérature maghrébine d'expression française (marocaine, algérienne et tunisienne) ont été majoritairement conditionnées par la problématique identitaire. D. Chraïbi, M. Feraoun, M. Mammeri, M. Dib, A. Sefrioui, K. Yassine, entre autres, ont été obsédés par la question du rapport à l'Autre, laquelle devait définir, à leurs propres yeux, le rapport à soi. Or, la littérature à sensibilité gauchiste qui naît des limbes de la revue *Souffles* invente un autre registre et théorise une écriture autarcique (non définie par rapport aux paramètres culturels et identitaires) et majeure (au sens deleuzien) capable de créer ses propres valeurs et d'engendrer dans la durée, au grand dam des rapports

¹⁰ Abdellatif Laâbi, « *Intervention à la rencontre des poètes arabes* », in *Souffles*, 1971, n°20/21, p. 55.

déséquilibrés avec l'Occident, des impacts anthropologiques (« *décoloniser les esprits* ») et politiques (« *coloniser la culture* ») libérateurs.

« Le champ culturel comme site de contre-pouvoir civique »

Dès son premier numéro, Laâbi donne un ton révolutionnaire à la revue *Souffles*. Elle devait non seulement servir de tribune libre aux intellectuels et aux écrivains engagés mais aussi déboucher sur le changement radical escompté (et plusieurs fois raté) depuis l'indépendance du Maroc. Le prologue auquel il a donné la forme d'un manifeste propose une feuille de route ambitieuse et prometteuse. Son propos étant explicite, il ne s'agissait pas pour ces écrivains en herbe d'écrire en dehors de la société ni de se réfugier dans quelque tour d'ivoire. La question de leur inscription dans le champ culturel et politique est envisagée de prime abord comme une nécessité :

106

« Les poètes qui ont signé les textes de ce numéro-manifeste de la Revue "SOUFFLES" sont unanimement conscients qu'une telle publication est un acte de prise de position de leur part dans un moment où les problèmes de notre culture nationale ont atteint un degré extrême de tension¹¹. »

La prise de conscience du rôle de l'écriture dans le changement radical amène Laâbi à le placer au centre d'un projet culturel et politique. Les numéros qui vont suivre en disent long. Les dossiers consacrés aussi bien aux questions de la réforme de l'enseignement public (n° 20/21) qu'au cinéma national (n°2), au théâtre marocain (n°3), à la poésie populaire (n°3) et aux arts plastiques (n°7/8) provoquent des débats politiques sur le statut de l'intellectuel et son rôle dans la reconfiguration de l'espace public¹². Néanmoins, la prise de position politique n'est qu'un objectif intermédiaire au-delà duquel les intellectuels et les écrivains s'engagent à renouveler l'imaginaire commun en vue de

¹¹ Abdellatif Laâbi, « *Prologue* », *Ibid.*, p. 3.

¹² Voir à ce propos l'étude de Safi Babana-Hampton, *Réflexions littéraires sur l'espace public marocain dans l'œuvre d'Abdellatif Laâbi*, Summa Publications, Inc., 2008.

préparer les masses aux projets plus amples de l'affranchissement et de la modernisation de la société.

Force est de constater que créer un espace d'échange culturel capable de relancer le débat public devait passer nécessairement par l'institution du « *champ culturel comme site de contre-pouvoir civique*¹³. » C'est dans ce sens aussi qu'il faudrait attirer l'attention sur le fait que la revue *Souffles* abordait tous les problèmes d'un point de vue marxiste-léniniste. Les questions qu'elle posait à la société et à l'intelligentsia marocaine étaient de nature à provoquer un état d'esprit qui a pour finalité la mise en cause de tous les tabous aussi bien politiques que sociaux. Selon Laâbi, cette aventure intellectuelle a pour mérite d'avoir constitué « *un pôle de désobéissance éthique et de résistance sans faille*¹⁴ ». C'est que les questions politiques et sociales s'y posaient de façon claire et explicite.

107

La lâcheté intellectuelle et l'expression mitigée des positions à l'adresse de la politique anti-démocratique du régime de Hassan II ont été à chaque fois mises au pilori et les auteurs dénoncés. L'imprégnation des collaborateurs de la revue *Souffles* par la théorie marxiste-léniniste qui sévit dans les milieux avant-gardistes français et russes (les dadaïstes, les surréalistes, les existentialistes, etc.) orientent leurs idées à plus de révolte et d'anticonformisme. Tout en voulant dépasser l'héritage de la gauche métropolitaine, Laâbi et compagnie s'inscrivent dans la même tradition qui fait assumer à l'intellectuel le rôle du militant qui combat les intérêts mêmes de sa classe. Cependant, ce projet culturel et politique ne pouvait passer et survivre que par la création d'œuvres littéraires et artistiques susceptibles d'étendre cette vision à l'ensemble du lectorat somme toute encore asservi par la propagande interne et l'aliénation vis-à-vis de la culture de l'Autre.

¹³ Safoi Babana-Hampton, *ibid.*, p. XVI.

¹⁴ Abdellatif Laâbi, *La poésie marocaine, de l'indépendance à nos jours*, Paris, éd. La Différence, 2005.

L'esthétique gauchiste dans les œuvres de Laabi et de Khair-eddine

Le statut accordé à l'écriture par les collaborateurs de la revue '*Souffles*' n'a pas empiété sur leur engagement vis-à-vis des formes. Le rôle de l'œuvre d'art dans « *la réinterprétation du monde* » et « *la décolonisation des esprits* » les a conduits à maintenir une tension louable entre les prises de position politique et le travail sur la forme littéraire, lequel ne pouvait qu'accentuer la fonction libératrice de la littérature. Dans ce sens, si l'engagement de Laâbi et de Khair-Eddine, entre autres¹⁵, est parmi les plus tenaces, leurs œuvres ne sont pas moins ancrées dans la problématique du renouvellement des formes et des pratiques littéraires au Maroc.

«Au commencement était le cri ¹⁶»

108

Les œuvres de Laâbi et de Khair-Eddine ont été le lieu du déploiement d'une vision du monde qui découle en grande partie d'une sensibilité littéraire et artistique dite de gauche. Tout au moins, le substrat idéologique qui sous-tend leurs façons d'interroger l'Histoire, la société et la littérature est largement imprégné par une certaine pensée de la gauche. C'est dire que cette dernière a élargi leurs univers fictifs et lyriques en les conduisant à décaler leurs points de vue sur le réel. En s'écartant sciemment des sentiers battus par la génération des « *commenceurs* », « *les continueurs*¹⁷ » se sont efforcés à porter leur regard critique sur des réalités laissées de côté par le discours officiel de ceux que El Mostafa Nissaboury appellent « *les lâches intellectuels*¹⁸ ». Le refus des modèles anthropologiques

¹⁵ Pour des raisons méthodologiques, nous n'aborderons pas ici l'apport d'autres écrivains à ce projet. Nous tenons à souligner pourtant que la plupart des auteurs marocains qui se sont essayés à l'écriture et à l'art aux alentours des années 60 et 70 ont collaboré, directement ou indirectement, à cette revue. Nous n'en évoquons que les plus en vue de nos jours : Loakira, Nissaboury, Ben Jelloun, Khatibi, Bouânani (cinéma), Serfaty, etc.

¹⁶ Abdellatif Laâbi, « **Fragments d'une genèse oubliée** » in *Œuvres poétiques I*, Préfacées par J.-L. Wauthier, Paris, éd. La Différence, 2006, p. 197.

¹⁷ Abdellatif Laâbi, « **Prologue** », *ibid.*, p. 5.

¹⁸ El Mostafa Nissaboury, « **Extraits de correspondance** » in *Souffles*, n°1, p. 8.

imposés par le colonisateur d'un côté et le Makhzen et la société de l'autre, les amène à mettre la littérature et l'art au service d'une lecture désabusée et engagée de la réalité des êtres sociaux marginalisés et opprimés.

En s'inscrivant dans la ligne des autres « *décolonisés* » et « *damnés de la terre* » qui ont revendiqué, aux lendemains des indépendances, « *libération nationale, renaissance nationale et restitution de la nation au peuple*¹⁹», le groupe de la revue *Souffles* envisage depuis le début de combattre au Maroc (et plus tard un peu partout au Maghreb) le totalitarisme local installé par les Français. Les vies et les œuvres de Franz Fanon, d'Aimé Césaire, de Léopold Sédar-Senghor²⁰, lesquels ont établi un paradigme de pensée aussi bien en symbiose qu'en décalage idéologique avec celui de la gauche métropolitaine et progressiste, ont inspiré à Laâbi et compagnie d'aller à la recherche d'une sorte de culture du terroir capable de restituer à l'imaginaire commun son état de fraîcheur précoloniale.

109

Aussi les œuvres des deux auteurs étudiés ici s'inscrivent-elles dans l'horizon de cette pensée par les types d'expériences qu'elles mettent bien en vue. Si Laâbi et Khair-Eddine abordent de façon directe dans leurs écrits datant de la période de *Souffles* la question de l'engagement de l'intellectuel, il n'en demeure pas moins que leurs œuvres glorifient et magnifient le profil du militant qui se fait martyriser par les sbires du Makhzen au nom de ses valeurs et de son amour pour la patrie. L'image du militant persécuté tel qu'il apparaît dans les recueils écrits par Laâbi durant la période de son emprisonnement (1972-1981) développe une écriture certes de facture testimoniale, comme il est le cas pour la littérature carcérale dont il a initié les schèmes dans ses deux premiers romans (*Le Chemin des ordalies* (1982), *Les Rides du lions* (1989), mais aussi comme une écriture qui se veut 'le cri' du militant de gauche martyrisé et torturé. Dans l'un des poèmes du recueil *Tribulations d'un rêveur attitré*, Laâbi évoquant l'expérience du militant, l'élève au niveau de celle du poète-martyr :

¹⁹ Franz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Préface de Jean-Paul Sartre, Paris, Maspero, 1961, p. 5.

²⁰ Voir le texte de l'intervention de Laâbi dans « *le congrès des poètes arabes* », publié in *Souffles*, n° 20/21.

« *Ces roseaux humains
Savent que leurs corps lardés
Par la trahison
Deviendront autant de flûtes
Que des bergers de l'éveil emboucheront
Par capter et convoyer jusqu'aux étoiles
La symphonie de la résistance*²¹. »

La métaphore du roseau qu'on afflige et qui chante, telle une flûte, évoque la condition de Laâbi lui-même ou tout autre résistant qui élève sa souffrance au rang de toute passion humaine.

A sa manière, l'œuvre iconoclaste et révoltée de Khair-Eddine fait appel au même imaginaire de la persécution, sauf que le topos qu'elle évoque est celui de l'intellectuel anticonformiste exilé et qui pense avec nostalgie à son pays sans pouvoir y retourner. Les images de l'exil qui traversent son œuvre de bout en bout esquisse une vision du monde subversive et indignée. Dès *Agadir* et *Soleil arachnide*, l'itinéraire littéraire et politique de Khair-Eddine est tout tracé. Les métaphores séismiques et apocalyptiques qui parcourent le premier et la révolte anarchiste qui prédomine dans le deuxième font de l'expérience khair-eddinienne de l'écriture le modèle même du gauchiste visionnaire, abhorré par le Makhzen et chéri par les militants.

A y voir de près, les œuvres de Laâbi et de Khair-Eddine ne sont pas seulement le lieu d'un d'enregistrement de l'expérience vécue par la gauche marocaine après l'indépendance. Elles sont aussi l'expression d'un cri et d'une mise en vue de possibilités de changements de la société marocaine, par la mise en évidence des marges (Khair-Eddine et Nissaboury) mais aussi d'une conscience politique poussée (Laâbi). Par ailleurs, leurs œuvres sont imprégnées d'un discours de la révolte qui les a affiliés directement au discours gauchiste de la période. Les romans de Khair-Eddine sont l'expression d'une conscience qui dénonce les pratiques des oppresseurs et crie fort et haut l'affranchissement intellectuel et économique des couches défavorisées. Dans ce

²¹ Abdellatif Laâbi, *Tribulations d'un rêveur attitré*, Rabat, Ed. Marsam, 2009 (2008), p. 52.

sens, il faudrait appréhender *Agadir* comme une métaphore de la situation sociale au Maroc durant les années 60. Si son langage et son imagerie sont d'ordre révolutionnaire, c'est que Khair-Eddine est un écrivain qui s'inscrit en faux contre les postures des intellectuels makhzénien tout en essayant de rester au plus près des populations opprimées.

« *Ecrivain je suis, écrivain je reste* ²² » ?

La subversion sur le plan du contenu et de l'expérience est justifiée par celle qui porte sur les formes narratives et poétiques. Autrement dit, « *la violence du texte* ²³ » dont fait état Marc Gontard dans les œuvres de la génération des années 60 et 70 est le résultat d'une prise de conscience idéologique. Le contenu révolutionnaire des œuvres de Laâbi et de Khair-Eddine ne relègue pas au second plan la recherche des formes modernes et novatrices. Selon le premier, l'engagement politique, social et culturel qui est la marque de fabrique de la revue *Souffles* « *est inséparable d'un travail de recherche sur les formes textuelles* ²⁴ ». Aussi quoique le modèle sartrien s'impose dans l'étude du profil de l'intelligentsia marocaine de gauche, à savoir que le prestige du technicien du savoir réputé est mis au service d'une cause commune ²⁵, les visions laâbienne et khair-eddinienne ne sont-elles pas moins inscrites dans une perspective avant-gardiste et même esthète. A vrai dire, l'enjeu est d'assurer une même vivacité d'un côté aux prises de position politique et sociale et de l'autre, à la recherche esthétique. On ne saurait trop insister sur le fait que c'est cette qualité esthétique et formelle qui accorde à ce corpus littéraire toute son actualité de nos jours. Si l'œuvre de Laâbi n'est pas encore close et qu'elle continue à embrasser de près les mêmes soucis qui naguère l'ont fait naître, celle de Khair-

²² Abdellatif Laâbi, *Les rêves sont têtus*. Ecrits politiques, Paris, Eddif, 2001, p. 9.

²³ Marc Gontard, *Violence du texte. La littérature marocaine de langue française*, Paris, L'Harmattan, 1981.

²⁴ Abderrahman Tenkoul, *Littérature marocaine d'écriture française : Essais d'analyse sémiotique*, Casablanca, Afrique Orient, 1985, p. 70.

²⁵ Voir Sartre, Jean-Paul, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard, coll. « NRF », 1972.

Eddine ne cesse d'interroger notre immédiat historique et de le bousculer.

Le champ culturel qui contient dans ses plis le champ littéraire devient de but en blanc une arène où se confrontent les points de vue et où se préparent les projets politiques et sociétaux. En partant de sa problématisation par la pensée de la gauche, l'écriture semble être un outil efficace, et peut-être le plus efficace du point de vue des durées longues. C'est qu'elle a pour finalité de libérer la société et de l'ajuster à des paramètres culturels et économiques plus appropriés à sa nature. En d'autres termes, le travail sur la langue et les formes est tributaire d'une vision de l'écriture qui lui confère un statut adéquat dans le projet culturel. D'où l'importance d'une recherche des formes nouvelles et d'une esthétique propulsée vers l'avenir à l'image de cette dialectique qui régit les actions sociales, du point de vue de la pensée de la gauche.

112

En outre, si Laâbi et Khair-Eddine étaient conscients du rôle de l'écriture dans le cadre du projet culturel qu'ils envisageaient pour le Maroc, c'est qu'ils avaient confiance en sa capacité à « mettre [sic] en péril [l]es langages institués²⁶. » L'évidence que les Marocains entretenaient avec leur langue, ou leurs langues, est interrogée et mise à l'épreuve. D'où la possibilité de fantasmer sur le retour d'une langue originelle, partant perdue, dans l'œuvre de Khair-Eddine, à savoir l'amazigh. Par conséquent, la sensibilité de gauche qui traverse les œuvres des deux auteurs a pour base le questionnement du statut des langues et de leur rapport aux données sociales et psychiques. L'idée d'une langue sacrée étant mise à l'écart, c'est celle de l'inconscient et du réel retrouvé que Khair-Eddine et Laâbi cherchent à réinventer.

Il est à constater aussi que le travail sur la langue, problématique d'inspiration freudo-surréaliste, omniprésente dans l'œuvre poétique et narrative de Khair-Eddine, est mise à contribution dans le cadre d'un projet de réinterprétation de l'être maghrébin et amazigh. Laâbi n'y va pas par quatre chemins dès le prologue du premier numéro de *Souffles* :

²⁶ Christiane Ndiaye (dir.), *Introduction aux littératures francophones : Afrique, Caraïbe, Maghreb*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2004, p. 214.

« Par la mise en forme du poétique et du narratif, le bouleversement de la syntaxe, le rapprochement insolite des images et des situations, l'enchevêtrement des discours, ces écrivains espèrent amener le lecteur à une pensée-autre sur les lois qui régissent l'ordre social et politique²⁷. »

Les œuvres de Khair-Eddine et de Laâbi découlent d'une écriture expérimentale qui vise à mêler à la recherche de la forme, la mise en péril du monde instauré par le régime politique et social. Les techniques utilisées dans *Agadir* ou *Le Déterreur*, par exemple, et qui puisent dans les ressources de la polyphonie et de la diversité générique ont pour horizon la redécouverte d'une dimension du réel et de la psyché que les carcans de l'écriture ethnographique de la première génération n'ont pas pu prendre en compte. Cette sensibilité avant-gardiste n'étant pas gratuite et ne pouvant pas se faire asservir par une pensée aussi humaniste que libératrice quelle qu'elle soit, elle affranchissait le lecteur par ses propres moyens.

Conclusion

113

L'importance que l'Histoire commence à octroyer à l'expérience et aux œuvres des collaborateurs de la revue *Souffles* peut être expliquée par leur influence a posteriori, évidente et certaine, sur le cours des idées et des formes dans les champs culturel et littéraire marocains. L'intervention brutale de l'Etat en 1972 et l'emprisonnement, l'exil et le musellement de ces jeunes révoltés n'a pas tué à l'œuf toutes leurs initiatives et ce, jusqu'à nos jours. Leurs œuvres, notamment celles de Laâbi et de Khair-Eddine, n'ont cessé de « révéler tout le mal qui se trouve sous le bien²⁸ » que propose le Makhzen et d'éveiller le sens de la révolte chez le peuple tout en aiguisant sa sensibilité à une beauté moins classique et, par conséquent, plus dirigée vers le sens de l'Histoire.

²⁷ Abderrahman Tenkoul, loc. cit., p. 70.

²⁸ Luc Boltanski, « **Le mal vu de gauche** » in *Revue d'études théâtrales*, numéro spéciale 'Le théâtre et le mal', Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2005, p. 24.

Aussi pouvons-nous affirmer que la plupart des expériences scripturales appartenant à la troisième génération des écrivains marocains d'expression française qui est née vers la fin des années 80 et le début des années 90 sont imprégnées de la problématique gauchiste, ne serait-ce que dans la manière d'aborder les questions de la marge et des minorités. Les questions fortement soulevées actuellement de la situation de la femme et de la culture amazighe sont nées des débats entretenus par les intellectuels de cette période : Mernissi et Khair-Eddine n'en sont pas les seuls porte-paroles. Les œuvres d'A. Serhane, F. Mernissi, F. Laroui, M. Souag, M. Leftah, Rachid O., Driss C. Jaydane, M. Hmoudane, etc., peuvent être situées par rapport aux horizons ouverts par les premiers initiateurs du gauchisme littéraire au Maroc.



()Université Sidi Mohammed Ben Abdellah, Fès
Faculté Polydisciplinaire de Taza
Laboratoire : « Langue, Littérature et Communication »*

Bibliographie

Babana-Hampton Safoi, *Réflexions littéraires sur l'espace public marocain dans l'œuvre d'Abdellatif Laâbi*, Summa Publications, Inc., 2008.

Baida Abdellah, *Voix de Khair-Eddine : Pour une lecture des récits de l'enfant terrible*, Rabat, Ed. Bouregreg, 2008.

Boltanski Luc, « *Le mal, vu de gauche* » in *Revue d'études théâtrales*, numéro spéciale '*Le théâtre et le mal*', Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2005, pp. 19-30.

Breton André, *Position politique du surréalisme*, Œuvres complètes II, Paris, Gallimard, coll. « Pléiade », 1987.

Dobzynski Charles, « *Le Maroc : Mohammed Khair-Eddine (1941-1995), Abdellatif Laâbi (1942), Tahar Ben Jelloun (1944) : les avant-coureurs du printemps arabe* » in *Un four à brûler le réel : Poètes du monde*, tome II, Paris, Ed. Horizons, 2014.

Fanon Franz, *Les Damnés de la terre*, Préface de Jean-Paul Sartre, Paris, Maspero, 1961.

Gontard Marc, *Violence du texte. La littérature marocaine de langue française*, Paris, L'Harmattan, 1981.

Laâbi Abdellatif, *Tribulations d'un rêveur attitré*, Rabat, Ed. Marsam, 2009 (2008).

Laâbi Abdellatif, *Œuvres poétiques I*, Préfacées par J.-L. Wauthier, Paris, éd. De la Différence, 2006.

Abdellatif Laâbi, *Les rêves sont têtus. Ecrits politiques*, Paris, Eddif, 2001.

Laâbi Abdellatif, « *Intervention à la rencontre des poètes arabes* », in *Souffles* n°20/21., 1971.

Laâbi Abdellatif, « *Prologue* » in *Souffles* n° 1, 1966.

Sefrioui Kenza, *Souffles (1966-1977). Espoirs de révolution culturelle au Maroc*, Rabat, Sirocco, 2013.

Khatibi Abdélkebir, « *Roman maghrébin et culture nationale* » in *Souffles* n°3, 1966.

Ndiaye Christiane (dir.), *Introduction aux littératures francophones : Afrique, Caraïbe, Maghreb*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2004.

Sartre Jean-Paul, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard, coll. « NRF », 1972.

Sartre Jean-Paul, *Qu'est-ce que la littérature ?*, Paris, Gallimard, 1964.

Tenkoul Abderrahman, *Littérature marocaine d'écriture française : Essais d'analyse sémiotique*, Casablanca, Afrique Orient, 1985.

SOCIETE CIVILE...

ETAT CIVIL

ET CHANGEMENT SOCIETAL !

■ Mustapha ELOUIZI (*)

Il est de ces événements qui marquent l'Histoire, pour la

116

simple raison qu'ils sont fondateurs et novateurs. Parfois, cela arrive de manière spontanée. C'est le cas de ce groupe de parlementaires dont les membres s'assoient à gauche du président de l'assemblée nationale en France, revendiquant la réduction des prérogatives du monarque. Une opposition bien claire face à un conservatisme politique manifeste. Depuis, cette position spatiale au sein du parlement donna à la gauche son clivage sémantique ... D'un dénoté à un connoté, le sens est consacré dans les annales politiques et intellectuelles. Une transformation en un positionnement politique plutôt que spatial. Est de gauche ainsi, tout individu se déclarant aux antipodes du conservatisme et contre l'ordre injuste établi.

Bon an mal an, être de gauche prendra certes une lignée progressiste certaine, mais se revêtira de plusieurs parures. Changer le monde, révolutionner les structures, abattre le capital, lutter en faveur des prolétaires du monde, supprimer les classes sociales, aider les agriculteurs, mener la guérilla contre les complices, édifier la société idéale ... telles sont les finalités

annoncées à tout moment. La gauche a toujours chaviré entre rêve et réalité, entre l'idée cognitive et sa cristallisation dans la vie quotidienne.

L'histoire a aussi démontré que le changement pour le peuple de gauche était ou bien un couronnement d'un cumul historique, ou bien une progression dans le processus de la révolution à long terme des structures sociales qui atteignent une certaine maturité, ou encore une appréhension d'un moment historique révolutionnaire. L'exemple le plus saillant en est la parenthèse de la Commune de Paris, mais aussi la révolution bolchevique en Russie ... le reste, les pays de l'Europe de l'Est, n'est même pas dans ce sillage. Quant aux pays d'Amérique latine, c'est une autre histoire et une autre école pour appliquer les principes du socialisme. C'est aussi une autre école d'être à gauche.

Un message essentiel pour toutes ces gauches ou pour toute la gauche plurielle : s'opposer aux conservateurs de l'ordre établi. Et dans toute l'hypothèse marxiste, un concept a toujours été au-devant de la scène : la praxis. Et c'est dans ce cadre que vient s'insérer le concept de société civile, en tant qu'opportunité de travail en profondeur pour un changement dans les habitudes, les mœurs, les comportements, les actions, les mentalités et même dans le mode d'agir envers les questions qui préoccupent les citoyens. Une manière certaine pour donner aux principes généraux et grandes idées leurs reflets de proximité ainsi que leur vie dans la réalité. Certains parmi les théoriciens évoquent même une finalité bien précise à savoir faire face à l'hégémonie culturelle, que tendent généralement à consacrer les classes dominantes, une formule combien chère à Antonio Gramsci.

Comment dès lors agir pour le changement dans une société comme la nôtre ? La société civile, comme concept et comme promoteur de l'action est-elle en mesure d'atteindre les objectifs du changement ? Comment peut-on aujourd'hui être à la fois acteur de la société civile mais faire partie aussi d'une gauche éprise de changement ? Quelle contribution de la société civile pour l'édification d'un Etat civil ? Pour répondre à toutes ces questions, nous devons interroger d'abord les concepts de gauche, de société civile, puis ce que cela veut dire que d'être de gauche tout en étant un activiste au sein de la société civile.

I - Société civile et hégémonie culturelle

1 – De la société civile

Dans la pensée gramscienne, l'État a un sens particulier et sort quelque peu des thèses classiques de Lénine et Engels. En effet, cette entité qui ne se résume pas uniquement au seul gouvernement, se décline certes, en deux parties : La « Société politique » qui comprend les différentes institutions politiques, la police, l'armée et la justice. Et par là même, nous sommes face à une conception que Gramsci appelle « *l'État-gendarme-veilleur de nuit* ». Tout compte fait, cette manière de voir entend justement dénouer un amalgame entre société civile et société politique. « *Il faut noter que dans la notion générale d'État, entrent des éléments qu'il faut ramener à la notion de Société civile (au sens, pourrait-on dire, où État = société politique + société civile, c'est-à-dire hégémonie cuirassée de coercition)* », écrit le théoricien italien dans son livre intitulé *Textes*¹. L'exercice de la puissance a également besoin d'outils atténuant l'intervention étatique en lui donnant un aspect de compromis, voire de complicité.

118

Le premier résultat de cette lutte qui a pour finalité d'incarner, d'imposer et de faire prévaloir la société civile serait l'équilibre entre ces deux principaux volets, de telle manière à ce qu'il y ait coexistence, cohabitation entre l'outil coercitif et l'outil conciliateur. Mais pour faire appel aux finalités ultimes des fondateurs de la pensée marxiste, notamment Engels, « la déperdition de l'Etat » serait l'aboutissement de la résolution de la société politique dans la société « réglée », ou encore dans la société éthique ou civile. Nous serons amenés ainsi à « *imaginer l'élément État-coercition comme s'épuisant au fur et à mesure que s'affirment les éléments toujours plus importants de société « réglée » (soit État éthique, soit société civile)*² », précise encore Gramsci. Autrement dit, l'apogée d'une relation où la coercition n'a plus

¹ A. Gramsci « *Textes* », Éd, André Tosel, Trad ; Jean Bramon, Gilbert Moget, Armand Monjo, François Ricci et André Tosel. Paris : Éditions sociales, 1983. Introduction et choix des textes par André Tosel. p 175

² Idem p. 175.

raison d'être, étant donné l'absence de toutes formes d'antagonismes sociaux.

Hegel avait déjà formé le vœu de voir installé un Etat où les partis et les associations, comme trame « privée » de l'État, légitiment en quelque sorte l'autorité du gouvernement. Une idée puisée dans les expériences politiques de la Révolution française qui consiste à gouverner avec le consentement des gouvernés. Dans ce contexte, la division des pouvoirs, principe bien requis dans un pays comme le Maroc actuellement, reste le fruit d'un affrontement acharné entre société civile et société politique³.

Quant à la deuxième composante de l'Etat, elle regroupe des institutions culturelles (université, intellectuels, médias, artistes) et qui diffuse de manière ouverte ou masquée l'idéologie de l'État afin d'obtenir l'adhésion de la majorité de la population. Dans cette deuxième composante, le caractère de force qui cristallise l'intervention de l'Etat cède la place au consentement et à l'accord tacite des gouvernés, vu le rôle des institutions de médiation. Chez l'opposition de gauche, ces institutions servent de moyen de transmission des idées, de programmes et de projets à même de concrétiser l'anti-pouvoir. Une transmission dans le sens de la médiologie, permettant ainsi à la classe dominante de préserver, conserver et consacrer l'ordre établi, dans toutes ces croyances, habitudes, mœurs, us et religion, etc. Les institutions investies dans ce sens seraient l'école, mais aussi les lieux de culte, les mausolées, la famille, etc., en plus de certaines institutions religieuses et politico-religieuses. Dans ce cas, un acteur de la société civile de gauche est investi, selon Gramsci, d'un anti-programme comme diraient les sémioticiens, afin de détruire l'ancien ordre et fonder un nouveau. Les mêmes institutions sont donc un moyen à rénover, à renouveler, à réformer, à révolutionner, à cultiver, à évoluer de telle manière à ce qu'elles aient une autre fonctionnalité.

La proximité aidant, les citoyens se voient assimiler une conduite hostile aux programmes officiels et passent à des anti-programmes et à des anti-projets capables de pousser

³ A. Gramsci « **Gramsci dans le texte** » recueil de textes réalisé sous la direction de François Ricci en collaboration avec Jean Bramant. Textes traduits de l'italien par Jean Bramant, Gilbert Moget, Armand Monjo et François Ricci. Paris: Éditions sociales, 1975,

l'opposition de son aspect politique à son caractère populaire. Que vaut donc une idée d'opposition intraduisible dans les faits ? Un plan d'opposition ne vaut pas que par son exécution, et de là naît ainsi la nécessité d'institutions d'accompagnement à même de soutenir les programmes de changement.

Certes, dans les régimes gouvernés par des dictatures, la société politique est au-devant de la scène, et y règne par des voies empruntant surtout la force et les différents mécanismes de répression. Ce n'est pas le cas pour les sociétés occidentales, où le domaine public est régi principalement par la société civile qui organise et légitime la domination. *« C'est donc dans son cadre que le combat (culturel) doit être mené et non par une confrontation frontale avec la société politique »*, affirme Gramsci.

Bref, tout un travail de dur labeur est à faire dans les marges et dans les interstices. L'enjeu essentiel, dans ce contexte, reste de pouvoir combler les espaces publics à même de permettre l'épanouissement des expressions civiles anti-pouvoir et de construire les alternatives de proximité. Il s'agit selon les termes mêmes de Gramsci de réaliser un travail de *« termite pour ronger progressivement toutes les bases de la société capitaliste traditionnelle »*.

120

L'objectif étant de faire la concurrence, sinon de combattre les intellectuels de la classe dominante, sur le terrain des idées, des créativité, des initiatives et de l'imagination. Comment le faire, alors dans une société comme la société marocaine, sans passer par les phases de sensibilisation, mobilisation, alphabétisation, outillage fonctionnel, autonomisation et empowerment ?

L'acteur civil de gauche est donc investi d'une mission multiple, voire complexe. C'est pourquoi cette tâche a été confiée, selon Gramsci, aux intellectuels au sens large, à savoir les acteurs civils, et les transmetteurs d'idées sur le plan local, régional et national. Dans un pays comme le Maroc, il y a donc lieu d'agir par l'expérience, d'impacter par l'exemple, d'orienter par le conseil, d'outiller par la formation et d'armer par l'inculcation, d'autonomiser par le savoir et le savoir-faire et de libérer des luttes pragmatiques... Un anti-programme qui pourrait s'étendre sur le long terme, pour un pays comme le nôtre. Généralement hâtif et pragmatique, l'acteur politique entend atteindre vite et aussitôt commencer ses objectifs. D'où sa tentative de vouloir vertement

tirer profit des bienfaits de l'action civile et à la mettre à la disposition de l'action politique finale, sans prendre en compte sa maturation ni sa disposition à être fonctionnelle. La mésentente marquant les relations entre les deux instances pourrait ainsi atteindre le désaccord et la séparation. Etre de Gauche sur le plan civil, est, par conséquent, le fait de soutenir les grands projets alternatifs initiés par les partis et formations de gauche sur le long terme. Une vraie guéguerre idéologique qui requiert une véritable percée dans les médias de masse, de s'imposer dans le débat public, en imposant ses thèmes, termes et concepts dans le débat universitaire et public. Le militant civil de gauche est en passe de se positionner en un acteur incontournable, à même de remettre en cause les préceptes et mots du néolibéralisme pour les disqualifier.

À ce titre, les médias alternatifs et les réseaux sociaux permettent actuellement de passer outre la censure des médias dominants et de diffuser des messages aux antipodes du discours de l'ordre établi. L'on parle ainsi de l'éducation populaire et de la socialisation politique.

121 2 - De l'hégémonie culturelle

Il faut revenir à Gramsci pour comprendre le concept d'hégémonie culturelle. Ce n'est qu'après son arrestation que le théoricien marxiste italien pense cette question essentielle et essaye d'y répondre : Pourquoi les révolutions tant promises dans les contrées les plus industrialisées ont finalement eu lieu dans des pays sous-développés ? Et sa réponse fut nettement claire comme l'eau de roche. La bourgeoisie qui a su accompagner les développements et tenir tête à toutes les luttes et toutes les avancées technologiques, ne réussit pas ses plans uniquement à la faveur de l'oppression et de sa main de fer, mais également grâce à ce qu'Althusser appelle l'Appareil idéologique de l'Etat⁴, et à une certaine mainmise sur les institutions culturelles de transmission du savoir et du savoir-faire. Un enjeu de pouvoir que beaucoup de partis et formations politiques de gauche n'ont pas encore

⁴ Althusser évoque l'Appareil Idéologique d'État (AIE) dans un texte intitulé « Idéologie et Appareil idéologique de l'Etat, et sous-titré (Notes pour une recherche), article originalement publié dans la revue *La Pensée*, n° 151, Paris, Juin, 1970.

assimilé. Une autre question s'est également posée avec le temps : Pourquoi toutes les plateformes socialistes dans les pays sous-développés se sont transformées en régime d'oppression ou du moins en régime socialiste dénaturé ?

Si toutes les composantes de la gauche s'engagent dans un programme politique visant le changement, la conquête du pouvoir requiert différentes voies et entreprises. La démarche conseillée par Gramsci serait pourtant claire et émane bien évidemment de son analyse précédente : Passer par un travail de longue haleine, notamment sur le plan idéologique. L'idée qui ne serait pas normalement appropriée ni assimilée par les gens, ne pourrait jamais être défendue ni acceptée, comme étant la leur. Le peuple restera ainsi sous l'emprise de l'ancienne idée, et s'opposera culturellement à toute mise en application des nouveaux projets à différents égards. L'expérience l'a démontré dans un pays d'Amérique comme le Nicaragua, où les sandinistes au pouvoir ne pouvaient vendre que des centaines de journaux, alors que la droite arrivait à en vendre des dizaines de milliers ; et à faire pression, de manière indirecte, sur toutes les politiques censées être populaires.

122

C'est pour cela que la société civile, à travers différentes structures, devrait s'engager dans une action de proximité à même de préparer le terrain. L'objectif étant de révolutionner les esprits sur la base de leur maturation. Car, il faut, peu à peu, subvertir les esprits, installer les valeurs que l'on défend dans le domaine public afin de s'assurer d'une hégémonie culturelle *avant et dans le but* de prendre le pouvoir⁵. La société civile serait ainsi une arme redoutable pour ce faire. Une action politique décisive non suivie par les masses serait presque pareille à un suicide politique, dans la mesure où l'idée n'est forte que par sa capacité à se transformer en action, dans la réalité. Sa cristallisation est tributaire essentiellement de son pouvoir d'introduire toutes les sphères, mais aussi toutes les couches. Seule la société civile est capable de lui assurer un tel sort.

5 A.Berthier « *L'hégémonie culturelle selon Gramsci* », publié le 4 avril 2011, dans le site www.agirparlaculture.be

3 - L'action civile pour l'éducation

Le travail au sein de la société civile revêt en grande partie un aspect éducatif, dans la mesure où il s'engage à outiller et à armer les citoyens pour pouvoir contrer les attaques récurrentes de l'idéologie dominante véhiculée par l'appareil idéologique de l'Etat. Une action qui entend changer aussi bien les comportements, les attitudes, les clichés, les stéréotypes et autres préjugés soutenus par une culture dominante. Agir par l'éducation a pour objectifs également le changement de toute une vision du monde et d'accompagner ainsi tout changement dans les rouages politiques, juridiques et administratifs, d'un changement de mentalités.

Dédiée à considérer le secteur de l'enseignement, notamment le rôle de l'Etat, l'action en est bien le fer de lance de tout un programme de domination. Son rôle aussi bien dans la socialisation que dans la formation des intellectuels et des élites est d'une importance primordiale. Deux pistes à creuser durant l'histoire : Ou l'on œuvre pour le changement des cursus, ce qui est tributaire des rapports de force sur le plan politique, ou encore l'on porte une action de recrutement au sein des jeunes enseignants et de là, tirer profit de toutes les marges possibles d'action à l'intérieur de ce système.

L'importance est indéniable, dans la mesure où il s'agit d'un domaine « où *théorie et pratique, culture et politique se mêlent inévitablement et où la recherche intellectuelle et ses résultats se combinent à l'action sociale et politique* ». L'école, comme institution formalisée, sert d'outil de justification du pouvoir politique et de ses programmes, par l'intermédiaire de théories adéquates et des produits « idéologiques ». Une socialisation politique formalisée et officialisée. La classe dominante fait appel aux institutions d'éducation et d'enseignement pour la formation des intellectuels et des élites. Une sorte de vouloir se reproduire, à la Bourdieu⁶.

⁶ P.Bourdieu « *La reproduction, éléments pour théorie du système d'enseignement* », Co-écrit avec Jean Claude Passeron, Les éditions de Minuit, Paris, 1970.

La crise de l'école publique n'étant plus à démontrer, son rôle social s'est détérioré, les services administratifs, d'enseignement et de santé sont désormais saturés. Ascenseur social-capital lors des années 60 et 70, l'école « du peuple » s'est vue méprisée, à cause, d'une part, de la formation des élites dominantes et gouvernantes dans les grandes écoles françaises, et de l'autre, dans les écoles supérieures installées à partir des années 90 du siècle précédent au Maroc. Un grand pan de la population est ainsi laissé pour compte dans une école publique « paupérisée » alors qu'une minorité qui détient le privilège d'accéder à un enseignement d'élite saute sur les mêmes positions dans la haute sphère du pouvoir. Une nouvelle tendance est actuellement en vogue, à savoir répandre davantage les écoles professionnelles spécialisées dans lesquelles la destinée de l'élève et son activité future sont prédéterminées. Là encore, être de gauche reste ainsi de pouvoir donner une chance aux jeunes des couches déshéritées d'apprendre à sortir des méandres du chômage, et de pouvoir ainsi s'insérer dans un monde de réflexion positive.

II - De l'Etat civil au Maroc

124

Les mutations politiques et sociétales survenues depuis 2011 en Afrique du nord et au Moyen-Orient posent et imposent désormais plusieurs questions autour de l'Etat civil. Au Maroc, le débat revêt de plus en plus une importance capitale. La question leitmotiv est, on ne peut plus claire : A quel Etat aspire-t-on pour les Marocain(e)s ? Jamais les positions n'ont été aussi clairement exprimées dans l'espace public. De quoi s'agit-il ? C'est un débat initié autour de l'espace sociopolitique, la dimension psychopolitique ainsi que celle de l'histoire de la religion, en tant que donnée omniprésente dans un pays comme le nôtre.

1 - Du concept et de l'histoire ...

Un tel exercice semble désormais incontournable. Il faut commencer par en délimiter les contours. L'on ne doit plus se confier aux évidences, car, il n'y en a plus. L'Etat civil est un construit historique, né dans la foulée d'une contestation de la prédominance des règnes religieux. La communauté est homogène sur

le plan confessionnel. Toutes les lois la régissant sont puisées dans cette source divine. Ceux qui détiennent le pouvoir, sont, ainsi, les représentants d'un ordre céleste et divin. En Europe, l'Etat religieux a surtout dominé au moyen âge où la noblesse et les seigneurs s'étaient liés dans un pacte d'intérêts matériels, enveloppé dans un style de gouvernance religieux. Le Comte Mirabeau a, par ailleurs, décrit de la manière la plus éloquente, la situation qui régnait dans un pays comme la France⁷. Ainsi, que ce soit en matière d'impôts, de valeurs ou de répartition de travail, la religion demeurerait la seule source de législation, de légitimation, mais aussi de génération des valeurs. Les différentes révolutions survenues dans le vieux continents, notamment celle de 1789 en France, ont imprégné les révolutionnaires qui ont triomphé de l'ancien ordre, des principes puisés dans la pensée des Lumières : Un Etat civil est ainsi mis en place. Son édification n'est pas du tout achevée. Le despotisme allait être restauré, mais pas pour longtemps, les Lumières allaient venir à bout des résidus des féodaux et des seigneurs ; et cette fois-ci, c'est pour de bon, en 1830, suite aux trois glorieuses, où les Bourbons furent définitivement écrasés, puis écartés.

125

Au fur et à mesure que le champ d'action politique s'éloigne du champ religieux et s'en sépare, la laïcité prend place. La démocratie comme un ensemble de principes et de dispositions commence ainsi à s'enraciner dans un sol qui lui devient, bon an mal an, fertile et bien accueillant. L'Etat civil est ainsi la conséquence logique d'un parcours bien clair. Un parallélisme, une combinaison, plutôt une synergie infaillible. L'homme récupéra l'action politique qui descendait du haut en bas...

L'Etat civil serait donc une entité conventionnelle. Les citoyens libres et responsables se mettent généralement d'accord pour édifier un Etat, selon des engagements mutuels (J.- J. Rousseau)⁸, etc. Le peuple dans ce cas, est dépositaire du pouvoir, il est la source de toutes les lois régissant la vie institutionnelle, individuelle et communautaire, de manière directe ou indirecte.

⁷ Dans son « *Essai sur le despotisme* », publié anonymement en 1775 à Londres, Mirabeau fait le procès à toutes sortes de despotisme, et aux alliances d'en haut visant à agenouiller un tiers-Etat paupérisée...

⁸⁸ J.-J. Rousseau « *Du contrat social* », Librio – Philosophie, Amsterdam, 1762.

Le système étatique est dès lors un produit perfectible, c'est-à-dire un construit diachronique, auquel les générations futures rajoutent, au besoin, leur propre touche.

Ainsi, contrairement à la pensée transcendantale, la pensée humaine s'est dirigée vers la pensée terrienne. La raison, la liberté, l'individualisme et puis après la démocratie et la citoyenneté ... autant de valeurs qui ont accompagné ce changement de mode de pensée et l'accompagnent dans toutes les sociétés où s'opèrent ce genre de mutation. La dimension pluraliste s'est avérée du coup incontournable. Et l'Homme choisit d'être maître de lui-même. Pour une fois, Dieu s'est retrouvé donc innocent de toutes les bavures commises en son nom. L'être humain étant libre de faire ou de ne pas faire.

L'Etat religieux, lui, est une entité divine. Ce n'est donc point un produit conventionnel ni humain. Les êtres humains ont uniquement la mission d'appliquer dispositions de Dieu, diffusées et « protégées » par ses représentants sur terre. Dieu serait alors responsable de toutes les réalisations, mais aussi de tous les massacres et exactions. Le peuple n'est plus dépositaire du pouvoir, ni à même de déterminer le fonctionnement des affaires de l'Etat. L'Europe a vécu cette situation avec l'Eglise, l'Iran le vit sous le pouvoir du « clergé musulman » et Israël le vit également sous la forme de l'Etat hébreu, hautement annoncé pour des fins idéologiques, mais aussi géopolitiques.

Bref, le couple Etat et religion a depuis toujours marqué la pensée politique. Chacune des deux entités entend mettre en place des modes d'aménagement possibles du «vivre -ensemble»... L'acteur civil de gauche, lui, est tenu de défendre un certain mode d'Etat, où la religion ne serait qu'une affaire individuelle et dont les ramifications ne devraient pas régir les choses de la « cité ».

126

2 - De l'espace musulman

Dans l'espace musulman, tous les actes d'Etat depuis la mort du prophète Mohamed avaient un sens politique, preuve d'une liaison intrinsèque entre les deux volets : politique et religion. Ce qui avait mis aux prises les musulmans entre eux, chacun d'eux avait sa propre interprétation du texte. Les différents protagonistes étaient entrés, et le sont encore, dans une course

pour la légitimation de l'acte politique par le texte religieux, grâce notamment à des interprétations pragmatiques qui transforment le sens en faveur du dessein sémantique. L'objectif étant de réussir en une certaine manière le sens d'une organisation de la communauté.

La raison fut mise à l'écart, ses défenseurs étaient la cible de l'oppression politique : les Mouâtazilites en sont la preuve. Il faut dire que le monde musulman n'a pas vécu au rythme des mêmes bouleversements sur le plan historique, mais au fond, l'on avait souvent assisté à deux clans, des tendances extrémistes, textuels et excommunicateurs, et un autre courant accordant à la raison un peu de présence dans la gestion du pouvoir politique et dans l'interprétation du texte coranique et de tradition musulmane.

3 - Le Maroc : Un pays ... deux Etats

Qu'en est-il du cas marocain ? L'acteur civil est souvent confronté à des programmes de différentes sources ayant pour fin la légitimation de l'acte politique par des voies religieuses. L'instrumentalisation du religieux est de mise aussi bien pour l'Etat que pour des formations politiques et des pseudo-associations civiles. La constitution marocaine ne mentionne aucunement le caractère civil de l'Etat. Bien plus, on lit dans son article 3 que « *L'Islam est la religion de l'État, qui garantit à tous le libre exercice des cultes* ». Mais là où l'on peut buter sur des confusions majeures quant à la tendance de l'Etat et la relation entre le champ politique et le champ religieux, c'est dans l'article 41 de la même loi fondamentale qui stipule que « *Le Roi, Amir Al Mouminine, veille au respect de l'Islam. Il est le Garant du libre exercice des cultes*⁹... Une correspondance quasi parfaite avec le statut de Calife. Et dans ce cadre, le Calife a pour mission «la

⁹ L'article 41 de loi fondamentale stipule que « *Le Roi, Amir Al Mouminine, veille au respect de l'Islam. Il est le Garant du libre exercice des cultes... Il préside le Conseil supérieur des Oulémas, chargé de l'étude des questions qu'il lui soumet. Le Conseil est la seule instance habilitée à prononcer les consultations religieuses (Fatwas) officiellement agréées, sur les questions dont il est saisi et ce, sur la base des principes, préceptes et desseins tolérants de l'Islam. Les attributions, la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil sont fixées par dahir. Le Roi exerce par dahirs les prérogatives religieuses inhérentes à l'institution d'Imarat Al Mouminine qui lui sont conférées de manière exclusive par le présent article* ».

sauvegarde de la religion et l'administration des intérêts terrestres».

Tout ceci devrait être examiné à l'aune et au diapason d'autres mentions dans le même texte constitutionnel, et où l'on frise sinon on tombe dans l'analyse des oppositions et des contradictions. L'article premier, en effet, souligne que : « *Le régime constitutionnel du Royaume est fondé sur la séparation, l'équilibre et la collaboration des pouvoirs, ainsi que sur la démocratie citoyenne et participative, et les principes de bonne gouvernance et de la corrélation entre la responsabilité et la reddition des comptes* ». Une batterie de dispositions dignes des grandes démocraties civiles.

Cette confusion se traduit également dans les faits et en actes, bien clairs et significatifs. La première des situations à mettre en relief demeure l'acte de la beyaâ. En fait, la nature contractuelle des rapports entre le gouvernant et les gouvernés au Maroc reste la beyaâ. Un passage qui n'obéit pas aux dispositions susdites : parlement, séparations de pouvoirs, démocratie citoyenne et participative, équilibre de pouvoirs ainsi que reddition des comptes.

128

Que ce soit en 2003 avec la mise en place du nouveau Code de la famille et la proposition d'une interprétation, libérale et moderne, des textes religieux accordant plus de droits aux femmes ou en 2013, dans une quête diplomatique « religieuse » qui surclasse la diplomatie classique entreprise par des ministres ou un gouvernement, ou encore en prise de position quant aux questions politiques régionales étrangères (le cas du nord du Mali), ou encore 2014, lorsque le chef d'Etat a arboré son habit d'Imarat al mouminine pour effectuer son pèlerinage africain ou enfin, en 2014, lorsque le Roi a gracié les salafistes, ayant entrepris des « révisions intellectuelles »... le statut de chef d'Etat, de Roi, d'Amir Al Mouminin est inter-mêlé de telle manière à ne permettre aucune visibilité, ni aucune suite juridique. L'étroitesse de l'espace public fait que les acteurs civils n'osent pas avancer encore sur un terrain miné, du reste.

4 - De l'usage du mouvement islamiste ... !

Subitement, aucune aile du mouvement islamiste ne renie plus son acceptation de l'Etat civil. Devant l'insistance publique relayée par les médias et les intellectuels, lors des dynamiques du mouvement du printemps démocratique, ces mouvements avaient, à maintes reprises, affirmé solennellement qu'ils acceptaient l'Etat civil, et comptaient ainsi en faire l'espace vital de toute la population. Sauf que, cette fois-ci, la dichotomie n'est plus Etat civil/Etat religieux, mais Etat civil/Etat militaire !

Pour eux, l'Etat civil est une forme, des outils et des mécanismes à instrumentaliser pour la mise en œuvre des principes défendus par les « masses ». Tant que ces masses s'affilient au mouvement, un peu partout, dans les Etats nord-africains, il n'y a pas de mal, à faire usage du matériau formel des dispositions démocratiques, fondement de tout Etat civil, dans la perspective de son démantèlement et sa destruction. C'est ainsi, que les islamistes marocains nient tout penchant vers les libertés individuelles et vont tout droit vers l'incrimination de tout débat sur les principes islamiques d'héritage, d'adoption, de polygamie... Le comble est qu'un ministre islamiste entend bien faire plaisir au bon Dieu, une fois il s'attaque aux ONG modernistes ou à la tenue d'une journaliste au sein du parlement. Il n'y a pas de doute, la guerre des valeurs est le socle de tout un débat... de toute une marche. La société civile est plus que concernée. Elle est impliquée.

129

Conclusion

Etre de gauche en général, c'est d'abord percevoir le monde, dirait Gilles Deleuze¹⁰. Et à chaque fois, le constat est accusateur, l'on a tendance à se dire que l'on ne pourrait jamais remorquer autant d'injustice. La durabilité recherchée des systèmes reste pratiquement impossible, et le regard de la gauche intervient justement là où l'on évoque la possibilité de changement.

¹⁰DeleuzeG.Conférencepubliéesurwww.youtube.com

<https://www.youtube.com/watch?v=HlgVIGK2G38> ajoutée le 5 mai 2012. Vidéo visitée le 25 avril 2016.

Pour la société civile, l'action reste au centre de cette perception, mais à la faveur d'une démarche bien différente, bien singulière. L'on invoque ainsi un regard constructif et progressiste. Le changement dans ce cas est bien défini à l'horizon du regard... le long terme. D'où l'importance d'un travail de fond nécessaire aux niveaux de l'enseignement, des structures associatives de proximité, des outils de médiation.

Etre de gauche en tant qu'acteur civil, c'est ainsi disposer de cette perception du monde, mais aussi de ce regard lointain à l'horizon qui permet au changement de s'installer dans un agenda au long terme. Reproduire les expériences de despotisme socialiste, comme cela a été le cas en Europe de l'est ou dans d'autres contrées du monde, est aujourd'hui une voie à bannir. Le monde épanoui ne peut être bâti qu'une fois l'assimilation des principes et préceptes idéels de gauche d'une manière libre, volontaire et évolutive.

Une action idéologique certes, mais qui avance et prend place grâce à action compatible au milieu naturel et social, à une idée compatible à l'individu mais aussi à la collectivité. Tout déséquilibre entre les données naturelles, sociales et culturelles ne peut que générer des inadéquations porteuses d'injustice et d'inégalités. Etre acteur de gauche dans la société civile c'est ressentir tout ceci dans toute action aussi minime soit-elle. L'agir local n'est que le fruit d'une vision globale.



(*)Université Moulay Ismail Meknès

Bibliographie

- 1 - Gramsci A. « Textes », Éd, André Tosel, Trad ; Jean Bramon, Gilbert Moget, Armand Monjo, François Ricci et André Tosel. Paris : Éditions sociales, 1983. Introduction et choix des textes par André Tosel.
- 2 - Gramsci A. « Gramsci dans le texte » recueil de textes réalisé sous la direction de François Ricci en collaboration avec Jean Bramant. Textes traduits de l'Italien par Jean Bramant, Gilbert Moget, Armand Monjo et François Ricci. Paris: Éditions sociales, 1975

3 -Althusser L. « *Idéologie et Appareil idéologique de l'Etat* », dans *La Pensée*, n° 151, Paris, Juin, 1970.

4 - Aurélien B. « *L'hégémonie culturelle selon Gramsci* », publié le 4 avril 2011, dans le site www.agirparlaculture.be

5 - Bourdieu P. « *La reproduction, éléments pour théorie du système d'enseignement* », Co-écrit avec Jean Claude Passeron, Paris, Minuit, 1970.

6 - Mirabeau « *Essai sur le despotisme* », Londres, publié anonymement en 1775

7 - Rousseau J-J « *Du contrat social* », Libro - Philosophie, Amsterdam, 1762

ESQUISSE D'ANALYSE DES DETERMINANTS ET DES EFFETS DU « MOUVEMENT 20 FEVRIER »

■ Khadija BERADY(*)

Cet article se veut une contribution au débat sur les causes

132

et les effets de « l'action sociale » entreprise au Maroc en 2011 et connue sous le nom du « 20 Février ». Cette réflexion s'appuie sur une démarche sociologique d'observation directe et d'entretiens approfondis avec des participants et des activistes ayant pris part dans le déploiement de ce fait dans l'espace et le temps. En somme, cette approche est, en premier lieu, d'ordre descriptif. Toutefois, en sociologie, le fait de se limiter à la description du mouvement 20 février, n'écarte nullement le contexte historique et sociologique dans lequel ce processus d'action sociale et politique s'est déployé. Dans les faits, la constitution de ce mouvement contestataire s'est développée sur au moins quatre décennies, traversées de diverses formes de contestation du statut quo social et politique. Toutefois, les caractéristiques particulières du mouvement du 20 février 2011, ainsi que les

· Les entretiens mené dans le cadre de cette étude ont été analysés de manière à dégager les traits communs entre l'ensemble des interviewes et non sur les spécificités de chaque acteur.

moyens inédits utilisés pour communiquer l'objet et les finalités de l'action entreprise, demandent à être analysées dans leurs effets à la fois sur le système social et politique du pays.

Il n'en demeure pas moins que le « mouvement de contestation » du 20 février est un mouvement qui n'est pas sans partager, toutes proportions gardées, d'une part, certaines caractéristiques avec des mouvements similaires dans les sociétés arabes et maghrébines, ce que les observateurs et les journalistes auront qualifiés de « printemps arabe »¹, et, d'autre part, plusieurs de ses caractéristiques relèvent des propriétés du « mouvement social » des sociétés modernes tel qu'il a été décrit dans la littérature sociologique des années 1980, que ce soit en termes d'organisation, d'établissement du discours protestataire ou en termes de déploiement sur le terrain². La sociologie politique aura en effet identifié, notamment à partir des façons d'agir, plusieurs propriétés structurales : organisation groupale, concertation, définition des buts de l'action, désignation de cibles de la critique sociale et politique et objectifs à atteindre.

La mise en question de l'exception marocaine

Une donnée structurale à l'œuvre dans le processus de « transformation »³ des sociétés arabes contemporaines est la montée d'une jeunesse urbaine relativement éduquée, et, plus significatif encore, bien informée de la forte corrélation entre les avancées économiques et sociales dans les sociétés modernes

¹ Khadija Berady, *Communication sur « le changement sociopolitique au Maroc, réflexion sur le mouvement du 20 février »*. Colloque international sur « Crise et mise en crise », du 23 au 26 Octobre 2012, à Montréal, Canada.

² Youssef Sadik, *Communication sur « logiques et dynamiques du mouvement du 20 février »* Colloque international sur « Formes et dynamiques des contestations et des soulèvements dans le monde arabe, le point de vue des sciences sociales », 24 et 25 avril 2013. Rabat, Maroc.

³ Voir: Karl POLANYI, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, coll. « bibliothèque des sciences humaines », 1983.

contemporaines et la démocratie politique. Ce qui n'est pas sans leur rappeler, au travers des moyens modernes de communication, leurs propres situations, dans leur pays respectifs, où le chômage endémique et les freins à la liberté de penser et d'expression, sont en totale contradiction avec les « discours modernisants », produits par les élites de leurs pays, sans pour autant produire des effets transformateurs significatifs dans leurs propres vécus.

Alors même que l'émigration ouvrière à l'étranger qui, au lendemain des indépendances aura constitué la « soupe de sécurité » pour les Etats en formation et leurs populations – se voit muter, aujourd'hui, vers une immigration des compétences. Dans cette perspective, le Maroc apparaît de plus en plus comme un système dérégulé qui ne fait pas bon usage de toutes ses individualités qualifiées. Ce sont les effets sur l'emploi dus aux révolutions technologiques qui ont rendu la nécessité d'une immigration étrangère classique toute relative.

De fait, la dimension « idéologique » (ou culturelle) ainsi informée de toutes ces transformations, aura trouvé un champ d'expression dans l'« érosion » de la « théorie du complot » qui aura déterminé l'attitude de « déresponsabilisation collective » de l'Etat de fait dans ces sociétés, rejetant ainsi les problèmes fondamentaux de ces sociétés, sur l'« Autre », l'ennemi par définition. Dans sa forme radicale, cette attitude constitue le cœur même du discours contestataire idéologique dont les mouvements islamistes s'emparent pour faire valoir leur « patriotisme » (« i.e. légitimité ») face à la domination systématique de l'Autre dans la détermination de leurs destins.

Ceci n'est pas sans relation avec cela, sur un mode paradoxal : La « chute spectaculaire » (SADDAM Hussein au fond d'un trou !) de l'une des figures emblématiques, à la fois du « sécularisme arabe » et du « patriotisme arabe », qui justifiaient l'autoritarisme social et politique, voire un quasi-totalitarisme, n'est pas de moindre signification dans la transformation du système de représentations du « Pouvoir » dans les « masses » arabes.

Ainsi, les idéologies porteuses de contestation sociale et politique auront trouvé dans la dernière « révolution technologique » des

médias à la fois un support et un « vecteur » de diffusion de masses sans précédent et des conditions de possibilité de l'ébauche de l' « espace public arabe »⁴.

La communication virtuelle

Certes, la révolution numérique a créé un espace pour s'exprimer. Cette expression qui revendique la liberté, la levée des tabous va jusqu'à se permettre de franchir les lignes rouges⁵. Le moins que l'on puisse dire de cette expression, c'est qu'elle est de l'ordre de la culture libérale.

L'appropriation de cette culture libérale et son fonctionnement sur Facebook (qui a beaucoup aidé au début), va se faire dans l'anonymat lors des différents forums de discussion et de lancement de messages. Par la suite, les individus vont s'y identifier. On s'affiche et on affiche son identité. On se sent libre en exprimant son point de vue, on ne souffre pas de la présence d'une hiérarchie. Une démocratisation numérique a eu lieu tellement ces jeunes-là ont été socialisés dans ce contexte médiatico-numérique.

135

L'organisation virtuelle

Cette communication virtuelle nécessite une organisation. Quelles sont ses caractéristiques ?

On remarque d'ors et déjà qu'une communication virtuelle induit une organisation également virtuelle. En plus de la liberté relative que permet la communication virtuelle, on peut noter l'absence/présence du chef. Une espèce de dénégation qui soupçonne son existence en même temps que son voilement dans ce moment de crise où l'effervescence est à son apogée. Ainsi, ce moment particulier va permettre à ce que la communication se fait, à l'image des caractéristiques de cet âge que nous appelons

⁴ Entretien semi-directif avec : Hicham Ahella Militant du mouvement du 20 février (Coordination de Meknès), l'étude faite en 2015.

⁵ Entretien semi-directif avec : Sara Soujar Militante du mouvement du 20 février (Coordination de Casablanca), l'étude faite en 2015.

contemporain, entre amis mais aussi entre antagonistes rivaux. Dorénavant, l'affaîssement des frontières entre droite et gauche, entre hier et aujourd'hui et entre ici et ailleurs est baptisé.

Le rendez-vous

Le 20 février est une date, mais il est surtout un rendez-vous pour sortir du virtuel au réel. Pour sortir de Facebook à l'espace public. C'est un acte qui se matérialise en s'appropriant une territorialité. Cet acte procède en termes modernes. Le passage du virtuel à la rue ou à la place publique s'est fait en l'absence de programmes, car ce dernier nécessite une organisation rigoureuse qui pense à toutes les étapes et à toutes les actions et anticipe toutes les réactions, et qui aboutit à une manifestation⁶. Or les jeunes du 20 février, au delà de ce que permet la conjonction, ont emprunté la démarche opposée : on manifeste d'abord et on conçoit le programme dans un second temps. Cette démarche est essentiellement innovante car elle renseigne beaucoup plus sur quelque chose qui se construit, quelque chose en devenir, et qui n'est pas encore achevée, à l'opposé de ce qu'est la manifestation habituelle.

136

L'inscription du mouvement dans la durée

En plus de la quête de territorialité et de l'occupation de la rue ne serait-ce que pour quelques heures, il fallait inscrire le mouvement dans la durée et lui assurer la reproduction. Le choix du dimanche matin a assuré la survie dudit mouvement pour plus de dix mois. D'abord parce que ce choix se fonde sur la tradition revendicative syndicale et ensuite parce qu'il ne bouscule en rien les rites de l'obédience islamiste impliquée dans cette action.

⁶ Khadija Berady, *Communication sur « le changement sociopolitique au Maroc, réflexion sur le mouvement du 20 février »*, *ibid.*

L'identité

A la question « qui sont ces jeunes ? », un des slogans dit « *hada l'maghreb ouhna nassou* » (ceci est le Maroc et nous sommes ses gens). L'identité de ces jeunes se décline aussi à travers des revendications et des attitudes (attitudes à l'égard de la corruption, de la mauvaise gouvernance, du clientélisme, du favoritisme, du gouvernement, du parlement, de l'entourage du roi,...) et des revendications (une monarchie parlementaire, liberté individuelle, justice, amazighité...). Les revendications et les attitudes ont été exprimées aussi en termes des particularités de la ville (Lydec (lyonnaise des eaux de Casablanca) , transport, logement, dénonciation de certaines figures de la gouvernance locale...)⁷, sans oublier d'ajouter à ces identifiants l'élément iconique (BOUAZIZI, FADWA, OMARI...).

Le Quartier Général

137

Au-delà de la rue et de la place publique, d'autres espaces allaient servir de lieux de rencontres et de débats. Le local du *PSU* (Parti Socialiste Unifié d'obédience gauchisante) à Casablanca et à Rabat va servir à cela ainsi que les locaux de la *FDT* (Fédération démocratique du travail) et de la *CDT* (Confédération démocratique du Travail). Ces espaces servent de quartier général fréquenté par des jeunes et des moins jeunes intéressés par les rencontres réels et par le débat.

Toutefois, ce quartier général allait concrétiser voire renforcer la notion des réseaux matérialisés. Des journalistes de la radio et de la télévision le fréquentent et une somme d'informations y est partagée⁸. Ce quartier général permet au mouvement de gagner

⁷ Entretiens semi-directifs avec des militants du mouvement du 20 février, étude faite en 2015.

· Bouazizi est à l'origine du soulèvement en Tunisie. Fadwa et Omari sont les leaders de la jeunesse marocaine.

⁸ Entretiens semi-directifs avec des militants du mouvement du 20 février, étude faite en 2015. Voir aussi : Frédéric Vairel, *Politique et mouvements sociaux au Maroc : la révolution désamorcée ?*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2014, p. 307.

en visibilité nationale et internationale et d'être considéré comme un contre-pouvoir. Il représente aussi un atelier où se fabriquent les images, les photos, les banderoles qui donnent à voir les attitudes et les revendications du mouvement lors des sorties.

La reconnaissance

Les médias nationaux et internationaux ont contribué à faire connaître le mouvement du 20 février et on peut considérer que la première reconnaissance est médiatique. Le 9 mars, jour où le roi du Maroc allait prononcer son discours annonçant sa volonté de désigner une commission pour « réécrire » la constitution allait représenter la deuxième reconnaissance du mouvement⁹.

En tant que « moment », le 20 février 2011 témoigne de l'inscription renouvelée des contestataires du régime marocain dans des dynamiques internationales de protestation. Ce « moment » a fait que le mot « crise » allait s'imposer, implicitement ou explicitement, à tous les acteurs, politiques et associatifs, institutions et relais du pouvoir. Toutefois, cette « crise » se laisse lire doublement : comme un signal de l'horizon politique fermée, condamné à se reproduire non sans approfondir l'écart qui se creuse davantage entre gouvernants et gouvernés mais aussi et surtout comme ouverture d'horizons possibles. Ce « moment » qui interpelle toutes les facettes de l'ordre politico-social allait être géré, non sans douleur, dans l'urgence impliquant le quasi majorité des relais de l'information et de la communication dont la presse écrite, dite indépendante, en fait partie.

L'extrême gauche *Ennahj* (le parti de La voie démocratique d'obédience gauche), *Taliâ* (Parti d'obédience gauche) en plus de *Adl Wal Ihsane* (Justice et bienfaisance, est un mouvement d'obédience fondamentaliste) allaient rejoindre le mouvement qui a bénéficié de l'adhésion de nombre de jeunes de certains partis politiques dont *l'USFP* (L'Union socialiste des forces populaires) et le *PJD* (Parti de la Justice et du Développement

⁹ Khadija Berady, Communication sur « le changement sociopolitique au Maroc, réflexion sur le mouvement du 20 février », *ibid.*

)dans ses rangs. Cette reconnaissance a conduit l'état marocain à répondre par des « mesurette » concernant essentiellement l'ordre social.

La structure interne du mouvement

Le mouvement du 20 février est porteur de paradoxes. Il est composé de plusieurs appartenances et de configurations idéologiques hétéroclites. Il rassemble des composantes contradictoires.

On peut distinguer entre les « jeunes-Facebook », les jeunes des partis (notamment les jeunes *PSU* et *PJD*) et les jeunes de la gauche (dont *Taliâ*, *Nahj*, mouvement *Baraka*, *AAMSI*, mouvement *Mali*)¹⁰. Cette hétérogénéité est reflétée dans les slogans.

A ce stade de l'analyse, nous nous posons la question suivante : Quels mécanismes ont permis à ce mouvement de composition hétérogène de fonctionner durant plus de six mois ?

139

La réponse à cette question recueillie de la bouche des jeunes du 20 février avance de manière quasi récurrente trois mots essentiels : opportunité, fragilité et compromis. Opportunité qui s'inscrit dans le contexte d'une vague arabe voire internationale qui a fait converger des jeunes d'obédiences concurrentes sur la place publique pour conduire un mouvement, et que ce mouvement, conscient de cette hétérogénéité, se voit fragile, exposé à éclater à n'importe quel moment si toutefois un minimum commun n'était pas pratiqué et qu'un compromis n'était pas trouvé.

Le compromis nécessite que chacune des obédiences laisse de côté ses points de divergences ou ce qui pourrait causer une rupture dans la marche du mouvement. C'est ainsi que les leitmotivs majeurs de chaque formation allaient être mis

· Mouvement autonome pour les libertés individuelles.

¹⁰ Frédéric Vairel, *Politique et mouvements sociaux au Maroc : la révolution désamorcée ?*, *ibid*, pp. 305-306.

momentanément en veilleuse : la question de la « *Khilafa* » (la commanderie) pour les islamistes notamment *Adl Wal Ihsane*, le communisme et « *dawla madaniyya* » (l'Etat laïque) pour l'extrême gauche et la laïcité, la liberté de conscience et les libertés individuelles pour les jeunes facebookers. Et c'est ce compromis d'opportunité de ce contre-pouvoir bien que fragile qui allait mettre à l'épreuve l'Etat et le pouvoir au Maroc¹¹. *In fine*, et pour reprendre une des expressions des personnes interviewées, « *il s'agit bien de la mise en place d'un espace de valeurs démocratiques pour qu'on puisse être ensemble dans la rue* ».

Un autre paradoxe peut être signalé. Le mouvement du 20 février apparaît à première vue comme un mouvement dépourvu de chef. Les forums et la pratique virtuelle ne le permettent pas. Mais une fois sur la place publique, les chefs apparaissent (OUSSAMA LAKHLIFI, GUIZLANE BEN OMAR, ZINEB LAGHZIOUI...). Ceux qui ont une expérience dans l'encadrement dictent la manière dont il faut s'organiser. Un troisième paradoxe peut être signalé à savoir le débat autour de la mobilisation du peuple. Fallait-il étendre le mouvement jusqu'à embrasser les différents quartiers de la ville ou se limiter aux grands artères du centre-ville ? Un dernier paradoxe concerne les slogans. Laquelle des questions est prioritaire, la constitution ou les revendications sociales et économiques ? Tous ces paradoxes ont servi à la fois de moteur et de frein au mouvement du 20 février.

140

Conclusion

Au-delà de cette description sommaire qui soulève de nombreuses interrogations, il est opportun de noter qu'un grand nombre de jeunes du mouvement 20 février font partie aujourd'hui, du moins pour la ville de Casablanca, des ateliers

¹¹ Entretiens semi-directifs avec des militants du mouvement du 20 février, étude faite en 2015.

d'expressions culturelles et artistiques. Des ateliers qui visent à exploiter toute la créativité et le potentiel des jeunes qui n'ont pas été suffisamment exprimés lors des sorties du mouvement 20 février. Je donne comme exemple le nombre des jeunes impliqués dans l'action « Paroles Urgentes » à Casablanca.

Le mouvement 20 février est un facteur de mobilisation de conjoncture. Il a initié une autre forme d'action politique. Par quelle action et au travers de quels mécanismes le pouvoir monarchique pourrait-il limiter les incidences de cette nouvelle pratique du politique ? Par la culture et l'évènementiel ? Par la « régionalisation avancée » ? Par la communication ?

On remarque que la jeunesse a été aussi intéressée par les réunions et les meetings en présentiel qu'en virtuel. Il est clair, au travers de la littérature produite à ce sujet, que la somme des problèmes auxquels sont confrontée la société, le système et le peuple marocains sont impossibles à résoudre dans l'immédiat. On mesure, au travers de ce mouvement, le grand effet des médias étrangers et internationaux. L'effet des télévisions Al Jazira, France 24... est indéniable. Elles lui ont permis de la visibilité malgré le parti-pris et les techniques de manipulation mises en œuvre. L'affaiblissement du mouvement est dû en grande partie aux contradictions internes. Chacune des parties impliquées avait son agenda, ses priorités, sa tactique et sa stratégie. Peut-on faire feu de tous bois ?

141



() Faculté des lettres et des sciences humaines,
Ben M'sik, Casablanca
Université Hassan II, Casablanca*

Références bibliographiques

Entretiens avec :

Hicham Ahella, Militant du mouvement du 20 février (Coordination de Meknès).

Karima Nadir, Militante du mouvement du 20 février (Coordination de Casablanca).

Sara Soujar, Militante du mouvement du 20 février (Coordination de Casablanca).

Rachid Elbelghiti, Militant du mouvement du 20 février (Coordination de Rabat).

Imad Stitou, Militant du mouvement du 20 février (Coordination de Rabat).

Issam Rejouani, Militant du mouvement du 20 février (Coordination de Rabat).

Ouvrages :

POLANYI Karl. *La grande transformation*, Paris, Gallimard, coll. « bibliothèque des sciences humaines », 1983.

VAIREL Frédéric, *Politique et mouvements sociaux au Maroc : la révolution désamorcée ?*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2014.

Communications :

142

BERADY Khadija, Communication sur « *le changement sociopolitique au Maroc, réflexion sur le mouvement du 20 février* ». Colloque international sur « *Crise et mise en crise* », du 23 au 26 Octobre 2012, a Montréal, Canada.

SADIK Youssef, Communication sur « *logiques et dynamiques du mouvement du 20 février* » Colloque international sur « *Formes et dynamiques des contestations et des soulèvements dans le monde arabe, le point de vue des sciences sociales* », 24 et 25 avril 2013. Rabat, Maroc.



Questions à

*Depuis quelque temps, « être de gauche »
est au centre de tous les débats au Maroc.*

143

*La nécessité de le remettre en question, d'en redéfinir les
contours et de sonder les possibilités d'orientation qu'il peut
emprunter suivant les changements politiques, économiques,
culturels et sociaux qu'a connus et le monde et le Maroc,
n'est plus à démontrer.*

*Dans le but de prendre l'avis d'un certain nombre d'acteurs
politiques et associatifs sur cette question,*

*Arrabii leur a posé trois questions. Nous publions les
réponses reçues de la part de **Said Saadi, Nabila Mounib,
Abdellah Elharraf, Driss Khrouz et Kamal Lahbib.***





ÊTRE DE GAUCHE AUJOURD'HUI AU MAROC

Saïd SAADI ^()*

- 1- Face à une hétérogénéité de discours et de pratiques, qu'est-ce qu'être de gauche aujourd'hui au Maroc, selon vous ?**

144

Etre de gauche c'est d'abord refuser l'ordre établi aux niveaux mondial, national et local. C'est se révolter contre la domination du Capital et de la concurrence effrénée et généralisée qui broie l'être humain et la nature. C'est refuser que le capitalisme soit l'horizon indépassable de l'humanité alors que c'est une construction sociohistorique et non une donnée naturelle.

C'est refuser la manipulation de la religion à des fins politiques et de conquête de pouvoir, c'est porter la contradiction aux partisans de l'islam politique dont le projet de société est fondamentalement conservateur au plan des valeurs et néolibéral dans ses choix socio-économiques. C'est refuser le social-libéralisme que prônent les défenseurs de la démocratie libérale et de la modernité capitaliste et que la gauche gestionnaire tend à faire siennes.

C'est dénoncer le capitalisme de connivence, les conflits d'intérêt et la corruption qui entravent le dynamisme de l'économie, marginalisent les petites et moyennes entreprises et nuisent à la création d'emplois et à l'innovation.

C'est défendre des valeurs de liberté, de démocratie, de justice sociale et environnementale et d'égalité des sexes.
Être de gauche, c'est évidemment être internationaliste, avoir de l'empathie pour ceux qu'on tue et qu'on massacre ignominieusement en Syrie, en Lybie, en Irak et au Yémen.
Être de gauche aujourd'hui c'est se mettre du côté de ceux et celles qui souffrent de l'ordre établi, c'est se révolter contre les multiples injustices de race, de genre, de classe qui domine notre quotidien. C'est militer pour instaurer l'égalité des résultats en lieu et place de l'égalité d'opportunités.
Être de gauche ne se limite pas toutefois à refuser ; bien au contraire. C'est imaginer un avenir où chaque citoyen-NE bénéficie des mêmes droits politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux...C'est redonner de l'espoir à notre jeunesse qui souffre du chômage et de l'exclusion sociale.

2- Quelles sont les grandes questions et problématiques auxquelles devrait répondre la gauche marocaine ?

145

Réhabiliter le combat idéologique face à une stratégie politique qui cherche à brouiller les cartes au nom d'un prétendu « intérêt national et général ». Or, on sait qu'en général, l'intérêt général n'existe pas.
Militer pour que la confrontation politique se fasse sur la base de projets de société clairs et distincts.
Définir les contours d'un Maroc alternatif pour en finir avec l'autoritarisme, l'accaparement des richesses et l'exploitation des couches sociales appauvries par une oligarchie privilégiée du fait des connexions politiques. Ce qui passe par une transformation profonde des rapports entre l'Etat et la société et la démocratisation des institutions politiques, de la société et de l'économie par et pour le peuple. En d'autres termes, il s'agit de lutter pour l'édification d'Etat démocratique, développementiste et social. Ce qui implique concrètement de mettre fin aux politiques d'austérité et d'appauvrissement des masses populaires et des couches moyennes, le réhabilitation

du rôle déterminant de l'Etat en matière économique et l'instauration de la justice sociale. Cette dernière est à appréhender non comme une opération de charité et de mise en œuvre de « filets sociaux », mais comme l'appropriation sociale des grands secteurs de l'économie, des services publics accessibles et de qualité, une redistribution de la valeur ajoutée plus favorable au Travail et une justice fiscale améliorant le pouvoir d'achat des couches modestes et contribuant à faire du marché intérieur un moteur de la croissance économique.

Mettre la problématique de l'égalité de genre et la question écologique au cœur du projet émancipateur des forces de gauche.

Réhabiliter la culture et l'amazighité comme un vecteur de démocratisation de la société et de développement.

3- Y a-t-il au milieu de l'émiettement que connaît la gauche au Maroc des possibilités d'unir ses actions autour de valeurs, de projets, de méthodes et de finalités ?

146

Il s'agit d'abord de privilégier l'unité dans le feu de l'action : Contre la politique d'austérité et la privatisation des services publics ;

Mener des luttes au quotidien avec les citoyen-NES pour le droit à l'eau et à un environnement sain contre la cupidité des firmes multinationales assurant la gestion déléguée des services d'eau et d'assainissement dans les grandes villes

Il s'agit également d'être à l'avant garde dans les luttes pour les libertés individuelles et collectives (liberté d'expression et d'association, liberté de conscience, contre la criminalisation des déjeuneurs....) ; l'égalité hommes/femmes et la lutte pour les droits des femmes (mener par exemple la lutte pour l'égalité en matière d'héritage et le droit à l'avortement, et ce, en étroite collaboration avec les associations féministes), l'amazighité, l'écologie..

Contre la corruption endémique qui gangrène la fonction publique et l'économie.

Se saisir de la période des élections pour mener des campagnes communes et favoriser des candidatures uniques aux forces de gauche et ouvertes à la société civile.

Créer un espace de réflexion, de convergence d'idées et d'impulsion de débats publics autour de questions sociétales et d'alternatives citoyennes dans les domaines politique, socio-économique, culturel et environnemental.

(^o)Mohamed Said Saadi,

*Ex-ministre et ancien membre du bureau politique
du parti du progrès et du socialisme*



ÊTRE DE GAUCHE

AUJOURD'HUI

AU MAROC

Nabila MOUNIB^()*

1 - Face à une hétérogénéité de discours et de pratiques, qu'est-ce qu'être de gauche aujourd'hui au Maroc, selon vous ?

Avant de répondre à la question qu'est ce qu'être de Gauche aujourd'hui au Maroc, il est important de rappeler certains éléments importants qui résument les principales causes du recul de la Gauche classique et de l'ambiguïté qui entoure son projet, et qui fait dire que la Gauche n'est plus de Gauche.

148

-La Gauche dans le monde a abdiqué face au capitalisme financiarisé et sa transformation en social démocratie, en tentant de s'adapter au néolibéralisme, lui a fait perdre son identité de Gauche avant qu'elle ne finisse par se dissoudre dans le libéralisme social.

-Le recul des principes et fondements sur lesquels s'est fondée la Gauche, où la solidarité a fait place à l'individualisme et au matérialisme.

-L'arrivisme et l'opportunisme de certaines élites de Gauche qui ont renié les principes et valeurs sur lesquelles s'est construite la Gauche et qui souvent oublient que politique doit rimer avec éthique.

-Les taux d'abstention élevés et la baisse de mobilisation et d'engagement politique, en tant que conséquence des effets néfastes du néolibéralisme et de la crise sociale qu'il a engendré avec des taux de chômage trop élevés, notamment chez les jeunes et les frustrations qui en découlent accompagnées du sentiment

que les politiques sont incapables de répondre à leur attentes prive la Gauche de ses bases classiques.

L'augmentation des inégalités et des injustices, les écarts qui se creusent et la concentration du capital et du patrimoine au niveau de cercles limités, créent le terreau qui nourrit la frustration, le sentiment d'humiliation ce qui a contribué au développement du fondamentalisme religieux qui instrumentalise la religion à des fins non religieuses et qui profite du recul de la Gauche pour se présenter en tant que projet alternatif et prône le retour « aux sources » comme solution à tous les problèmes sociétaux, alors même que les courants islamistes sont adeptes de la mondialisation sauvage et de la dictature des marchés qui aggrave les inégalités.

Cependant les « mouvements des indignés » a néanmoins servi à rappeler que face au désastre annoncé, une nouvelle renaissance de la Gauche se dessine à l'horizon partant d'une demande de plus en plus pressante pour la distribution équitable des richesses et pour la dignité, mais qu'elle nécessite une large mobilisation et un fort engagement pour la reconstruction à Gauche.

Une nouvelle Gauche tente de s'organiser pour mieux résister aux institutions financières internationales IFI qui continuent de créer les conditions d'assujettissement des nations par le poids de la dette, l'augmentation des inégalités, le pouvoir des médias et le pouvoir supra-Étatique du FMI et de la BM qui limite les souverainetés nationales.

Il reste néanmoins difficile de répondre à la question de qu'est ce qu'être de Gauche ? Alors que les tentatives de la construction d'un projet alternatif demeurent sous pression des IFI, même si de nouveaux penseurs économistes altermondialistes tel Yanis Varoufakis théorisent sur l'économie alternative pour atteindre la justice sociale, le partage équitable des richesses en tentant de réhabiliter la politique et faire renaître l'espoir à Gauche pour préserver la paix et la cohésion sociale largement menacés.

L'heure est à l'espoir et à la lutte contre la résignation face aux IFI, et à l'organisation de la résistance et au rassemblement des forces à fin de dépasser le capitalisme sauvage qui menace la cohésion et la paix sociale. La question du partage équitable des richesses est désormais centrale au sein du projet alternatif capable d'apporter les réponses attendues par les mouvements sociaux qui se mobilisent pour préserver les acquis et la dignité.

Au Maroc être de Gauche c'est rester attaché aux principes et fondements de la Gauche, c'est être capable de tirer les

enseignements des dérives de la Gauche classique et en même temps saisir les opportunités et voies ouvertes par la nouvelle Gauche.

Cependant la priorité demeure celle de **fédérer les forces actives** à Gauche pour créer un nouveau rapport de force pour appuyer la construction de la vraie démocratie représentative et aussi participative garantissant la mise en place de l'Etat de droit et mettre fin à la transition démocratique éternelle. En effet la bipolarité du système politique, l'exécutif à double tête, le super pouvoir de la monarchie qui concentre et contrôle les autres pouvoirs, même après l'adoption de la constitution de 2011, entrave la construction démocratique. Des ruptures sont inévitables pour mettre fin à la démocratie de façade.

La Gauche doit **poursuivre sa lutte pour les réformes** fondamentales constitutionnelles et politiques pour parvenir au régime de Monarchie Parlementaire.

En effet la démocratisation de l'Etat et de la société constitue le moyen de parvenir à la justice sociale, au partage équitable des richesses et à la dignité humaine. Elle demeure indispensable pour la garantie de la stabilité et de la sécurité, et constitue un élément fondamental pour relever les défis, résoudre les problématiques, notamment celle de la souveraineté territoriale du Maroc et immuniser le pays contre les extrémismes, le terrorisme et la barbarie.

150

Etre de gauche c'est aussi mettre en place un projet de développement économique, qui s'appuie sur des réformes politiques, pour assurer un développement social pour la justice sociale.

Etre de gauche c'est penser un Etat social solidaire capable de réduire les inégalités spatiales et sociales et préserver les piliers de la dignité humaine qui passent par le fait de:

Garantir le droit à l'éducation de qualité pour développer l'esprit critique et citoyen, en tant que droit transversal permettant l'accès à tous les autres droits sans discrimination et donc défendre l'école et l'université publiques et encourager la recherche scientifique et considérer l'investissement dans ce domaine en tant qu'investissement stratégique.

Garantir le droit aux soins et à la couverture sociale

Garantir l'accès à un logement décent,

Garantir l'accès au travail, par le respect de l'égalité des chances et
l'accès à la capacitation éducative et économique

Etre de Gauche c'est être du côté des victimes des inégalités, des
démunis, des pauvres et des franges les plus défavorisées et
réfléchir aux solutions de sortie de la crise

Etre de Gauche c'est pouvoir initier une révolution culturelle
émancipatrice de l'être humain et favorable au développement d'un
Etat démocratique moderne. C'est aussi promouvoir la valeur
« liberté » en tant que valeur des valeurs et garantir le vivre
ensemble et la dignité humaine et convaincre que la réponse
politique de gauche est la solution pour mieux faire entendre la
voix des mouvements sociaux qui se développent ».

Etre de Gauche c'est lutter contre l'interventionnisme et la logique
de 2 poids 2 mesures et les intérêts géostratégiques pour maintenir
la suprématie tout azimut de l'impérialisme et du capitalisme qui
génère le chaos dans de nombreuses régions du monde avec les
conséquences désastreuses que l'on connaît : terrorisme, flux
migratoires fuyant les conflits et guerres ou émigration écologique
suite à la désertification due au réchauffement de la planète.

Etre de Gauche c'est être capable de comprendre les enjeux de les
maîtriser, dans une situation politique complexe, et d'apporter les
réponses sous forme de projet alternatif émancipateur car Il
devient urgent de penser un Maroc démocratique, humaniste,
social, respectueux de l'environnement, capable de faire face à :
La voracité des puissances financières qui par leurs diktats, tentent
d'imposer des politiques d'austérité ;

A la barbarie rampante des extrémismes traduisant un projet
obscurantiste, liberticide, misogyne et tyrannique ;

Au despotisme local qui concentre les pouvoirs et lie pouvoir
politique au pouvoir de la finance, sous le règne de l'impunité, et la
souveraineté de la rente et qui empêche l'accès à l'Etat de droit et à
la souveraineté populaire, et par le maintien d'une étroite relation
entre politique et religion comme moyen d'empêcher la transition
de sujet assujetti à citoyen.

Pour toutes ces raisons et d'autres qu'il serait impossible de
répertorier dans cet article qui n'aspire qu'à contribuer,
modestement, à susciter le débat plutôt que de présenter une étude

complète, il est possible d'affirmer que l'alternative aux nombreux maux de notre société ne peut se construire qu'à Gauche. Un tel projet nécessite une Gauche forte et unie autour d'un projet global et capable de dépasser ses propres handicaps, sa balkanisation et la métamorphose de certaines de ses composantes.

2-Quelles sont les grandes questions et problématiques auxquelles devrait répondre la gauche marocaine ?

Il existe des questions et problématiques mondiales qui devraient interpeller la Gauche marocaine pour être présente dans les schémas nouveaux qui se dessinent pour le monde de demain et également en tant qu'acteur contribuant à la résolution des problématiques qui sont posées à l'humanité. De même qu'il existe des questions et problématiques propres au Maroc, pays en développement.

Parmi les questions et problématiques mondiales pressantes on peut citer :

La question de la Paix et de la sécurité dans le monde et dans notre région

La question de désarmement, notamment nucléaire et de résolution pacifique des conflits ;

La question de l'épuisement des énergies fossiles et comment développer les énergies renouvelables soucieuses de l'environnement ;

La question de la destruction des écosystèmes et le règlement de la dette écologique et la lutte contre les effets du réchauffement de la planète et la lutte contre l'hyper productivisme et

l'hyperconsommérisme et de la surexploitation des richesses ;

La question de la justice sociale et du partage équitable des richesses pour lutter efficacement contre la pauvreté, la précarité et toute sorte d'inégalités et de discriminations.

Parmi les questions à échelle nationale figure :

La question des réformes indispensables à l'instauration de l'Etat de droit ;

La question de l'indépendance de la justice et de la réforme de la justice en tant que fondement de l'État de droit ;

La question de la lutte contre le système de rente, la corruption, les passe-droits, l'abus de pouvoir et l'impunité ;

La question de L'égalité homme femme face au système patriarcal et au sexisme et l'absence de culture égalitaire ;

La question du respect des droits humains face aux inégalités sociales culturelles et de genre ;

La question de l'accès à la pleine Citoyenneté ;

La question de l'Economie alternative à la dictature du marché ;

La question de la Crise sociale et de ses manifestations : chômage, désespoir ;

La question du règlement de la Dette ;

La question de la privatisation dans les secteurs vitaux essentiellement l'éducation et la santé et de destruction de la fonction publique ;

La question de la reconstruction du système des valeurs et celle de la Modernité ;

La question de la Relation entre l'Etat et la religion : quelle relation au Maroc au 21^{ème} siècle entre le pouvoir politique et la religion en liaison avec la liberté de conscience et la pleine citoyenneté.

Parmi les problématiques qui doivent interpeller la Gauche on peut citer prioritairement au niveau international :

La Problématique de l'interventionnisme et du jeu des intérêts géostratégiques et comment mettre en place les règles d'un monde plus juste

La problématique liée au fondamentalisme et à l'extrémisme

La Problématique de la maîtrise de la pollution et du respect de la nature

La Problématique de la sécurité alimentaire et sanitaire....

Au niveau national se pose essentiellement :

La Problématique de la transition démocratique éternelle et comment passer à l'instauration de la vraie démocratie

La Problématique de la souveraineté territoriale et le dossier du Sahara

La Problématique du développement et de l'économie alternative

La Problématique de la Corruption et celle du Partage équitable des richesses

La Problématique de l'échec du système éducatif et de la récession Culturelle

La Problématique de la préservation de la Souveraineté nationale face à la perte de la souveraineté financière

3- Y a-t-il au milieu de l'émiettement que connaît la gauche au Maroc des possibilités d'unir ses actions autour de valeurs, de projets, de méthodes et de finalités ?

Au Maroc, après les années de plomb, où la répression féroce exercée par le régime et les violations des droits humains constituaient la règle, ce qui a failli asséner le coup de grâce à une Gauche qui a montré une grande capacité à résister face à la machine infernale du régime makhzénien car elle bénéficiait d'un large soutien populaire et de l'adhésion d'une élite lettrée et politisée, cette même Gauche fait aujourd'hui l'objet de cooptation et de récupération facilitée par l'arrivisme d'une certaine élite.

La charte de la koutla démocratique au début des années 90, avait marqué un regain de force de la Gauche, mais qui n'allait encore une fois, pas aboutir face à un système qui même s'il reconnaissait l'ampleur de la crise, ne se résignait pas au partage du pouvoir. Le vote de la constitution de 1996, le gouvernement d'alternance consensuelle de 1998 auquel une large frange de la Gauche a participé, sans garanties pour maîtriser le jeu du partage du pouvoir, malgré quelques acquis, fait désormais des nombreuses occasions ratées et qui étaient censées mettre le Maroc sur la voie de la vraie démocratie. la Gauche classique a fini par faire perdre et sa popularité et sa crédibilité et de l'attractivité qu'elle exerçait sur de larges franges de la société, que ce soit les masses laborieuses ou les intellectuels.

La Gauche demeure balkanisée et affaiblie par la compromission de certaines élites domptées par le régime, mais également par son incapacité à réaliser une lecture critique de son parcours, de ses hésitations et de ses erreurs et profiter de ses acquis pour un retour réussi sur une scène politique prise au piège du makhzen. Certaines composantes de Gauche, qui ont compris que l'heure est à la reconstruction de la Gauche méditent sur les exemples de l'Amérique latine, des mouvements des « indignés » de l'expérience de podémos et de syriza et tentent la reconstruction sur la base d'un projet renouvelé.

Cette reconstruction se base sur la conviction de réviser la pensée et le discours de Gauche en tenant compte des bouleversements que connaît le monde mais également en considérant la révolution

technologique, scientifique et communicationnel et ses conséquences. La Gauche doit lier politique et sciences sociales pour se préparer à répondre à l'apparition de nombreux mouvements populaires et sociaux qui refusent d'intégrer les partis politiques classiques et les convaincre d'agir ensemble en modernisant ses outils et son discours et en rajeunissant et en féminisant ses structures et surtout en étant capable de proposer le projet de gauche qui doit apporter des solutions à la crise plurielle qui menace la paix et la cohésion sociale.

La Gauche doit maîtriser la voie vers l'union et être capable d'initier des débats démocratiques, de faire une analyse critique du parcours de la Gauche marocaine avec ses différentes expressions et profiter de la diversité des approches pour proposer un projet fédérateur a même de dépasser la crise du mouvement progressiste et démocratique.

La Gauche doit être capable de rassembler les forces politiques démocratiques, syndicales, de la société civile, les intellectuels, les féministes, les jeunes, le mouvement amazigh, les artistes autour d'un projet émancipateur qui lie action politique, lutte sociale et révolution culturelle pour mobiliser une large base populaire et construire un nouveau rapport de force favorable au changement démocratique global. Tous les mouvements qui luttent et résistent à la mondialisation financiarisée gagneraient à s'allier à un projet politique, qui encore une fois ne peut se construire qu'à gauche. Un projet capable de réconcilier les citoyens avec la politique, de mobiliser autour de valeurs d'émancipation, d'égalité de solidarité, de partage, d'éthique et de solidarité. Un projet qui réhabilite l'action politique et le lien étroit entre l'action politique et l'action syndicale qui doit être central dans l'organisation de la résistance et la préparation de l'alternative à Gauche.

Rassembler les forces progressistes et de Gauche et dépasser les paradoxes c'est faite autour du G5 qui en 2005 a rassemblé la Gauche radicale et la Gauche n'ayant pas participé au gouvernement d'alternance de 1998, mais cette alliance prometteuse a échoué à cause du désaccord sur deux questions clés à savoir la nature du régime et le Sahara. Par la suite la 3^{ème} voie commençait à prendre forme avec le rapprochement entre le PSU,

le PADS et le CNI et le dialogue ouvert avec d'autres composantes politiques et sociales.

Les tentatives de rassemblement et d'union ont toujours été entreprises mais les forces centripètes demeurent faibles par rapport aux forces centrifuges qui accentuent la balkanisation et retardent la reconstruction de la gauche en tant que noyau central. C'est pour cela qu'il faut lutter contre les scissions de partis, notamment par l'institutionnalisation des courants.

La reconstruction à Gauche semble se concrétiser, elle se fait autour de la FGD qui rassemble le PSU, le PADS et le CNI autour d'une plate-forme politique pour une Monarchie Parlementaire, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption et le passe-droit et pour l'accès à la pleine citoyenneté, à l'égalité totale et à la justice sociale. Ce projet de reconstruction présenté par la FGD a été rejoint par des groupes convaincus que la force de la Gauche est dans le dépassement des clivages. C'est ainsi qu'une 3^{ème} voie pour le changement démocratique global se renforce pour faire face au fondamentalisme religieux et au fondamentalisme du régime makhzénien et de ses satellites.

156

L'heure est à la mise au point critique pour penser l'avenir de la Gauche marocaine parce que, face aux mouvements populaires et sociaux qui protestent contre la cherté de la vie, contre l'attaque faite aux acquis sociaux, à la démission progressive de l'État de son rôle dans les domaines vitaux tel que l'École et la santé publiques, et face à la concentration des pouvoirs, à la montée des inégalités, du chômage et à la persistance du système de rente et de corruption qui gangrène les entrailles de l'État qui s'appuie sur l'impunité, la réponse politique ne peut être apportée que par la Gauche autour d'un programme pour la démocratie, la modernité la reddition de comptes et la justice sociale. Un projet à gauche pour un État social soucieux des équilibres écologiques, de l'intérêt général et de la justice et pour le changement démocratique global.

l'action au niveau de la rue là où se manifestent les protestations populaires et à l'intérieur des institutions pour en faire le lieu où la souveraineté populaire s'exprime pleinement.

(^c) *Nabila Mounib,*
Secrétaire générale du Parti socialiste unifié



ETRE DE GAUCHE

AUJOURD'HUI AU MAROC

Abdellah ELHARRIF

- 1- Face à une hétérogénéité de discours et de pratiques, qu'est-ce qu'être de gauche aujourd'hui au Maroc, selon vous ?**

Je pense qu'il est normal qu'il y ait une diversité au sein de la gauche : en effet, celle-ci regroupe des forces différentes, en particulier :

- Des forces marxistes qui luttent contre le capitalisme et pour le socialisme et s'attèlent à la construction du parti de la classe ouvrière et des masses laborieuses, en tant qu'outil de leur émancipation et principale garantie de la réalisation des tâches actuelles de la lutte de notre peuple (la libération nationale de l'emprise impérialiste et l'édification d'un état démocratique) et des tâches stratégiques de construction du socialisme.
 - Des forces réformistes, à connotation social-démocrate, qui se battent contre le libéralisme sauvage et la domination impérialiste et pour la démocratie et la justice sociale
- A mon avis, sont de gauche les forces qui luttent pour la libération nationale et la démocratie et défendent les valeurs de progrès, de liberté, de laïcité, d'égalité et de dignité humaine.

- 2- Quelles sont les grandes questions et problématiques auxquelles devrait répondre la gauche marocaine ?**

Les principales questions auxquelles doit répondre la gauche marocaine sont :

- Pourquoi la gauche marocaine est-elle faible et émiettée ?
- Pourquoi est-elle, de plus en plus, isolée des classes sociales dont elle est censée représenter les intérêts (la classe ouvrière et les masses laborieuses)?
- Pourquoi les femmes, surtout celles issues des milieux populaires, sont si peu nombreuses à rejoindre ses rangs alors qu'elle préconise une égalité totale entre les femmes et les hommes ?

La réponse à ces questions doit éviter l'autojustification et le rejet de sa responsabilité sur les autres (le pouvoir, les islamistes...) ou sur un prétendu conservatisme atavique de la société marocaine et aller au fond des choses : idéologie, stratégie du changement, tactiques, pratiques...

Les grandes problématiques que doit affronter la gauche marocaine comme partie de la gauche mondiale et du monde arabe sont :

- A l'instar du capitalisme, l'alternative socialiste est en crise.

La gauche marocaine doit apporter sa participation au renouveau du projet socialiste, tirant les leçons des échecs passés et prenant en considération l'évolution du capitalisme, en particulier sa transformation, dans les pays du centre, en capitalisme qui tire sa dynamique des progrès scientifiques et techniques et son impact sur l'extraction de la plus-value et la constitution d'une nouvelle classe ouvrière.

Dans ce cadre, une attention spéciale doit être donnée à la question du parti, à la démocratie en son sein, à sa relation avec les organisations autonomes du peuple et, en cas de victoire de la révolution, à sa relation avec l'état et au pluralisme.

L'expérience historique montre qu'il n'y a pas de modèle préétabli du socialisme. Ce qui signifie que le socialisme se construira grâce à de multiples expérimentations sociales anticapitalistes. La gauche marocaine doit étudier ces expériences et en tirer des leçons tout en ne perdant pas de vue les spécificités marocaines.

- La gauche marocaine ne peut continuer d'ignorer, sinon de condamner en bloc toutes les forces islamistes. Au contraire, elle doit encourager l'évolution d'une partie de ces forces vers l'adoption d'approches démocratiques et les pousser à

clarifier leur position vis-à-vis de l'impérialisme, tout en menant un combat idéologique et politique contre les tendances rétrogrades et takfiristes.

3- Y a-t-il au milieu de l'émiettement que connaît la gauche au Maroc des possibilités d'unir ses actions autour de valeurs, de projets, de méthodes et de finalités ?

Bien sûr, la gauche marocaine peut se rassembler autour de plusieurs projets, dont :

- Le combat pour la démocratie, le respect des droits humains, l'égalité, sur tous les plans, entre les hommes et les femmes, la mise en œuvre effective de l'enseignement de la langue amazigh et de son statut comme langue officielle.
- La lutte pour les droits sociaux et économiques : droit à un travail stable, un enseignement gratuit et de qualité pour tous, droit à un logement décent...
- La lutte contre la corruption, la prévarication, le clientélisme
- Le combat contre la marginalisation de certaines régions et pour leur développement
- La lutte contre la dépendance économique et politique de notre pays vis-à-vis de l'impérialisme
- Le combat pour la construction du Maghreb des peuples et pour l'unité du monde arabe et contre le sionisme
- Le combat pour la laïcité et pour un islam progressiste
- La lutte contre le sionisme, en particulier la résistance à la normalisation avec l'entité sioniste et un soutien accru à la campagne BDS.
- Le soutien à la lutte des peuples et la participation active à la construction d'un vaste front anti-impérialiste.



ÊTRE DE GAUCHE

AUJOURD'HUI

AU MAROC

Kamal LAHBIB^()*

- 1- Face à une hétérogénéité de discours et de pratiques, qu'est-ce qu'être de gauche aujourd'hui au Maroc, selon vous ?**

C'est une question à 3 variables : *gauche, aujourd'hui et au Maroc* ; Trois paramètres entrent en ligne de compte : le référentiel et le positionnement sous tendu par ce référentiel, une temporalité et une territorialité.

En effet, nous ne sommes ni au Liban ni en Syrie, ni en Suède, ni en Grèce ou en Espagne, ni en 1948, ni en 1970 ni en 1981 et encore moins en 2011. Et pourtant, tous ces événements qui ont secoué le monde de Wall Street à la Syrie en passant par le Québec, l'Europe, la Tunisie, l'Égypte, l'Afrique subsaharienne, ont un impact direct sur le Maroc d'aujourd'hui et forcément sur la « gauche » marocaine.

La gauche étant multiple et fluctuante, il est plus que normal d'être confronté à une multitude de discours et de pratiques. Toutefois, il y a un positionnement et un référentiel qui est le même au-delà des frontières et des cultures, des contingences nationales voire des idéologies

la gauche, c'est à la fois une éthique et une morale, un positionnement auprès des opprimés, et une permanente bataille contre l'injustice, l'arbitraire et l'autoritarisme.



La gauche est née de la maturation de combats contre l'autoritarisme et la concentration des pouvoirs entre les mains d'une personne ou d'une minorité. La gauche est démocrate et de ce fait pluraliste et ne peut être ni assimilable aux personnes ou aux partis qui s'en réclament, ni même être réductible à un système de valeurs précis.

La gauche ne peut être réduite aux partis dits de gauche, c'est principalement les mouvements sociaux qui constituent la base et le corps agissant de cette gauche.

La gauche, est un processus et une promesse renouvelée d'une société humanisée et qui respecte la diversité, la dignité de l'homme et la justice sociale.

En termes d'alliances stratégiques (et non conjoncturelles et partielles), la gauche n'a pas de place dans la recherche de consensus avec des conservateurs ou les néolibéraux ;

La gauche, en cette période de crise de la démocratie représentative, ne peut se limiter au choix parlementaire et se positionne de manière claire sur l'intégration et l'inclusion des citoyens et citoyennes dans la gestion des affaires publiques à travers des mécanismes de la démocratie participative

La gauche prône et milite pour l'égalité, la solidarité, les libertés collectives individuelles, contre l'arbitraire, les préjugés, le racisme, la violence...Elle se positionne aux côtés de ceux et celles qui tentent de se libérer de leur oppression : les victimes de l'exploitation économique (néo-libérale), du préjugé ethnique (racisme) ou de la domination liée au genre (patriarcat) et pour un monde qui sauvegarde les intérêts des générations futures et des ressources naturelles (justice climatique).

2- Quelles sont les grandes questions et problématiques auxquelles devrait répondre la gauche marocaine ?

En 2011, l'euphorie était grande en constatant à quel point la révolution était à portée de main et d'une telle facilité. Qui aurait cru qu'un acte d'immolation par le feu d'un jeune



diplômé chômeur tunisien aurait mis fin à une aussi puissante dictature que celle de Ben Ali et être l'étincelle qui a mis le feu dans l'ensemble de la région du Maghreb et du Machrek. Qui aurait cru que de jeunes manifestants s'appuyant sur les nouvelles technologies (dans un monde considéré comme sous développé, y compris dans le domaine du numérique), mettraient en prison un Moubarak.

Et pourtant la réalité est bien plus complexe, et elle l'est davantage 5 années après le déclenchement des processus révolutionnaires qui semblent offrir une image chaotique de la situation dans la région du Maghreb et du Machrek

La bataille et les défis de la gauche se jouent à quatre niveaux

Un niveau institutionnel, normatif pour faire valoir des lois justes et faire triompher l'État de droit contre l'arbitraire. Or la gauche partisane, parlementaire néglige complètement les lois qui sont parfois votées avec 7 députés et la gauche extraparlamentaire ne s'intéresse qu'à la réforme constitutionnelle avec des revendications qu'elle est incapable d'imposer et qui sont inaudibles négligeant toutes

les batailles sur les lois et les décrets qui sont entrain d'asseoir les bases d'un nouvel autoritarisme (le Code pénal, la réforme de la justice, le code de la presse, le code de la famille, le code des libertés publiques....). Les batailles ne se jouent pas uniquement au parlement mais aussi dans la rue, dans les espaces publics qu'il s'agit de se réapproprier.

Un niveau politique : la gauche est devant le défi de faire une offre politique qui réponde à cette complexité de la situation, à redonner espoir à réinventer la démocratie. Les urnes ne sont pas la démocratie mais une forme d'expression qui ne garantit pas forcément la démocratie ni le respect des résultats des urnes. Les

prochaines élections législatives d'Octobre 2016 ne devraient pas être un moment de recherche d'un siège au parlement mais un moment de choix stratégique d'émergence d'un large pôle démocratique pour mettre fin à l'expérience désastreuse des islamistes



La bataille et le défi pour l'ancrage social et l'inclusion des nouveaux mouvements sociaux devraient être une des préoccupations fondamentales de la gauche et ce d'autant plus que le mouvement des révoltes au Maghreb particulièrement a été incapable d'être un espace d'inclusion et d'articulations avec les mouvements de contestations sociales du fait qu'ils sont perçus comme des mouvements corporatistes qui affaiblissent les revendications politiques ! Le défi économique pour faire face à l'offensive néolibérale le contexte est marqué par la poursuite de la crise globale et ses retombées sur les populations aussi bien au Nord qu'au Sud : austérité et plans de rigueur, endettement, accords de libre-échange (accord transatlantique, accords de libre-échange complets et approfondis entre l'UE et les pays du sud de la Méditerranée, accords de partenariat économique – APE – entre l'UE et certains pays d'Afrique de l'Ouest, etc.). Et puis il y a la problématique du climat, qui représentera, à n'en pas douter, l'un des axes les plus importants et mobilisera plusieurs mouvements internationaux.

163

3- Y a-t-il au milieu de l'émiettement que connaît la gauche au Maroc des possibilités d'unir ses actions autour de valeurs, de projets, de méthodes et de finalités ?

La carte politique nationale est atomisée. Pas uniquement la gauche. C'est un fait. Faut-il mettre cela sur le compte du multipartisme ?

Difficile de se hasarder aux spéculations politiques et encore moins aux spéculations globales pour la région : Chaos libyen, retour du pouvoir militaire et répression en Egypte, guerre civile syrienne, attentats permanents au Liban, la violence sanguinaire en Irak, le dialogue national qui piétine sur une poudrière au Yémen, une transition vers la démocratie qui n'en finit pas au Maroc avec, depuis la mise en place d'un gouvernement à majorité islamiste, un retour à la répression, aux restrictions des libertés, à la prise de décisions sociales et

économiques dictées par la Banque Mondiale et le FMI, un mouvement permanent de contestations qui vire à la violence de l'État et l'agressivité des manifestants...

Parmi les pays de ce qu'on appelle le « printemps des peuples », (Égypte, Yémen, Libye, Bahreïn...), seule la Tunisie a encore évité de sombrer dans la violence ou la répression (mais non les assassinats politiques). Il n'en reste pas moins que ses profondes divisions et son instable voisinage constituent une menace permanente pour basculer vers la barbarie.

Chaque pays constitue un cas spécifique, dans un cadre global où les enjeux restent toutefois, la convoitise et la guerre sans merci autour des richesses de la région et du potentiel du marché que constitue cette région.

De là la nécessité pour la gauche de revoir sa grille de lecture, ses objectifs, ses priorités, ses alliances pour agir sur le changement pour la démocratie de manière pacifique dans un environnement de violences armées et dans des conditions qui se caractérisent par :

164

L'affaiblissement, voire la désagrégation des États et dans les meilleurs des cas par une perte de légitimité et de crédibilité de l'État.

l'entrée en force de nouveaux paradigmes dans les conflits pour le pouvoir politique, économique et militaire : les tendances confessionnelles avec leurs prolongements armés, la tribu, le régionalisme, qui aspirent à reprendre possession du territoire et de la légitimité politique, des clivages religieux, de l'arsenal des droits de l'homme et tout particulièrement des aspirations des jeunes au respect de leurs libertés individuelles, d'un mouvement de contestations fortement féminisé dans un cadre où la chari'â (loi coranique) rejette l'égalité sans réserves entre les hommes et les femmes. L'entrée en scène de nouveaux acteurs internationaux : le bloc classique issu de la guerre froide n'est plus en mesure de nous permettre de comprendre les enjeux géostratégiques dans la région : nous ne sommes plus uniquement face à de petits pays inféodés aux grandes puissances, mais à des forces

financières, militaires etmédiatiques puissantes qui jouent un rôle dans la géopolitique de la région (Turquie, l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Qatar avec en plus pas moins de 200 chaînes satellites pour exacerber les penchants confessionnels, raciaux tribaux...

La collusion entre le politique, l'économie criminelle et le terrorisme.

La fragmentation du champ politique partisan pris entre la cooptation par les pouvoirs en place, ou par l'incapacité à s'adapter aux nouvelles conditions politiques, incapable d'assurer l'intégration des nouvelles générations et des nouveaux mouvements sociaux.

L'émergence de nouveaux acteurs locaux où se mêlent à la fois la spécificité territoriale, le corporatisme, l'approche fragmentée (droits de l'homme, droits des femmes, environnement, culture...), l'approche politique et systémique globale dont les batailles se focalisent sur la réforme Constitutionnelle qui témoigne d'un souci de prééminence du droit, sur l'accès à l'espace public et la protection des libertés publiques et individuelles et sur la nature de l'État.

165

La gauche marocaine, au même titre que toutes les gauches de la planète, doit faire face au défi de l'affrontement de deux mondes : un conservateur, autoritaire, raciste, patriarcal, exclusif, hégémonique et un monde démocratique, porté sur l'avenir, inclusif et respectueux des droits et de la diversité.

(^c) *Kamal Lahbib,*
Secrétaire exécutif du Forum des alternatives Maroc



ÊTRE DE GAUCHE AUJOURD'HUI AU MAROC

Driss KHROUZ^()*

- 1- Face à une hétérogénéité de discours et de pratiques, qu'est-ce qu'être de gauche aujourd'hui au Maroc, selon vous ?

Être de gauche aujourd'hui au Maroc signifie adopter une démarche de pensée, de vie et de conviction qui articule entre l'adhésion aux valeurs universelles et leur articulation avec la personnalité et la culture du Maroc.

La matrice de cet ensemble prend appui sur la prééminence de la liberté individuelle sur tous les plans, le respect de toute vie et de toute pensée démocratique, la force de la loi et de l'Etat civil et de Droit et la construction d'une société d'institutions et de valeurs citoyennes.

La citoyenneté est la clef de voûte de cette approche. La citoyenneté passe par la liberté individuelle, la conscience individuelle, le respect de chacun et de tous et la force de la loi, juste et transparente.

La solidarité et la justice sociale sont au centre des liens sociaux qui créent un tissu social, une société, une nation, un pays et partant un projet de société cristallisé dans un Etat.

Ces valeurs universelles sont en perpétuelles interactions avec les fondements de la société et de la culture marocaine :

Les croyances des populations, l'histoire du Maroc, les institutions du pays, les langues, les arts, les créativités, les

inégalités, etc.... doivent être jaugés à l'aune de leur conjugaison avec les acquis de l'humanité en matière de citoyenneté.

Etre de gauche ne signifie pas « copier les autres » ni « dénigrer les siens » ; cela signifie une culture ouverte et libre au service du bien être total du citoyen et de la société. La liberté et la justice indépendante et légitime sont au centre du progrès des civilisations et des cultures humaines.

Une déconstruction des programmes et des discours de la gauche marocaine montre en fait qu'elle a porté en guise de projet de socialisme, des revendications pour l'instauration d'une démocratie libérale universelle moderne.

Les mots d'ordre « Démocratie », « Liberté », « Election », « Société de droit » n'ont rien de « gauche » ni de « droite ». Ils sont communs à tous les démocrates.

Le gouvernement d'alternance de 1998 n'a pas essayé d'appliquer un programme de la gauche mais sur une exigence de démocratie et de stabilité pour un Maroc en crise et abordant une transition institutionnelle et idéologique déterminante.

Depuis et alors que tout le monde reprend et s'approprie les mêmes slogans, la gauche a perdu ce « patrimoine politique » et n'a pas su passer d'une revendication pour la démocratie à un de socialisme ou de social-démocratie.

167

2- Quelles sont les grandes questions et problématiques auxquelles devrait répondre la gauche marocaine ?

La gauche marocaine devrait être au centre d'une remise en cause totale de l'histoire du Maroc en l'inscrivant dans la durée. La critique et l'autocritique sont une déconstruction pour des analyses conceptualisées et posées de la société, de l'histoire et des pouvoirs au Maroc.

La religion, les langues, les idéologies, les structurations et les compositions sociales sont des nœuds que la gauche doit bien comprendre. Les comprendre, les étudier, les diffuser dans leur version humaniste, progressiste qui libère la personne de toute domination et en fait des cadres de liberté, de choix de



vie, de responsabilité partagée et de vivre ensemble par la justice et l'épanouissement.

Le système politique, les institutions qui en découlent, la vie politique partisane, le système de l'éducation et de formation en sont les supports.

C'est par le progrès, la responsabilité et la liberté que les diversités linguistiques, culturelles, religieuses, sociales et de genre sont alors issues du socle porteur avec la symbiose des composantes les unes avec les autres et chacune avec l'ensemble.

La gauche a une responsabilité historique d'éducation, de création d'expériences pilotes de généralisation d'expérience vertueuses et de débats dans le respect et la liberté.

La gauche marocaine ; quelle que soit sa variante ; n'a pas suffisamment travaillé, communiqué et éduqué sur la liberté individuelle, politique, religieuse et sociale. Elle reste prisonnière de plusieurs tabous. Elle a contribué à un retour des traditions et des rites non assumés dans ce domaine. Elle a « vendu » une modernité de discours, de façade et non de conviction. Elle n'a pas fait son autocritique approfondie de son passé de parti nationaliste, exclusif, de parti unique. Elle a longtemps fait du débat sur la religion et les traditions un tabou et une source de spéculations idéologiques.

Elle n'a pas été suffisamment vigilante sur la « valeur par l'exemple ». Elle s'est laissée aller à des discours faciles, peu porteurs d'idées, de visions et de projets. L'opposition privilégie la critique, elle doit proposer les alternatives. C'était facile avec un régime autocratique, totalitaire et une société désarticulée par les injustices, les inégalités et la corruption.

L'expérience du gouvernement d'alternance est instrumentalisée et peu connue y compris par la gauche.

Par rapport au système économique et à l'économie de l'entreprise, la gauche marocaine a longtemps véhiculé des slogans mystificateurs, populistes et vagues.

Rejeter la mondialisation et le capitalisme n'est pas réaliste.
Confondre ultralibéralisme et mondialisation relève des
mêmes limites.

L'économie sociale de marché qui est au cœur du projet de la
gauche crédible dans le monde devrait l'être pour la gauche
marocaine.

**3- Y a-t-il au milieu de l'émiettement que connaît la
gauche au Maroc des possibilités d'unir ses actions
autour de valeurs, de projets, de méthodes et de
finalités ?**

Il y a bien-entendu une possibilité d'unifier les composantes
de la gauche aujourd'hui, puisque la situation politique
actuelle suppose l'affrontement des différentes formes de
projets de conservatisme et de traditionalisme, et qui propose
des modèles orientaux de réflexion.

La gauche se doit de contribuer à la création d'un modèle
marocain à même d'intégrer différentes sensibilités politiques
et culturelles dans un cadre harmonieux et unifié, pour la
réalisation d'un horizon politique institutionnel. Le
rapprochement des visions entre les constituants de la gauche
au Maroc est devenu urgent aujourd'hui parce que ce qui les
unit est plus consistant que ce qui les divise. Ces ramifications
partagent des valeurs et des objectifs communs. Il faudrait
ouvrir un dialogue responsable entre les composantes et
saisir les dissonances pour un rapprochement commun.
Nous ne pensons pas qu'il soit possible de fonder une gauche
forte sans réunir ses forces et ses sensibilités. Il y a
aujourd'hui et à court terme un grand besoin de déployer plus
d'efforts, de concéder sacrifices pour sauver le pays du
modèle unique dans la pensée et la pratique.

La gauche doit cesser de se considérer comme la seule
détentrice de la vérité et cesser d'être donneuse de leçons en
matière de solidarité, de transparence et de démocratie.
La gauche doit pratiquer tout cela et exiger de ses membres et
de ceux qui exercent des responsabilités en son nom, le

civisme, l'engagement pour l'intérêt général et la réédition des comptes.

Le Maroc a besoin des valeurs de liberté, de progrès et de respect, de la culture de la différence, de la démocratie et de la modernité, faute de quoi nous abandonnerons la société à ceux qui ne font aucun cas de sa personnalité, de son esprit, de son héritage et de sa prédisposition à la créativité et à l'innovation.

Aucune société, aucune tradition, aucune religion n'est condamnée à être rétrograde.

*Driss Khrouz,
membre du bureau politique
de l'union socialiste des forces populaires*

Les élites politiques du mouvement national et les opportunités manquées

Mohamed BENSAID AIT IDDER

171

Le Maroc a traversé, depuis le protectorat à ce jour, des étapes offrant de réelles opportunités de progrès et d'évolution à travers de véritables transmutations qui auraient pu engendrer une position des plus avantageuses pour la croissance du pays si elles avaient été saisies. Nous aurions, alors, été plus proches de l'Etat démocratique et de la société prospère auxquels nous aspirons. Mais, nombre de ces opportunités et qui étaient fertiles en potentialités de progrès et de développement ont été dilapidées de la part de l'élite politique nationale qui bénéficiait dans d'innombrables conjonctures d'une position de force et détenait le pouvoir de contrôle sur de multiples trajectoires. Je me contenterai ici d'exposer les exemples les plus forts et les plus significatifs de ces opportunités qui furent manquées :

***La première opportunité :
Le choix de l'allégeance ou beyaa
au lieu du contrat de programme***

Le mouvement national marocain vit le jour, en tant que réaction nationale au protectorat, depuis les années trente sous la houlette de jeunes nationalistes tels : Allal El Fassi et Mohamed Belhassen Elouazzani. Les voix nationalistes prirent de l'ampleur au fur et à mesure que le temps passait sur la proclamation du dahir berbère (16 Mai 1930), et avec l'enchaînement des événements fut constituée en 1934 la coalition de l'action nationale qui revendiquait réformes dont s'est porté garant le traité du

protectorat. Puis, fut fondé le parti national, dont le nom même présentait un prolongement des réclamations de la coalition ; pour réaliser les revendications marocaines en Avril 1936. Mais la proclamation de la liste des dirigeants et à leur tête Allal El Fassi conduisit Belhassen Elouazzani à fonder un nouveau parti à savoir le mouvement nationaliste (Al Haraka Al qaoumia)...Dès le commencement, fut ratée une occasion d'unification.

D'un autre côté, la politique de la résidence française n'avait pas de position claire vis-à-vis de la coalition de l'action nationale particulièrement du temps du général Noguès, tantôt, cette politique paraissait ouverte aux revendications de la coalition et lui répondait par des promesses qui ne furent jamais sincères, et c'était une sorte de manœuvre à laquelle elle faisait fréquemment appel, et tantôt elle usait de harcèlements et de violence pour gêner et perturber l'action des nationalistes. Ces manœuvres allaient jusqu'à accuser les dirigeants du mouvement national de ne pas faire preuve de sincérité vis-à-vis du sultan Mohamed Ben Youssef, étant donné que le serment d'adhésion au parti ne comprenait pas de mention du mot « Sultan », et c'est là un fait qu'Abdelkrim Ghallab évoqua dans son livre sur le mouvement national.

172

Ce fait n'était pas anodin mais d'une grande importance parce qu'il touchait le fonds d'une politique qu'adoptait l'élite politique qui avait choisi de renforcer ses liens avec le sultan, et ce vœu était partagé par les deux parties. Certaines analyses affirment que l'élite nationaliste percevait le sultan non pas uniquement comme symbole de la souveraineté légitime menacée, mais également comme personnalité nationale habilitée à garantir une large et substantielle participation populaire dans des conditions où la coalition ne pouvait pas mobiliser le peuple toute seule...et à un moment où le sultan lui-même était isolé des nationalistes et privé de moyens pour exercer son autorité. Alors, le mouvement national jouait ce rôle en investissant sa capacité à aider le sultan légitime à se réapproprier l'autorité à même de protéger le trône. Subséquemment, chacune des deux parties alliées avait besoin de l'autre. Les premiers signes de cette alliance débutèrent par l'échange de correspondance et des envoyés entre le sultan et des éléments choisis parmi les dirigeants nationalistes, et ce loin du contrôle des appareils de la résidence générale, et dans certains

cas, le sultan se risquait à recevoir une délégation d'Oulémas pour s'entretenir autour de problèmes générés par le dahir berbère et concernant l'atteinte aux normes sacrées des musulmans. Ainsi, certaines personnalités qui avaient assisté à la rencontre ont rapporté que le sultan fut affecté par le discours du savant Belqorchi au point qu'il ne put retenir ses larmes.

Pour renforcer ces liens, la coalition de l'action nationale prit la décision de proclamer le 18 Novembre fête de trône qui devrait être célébré chaque année à partir 1933 en commémoration de l'intronisation de Mohamed Ben Youssef en succession à son père Youssef Ben Hassan Premier en 1927. Et lors de la visite que le sultan effectua à Fès le 8 Mai 1934, la section de la coalition organisa un accueil populaire chaleureux où les foules crièrent liberté pour la première fois. Cette initiative populaire à Fès attira l'ire des appareils de la résidence générale qui s'empressèrent de prendre des mesures rapides pour faire revenir le sultan à Rabat pour couper cours à la fusion directe entre le sultan et son peuple. Mais, le mouvement national n'attendit pas longtemps et constitua une délégation sélectionnée pour rendre visite au sultan à Rabat et lui exprimer son soutien et sa détermination à défendre le trône. Cette visite avait pour objectif d'attirer l'attention du jeune sultan sur les questions brûlantes qui se posaient entre le mouvement et les autorités du protectorat. Par conséquent, le sultan prit l'engagement suivant : « Je fournirai tous mes efforts pour recouvrer tout ce que nous avons perdu », et c'est une des promesses qui furent citées dans les littératures du parti de l'indépendance. De ce fait, nous ne pouvons nier que l'expérience de l'alliance entre le sultan et le mouvement de l'indépendance présentait des atouts certains dans la consolidation du mouvement de libération et la concrétisation des slogans jusqu'au retour du roi à son trône et la reconnaissance de l'indépendance du Maroc.

Ce fut là une opportunité historique propice à la mise en place d'une alliance claire basée sur un programme connu et déclaré entre le mouvement national et l'institution monarchique représentée par Mohamed Ben Youssef. Mais, cette alliance fut bâtie sur l'exaltation et la frénésie nationale devant un colonisateur dont l'expulsion du pays constituait la priorité des priorités. En conséquence, l'alliance fut tissée sans plan du futur et sans

programme, et l'opportunité fut manquée et un possible consensus contractuel fut remplacé par l'allégeance et ce qui s'ensuit comme déséquilibre de la relation entre les deux parties. Ainsi, l'élite nationale perdit énormément de choses dont elle ne prit conscience que tardivement.

***La deuxième opportunité :
Le licenciement du général Guillaume
et la dilapidation de l'opportunité de l'unification
des partis de l'Istiqlal (PI) et de la Choura (PDI)***

174

Il serait utile d'effectuer une recherche pour connaître les raisons qui poussèrent le gouvernement français à prendre des mesures sévères en limogeant le général Guillaume le commandant du complot du 20 août 1953. Il est, par ailleurs, de notoriété publique qu'à l'époque les trois peuples maghrébins avaient mené des luttes populaire et politique qui s'étaient transformées en résistances armées, mues en cela par l'aspiration à la décolonisation, et ambitionnant de réaliser l'indépendance nationale et de concrétiser l'unité maghrébine. Subséquemment, le gouvernement français se rendit compte des dangers qui guettaient ses armées dans une éventuelle confrontation avec une résistance armée unie sous un même commandement en Tunisie, en Algérie et au Maroc. Le gouvernement de Mendès France s'empessa, alors, bien avant que l'encre du traité de Genève avec le mouvement de libération du Vietnam, suite à la défaite de l'armée française à Diên Biên Phu, ne sèche, d'engager des pourparlers avec les dirigeants en Tunisie et au Maroc. Il inaugura cet épisode par une accalmie politique à travers la relaxation d'un groupe de dirigeants des partis de libération et des mouvements ouvriers en vue de rechercher une issue politique qui réduirait l'impact des défaites qu'essuyaient ses armées dans ses différentes colonies. Il voulait également isoler les révolutions au Maroc et en Tunisie de la révolution algérienne avant que s'enracine la lutte armée commune et que les solutions intermédiaires soient ardues.

Effectivement, fut désigné un nouveau résident général qui entreprit des contacts directs avec les dirigeants du mouvement national après une accalmie dont bénéficièrent les chefs du parti de

l'Istqlal et les chefs du mouvement ouvrier dans des conditions où commençait à se radicaliser la prise de conscience de l'importance de la lutte armée, et particulièrement lorsque de notables victoires furent réalisées au niveau maghrébin. Cette accalmie fut accueillie avec bonheur par les chefs de la résistance et de l'armée de libération au point qu'ils invitèrent les dirigeants rapatriés ou sortis de prisons de les rejoindre, renforcer la lutte armée et élire une direction politique aguerrie qui porte un projet et un programme dont les perspectives seraient délimitées et principalement les perspectives de l'indépendance, et qui puisse remporter de plus grands acquis. Quels sont les facteurs qui entravèrent le choix de ces dirigeants pour renforcer la lutte armée ? Et pourquoi l'on prêta rarement attention aux attentes des résistants qui étaient sur les champs de bataille dans les villes et les campagnes ? La principale leçon qui puisse en être tirée est que l'opportunité de l'enrôlement de ces leaders et de la consolidation des liens entre la résistance politique et la résistance armée pour couper court aux actes de mauvaise foi commis par une troisième force émergente qui veilla à affaiblir les forces politiques d'un côté et fragiliser la résistance et l'armée de libération d'un autre, fut manquée.

175

***La deuxième opportunité :
Le regroupement du PI et du PDI et l'unification
des opinions pour affronter la dispersion et autres files***

Les deux partis nationaux (PI et PDI) possédaient un capital commun dans la fondation des premiers noyaux du mouvement national depuis les années trente. Ils traversèrent durant leurs parcours des périodes jalonnées de différends et de dissidences variables et inconstantes, et ils eurent, dans des conditions bien connues, des choix d'unification grâce à l'intervention de partis politiques maghrébins et de membres de la ligue arabe qui œuvrèrent pour la réconciliation afin que les quatre composantes du rang national puissent affronter les forces de colonisation française avec des rangs unis et principalement lorsque la confrontation atteignit en 1951 à son apogée entre le général Juin et le sultan Mohamed Ben Youssef. En effet, à l'initiative de la ligue arabe, les

quatre partis arrivèrent à proclamer une charte d'unification sur la base de la lutte pour l'indépendance signée par Allal El Fassi, Mohamed Belhassan EL Ouazzani, Ebdelkhalek Torres et Mekki Ennaciri, le 9 Avril 1951.

A cette occasion, les deux grands partis auraient pu réfléchir à la possibilité d'une fusion lors des négociations d'Aix-les-Bains sur la base d'un programme en commun qui détermine le principe de dialogue entre les factions nationales dans le dessein de faire front aux projets proposés par la France et les autres parties intruses dans ces pourparlers. Ainsi, quand il fut permis à une délégation des deux partis de rendre visite au sultan dans son exil, alors qu'il s'attendait à du nouveau de leur part, ils n'avaient pas de vision unie d'un projet de programme tripartite qui serait adopté et par les deux partis et par le sultan. L'élaboration d'un tel programme aurait coupé le chemin à toutes les parties qui prospéraient grâce à l'atmosphère de la dispersion et des différences. Mais, ils ne saisirent pas l'opportunité qu'ils firent perdre à la nation.

176

Je crois que les deux partis assumèrent une grande part de responsabilité dans les dérives que connurent les résultats des négociations parce qu'ils ne se dotèrent pas d'une prise de conscience démocratique et ouverte sur le dialogue au lieu d'une rivalité autour des postes de pouvoir, et je continue à croire que l'alliance à base d'un programme entre Mohamed Ben Youssef et le parti de l'Istiqlal et du Choura et l'Istiqlal relevait du bon sens, et si ce rapprochement avait été géré sagement et consciencieusement, il aurait pu contribuer à atténuer les ambitions individuelles du prince héritier lorsqu'il avait incité son père à rompre l'alliance implicite avec le mouvement national qui avait duré une période historique au cours de laquelle le sultan joua des rôles honorables.

***La quatrième opportunité :
Une coalition gouvernementale en crise
et la dilapidation de l'opportunité du gouvernement
Abdellah Ibrahim***

Suite à la situation précitée, le roi Mohamed V exerça avec une grande liberté le rôle de l'arbitre dans l'élaboration d'une résolution qui fut acceptée par les partis politiques nationaux et

avec l'approbation du gouvernement français. Ainsi, fut constitué le premier gouvernement de coalition sous la présidence de Mbarek Bekkaï en tant que personnalité neutre le 7/12/1955, et ne furent proclamés d'autres avis opposés que plus tard. En effet, le parti de l'Istqlal qui était la première force nationale et l'allié traditionnel du sultan Mohamed Ben Youssef annonça tardivement qu'il avait accepté la participation à contrecœur ou dans des circonstances inhabituelles.

Le roi délimita les missions du gouvernement dans le discours du trône datant du 18/10/1955 comme suit :

La gestion des affaires publiques du pays ;

La mise en place des institutions constitutionnelles et démocratiques ;

L'ouverture de négociations avec la France afin de déterminer le contexte et le contenu de l'indépendance. Et fut soulignée dans ce cadre l'expression suivante : (Le maintien d'une excellente coopération avec le peuple français), et c'est une phrase qui camoufle la réalité des intérêts français. Le palais évita d'appeler à la création de l'institution constitutionnelle après l'avoir retiré du second article dans le classement des tâches du gouvernement de coalition, et donna la priorité à la construction des appareils de l'Etat, aux administrations du ministère de l'intérieur, de la sécurité nationale et de l'armée royale. Et leurs principaux cadres furent choisis intelligemment, sans que les chefs des partis nationaux aient à jouer un quelconque rôle dans ce choix. Le palais estima également devoir maintenir un double système administratif alliant modernité et expérience laissée par le protectorat. Nonobstant, le pays entra dans une ère de liberté et connut la formation des organes de la société civile parmi les jeunes, les étudiants et les organisations sociales à l'avant-garde desquelles se trouve l'union marocaine du travail. Des médias audacieux et indépendants ouvrirent notamment un nouvel horizon de liberté d'opinion et de suivi de l'activité du gouvernement et de l'Etat.

Mais, l'enlèvement de cinq dirigeants algériens¹ mit le gouvernement de coalition devant un défi inattendu car il s'avéra qu'il ne

¹ Le 22 octobre 1956, une délégation de cinq responsables du FLN (Aït Ahmed, Boudiaf, Khider et Lacheraf) a pris l'avion de Rabat en direction de Tunis pour participer à une conférence maghrébine pour la paix qui devait débattre de l'indépendance de l'Algérie et

bénéficiait pas d'assez de force devant l'ingérence du lobby français et qu'il était incapable d'assurer la sécurité dans le pays. Le gouvernement marocain subit les critiques de toutes les parties politiques y compris les catégories s'opposant aux demi-mesures. La revendication d'un gouvernement harmonieux fut mise en avant.

Dans ces conditions embarrassantes, le roi Mohamed V apporta des modifications au gouvernement de coalition Mbarek Bekkai où le parti de l'Istiqlal gagna de nouveaux sièges au détriment du Parti du Choura et l'Istiqlal, et fut démis de ses fonctions de ministre le Caïd Lahcen Lyoussi. Malgré le remaniement, la crise que connaissait le premier gouvernement ne fut pas réglée parce que le vœu d'un gouvernement harmonieux que formula le parti de l'Istiqlal ne se réalisa pas. En outre, la participation du parti libéral et des indépendants mit le PI en difficulté surtout avec l'exclusion du grand parti PDI de la coalition gouvernementale, et l'intégration de son ennemi l'avocat libéral Ahmed Réda Guedira qui mena une guerre féroce contre ce qu'il appelait la prédominance du parti unique et c'est le slogan que portaient les forces d'opposition au sein même du gouvernement Bekkai II après avoir mis de leur côté le Premier ministre Mbarek Bekkai lui-même.

178

Ce remaniement du gouvernement contribua à approfondir les facteurs de la crise gouvernementale, ce qui conduisit le PI à conférer au comité politique le pouvoir de diriger le parti et d'affronter les dangers qui émanent de la constitution de forces et de partis y compris ceux formés par des personnes ayant collaboré avec la colonisation française contre le roi et le mouvement national.

Dans ce climat qui regorgeait de troubles politiques et sociaux, le gouvernement Bekkai II fut contraint de présenter sa démission sous la pression du parti de l'Istiqlal. Le roi entreprit des discussions avec certaines parties de PI pour aboutir à une solution satisfaisante pour le palais et le parti. Mais, il refusa l'offre faite par le comité politique parce qu'elle proposait des limites au pouvoir royal. De là naquirent les différends avec le palais autour de ses

des perspectives de coopération avec le Maroc et la Tunisie. Mais l'avion est détourné vers Alger en flagrante violation du droit international par les services secrets français.

prérogatives et celles des ministères de souveraineté. Cette discorde se déplaça vers les rangs de la direction du PI qui se divisa entre ceux qui approuvaient l'offre du roi et ceux qui s'y opposaient. D'aucuns expliquent cette position par le fait que la direction traditionnelle du PI n'admettait pas d'ouvrir un affrontement ni d'envisager une rupture avec le roi Mohamed V avec lequel ils entretenaient une alliance historique.

Virent alors d'autres gouvernements dont le gouvernement du professeur Balafrij ; et le gouvernement du professeur Abdellah Ibrahim qui inquiéta les lobbys à l'intérieur et à l'extérieur du pays à cause de ses choix nationaux et ses réalisations importantes malgré son jeune âge, au point d'en subir de grandes pressions qui finirent par l'anéantir et il fut remercié dans l'apogée de son action pour le développement du pays, ce qui fit manquer au Maroc une occasion en or d'instaurer un équilibre des forces dans tous les sens du terme. Il est important de noter que cette période fut précédée par l'indépendance de Tarfaya en 1958 et le début des négociations directes avec la direction militaire espagnole à propos de la libération de 42 prisonniers marocains et la décolonisation de Saqia Elhamra et Oued Eddahab, les espagnols exprimèrent leur volonté de se retirer de ces régions en échange d'une reconnaissance de Ceuta et Melilla en tant que villes espagnoles, or c'est une chose qui ne relevait pas des prérogatives des négociateurs marocains et à leur tête Abderrahim Bouabid et Abdellah Ibrahim. Le retrait du Sahara allait s'effectuer si le prince héritier ne mit pas fin aux pourparlers, et l'opportunité de récupérer le Sahara fut ainsi manquée.

En 1959, les rangs du PI connurent une scission qui eut de grandes retombées et il serait judicieux de faire une nouvelle lecture des événements qui y ont conduit. Les ennemis du PI en profitèrent et ainsi, apparut une nouvelle configuration politique qui bouleversa le paysage politique et l'équilibre des forces dont fut manquer l'opportunité de réforme et de correction. Vinrent, alors, les années de plomb et des drames.

L'histoire récente du Maroc a connu un conflit de pouvoir qui fut marqué par une répression féroce lors des tristement célèbres années de braise qui vont des années soixante au début des années quatre-vingt. Au cours de cette période difficile de l'histoire du pays, eurent lieu des événements intenses et des confrontations sur tous les fronts, et c'est ce qui explique les multiples procès, la répression cruelle et la succession des tentatives de push, les arrestations, les faux procès, les assassinats, les enlèvements (L'exemple de Mehdi Ben Barka). Cette période connut également le déclenchement du conflit marocco-algérien connu sous le nom la guerre des sables dont les retombées sur la relation entre les deux pays sont visibles jusqu'à aujourd'hui, ce qui fit manquer l'opportunité de construire le grand Maghreb. Il est indubitablement vrai que cette époque a besoin d'une analyse rigoureuse pour saisir les erreurs commises qui ont conduit à la dilapidation de précieuses opportunités de progrès au niveau marocain et maghrébin depuis les années soixante aux années quatre-vingt du siècle dernier lorsque commençaient à percer les premiers signes d'ouverture. Nous sommes, donc, retournés sur la terre de la patrie après la parution du journal « Anoual » le 15 Novembre 1979 qui joua un rôle dans la préparation du retour le 8 Mars 1981. Ensuite fut créée l'organisation de l'action démocratique et populaire (OADP) en 1983 sur la base de la légitimité militante, de la légitimité juridique et de la consolidation de la conscience démocratique sous le slogan suivant : Démocratisation de l'Etat et démocratisation de la société. Parmi les tâches qu'elle s'était définie, l'OADP ouvrit le dialogue avec les forces nationales et progressistes, contribua à la coordination au parlement et sur le plan politique et aussi dans les organisations de masse. Elle adopta la lutte dynamique pour les droits de l'homme, contribua au renforcement des acquis et leurs cumuls avec le soutien uni et fort des syndicats et des couches ouvrières et de leurs alliés dans la société.

Par ailleurs, les liens avec ce qui passait en Orient étaient très forts, en attestent les larges manifestations populaires pour l'Irak et la Palestine. Dans ce climat, le dialogue avec le roi Hassan II fut entamé et l'on commença à réfléchir à une nouvelle étape de coopération pour une véritable démocratisation et chacune des

parties avait ses propres conditions et vision de l'époque. Des parties de la koutla était moins enclines aux positions fortes, plus favorables aux compromis qu'à l'affrontement et ainsi furent fragilisés les négociations. Vint alors la proposition du gouvernement Boucetta en 1993 et ce projet fut avorté. Il faut dire que le Makhzen était au début des années quatre-vingt-dix épuisé par ses longues guerres contre nous, et nos forces nationales et progressistes étaient également éreintées par les longues luttes. Lorsque les vents du changement atteignirent le pays, la pression en vue de la démocratisation de l'état et de la société prit d'autres formes, et il est de notoriété publique que la koutla démocratique apparut comme une expression légitime et crédible dans son dialogue avec le roi qui montra lui aussi une volonté de changement mais afin d'investir la popularité de l'opposition pour régner le restant de sa vie sans partager avec elle la moindre prérogative, ce qu'il exprima d'ailleurs clairement. Ainsi, le but fut de rechercher de nouveaux et crédibles éléments pour s'occuper de la gestion et non pas pour un vrai partenariat politique... Nous avons toutefois préparé collectivement et sérieusement le projet du gouvernement Boucetta avant que n'échoue cette tentative par l'intrusion du ministre Driss Basri que nous avons rejetée. Ce projet fut reporté et établie une constitution qui s'avéra au-dessous des aspirations et des garanties suffisantes pour une transition démocratique, une constitution dépourvue des prérogatives requises. Les couleurs étaient énoncées, chose que prouvèrent les événements survenus après 2002 et la conférence de Bruxelles d' Abderrahman Youssoufi. Il fut dit en 1996 que le makhzen avait besoin de signaux pour le rassurer. Puis, vint la constitution de 96 dans les conditions que nous connaissons tous, et l'OADP choisit de s'y opposer et elle subit une scission par décision administrative. Après cela, le gouvernement de l'alternance démocratique mis en place en 1998 donna de grands espoirs au pays et furent déployés des efforts que personne ne peut nier. Mais, ce gouvernement était régi par les bases sur lesquels il fut fondé, des bases de confidences, de serment, d'alliance et de confiance entre deux personnes. Un gouvernement dans lequel les ministères de souveraineté prirent plus d'ampleur y compris le ministère de l'intérieur sur lequel régnait le ministère dont nous avons refusé l'investiture en 93.

Cette étape permit la transition entre deux rois mais elle conféra une légitimité aux partis de l'administration, ce qui brouilla les cartes et sema la confusion dans la vie politique. Fut perdue l'opportunité d'instaurer un consensus contractuel clair parce que le compromis eut lieu sur la base d'un accord mutuel au lieu de saisir l'occasion pour fonder la relation sur un programme contractuel déclaré et clair pour que l'accord soit protégé par les partis et leurs bases. Il est de notoriété publique que cet accord fut conclu dans un cadre fermé, et ce fut une des erreurs fatales dont avait déjà parlé le martyr Ben Barka en 1963. Ainsi, fut dilapidée une autre opportunité qui aurait pu asseoir la réforme sur des bases solides et transparentes.

***La sixième opportunité :
Etablir un nouveau contrat
après la transition du pouvoir monarchique***

182

Une autre opportunité s'offrit pour établir un nouveau consensus contractuel qui soit transparent, décisif, responsable et équilibré, après le décès de feu Hassan II, la transition du pouvoir en douceur à un jeune roi qui n'avait aucune responsabilité dans les années de plomb. Il fallait après l'intronisation du nouveau monarque, entamer une nouvelle étape sur des bases claires, sur un programme clair et de nouveaux rapports qui garantissent le passage à la démocratie effective qui respecte les institutions, les prérogatives ; sépare les pouvoirs, affirme que les gouvernants sont comptables de leurs actes, et respecte le gouvernement. Ne rien instituer de tout cela porta un coup fatal à la démocratisation du pays. Et les erreurs s'accumulèrent jusqu'à l'avènement du 20 Février qui rééquilibra certaines données mais ne rencontrant pas de soutien politique fort, ce mouvement réalisa certains objectifs tandis que d'autres attendent. Le mouvement 20 Février au Maroc représenta à mon avis un réel espoir pour créer une alternative par une jeunesse éveillée, évoluée et qui est au fait des derniers changements. Alors que nous pensions que notre jeunesse était dépolitisée et désintéressée, le mouvement porté par les jeunes apporta un grand espoir de développement du Maroc. Mais, les événements prirent un autre revers et une occasion en or pour

construire l'état de droit, l'état des institutions démocratiques et modernes fut manquée.

L'examen de ces occasions manquées à la lumière d'une auto-critique rigoureuse et d'une critique objective peut nous aider à percevoir nettement le cheminement de notre histoire qui influence notre présent afin de répondre clairement à nos interrogations brûlantes et en vue de corriger nos pratiques erronées et nos tactiques défectueuses qui nous firent rater de multiples opportunités de développement et d'évolution. Néanmoins, les portes de l'espoir demeurent ouvertes sur l'avenir. Suivant la logique de l'Histoire et de l'évolution, les peuples aspirent toujours au renouveau et sont en éternelle quête d'alternatives, en témoigne l'émergence de nouvelles forces au sud de l'Europe (Espagne, Grèce....) et dans d'autres régions du monde en particulier en Amérique Latine...L'Histoire est composée d'étapes, d'oscillations, de flux et de reflux. Si le peuple marocain assiste à la misère de l'actuel discours politique et à sa futilité ; il ne manquera pas de produire des alternatives et de formuler les réponses adéquates de façon à ne plus gaspiller les opportunités offrant de réelles chances de changement.



Sion ASSIDON

Portrait

Peut-on être vraiment
de gauche
sans être
antisioniste ?

Jaoud MDIDECH



Sion ASSIDON, l'antisioniste et militant des droits de l'homme

■ Jaouad MDIDECH

Le militant de la gauche marxiste des années 1970 est de tous les combats. Il est antisioniste et l'un des instigateurs de BDS Maroc. Membre fondateur de Transparency Maroc, militant pour les droits de l'homme, il se considère arabe et marocain avant d'être juif.

185

Zim en rouge ? Quand toucheront-ils terre ?...En

attendant, chassons-les du Maroc ! Les autorités sont, à ce jour sourd à la demande de BDS Maroc d'interdire à Zim l'accès aux ports de Casablanca et Tanger et à fermer leur bureau de représentation à Casablanca, ZIMAG ! TOUS AU 11ème SIT-IN de la Coalition pour chasser ZIM du Maroc ce Vendredi 16 juin 2016 à partir de 21 :00 Place Maréchal à Casablanca.»

Cet appel à une manifestation émane de la « Coalition Marocaine pour chasser la société de transport maritime sioniste ZIM de notre pays », dont l'un des instigateurs est le militant antisioniste Sion Assidon. Il a été posté sur

sa page facebook, à l'instar d'autres post de la même veine qui expriment le combat que mène cet homme, et qu'il a toujours mené, pour la cause du peuple palestinien. Sur cette même page, en ce même mois de juin 2016, il se solidarise avec Billal Kayed, ce militant palestinien qui, après avoir purgé 14 ans et demi dans les prisons israéliennes, s'est vu infliger le jour de sa libération, le 13 juin, six mois de détention administrative. Sion Assidon est de tous les combats contre l'Etat sioniste, il ne se passe pas un événement, un débat, une déclaration, une allusion malvenue sur le combat du peuple palestinien sans qu'il ne prenne position et ne le crie haut et fort. Toujours en ce mois de juin, pour rester dans l'actualité immédiate, Sion est extrêmement offusqué d'apprendre que le grand écrivain et humaniste d'origine libanaise, Amin Maâlouf, soit l'invité de la chaîne internationale israélienne i24. Au-delà de ce que cet écrivain et membre de l'Académie française puisse exprimer, le fait de se prêter au jeu d'une chaîne de télé israélienne, qui plus est appartenant au sioniste Patrick Drahi, est une bétise inadmissible, pour Sion, au moment précis où de grandes personnalités dans le monde appellent au boycott de l'Etat sioniste. Dans une réponse à un ami qui ne voit pas d'inconvénient à ce qu'un homme de lettres universaliste puisse s'exprimer, sans a priori politique et , sur une chaîne israélienne, Sion lui rétorque :

"Comment un intellectuel qui aspire à l'universalisme peut-il être aveugle à ce point à cette manœuvre de la propagande israélienne ?" C'est une bénédiction pour l'Etat d'Israël, martèle-t-il, que de "prendre dans leurs filets médiatiques un oiseau de la taille de Amine Maalouf (...) un Etat qui continue de pratiquer au quotidien ce que le droit humanitaire international considère comme crimes de guerres et crimes contre l'humanité..."

Une bénédiction, tempête Sion, quand on voit dans le monde d'aujourd'hui des artistes et des hommes de sciences, comme le Cinéaste Ken Loach et l'astrophysicien Stephen rejoindre le boycott académique et culturel de l'entreprise coloniale d'Israël. Le mouvement marocain Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS) créé en 2010 par Sion Assidon et d'autres militants associatifs, se veut en effet une antenne locale d'un mouvement mondial de boycott d'Israël initié par la société civile palestinienne depuis 2005. Le boycott d'un autre produit, les dattes made in Israël, a galvanisé les énergies de BDS Maroc, un appel a été lancé à grande échelle pour que tous les commerçants refusent sur leurs étals ce produit israélien. Là encore, Sion est la cheville ouvrière de ce mouvement qui commence à donner quelques fruits. Cette année 2016, a déclaré Sion à l'agence Reuter, cette compagne de boycott *«a enregistré un succès très important, mais qui reste néanmoins relatif»*. Il ne sera complet, nuance t-il, *«que lorsque les pouvoirs publics s'exprimeront clairement sur l'entrée de ces dattes sur le territoire marocain.»*

Marocain avant d'être juif

BDS n'est en réalité que la dernière manifestation de l'antisionisme de Sion, il a en fait biberonné cette hostilité au sionisme dès son jeune âge.

■ *Lui, issu d'une famille juive, contre l'Etat d'Israël, un paradoxe dans un pays qui a vu émigrer vers cet Etat (et d'autres régions du monde) l'écrasante majorité de ses ressortissants juifs. Lui, et son compagnon de prison et de combat pour la démocratie, Abraham Serfaty, ont été dans l'histoire du Maroc, c'est une fierté pour nous tous Marocains, l'exception qui confirme la règle.*



ils sont d'abord marocains avant d'être juifs, marocains dans leurs pluralité religieuse, culturelle, linguistique et identitaire. Sion et Abraham ont toujours refusé d'avancer leur judaïté avant leur citoyenneté, quand d'autres dans ce pays-même arborent la première comme un trophée et un passeport. Sion considère son identité plurielle, arabe, amazighe, andalouse..., et c'est le cas de tout marocain, selon lui, qu'il veuille ou non. En prison où il a passé 12 ans (entre 1972 et 1984), il s'est fait un devoir d'apprendre l'arabe classique, en plus du dialectal qu'il maîtrisait comme tout autre marocain. Et la langue amazighe aussi, quand s'en réclamer et défendre son héritage socioculturel constituaient à l'époque de Hassan II un sacrilège passible de prison, et une offense à une élite intellectuelle et politique qui se targue d'appartenir à une arabité pure souche, d'un rang supérieur à la "caste" amazighe.

188

Antisioniste, Sion se déclare aussi, et le pratique quotidiennement dans sa vie, citoyen et militant des droits de l'homme. Une citoyenneté qu'il revendique à part entière, dans un pays démocratique épris de justice et d'égalité. Et il en a payé un prix fort. Prof de maths en 1972, il est arrêté pour ses idées maoïstes et son appartenance à «Li nakhdoum chaâb» (Servir le peuple), l'une des organisations clandestines d'extrême gauche nées aux années 1970, et conduit à Dar Mokri, le célèbre centre de détentions de Rabat. De là il est transféré à la prison civile (Ghbila) de Casablanca pour être jugé, en 1973, dans le premier grand procès politiques des marxistes-léninistes (appelés frontistes à l'époque). Condamné à 15 ans de prison, il en a purgé douze ans et demi. « Et un jour », précise-t-il au journaliste Hamid Berrada qui a consacré un dossier aux prisonniers politiques marocains à "Jeune Afrique" (du 16 mars 2009) qu'il avait intitulé "Les hautes études de Kenitra". En référence aux brillantes études supérieures que

nombre de prisonniers politiques avaient faites quand ils étaient incarcérés à Kenitra. Lui, Sion, il a fait une maîtrise en maths et en économie, et il s'est particulièrement passionné pour l'histoire. Maâti, pour les intimes, ses camarades de prison, entreprit une tentative d'évasion de l'hôpital Avicenne de Rabat en 1979, avec deux des ses camarade, dont l'un d'eux, Rahhal Jbila, perdit la vie en tombant du cinquième étage. Sa fugue a été de courte durée, mais elle avait à l'époque marqué les esprits.

Ces années de plomb que Maâti semble en être fier, et qu'il appelle *"les années de gloire, parce qu'en ce moment-là, il y avait de la politique."* La *"vraie"* politique, *"celle qui ouvre vers un autre avenir, s'est éclipsée"*, regrette t-il. Il signifie celle des grands combats, où les militants se sacrifiaient pour les grands idéaux de l'humain, abstraction faite de leur personne et de leurs intérêts étriqués, quand la politique n'était pas encore noyée dans un verre de libéralisme à tout va.

Sion sort de prison en 1984, solidifié par une expérience qui ne l'a fait que rebondir pour se lancer dans d'autres combats, ceux des droits de l'homme, d'une société laïque qui fait la part belle au respect de l'individu dans ses spécificités et singularités, au-delà de sa religion et de sa langue maternelle. Comme beaucoup d'anciens prisonniers politiques de la nouvelle gauche des années 1970, il se consacre à cette cause, et uniquement à elle, loin de ce jeu politique politicien qui fait du militant un assoiffé du gain, du pouvoir, de la gloire sans gloire. *"Des espaces d'expression se sont ouverts"*, avec le nouveau règne, concède t-il, mais *"ils sont en train de se refermer"*, se hâte t-il d'ajouter. C'est que les libertés individuelles et d'expression ne sont jamais définitivement acquises, elles connaissent un flux ou un reflux au gré du fait du prince. C'est vrai, pour Sion, l'Etat à travers l'IER a voulu réconcilier la société et faire le bilan du passé *"mais est-ce que la grande masse des gens est réconciliée avec ce qu'elle subit depuis des années ?"*, s'interroge Sion.

Personne-clé dans la naissance de TM

Mais l'un des grands faits d'arme de Sion Assidon dans cette société à réconcilier est son combat contre la corruption. Le 6 janvier 1996, c'est dans les locaux de son entreprise privée, sise au 24 rue de Khouribga, que quelque 400 militants associatifs et politiques appartenant à différentes activités socioprofessionnelles avaient paraphé les statuts de baptême de Transparency Maroc (TM). Il y avait lui, Sion, le dynamo, mais on y trouve des personnalités de premier plan, des cadres, des professeurs universitaires, des avocats, des médecins, dont certains seront appelés quelque temps plus tard à occuper de hautes fonctions. Parmi lesquels Rachid Belmokhtar, ministre actuel de l'éducation ; Ahmed Ghozali, l'ex-patron de la Haca; Abdesslam Aboudrar, actuel président de l'Instance centrale de prévention de la corruption (ICPC) ; Omar Azimane, ancien ministre de la justice et président actuel du Conseil supérieur de l'éducation et de la formation... Pour la première fois dans l'histoire du Maroc, une association dédiée au combat contre la corruption est née, dans la douleur, puisque le ministre de l'intérieur de l'époque, Driss Basri, avait tout fait pour avorter cette naissance.

On était en plus en pleine campagne d'assainissement, rappelons-le, menée tambour battant par ce même ministre omnipotent au faîte de sa puissance, et la création d'une association légale, indépendante, transparente, contre la corruption ne plaisait pas au régime de Hassan II. Il faut dire que Sion, même s'il se fait discret, était une personne-clé dans la naissance de TM. Il a d'ailleurs été élu son premier secrétaire général, et il a tenu, comme tous ses camarades de lutte contre la corruption, à ce que cette ONG soit gérée d'une façon démocratique et transparente. 20 ans après, les résultats de son travail ne sont pas dans la

pratique très probants, mais un bon chemin a été parcouru : l'Etat lui-même a échafaudé toute une stratégie de lutte contre la corruption et était obligé de ratifier les conventions internationales en la matière. Mais s'il y a un point sur lequel Sion veut mettre l'accent, c'est cette impunité vis-à-vis des crimes de corruption, et c'est précisément la raison pour laquelle le Maroc continue d'être classé parmi les derniers de la classe au plan international. Pour lui, *«on n'avancera pas s'il n'y a pas cette liaison entre corruption et impunité, elles sont liées comme les lèvres et les dents, l'un protège l'autre»*, avait déclaré un jour à un journaliste au cours d'une interview. Comme il n'y aura pas de droits de l'homme sans mettre un terme à l'impunité qui touche encore tous ceux qui ont trempé dans les crimes politiques du passé. Et d'ajouter que la corruption est en passe de devenir *«comme un crime universel, de même nature qu'un crime contre l'humanité, c'est-à-dire, un crime imprescriptible et donc qui pourrait être poursuivi devant les juridictions internationales. C'est un renfort contre l'impunité, pour que les corrompus ne se sentent pas à l'abri, et que le cercle de l'impunité devienne plus étroit pour eux, et leurs voyages à l'international moins confortables.»*



Paraitra prochainement



192

L'ouvrage «Sahara marocain : la position nationale révolutionnaire » que le Centre d'Etudes et de Recherches Mohamed Bensaid Ait Idder a le plaisir de présenter aux intéressés et à l'ensemble des lecteurs, s'inscrit au cœur de son centre d'intérêt principal, à savoir le domaine de l'histoire et de la mémoire nationales, notamment les aspects que l'histoire officielle a marginalisés, exclus, occultés ou en a présenté un récit particulier occultant et maquillant la vérité historique au profit de la vérité du pouvoir. En ce sens, l'histoire et la mémoire de la gauche marocaine, présentent sans doute un exemple d'une clarté et d'une portée manifestes, étant l'un des secteurs marquants de l'histoire nationale ayant subi le plus d'exclusion et de marginalisation de la part des centres d'intérêt et de recherche historiques, y compris au sein de la communauté scientifique académique, pour des raisons évidentes, principalement politiques et idéologiques. C'est à la fois un exposé historique, et un plaidoyer théorique et politique en faveur de la thèse de la marocanité du Sahara, produit par l'organisation « 23 Mars », dans la mêlée de la grande polémique qui l'a opposé à « Ila amam », l'autre importante formation du mouvement marxiste-léniniste marocain (MMLM), qui prôna la thèse du « droit d'autodétermination » du « peuple sahraoui ».

*Traduit de l'Arabe par : Nour-eddine SAOUDI
M. Khayri ELMORABIT*



HISSEZ HAUT L'ETENDARD LENINISTE SUR LA QUESTION NATIONALE

— Organisation "23 Mars" —

193

“

*L'ère de l'impérialisme
et la question nationale*

Le plus grave danger auquel est exposé le marxisme-léninisme de l'intérieur, de la part des courants prétendant être fidèles à la pensée et à la méthode de Marx et de Lénine, est de faire sortir leurs textes de leur contexte historique concret, de les mutiler et les détacher des limites de la période historique concrète et précise qu'ils traitent. Lénine disait : « le marxisme dans son ensemble, et tout son système, exige que chacune de ses thèses soit étudiée du seul point de vue historique... en relation avec l'expérience historique concrète seulement... ».

Le capitalisme ascendant, dans le monde capitaliste en général et en Europe en particulier, a joué un rôle important dans la résolution de la question nationale au cours de sa lutte contre le féodalisme. L'évolution de la classe bourgeoise occidentale et la consolidation du système capitaliste, lors de sa première phase de croissance,

ont été associées à l'extension des mouvements d'unification nationale, qui avaient drainé au champ de la lutte politique des masses populaires par millions, notamment les larges masses paysannes, lors de la victoire totale du capitalisme sur le féodalisme, soit de la période historique allant de la fin du Moyen Age au début des temps modernes (1789-1871), période qui a représenté la ligne ascendante avancée de l'action de la bourgeoisie occidentale, ère de la victoire des révolutions démocratiques bourgeoises occidentales, La bourgeoisie, née au sein du féodalisme, a évolué en fonction du développement des moyens de productions (la révolution industrielle), s'est constituée dans les villes, centres de l'artisanat, puis de la manufacture, en toute indépendance de la situation de la féodalité et en contradiction avec elle. Son évolution en tant que classe avancée, s'oppose totalement aux entraves et obstacles qu'elle subissait dans le féodalisme, en tant que système économique, politique et culturel. En effet, le fait de réunir les meilleures conditions pour le développement du capitalisme exige de la classe bourgeoise une lutte de classe ferme visant essentiellement la destruction totale du système féodal ; aussi, la bourgeoisie joua-t-elle un rôle révolutionnaire.

Le développement de la bourgeoisie est tributaire d'un marché intérieur vaste et unifié pour y écouler sa marchandise. Ainsi, la bourgeoisie montante lutta pour détruire les frontières artificielles au sein de la même nation et pour éliminer tout obstacle entravant le développement à grande échelle et le libre-échange commercial. Dans cette lutte pour élargir et unifier le marché national, afin de développer ses intérêts et de réunir les conditions à même de donner libre cours à son développement industriel fulgurant, la bourgeoisie, en tant que classe, se confronte radicalement au système politique féodal, représenté par des fiefs fragmentés. Des masses par millions des classes laborieuses du peuple, souffrant le calvaire du système féodal pourri, sont poussées par les intérêts et le caractère radical de la

classe bourgeoise, à aller de l'avant. La bourgeoisie pousse ses masses vers le champ de la lutte politique, au nom de la devise « fraternité, égalité, liberté », en vue de renverser le régime féodal, et réaliser l'unité de la nation sur les ruines de la fragmentation féodale, et pour créer l'Etat-nation unifié, au détriment des fiefs féodaux fragmentés. Dans cette lutte, la bourgeoisie unifie la langue, considérée comme moyen fondamental de l'échange et des relations commerciales entre les gens.

« Il était tout à fait naturel que les éléments de la démocratie moderne, que Marx représentait, soient guidés par le principe incontestable du soutien à la bourgeoisie progressiste... contre le féodalisme » (Lénine – Sous la bannière volée)... Bien plus, Marx et Engels, avaient soutenu l'unité de l'Allemagne bismarckienne (1870) – malgré l'opposition de Bakounine et de Proudhon, qui avaient accusé Marx d'être un collaborateur de Bismarck – car, précisément, malgré son retard à divers niveaux, elle allait réunir les conditions du développement de l'économie bourgeoise et entraîner le développement de la classe ouvrière.

195

Ce fut la vision du marxisme à cette époque historique de la question nationale, qui ne se distingue pas de la position principale : soutien de la bourgeoisie progressiste contre le féodalisme réactionnaire, à l'ère de la révolution bourgeoise démocratique.

Mais, dès la victoire de la bourgeoisie et la consolidation de son système capitaliste, ses intérêts la poussèrent non seulement à éliminer les frontières au sein de la même nation, mais à les éliminer entre nations. En conséquence, elle a mené des guerres d'agression pour mettre sous son giron et dominer des peuples entiers. L'un des résultats du développement de la bourgeoisie elle-même, est qu'elle a cessé de jouer ce rôle progressiste, qu'elle avait joué contre le féodalisme auparavant.

La continuation du développement du capitalisme, fondé lors de sa première période sur la libre concurrence, va aller dans le sens de la concentration de la production, au

développement de la force des monopoles, et à la prédominance décisive du capital financier au détriment du capital industriel. Cette évolution a conduit à un stade supérieur du développement du capitalisme, à savoir l'impérialisme, qui signifie essentiellement « que le capital dépasse le cadre de l'Etat-nation, désignant l'extension de l'oppression nationale et son exacerbation sur une nouvelle base historique » (Lénine – Le mouvement de libération des peuples d'orient- p. 182).

Cette évolution a mis un terme à tout aspect positif, progressiste du nationalisme et des revendications nationales au sein des pays capitalistes développés, dans lesquels, les mouvements nationaux que dirigeaient les bourgeoisies avaient conduit à l'oppression d'autres peuples. En même temps, l'évolution globale du système capitaliste et la concentration des monopoles, ont entraîné une recrudescence de la contradiction de classe au sein des pays capitalistes eux-mêmes, entre la bourgeoisie, qui est devenue une force réactionnaire, et la classe ouvrière, qui s'est dissociée de la bourgeoisie et a créé des syndicats et des partis indépendants - sur les plans idéologique, politique et organisationnel - de toute influence de la bourgeoisie.

Dans cette réalité, tout accent mis sur le nationalisme s'est transformé en un chauvinisme hostile à la libération du prolétariat. Là, toute aliénation nationaliste, s'est transformée en obstacle devant le développement de la lutte de classe contre la bourgeoisie, en entrave à l'unité internationale de tous les travailleurs du monde. Là, le slogan de « la défense de la nation » est devenu un slogan bourgeois, cachant au fond la défense des intérêts réactionnaires bourgeois, par la recrudescence de sa domination sur la classe ouvrière et par l'accentuation de son oppression et de son exploitation des peuples colonisés.

Il s'agit là de la réalité des pays capitalistes développés à l'ère de l'impérialisme. Cette position sur la question

nationale, se répercute-t-elle même sur les pays colonisés ou semi-colonisés ?

Si l'aspect positif de la question nationale en Europe occidentale et dans le monde capitaliste en général s'est terminé, et fait partie désormais du passé, après l'accomplissement de la révolution bourgeoise contre le féodalisme et après que la bourgeoisie soit devenue une force réactionnaire, entravant la libération du prolétariat et de l'humanité toute entière, la situation est autre dans les pays colonisés et semi-colonisés : la question nationale fait partie chez nous du présent, le présent vivant au quotidien, et dispose jusqu'alors de son aspect positif progressiste. Là, dans cette réalité, toute sous-estimation de la question nationale et de la nation est considérée comme une soumission à la persistance du colonialisme et de la dépendance à son égard. Là, dans cette réalité, tout abandon de la défense nationale, tout abandon de la défense de l'unité territoriale, signifie une trahison franche de la lutte pour la libération nationale du colonialisme, un défaitisme face à ses plans de balkanisation et la continuité de la dépendance à son égard. Là, dans cette réalité, la galvanisation de la conscience des masses et de ses avant-gardes révolutionnaires par le nationalisme libérateur, par l'amour de la patrie, le sacrifice pour sa libération et son unité, jouent le rôle du développement de la lutte de classe contre l'impérialisme et ses valets locaux.

197

Certes, le développement du capitalisme et son arrivée au stade impérialiste a conduit à l'unification du monde – il ne l'a unifié que pour l'exploiter et le diviser en même temps – opérant une scission dans le monde entre une minorité de nations impérialistes iniques et une majorité de nations colonisées, dépendantes et opprimées. Il a divisé le monde en Métropoles et colonies. C'est la dualité de l'époque impérialiste qui a ouvert une ère nouvelle dans la marche libératrice de l'humanité et la construction du socialisme. Cette marche relie intimement la lutte du prolétariat dans les pays capitalistes à celle de tous les

peuples opprimés dans les pays colonisés et ceux dépendants, dans un même front commun contre le centre unifié de l'exploitation, à savoir les métropoles, ou le système impérialiste.

L'extension de l'exploitation de l'impérialisme et l'annexion, par ce dernier, d'autres peuples, par la violence et l'agression, ont entraîné l'explosion de la colère de millions de gens des peuples colonisés contre l'oppression nationale, ce qui a poussé inéluctablement au développement de mouvements de libération nationale anti-impérialistes, contribuant considérablement à la lutte pour mettre fin au capitalisme mondial. Aussi, « le prolétariat ne pourrait être victorieux sans le soutien des masses laborieuses de tous les peuples colonisés et opprimés » (Lénine : Œuvres choisies, V 3, T 1, p. 411).

Le slogan marxiste-léniniste « Travailleurs du monde, peuples opprimés, unissez-vous » prend toute sa signification de l'analyse léniniste de l'impérialisme, et du rôle de la question nationale chez les peuples opprimés, dans l'élimination du capitalisme mondial et la transition vers la révolution socialiste.

La question nationale à notre époque est passée de l'Occident à l'Orient. Elle n'a pas seulement changé de lieu, mais sa nature aussi a changé. Si, en Occident, elle est venue au sein de la révolution bourgeoise démocratique, à l'ère de l'impérialisme, en Orient, dans les pays colonisés et dépendants, elle s'inscrit dans le cadre de la révolution démocratique nationale populaire, à orientation socialiste. Elle fait partie donc de la révolution socialiste et non de la révolution bourgeoise capitaliste. Elle est autant nationale qu'internationale.

Le fait de ne pas prendre conscience de cette vérité essentielle à notre époque, équivaut à une hostilité envers des pensées léninistes essentielles.

***Dans la lutte contre quelle tendance
s'étaient élaborées les idées de Lénine
sur la question nationale ?***

Il n'est pas étrange que la question nationale constitue l'un des centres d'intérêt majeurs du patrimoine léniniste, car les questions de la nation et du nationalisme avaient été des questions d'actualité à l'époque de Lénine, en Europe Orientale (Empire russe, Pologne... etc.). La question nationale a pris une dimension mondiale avec l'avènement de l'impérialisme, les événements de la première guerre mondiale, et la montée des mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique.

La plus grave faute à commettre dans l'analyse des positions de Lénine sur les questions de la nation et du nationalisme, est de croire qu'il s'agit d'une seule position, unique et déterminée définitivement. Cette manière d'étudier le léninisme va le transformer en « théâtre de marionnettes ». Lénine a des positions confirmant sans ambiguïté que le marxisme est l'ennemi de tout type de nationalisme, mais, il y a d'autres textes et positions où il affirme que le marxisme soutient le nationalisme des nations opprimées. D'autres positions de Lénine affirment catégoriquement que « les travailleurs n'ont pas de patrie » ; tandis que dans d'autres textes il affirme qu'il est du devoir des marxistes de défendre la nation. De même, Lénine a considéré dans certains textes que la lutte nationale ne vient qu'à un rang secondaire, marginal dans la lutte de la classe ouvrière, mais il y a d'autres textes où il considère la lutte nationale comme condition préalable au développement de la lutte de classe, et que dans des conditions déterminées, elle occupe une place avancée, même par rapport à la révolution socialiste.

Cela signifie-t-il – comme le dit Lénine sur Marx aussi – que Lénine avait des idées incohérentes et qu'il n'avait

pas de positions stables ? Bien au contraire, l'essence du marxisme-léninisme réside dans cette dialectique, dans cette contradiction, car le prolétariat n'a pas de position sacrée définitive de la question nationale. La seule chose sacrée du point de vue du marxisme-léninisme, c'est la lutte pour l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière, qui va abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, les exploiteurs de toutes les classes, y compris la classe ouvrière elle-même. Partant de cet objectif global de la classe prolétarienne, se détermine l'identité de la question nationale, son caractère positif dans une période et un lieu déterminés, ou son caractère réactionnaire, et le devoir de la combattre.

Face à deux révisionnismes majeurs, le léninisme a mené une lutte rude et acerbe pour préserver les positions du marxisme révolutionnaire relatives à la question nationale, et les a développées dans leur compréhension globale, adaptée à l'époque actuelle, à la lueur de l'analyse de la période impérialiste.

200

La lutte contre le premier révisionnisme majeur a consisté à mener un combat implacable contre l'opportunisme de droite, qui s'était manifesté lors du déclenchement de la première guerre mondiale (1914-1918), qui avait fait exploser les sentiments nationalistes en Europe, et avait marqué du sceau national la lutte des monopoles impérialistes pour le partage des zones d'influence dans le monde, et entre les pays impérialistes en lutte. Dans ces conditions, l'opportunisme chauviniste était parvenu à devenir le courant dominant dans les milieux sociaux-démocrates européens, représenté par Kautsky et les « chevaliers » de la 2^{ème} Internationale. Face à cette trahison claire de l'esprit du marxisme révolutionnaire internationaliste, Lénine a dû ouvrir le feu sur l'opportunisme de droite, dans une lutte implacable, en vue de consolider la position révolutionnaire contre la guerre impérialiste. Ainsi, Lénine a fait ressortir, de manière développée et globale, la signification vivante du

slogan audacieux du marxisme : « les ouvriers n'ont pas de patrie ».

Lorsque Marx avait annoncé dans **Le Manifeste communiste**, en 1848, que les ouvriers n'ont pas de patrie, il avait conforté la classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire en général, par une position révolutionnaire internationaliste et par une vérité essentielle nouvelle, à savoir que si l'Etat-nation a un sens progressiste démocratique à l'ère de la bourgeoisie montante, lors de la révolution démocratique bourgeoise contre le féodalisme, il a un sens réactionnaire et contre la libération du prolétariat à l'époque de la bourgeoisie développée, à l'ère des monopoles impérialistes ; car la bourgeoisie elle-même tend vers le nihilisme national et l'élargissement de l'influence du capital hors des frontières de sa propre nation, en annexant d'autres peuples et d'autres nations par la violence. La bourgeoisie de la libre concurrence a joué un rôle historique progressiste dans l'unification de la nation, du marché et de la langue, ainsi que dans le développement des forces, des relations et des méthodes de production. Elle a mobilisé derrière elle d'innombrables masses populaires démunies lors de la révolution bourgeoise contre le système féodal, et il était du devoir du prolétariat de lutter pour soutenir ces changements progressistes, d'appuyer et de participer à la guerre visant la défense de la patrie et l'instauration d'un Etat national unifié.

Mais, dès que la bourgeoisie était passée au stade du capitalisme monopoliste, et dès qu'elle s'était orientée vers le nihilisme national, vers la destruction de l'Etat-nation, sur les ruines duquel elle était montée lors de sa première phase, et en privilégiant ses intérêts de classe, cherchant les profits à l'intérieur et à l'extérieur de sa nation, même si cela allait entraîner le peuple et ses masses laborieuses, dans des guerres d'agression sanguinaires contre d'autres nations, d'autres peuples ; dans ces conditions, la nation et le slogan de la défense de la nation avaient perdu toute signification progressiste

ou démocratique. Ce slogan était devenu plutôt la justification de l'invasion impérialiste, n'ayant aucun rapport avec les intérêts du prolétariat, ni avec ses objectifs de progrès. Il avait constitué plutôt une agression manifeste contre la liberté des peuples, leur indépendance et la fraternité entre eux.

En prônant le slogan du Manifeste Communiste à savoir que « les ouvriers n'ont pas de patrie », Lénine avait fait face aux chevaliers de la 2^{ème} Internationale qui avaient appelé à « la défense de la patrie » en vue de mettre une ligne de démarcation décisive entre ceux qui avaient dévié de la ligne de la révolution - et que la bourgeoisie avait séduit par des bribes de la plus-value qu'elle engrangeait des colonies-, qui avaient soutenu l'allocation de fonds à la guerre coloniale, et qui avaient participé à des gouvernements militaires. Par ces positions, ils s'étaient mis au service du capital financier mondial et des classes bourgeoises et le mouvement socio-démocrate-révolutionnaire, qui avait déclaré avant la guerre qu'il s'y opposait, et qu'il allait lutter pour transformer la guerre de « la défense de la patrie », qui n'est en fin de compte qu'une guerre au profit des monopoles et qu'une lutte pour le partage des zones d'influence à travers le monde, en une guerre civile contre la bourgeoisie elle-même, pour la paix ; car c'est dans ce « défaitisme » que réside l'intérêt internationaliste, de classe, du prolétariat et de l'ensemble des peuples colonisés et opprimés. Le succès de la révolution socialiste de Russie en octobre 1917, fut une application vivante de cette ligne révolutionnaire internationaliste que le léninisme avait défendue avec opiniâtreté jusqu'au bout.

La vision léniniste historique globale ne se complète, ne devient mondiale qu'en rapport avec sa lutte contre le second courant de déviation sur la question nationale, et représenté précisément dans la lutte contre le courant du « nihilisme national », qu'avaient illustré les Russes Boukharine et Piatakov, et les Polonais, Rosa Luxembourg et Karl Radek.

Le « nihilisme national » prend son point de départ de positions opportunistes gauchistes extrémistes dans la lutte contre le « chauvinisme droitiste » du mouvement socialiste européen. Pour, mettre à exécution le mot d'ordre de la défense de la patrie, ce courant avait glissé vers une hostilité absolue à toute guerre nationale, sous prétexte que la guerre nationale et la défense de la patrie n'étaient plus possibles à l'ère de l'impérialisme. Ils avaient brandi le mot d'ordre « à bat les frontières » entre pays, et le mot d'ordre « méthode de la révolution socialiste pure », et avaient combattu absolument le droit des nations à l'autodétermination, estimant que tout soutien à n'importe quel nationalisme, ou unification de nation, serait un moyen pour distraire les masses laborieuses de leur lutte principale contre leurs ennemis de classe ; et que toute illusion au sujet du caractère juste des guerres nationales et de l'instauration de l'Etat national unifié, n'était qu'une couverture de la politique impérialiste. Rosa avait dit en substance : « au temps (ère) de cet impérialisme envahissant, il ne peut y avoir de guerre nationale ; les intérêts nationaux ne sont que des moyens de diversion, visant à assujettir les masses laborieuses populaires à leur ennemi juré : l'impérialisme » (Lénine : Le mouvement de libération des peuples d'orient, p. 256).

Pour faire face à ce courant « économico-impérialiste », atteint de l'ulcère du « nihilisme national », en ce qui concerne précisément, le développement de la Russie, Lénine avait ramené le débat à sa base, à savoir « la nécessité de distinguer avec précision deux ères du capitalisme, totalement différentes l'une de l'autre pour ce qui est des mouvement nationaux » (Lénine, Le droit à l'autodétermination, p. 74)...

En Russie ... en Europe Orientale, et en Asie globalement, la révolution nationale bourgeoise démocratique n'a pas encore triomphé... Ces contrées connaissent encore « l'émergence de tendances visant à créer des Etats indépendants et unifiés sur le plan national » ; d'où toute hostilité à cette tendance et à cette évolution, était

considérée comme une position nationaliste des plus réactionnaires et des plus injustes.

Mais, la divergence entre Lénine et le courant « nihiliste national » ne se focalisa pas seulement sur la position au sujet de la question nationale, mais plutôt (plus clairement) sur les contradictions de la période actuelle, sur la compréhension de la dialectique de la relation entre ces contradictions à l'époque impérialiste, sur l'évaluation globale de toutes les forces actives qui luttent pour mettre un terme au système capitaliste-impérialiste. Rosa avait saisi le monde des « métropoles », mais elle avait mal évalué le rôle des pays coloniaux, dépendants. Et en ce faisant, elle n'avait pas pu appréhender correctement l'ensemble du contexte, ni l'impérialisme lui-même, qui signifie que le capital « dépasse » le cadre de l'Etat national et que l'oppression s'étend à de nombreux peuples des colonies et des pays dépendants. Le léninisme devint global, universel, précisément parce qu'il avait saisi précocement la vision de l'évolution ultérieure, la vision du futur, car il avait donné de l'importance au rôle progressiste des mouvements de libération nationale et d'unification dans les colonies et les pays dépendants ; car il avait soutenu la lutte de libération des peuples qui s'étaient soulevés pour se libérer du joug de leurs spoliateurs, et avait démontré concrètement, sur la base d'études de diagnostics de la lutte des mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique, que l'armée des peuples opprimés luttant pour leur liberté, était le plus fort allié de la lutte du prolétariat pour la révolution socialiste, et que toute tendance hostile à n'importe quelle lutte nationale et n'importe quelle défense de la nation, était dans son fond du défaitisme, qui rejoint objectivement, qu'elle le veuille ou non, les déviations de l'opportunisme de droite. Considérer que les guerres nationales, que mènent les nations opprimées contre les nations oppressantes, ne sont qu'une couverture de la politique impérialiste, qu'un moyen de distraire les masses laborieuses de la lutte de classe

principale, signifie pratiquement détourner ces peuples de la résistance à l'invasion de leur nation, les détourner de la lutte contre le colonialisme. Sur ce point précis, le nihilisme rejoint l'opportunisme, même s'il a sur lui l'avantage du verbiage révolutionnaire de gauche.

Après ce très bref exposé du patrimoine marxiste-léniniste sur cette question, et dans le contexte historique précis où il a évolué, notre objectif premier était de rectifier les grandes déformations de certains points de vue du « gauchisme verbal », dont la suprême expression est représentée par la thèse de la direction d'Ila Al Amam. Quant à notre second objectif, il concerne la clarté totale, la prise de conscience complète de la marche victorieuse de la lutte nationale que mène le peuple marocain actuellement pour se débarrasser du colonialisme et pour son unité territoriale complète. C'est une réfutation de toutes les thèses erronées exprimées et défendues par la direction d'Ila al Amam. A commencer par l'hérésie de l'existence d'une entité au Sahara distincte du peuple marocain, jusqu'à l'analyse de l'ensemble des contradictions agissant sur la bataille de libération du Sahara marocain : la position du colonisateur espagnol, la position de la réaction marocaine, la position de la bourgeoisie nationale, la position de la classe ouvrière, jusqu'à l'application des thèses de la direction d'Ila Al Amam sur « le droit à l'autodétermination », dans les bourgs et les villages, au lieu de son application marxiste-léniniste au profit des nations et des peuples ; pour aboutir, enfin, à la détermination de la ligne de démarcation dans cette bataille nationale, entre la déviation de droite, représentée par la pratique de la direction des partis nationalistes légaux, et la déviation nihiliste nationale, représentée par la direction d'Ila Al Amam et l'organisation du Polisario, et la ligne nationale-révolutionnaire que nous défendons.

”

Traduit de l'Arabe par:

Nour-eddine SAOUDI ,



Lectures et comptes rendus

206

**"Les territoires Dieu" ou le retour
de la littérature des "gueux"**

Roman de Najib Abdelhak

Mounir SERHAN

"Deux journées"

Roman de Latifa Halim

Rachida AFILAL



« *Les Territoires de Dieu* » d'Abdelhak Najib

*un roman sur les
marginaux
ou le retour de la littérature
des « gueux »*

■ Mounir SERHANI^(*)

207

Journaliste, critique d'art et de cinéma, Abdelhak Najib a publié tout récemment son premier roman dont le titre s'égale à une trouvaille géographique qui situe le roman dans un lieu de nulle part, savoir les territoires appartenant à Dieu. Ce choix est d'ores et déjà battu en brèches le long des 182 pages d'un roman dense et compact. La connotation religieuse et sacrée débouche in fine sur un discours on ne peut plus blasphématoire qui donne, soudainement, sur l'inanité et la vacuité, emblématisées conjointement par une frasque foisonnante des personnages archétypaux dont l'existence est à la fois éparse et tragiquement inéluctable. En effet, le tragique s'illustre par un procédé narratologique à même de traduire ce tohu-bohu énonciatif dans lequel baigne la trame, à savoir la polyphonie intensifiée jusqu'à l'ambiguïté. Tout comme le thème de la déperdition qui structure

le récit, en filigrane, voire même en douceur empoisonnée. Néanmoins, le profil du narrateur-personnage reste polymorphe et subtilement insaisissable.

C'est un roman à vocation picaresque, une initiation à l'envers, où le sacré se trouve carrément profané et le grossier côtoie le mystique. C'est, encore plus, une plaidoirie au profit des bannis, des exclus et des parias, érigés toutefois en saints et prophètes dans des territoires où Dieu est un grand nonchalant et absentéiste. Dieu, nous dirait le « je » narrateur et personnage, s'abstient d'intervenir dans la misère quotidienne des petites gens, comme s'il n'était nullement intéressé par ce territoire de no man's land délaissé et délibérément écrasé par cette transcendance écrasante. Le néant est en effet cette entité récurrente qui se cache cyniquement derrière un malaise collectif sempiternel. Le héros de ces Territoires est placé sous le signe de l'errance et de la rébellion. Il est dévergondé, hirsute, sadique, amoral, mais bon vivant et fidèle à son quotidien ingrat, versatile et fastidieux. Ce « je » immensément cultivé, calé en littérature et en philosophie, s'engage dès l'entrée de jeu à relater la vie de ces hommes qui ont peuplé les coins perdus de son passé, ces hommes et femmes qui ont bercé son enfance. L'acte d'écrire devient donc un hommage rendu généreusement à ces marginaux de l'Histoire qui acquièrent toutefois une grandeur inestimable vouée à l'oubli à cause du rejet que leur promet une société fondée sur le mensonge, l'hypocrisie, l'arnaque, l'incompétence et l'exploitation.

Ce roman donne la parole à des personnages qui transcendent les attentes lectorales dans la mesure où l'on n'est guère habitué à un banni qui se place dans le devant de la scène pour se faire passer pour un porte-parole de la communauté des antihéros. Certes, la littérature mondiale a connu de tels déplacements étonnants et imprévisibles, comme dans *Le Tambour* de Günter Grass, *Homme Invisible* de Ralph Ellison ou encore *Voyage au bout de la nuit* de Céline, mais il n'en demeure pas moins qu'Abdelhak Najib revisite, à sa manière, ces poncifs donquichottesques qui se servent d'un regard en contre plongée vis-à-vis des autres et surtout par rapport à la doxa. D'ailleurs, les épigraphes qui ouvrent les différents chapitres des Territoires de Dieu témoignent de la réhabilitation de ces classes maudite, voire même jetées dans les oubliettes de

l'Histoire collective (Sade, Rimbaud...). L'incipit du roman lui-même est entamé sciemment par un discours pointilleux sur les ruines et sur la dépravation : « Ma vie entière s'est déroulée dans un périmètre très réduit nommé bloc El Koudia à Hay Mohammadi. On aurait pu tout aussi bien baptiser ce bout du monde : la colline des hautes solitudes. Mon territoire se dessinait alors autour de quelques pâtés de maisons, une centaine de visages inoxydables, des noms héroïques qui revenaient souvent comme ceux du Coran pour nous rappeler qu'avant nous, ont vécu des hommes ici même, des hommes qui ont construit cette parcelle de terre portant nos pas à tous ». Une telle entrée in medias res est à même de nous situer dans l'ambiance générale qui regorge de personnages dont le destin serait bel et bien indubitablement tragique. Et la galerie de commencer : Ayoub (dont le prénom connote patience et persévérance, un fervent islamiste radical et un trafiquant de drogue, en même temps), Aziza (une fine connaissance des hommes et une prostituée aguerrie qui exerce son métier avec pragmatisme et sang froid), Raouf (dont le prénom désigne littéralement la pitié, pourtant il est surnommé « brûleur de rats » et « le saint patron des insultes »), Si Ahmed le criminel, Rahma, ce personnage féminin qui défend sa fille contre son violeur et finit en prison, Amal cette femme mentor qui apprend à l'enfant la philosophie du corps et les rouages du plaisir (« Amal m'a tendu une main fragile qui ouvert pour moi les portes du paradis »), comme Malika qui ne cesse d'être son initiatrice au corps et à la chair, Myriam, la donneuse d'eau en serait le contre exemple car elle garde encore sa pureté de vierge et ses croyances de fidèle visiteuse des tombes, Hassania l'allumeuse vétérane et la voyante calamiteuse du quartier(Christ sans croix), Chouaib, ce baume consacré aux problèmes les plus récalcitrants du groupe, et l'incontournable Alia, cette fille de joie hissée au rang des saintes sur terre d'autant plus qu'elle aide tous ces démunis des Territoires, Ali cet adulte précoce qui détient une philosophie inouïe dans son rapport à Dieu et à l'au-delà, Youness le polyglotte, Adam le conteur imbattable (image de l'écrivain), Khalid le jeune voyageur vers l'autre vie, vers la transcendance, cette échappatoire encore possible, et le misogyne juré, Arroub, Hajiba, Aicha, Hanane, Jamal, Selma... Nombreux sont ceux et celles

qui appartiennent à cette « cohorte heureuse de Dionysos ». Il nous serait donc inaccessible d'en faire l'analyse exhaustive.

Opter pour un narrateur enfant est un subterfuge subtil qui permet de franchir le seuil du mystère féminin et d'accéder aux espaces interdits aux adultes. Le regard d'enfant traduit également cette naïveté puérile où il se trouve inexorablement pris en otage tout comme l'adulte qui est bien évidemment tarauté par sa propre mémoire à tel point qu'il s'empoisonne la vie personnelle (délire, hallucinations et introspection). Il s'agit donc d'un personnage qui s'oublie perpétuellement et volontiers dans le travail (l'amour de l'argent et les petites choses à vendre) et surtout dans la cécité charnelle (la concupiscence).

Par ailleurs, le « je » représente, en l'occurrence, une entité différente des autres, c'est-à-dire ses semblables, parce qu'il est anticonformiste et particulièrement rebelle à la doxa. Même l'espace qu'il habitait, en compagnie de ses amis malfatrats, est lui-même révélateur de cette traversée de désert qu'ils menaient douloureusement, un no man's land appelé, entre autres, La Croix (un lieu de croisement mais aussi de crucifixion) propice à la Passion des marginaux, au sens chrétien du mot). Le personnage dit Momo n'est, parallèlement, qu'une métaphore de la résistance et de la déception. Il s'agit dans ce roman d'un absurde camusien qui, de par le je-m'en-foutisme structurel, parcourt, en filigrane, toute l'œuvre. Le lecteur se trouve indubitablement dans un monde contre-utopique où le bonheur n'est, le cas échéant, que factice et l'espoir falsifié vécu à même une terre désolée (« cette parcelle des terres de Dieu »). Un tel territoire est dédié aux survivants dont l'amour est la seule puissance salvatrice de la misère quotidienne, voire même intrinsèque et éternelle.

L'amour passe par ses différentes phases classiques, comme il les a décrites Stendhal dans son traité intitulé *De l'amour : la cristallisation- la dé cristallisation*. En effet, l'amour d'Amal a rendu le personnage-narrateur à la fois mature et initié : « la vie nous donnait pour l'instant son suc le plus secret et qu'il ne fallait jamais gâcher cela avec des mots », « ...et je me sentais aussi grand que mon frère aîné... », « Amal ... se contentait... de m'ouvrir la voie du salut ». Cette fascination disparaît entièrement et est substituée par une douleur viscérale quand l'amoureux est cruellement transi et

du coup délaissé : « Amal est partie me laissant dans le trou d'où elle m'avait sorti, il y a des années, avec le même sourire ». Le monde est désormais dépeuplé et la passion amoureuse devient comme par enchantement le vecteur de délinquance. En sus de sa dimension platonique, l'amour est intrinsèquement lié à la chair, notamment dans son rapport fétichiste à Malika : « La plus grande feria du corps a été vécue entre les cuisses de Malika, les lèvres mouillées de son nectar, la tête enveloppée dans un dédale de fraîcheur, de chaleur, d'amour, d'envie, de désir, de crainte et de gloire ». Ceci dit, cette description mystificatrice de la jouissance charnelle n'exclut aucunement le fait que le plaisir est souvent commis également dans des endroits marginaux, voire même malsains, à savoir les toilettes. Le récit profite ainsi de ses aphorismes pour nous présenter l'amour en tant que « seul viatique », le corps comme « l'unique sens de la vie ».

Dans tout le magma rétrospectif, le narrateur exprime ouvertement son vœu de véracité et d'authenticité. Il promet de raconter le hic de sa vie : l'errance. Pour ses personnages nietzschéens, « les amis de la vie », « errer est le fin mot de la vie ». En plus de ce poncif picaresque, l'inconvénient d'être né est un autre thème qui nous rappelle ad hoc Emil Cioran, mais cette fois la lucidité est bel et bien mise en relief. La nuit est effectivement un moment de damnation et de fièvre existentielle : « Bordel... puisqu'il est partout, pourquoi il n'a pas pris ma défense ? ». C'est pour dire que le blasphème est un acte de révolte nocturne et quasiment quotidien par lequel les personnages extériorisent leur mal, leur douleur et leur rancune. Celle-ci est des fois portée contre les êtres les plus proches tels que cette mère violente qui contraste avec la figure paternelle tendre et douce (contrairement au cliché consommé du père tyran en chair et en os fort présent dans la littérature marocaine : « Mon père était toute ma vie et je ne la voyais pas continuer sans lui »). En somme, la vie ici-bas est plus tortionnaire que tous les enfers décrits minutieusement dans les textes sacrés, partout édulcorés.

En tant que romancier, on pourrait dire qu'Abdelhak Najib y habite en conteur vétéran aguerri et maîtrise ainsi cette espèce d'enfilade narrative susceptible de nous apprendre- nous lecteurs- que le récit abandonne subtilement la « poéticité » outrée ou du moins gratuite. Toutefois, ce même récit se nourrit du rythme narratif

suivi, rapide, et même acharné, comme si le narrateur se coupait délibérément le souffle ou, mieux encore, voulait s'extraire un fardeau lourdement étouffant. Noir sur blanc, cécité sur silence. C'est dire que le scribe s'invite pour polir les contours. A rebours de la tentation d'un enfermement dans l'enceinte prétendument absolue du genre romanesque, Najib met sans doute en avant « l'intériorité » de son personnage. Simultanément, il vit de « tout ce que les autres ne savent pas de lui », comme disait Peter Handke. Et l'épanchement de revêtir les traits distinctifs d'une psychothérapie urgente. La parole semble porteuse d'une ambition se voulant de la façon particulière d'être au monde. Thériaque à même d'embaumer des plaies abyssales. Dieu en est le leitmotiv hantant l'esprit du jeune homme, fragile et visiblement sensible. Son temps paraît s'arrêter à l'autel de cet être absolu et fatal, et son espace se rétrécit jusqu'à l'asphyxie. Il est, remarquons-nous à vue d'œil, un être conscient de son non-être parce que ce fantôme, aussi invisible soit-il, anime ses cauchemars et bouleverse ses moments les plus intimes. Même ses rapports amoureux, notamment ses coïts dérobés, se consomment sous l'emprise des yeux omniprésents, toujours aux aguets. N'oublions pas que son personnage est cultivé, amoureux de la poésie et de la littérature. Il est donc au centre, et préfère, néanmoins, la marge. Un picaresque de la ville ; un héros de la périphérie où il se ressemble paisiblement. L'être ne céderait point à l'avoir. Pourquoi donc ? Parce que, tout simplement, ce dit cultivé est factice et ne saurait à aucun moment endosser ni le code formel de la morale ni le masque d'un enfant éduqué prisé par les professeurs à l'école. Nous nous trouvons devant un personnage nonchalant, mais rétif aux systèmes qu'impose l'institution et révolté, quoique silencieusement, contre les stéréotypes réducteurs de la société et de la religion. De surcroît, il est l'incarnation du personnage tragique conscient de son destin et voulant détenir la vie en main : « Quand on atteint ce stade de malédiction, toutes les merdes se ressemblent ». Cependant, il existe des choses minimales susceptibles d'être d'une grande catharsis pour un tel être maudit (le foot- le cinéma) : « Tout ce fatras de vies disloquées autour d'un ballon en plastique, courrait derrière une once de liberté, un filet de lumière qui nous disait que malgré tout, nous étions les maîtres du monde ». C'est pourquoi le texte regorge de ces images

péjoratives de Dieu en le rétrogradant au statut d'un être ordinaire, et même rejeté par le quatuor des voyous. Dieu est ironiquement taxé de nonchalance et de passivité même dans les détails les plus dômes tels que les brûlures annales causées par la sauce piquante. Le jeune homme se dresse au final comme un leader déchu qui se compare lucidement au Créateur, un guide spirituel à même de sauver toute une génération rien que par des films pornographiques montés à sa guise et favorisant ainsi une masturbation aguerrie à tous les adolescents du quartier ! Comme si le Bon Dieu donnait le feu vert pour le grand déballage sexuel !

Le dernier chapitre des Territoires de Dieu est placé sous le signe du testament dans la mesure où il y existe une double dimension, sisyphienne et prométhéenne par le biais d'un ensemble de maximes aussi noires que celles de Lautréamont, de Sade et de Kafka : « Oui, le paradis. La plus grande supercherie qu'on ait inventée depuis que les hommes crèvent sur terre », « Si Dieu existait, il devrait au moins envoyer un millier de prophètes dans notre quartier et que tous seraient des prophètes enfants, âgés de six à quatorze ans ». Tout est remis en péril : Dieu, la virilité de Dieu, les femmes -urinaires, les paradis artificiels, l'enfance mature, la chair salvatrice...

213

Autrement dit, son désir est inévitablement double : une volonté d'immersion, de participation à la plénitude bariolée du monde et un fantasme naïf, enfantin d'ériger ses amis d'enfance en saints et en martyrs. Savoureuse aventure, mélange de rêverie et de pensée, Les territoires de Dieu frôle les visions noires et subversives, toutes nuances gardés, de Nietzsche, Sade et Cioran, dans leur existentialisme mélancolique qui coupe à la racine les illusions poussant aussi leurs idées jusqu'au « gai désespoir ».

(^c)Agrégré et poète



Deux journées
Un roman de
Latifa HALIM



II Rachida AFILAL

214

Le roman « deux journées » tout comme « tawq al hamama » du grand Ibn Hazm, est le fruit d'une inspiration toute particulière, profondément marqué dans le cœur de la romancière et dont l'effet a été plus qu'insufflateur ; fruit de l'inspiration d'une amie vivement présente dans le tumulte du quotidien et sa monotonie accablante ! A Montréal, la ville choyée de la romancière d'où elle a décidé d'envoyer un simple mail à son amie Raghda, les événements prennent la forme d'un tourbillon martelant où toute une journée n'a pas suffi pour rédiger et envoyer ce fameux mail ! Fameux car il sera à l'origine du roman et constituera le fil conducteur du récit ! De part son titre déjà, le roman « deux journées » est plus qu'original. Tout se passe et se relate en deux jours, le temps d'un roman ! Entre l'écriture du mail et son envoi, la romancière nous livre des séquences intermittentes de sa vie, de celle de sa famille, de sa communauté, de son peuple où le personnel, le social et le politique se concordent, se juxtaposent, s'interpellent se mêlent et

se démêlent pour donner à des événements réels une note fictive douce, enveloppante et captivante.

Au fil des pages, les faits se profilent et se succèdent dans un enchantement saccadé où l'historique, l'imaginaire, le rationnel et l'affectif s'épousent, s'enlacent, s'embrassent, se séparent dans des élans tendres, coquins et déchainés. Cet aspect de l'art de raconter de la romancière déstabilise le lecteur dans ses croyances, fragilise ses convictions et rompt avec son mode de pensées et son pré appréciation de l'art d'écrire et de relater. Sans vouloir délibérément être une critique le roman invite le lecteur à se libérer d'un style romancier pré requis pour adhérer à une nouvelle façon de raconter dans une brutalité douce et attachante !

Dès lors, la romancière évoque la mémoire dans un mouvement continu, voyage alterné, va et vient ininterrompu mais constamment renouvelé entre Montréal, Chicago, Fès, ...villes sublimes, villes aimées usant de diverses techniques littéraires qui donnent au lecteur une sensation de mouvements frénétiques le laissant en haleine. Tablant sur la transcendance et la bipolarité, le texte est ainsi à l'heure de la mondialisation où dissemblance, diversité, conformité, hétérogénéité et homogénéité se bercent, s'entrelacent, se combinent sans pour autant s'assimiler.

215

Dénoyer ce texte pour démêler les fils enchevêtrés des événements racontés dans un style novateur où l'arabe classique et la darija se coudoient élégamment sans se heurter, met en haleine le lecteur entraîné dans un flot tourbillonné où la recherche d'un moment de répit est continue. Le passé s'entremêle et s'imisce ainsi dans le présent sans nuire pour autant à l'esthétique du texte ni rompre avec la logique de l'art de raconter qui reste le point fort de la romancière.

Dans « deux journées », l'imaginaire, les personnages, le retour furtif mais récurrent à l'histoire, le ra de marrée entre le réel et le fictif dans une symbiose légère mais profonde... mettent le lecteur devant la difficulté de classer ce texte : s'agit-il d'un roman classique, d'un roman historique, d'une gymnastique intellectuelle acrobatique, d'un texte de zajal, d'un documentaire... ? Nul ne peut trancher ! Ce roman est certes tout ça à la fois ! Cette dimension est certes voulue et exprime plus d'une signification artistique. Jouer avec le temps, l'espace, le langage, les personnages avec intelligence

et sournoiserie, la romancière en a fait son style, déjà développé d'ailleurs dans son premier roman « dounia jat »

« Deux journées » fait émerger une façon d'exprimer se voulant novatrice et audacieuse. Cette tendance se concrétise par exemple dans les obstacles dressés par la police et qui empêchent la femme enceinte en plein contractions de passer ou encore dans la voix incitatrice du poète révolté et indomptable à la page 39.

« Deux journées » traduit un moment de recul remettant à jour des moments terribles de l'histoire de notre cher Maroc ; des moments dont l'impact sur la vie culturelle et artistique est de nos jours bien profond. Sortir de la reproduction et emporter le lecteur dans l'enchantement et la magie des événements a été un challenge gagné à coup de sournoiserie de coquetterie et de noblesse de la parole.



Domenico LOSURDO

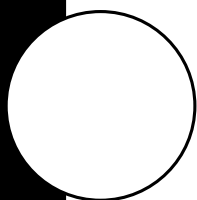


CONTRE-HISTOIRE DU LIBERALISME

217 *Le libéralisme continue aujourd'hui d'exercer une influence décisive sur la politique mondiale et de jouir d'un crédit rarement remis en cause. Si les « travers » de l'économie de marché peuvent à l'occasion lui être imputés, les bienfaits de sa philosophie politique semblent évidents. Il est généralement admis que celle-ci relève d'un idéal universel réclamant l'émancipation de tous. Or c'est une tout autre histoire que nous raconte ici Domenico Losurdo, une histoire de sang et de larmes, de meurtres et d'exploitation. Selon lui, le libéralisme est, depuis ses origines, une idéologie de classe au service d'un petit groupe d'hommes blancs, intimement liée aux politiques les plus illibérales qui soient : l'esclavage, le colonialisme, le génocide, le racisme et le mépris du peuple.*

Dans cette enquête historique magistrale qui couvre trois siècles, du XVII^e au XX^e siècle, Losurdo analyse de manière incisive l'œuvre des principaux penseurs libéraux, tels que Locke, Burke, Tocqueville, Constant, Bentham ou Sieyès, et en révèle les contradictions internes. L'un était possesseur d'esclaves, l'autre défendait l'extermination des Indiens, un autre prônait l'enfermement et l'exploitation des pauvres, un quatrième s'enthousiasmait de l'écrasement des peuples colonisés... Assumer l'héritage du libéralisme et dépasser ses clauses d'exclusion est une tâche incontournable. Les mérites du libéralisme sont trop importants et trop évidents pour qu'on ait besoin de lui en attribuer d'autres, complètement imaginaires.

Editions : **La Découverte**



Créations

218

Najib BENDAOUD

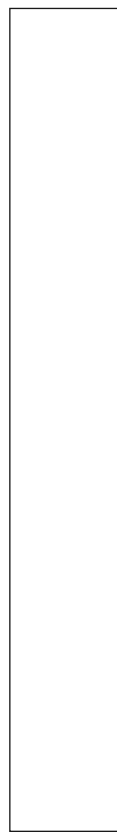
Ahmed HABCHI

Aymen HACEN

Samia LAMINE

Monssef SEDKI ALAOUI

Mounir SERHANI



un oubli outragé

■ **Najib BENDAOU**

219

Ciel, tes yeux d'amande !
Manquent terriblement
À la transe de mes mots orphelins
Ton silence de glace trouble la quiétude
De mon âme abattue
Ton absence sourde ronge affreusement
Mes veines abasourdies
Mon jour s'estompe au fond
De ta nuit distraite
Mes oiseaux tristes
Me murmurent leur déchéance
Tout le blanc de mon innocence assommée
Se métamorphose en couleurs opaques
Tout le cri de mon aube
Du coup devient amertume
Mes doigts succombent au fond
D'un clavier morose
Ma musique taciturne meurt
Dans ma chambre obscure
Mes lèvres mélancoliques se taisent
Un froid amer les emprisonne
Un air accablant les terrorise
Mes lieux tristes se profanent
Dans l'oubli affame
De ton oubli outragé
Ciel, rend moi notre songe !
Apaise ma rage d'aimer

Cultive en moi ta foi
Laisse-moi deviner le vol
De ton corps invisible
Laisse-moi devenir la fleur
De ta fleur !

un chant, une Mémoire

■ **Ahmed HABCHI**

Si ma voix te parvenait maintenant
Si mon chant, mes paroles, les battements de mon cœur
Pouvaient te réjouir
Tu saurais que les vents nocturnes
n'ont guère reposé
que le tonnerre n'a guère brisé
l'éclat de ton regard,
qu'enfin les vagues écumantes de l'océan
n'ont cessé de déferler.

Mais aujourd'hui te voilà objet de manifestes et de poème
je glorifie la fidélité
en cet anniversaire de martyr
ma matinée sera couleur de combat
les bégaiements d'hier devront disparaître
et le cercle de la blessure s'effacer
pour que transporté par ton ardeur même
je puisse te rejoindre
oh ! Si ma voix pouvait te parvenir.

Demain la joie envahira mon sang.
L'amour s'accomplira en aube
d'un jour nouveau odoriférant

parsemé de fleurs et de féconds épis
le chant retentira au dessus des places

Et ta mémoire
sera amarrée au cœur de la patrie



Décembre 1978

L'escalier d'autrui

■ Aymen HACEN (*)

à Ahmed Brahim¹, *in memoriam*

*Cette nuit j'ai pris ma main droite j'ai cherché oui
à la faire gauche s'est rebiffée la gauche
la droite n'a pas voulu la réconcilier
demain mes mains droite et gauche et vice versa
je les menotterai mon cœur battra toujours
aimera qui de droit mon sang le vin boira
ma plume le monde dira oui chantera*

223

Rarement je dors et quand il m'arrive
de dormir je crois rêver en rêvant
ce matin je me suis vu en train de
rêver rêve dans le rêve et mise en
abyme car le Y sert de front
fronde dont je suis la pierre tombale
je me suis vu en rêvant dans le rêve
où je me suis vu en train de rêver
que j'étais parti quelque part parti
ou déjà là-bas je n'en sais rien vu
que je n'ai fait nul chemin vu que je
me suis à peine vu oui péniblement
avec un certain entrain certes mais

(1) Ahmed Brahim est un universitaire, militant politique de gauche et syndicaliste tunisien. Il est mort le 14 avril 2016.

voix contre soi face-à-face vivant
mort-vivant mort enterré amoureux
d'elle...

...voix contre voix bouche à bouche nos amours et
moi mort et toi en vie croyais-tu cherchant à
m'enfoncer m'asséner le coup de grâce pour
enfin de compte me ranimer ranimer
pour de nouveau me tuer tuer pour aimer
tout ça tout ça tout ça à la vie à l'amour

dans le rêve ou la réalité que lui dire :
sans doute veux-tu que j'aïlle aussi loin que mes
vers poèmes polèmes combats et exils
involontaires dans l'amour par lui pour elle
cette Tunisie libérée mais pas encore
libre car pour y parvenir il va falloir
casser des œufs mettre les pieds dans le plat et
s'essayer à l'anathème : ils t'y voueront !

224

... texte écrit je peux en allant vers le drapeau
m'acheminer vers moi mes larmes — notre peau
la lumière célébrait cette jeunesse
et vous pardon nos morts célébrerez-vous
vos propres prouesses vivrez-vous encore
le présent le passé comme détresse ou bien
comme certains enfin posterez-vous enfin
depuis l'au-delà bons mots lettres d'amour morte
la vie qui est désormais inconnue à cette adresse



(*) Poète, essayiste et traducteur.
Enseigne à l'Ecole Normale Supérieure de Tunis

HOMO-SAPIENS

■ **Samia LAMINE**

Une tempête de vent de sable

Une seconde

L'univers se serre

Une seconde

Etouffent les étoiles les planètes et nous tous

Rien qu'un petit grain de poussière

Une seconde

L'oiseau de mon petit cœur

Siffle un air

Une seconde

Et... jaillissent une fleur... un éclair... une lumière...

225 L'univers respandit de nouveau !

Des monts aux senteurs du vert rafraichissant des feuilles au cœur battant des épis frais des fruits pour les gourmets des océans des mers bleus une lune en argent des étoiles rayés et des soleils de mille couleurs un arc-en-terre réjouissant des lapins gambadant et des oiseaux dans l'air... chantant !

Point d'obscurité et point de durée !

La vie... un printemps inaltérable !

Une seconde

Et... ressurgissent ces bipèdes fous sans cœurs adorateurs des sous... violents comme ils étaient avant... depuis des milliards de millénaires et... quelques secondes

Une seconde

Et...

Les mots sortent du cadre homo- sapiens, s'assoient sur une chaise et se taisent...



Tunisie, 28/03/ 2016.

Détour par un autre et lointain « Printemps »

■ Monssef SEDKI ALAOUI

226

Au début d'un troisième millénaire brumeux et indifférent
Au fil de ces « printemps rouges » périlleux sans répondant,
Les successeurs moins grands se souviennent peu de « l'épopée »
d'antan

De champ en champ, leurs ancêtres évoluaient pourtant en
austères et modernes Savants :

Ibnou Rochd ¹héritier d'Aristote était le merveilleux « pont »
Entre un Orient décadent et l'aube d'un Occident renaissant
Il s'érigeât en phare impressionnant entre deux grands moments
Son « averroïsme » sema ses graines pour que fleurisse le siècle de
« raison »²

Eclairant le monde de « lumières » et de souffles heureux et
jaillissants.

Al Fârâbi en second maître structura la pensée d'antan
Avicenne ³la légua comme sagesse de l'esprit animé et conscient
Ibn Alhaytam ⁴l'irakien, ressuscita Euclide, Archimède, Ptolémée
et Héron

¹ alias « Averroès » (1126-1198)

² (872-950)

³ alias Ibn Sina (980-1037)

⁴ (965-1040)

Grâce à lui l'optique fleurissait au fil de la théorie de lumière et de pures visions

Les traités d'Avicenne et les expériences médicales d'Al Razi⁵ fondèrent l'humaine guérison

En authentique vrai génie arabe, Al Kindi fonda l'encyclopédisme dans sa fine distinction

O combien nécessaire comme éclairage nécessaire à ses bredouilles et fragiles descendants

Errants de fils en aiguilles dans les dédales de leurs vains mots et maux dits « révolutions » !



⁵ (965-932)

Décembre répugne à l'adieu

■ Mounir SERHANI

228

Ce mois est désormais haïssable
C'est le dernier pour moi
Chaque fois que je m'en souviens, un mur se dresse
Entre toi et moi
C'est le mois des maladresses
Des adieux et des non-retour
Tu n'es plus
Il ne me reste que 11 mois
Et quelques photos sur mon iPhone
Je prends le train et toi la douleur
Pars que tu reviennes
Le cœur sera suspendu
Et l'amour en veille
Ce n'est pas toi
Je ne reconnais que ton châle bleu
Dans la brume du départ
Tu ne le perdras pas
Il accompagnera tes prières
Le dernier des Saluts
Tu es issue de moi
Disais-tu autrefois
Contre les brigands des histoires

Entre autres la nôtre
C'est étrange !
Je suis vivant et tu es déjà veuve !
Je t'ai dit de partir
Mais je savais que notre sang était le même
Dois-je me cacher de l'univers ?
Dois-je avoir honte de mon miroir ?
Es-tu maculée ou le vent est-il passé en paix ?
Mon sang est maculé comme les précédents
C'est le dernier mois, tu sais
Es-tu sacrifiée à l'autel des souvenirs
Et des faux choix ?
C'est le dernier Décembre
Le mois de mes obsèques
A mourir d'absence.



Plate-forme(CERM)

Le Centre d'Etudes et de Recherches Mohamed Bensaid Ait-Idder est une fondation dédiée à la recherche, à la documentation, à la traduction, à l'édition et à l'animation culturelle. Elle s'intéresse à tout ce qui concerne le Maroc en tant que société et Etat, à tout ce qui le touche dans son identité et son cheminement historique, et ses conditions politiques, économiques, sociales et culturelles. Il a été fondé le 23 Avril 2011 à Casablanca, à l'initiative d'un groupe de personnalités, de compétences scientifiques et académiques venant d'horizons et de spécialités scientifiques diverses.

Il est une fondation culturelle et scientifique indépendante juridiquement et financièrement de toute autorité politique, économique et financière, elle est souveraine quant à l'orientation, et à la détermination de ses recherches et ses études dont le cadre est défini par les finalités inscrites dans son statut, les objectifs et les projets dont décident les instances dirigeantes.

Les objectifs principaux qui ont présidé à la création de ce centre sont les suivants :

- La prise de conscience du grand besoin des rôles de plus en plus assurés dans le monde actuel, par ce genre de structures dans l'élaboration des décisions et des pratiques de l'acteur politique sur la base nécessaire et suffisante d'un savoir académique et d'une expertise technique, et qui a fait que ce domaine se métamorphose avec une grande vitesse au cours des dernières années en un nouvel espace des enjeux du pouvoir et des grands conflits stratégiques aux niveaux national, régional et mondial.

- Le fait que l'histoire de la gauche dans notre pays soit, pour des raisons politiques et idéologiques, et non pas pour son non-enracinement historique ou la marginalité de son action politique, l'un des volets les plus marginalisés

et les plus exclus par la recherche scientifique dans nos universités. En conséquence, le centre prend en charge l'initiative de briser le silence dont fut entourée cette histoire et de commencer à mettre en lumière ses faits et ses actions, en collaboration avec d'autres centres nationaux avec lesquels il partage les finalités et les objectifs.

▪ Répondre au besoin exprimé par des générations entières de militants et de militantes qui ont contribué à l'expérience de la gauche, avec toutes ses organisations et ses courants, en vue de réhabiliter l'histoire/son histoire, ainsi qu'au droit des nouvelles générations de jeunes assoiffés de liberté, de connaître les faits de ce passé tel qu'ils se sont réellement passés, pour qu'ils constituent un élan de rénovation de l'engagement en vue d'œuvrer pour les mêmes valeurs et objectifs qu'ont portés les générations précédentes.

Compte tenu de toutes ces aspirations, le centre a pour objectif :

1- Que son centre d'intérêt général englobe toutes les recherches et les études historiques dont le thème principal est le mouvement national marocain, au Maroc comme champ, état et société, et qu'il concentre son intérêt dans un premier temps sur l'histoire de la gauche au Maroc, compte tenu des desseins précités et du danger de disparition et de perte qui guette le patrimoine et la mémoire de cette gauche, et qui sont nécessaires pour écrire et compléter l'écriture de cette histoire. Dans cette perspective, le centre œuvrera pour :

a- Constituer une archive qui réunit la matière historique avérée de l'histoire de la gauche (documents écrits, mémoires, témoignages, écrits, lectures, photos, enregistrements sonores ou audio-visuels, journaux, revues...)

b- Etablir une chronologie globale des principaux événements organisationnels et politiques de l'histoire de la gauche.

c- Mettre en place une base de données fonctionnelle et sa mise à disposition des chercheurs et toute personne susceptible de s'intéresser à cette histoire.

d- Rassembler les exemples les plus représentatifs des expériences de la gauche au niveau régional et mondial, et effectuer des études comparatives entre elles, et particulièrement entre ces expériences et l'expérience marocaine.

2- *S'ouvrir à toutes les compétences et les spécialités dans les champs des sciences humaines, sociales, économiques et juridiques...et aux études et recherches dont le sujet concerne la situation actuelle du Maroc, et aux conditions de sa maîtrise des décisions ayant trait à son cheminement historique, et fournir, le cas échéant, de l'expertise et de la consultation dans ce domaine.*

Etant donné que la principale certitude qui oriente les travaux du centre et ses activités est sa profonde conviction que les relations entre la science, le politique et la société représentent aujourd'hui un des enjeux les plus importants d'une véritable démocratie, il fournira tous les efforts requis en vue de servir la refondation d'une unité fructueuse entre la recherche et la production scientifique en tant que force vive de changement, et l'engagement social pris dans son sens global et noble. Cette unité est susceptible d'être un moyen pour mieux comprendre la tâche du savant, chercheur/citoyen, et ce à l'encontre d'un mode de pratique politique démagogique et hostile à toute tentative d'instruire les concernés pour qu'ils prennent leurs destinées en main, et à l'encontre d'un modèle de pratique « scientifique » technicienne qui lutte pour neutraliser la science en tant que force productive, et pour vider la pratique scientifique de tout engagement social, au nom de l'objectivité, et qui en réalité, ne fait que faciliter et justifier sa mise au service du capital.

Et pour arriver à ses fins, le centre comptera sur :

- L'organisation de recherches et d'études scientifiques et de symposiums scientifiques et politiques.*
- La publication d'un périodique du centre.*
- La création d'un site électronique.*
- La publication de livres.*
- La mise en place de relations de coopération et de partenariat avec tous les centres de recherches et d'études, d'universités, et de personnalités qui partagent avec le centre, les mêmes préoccupations, finalités et dont les objectifs et les projets lui correspondent aux siens.*

Les ressources du centre se constituent des dons des personnes, des aides étatiques et des institutions publiques, les revenus générés par la vente de publications et autres activités ou services que fournit le centre dans un cadre

légal. Le centre peut également faire appel au financement extérieur de projets bien déterminés à condition qu'il ne porte pas préjudice à son identité et à son autonomie et que toutes les garanties suffisantes de transparence soient assurées.

Quant à la structure administrative du centre, elle se base sur une instance de décision constituée de l'assemblée générale des membres, d'une instance consultative qui est la commission scientifique, et d'une instance exécutive qui est le secrétariat. Le statut et le règlement interne déterminent les pouvoirs attribués à chaque organe.



Sommaire

Editorial	10
Le Dossier: "Qu'est-ce que être de gauche"?	05
Argumentaire	06
La gauche absente ou le "J'accuse" de Domenico LOSURDO/ Mohamed MZOUH	11
Alain BADIOU: Le sens d'une lecture de l'Histoire/ Aymen HACEN	39
A propos de la gauche et d'autres questions/ Adil HADJAMI	49
La crise de la gauche: Aspets et propositions/ Mohamed MOUSSAOUI	57
Etre de gauche ou emprunter le chemin de l'histoire/ Abdelaali BENCHEKROUN	71
La gauche tunisienne entre Impasses et perspectives/ Said MOSBAH	82
La gauche marocaine: un cumul d'impasses / Lotfi CHAOUKI	90
Littérature et gauche au Maroc: Le cas de la revue "Souffles" et ses collaborateurs/ Younès EZ-ZOUAINE	101
Société civile, Etat civil et changement social/ Mustapha ELOUIZI	116
Esquisse d'analyse des déterminants et effets du "Mouvement 20 Février"/ Khadija BERADY	132
3 questions à	143
Said SAADI	144
Nabila MOUNIB	148
Abdellah ELHARRIF	157
Kamal LAHBIB	160
Driss KHROUZ	166
Témoignage	
Les élites politiques du mouvement national et les opportunités manquées / Mohamed BENSAID	171
Le Portrait	
Sion ASSIDON: Est-ce possible d'être vraiment de gauche sans être antisioniste?	184
Le Document	
"Hissons haut l'étendard léniniste sur la question nationale" /Organisation (23 Mars)	193
Lectures et comptes rendus	206
"Les territoires de Dieu", un roman de Abdelhak NAJIB/ Mounir SERHANI	207
"Deux journées", roman de Latifa HALIM/ Rachida AFILAL	214
Créations	218
Najib BENDAOUD	219
Ahmed HABCHI	221
Aymen HACEN	223
Samia LAMINE	225
Monsef SEDKI ALAOU	226
Mounir SERHANI	228
Plateforme du centre.....	230
Sommaire	234

Comité scientifique consultatif

<i>Abdellah</i>	HAMMOUDDI
<i>Driss</i>	BENSAID
<i>Fatna</i>	SERHANE
<i>Abdlghani</i>	ABOULAAZME
<i>Mohamed</i>	SASSI
<i>Ali</i>	KARIMI
<i>Brahim</i>	YASSINE
<i>Daho</i>	JARBAL (Algérie)
<i>Aissa</i>	KADRI (Algérie)
<i>M. Chaouqi</i>	EZ-ZINE (Algérie)
<i>Abdelmajid</i>	CHORFI (Tunisie)
<i>Faouaz</i>	TRABULSSI (Liban)
<i>Housn</i>	ABBOUD (Liban)
<i>Fahmi</i>	JADAANE (Jordanie/Palestine)
<i>Rajae</i>	BENSLAMA (Tunisie)

35 dhs